



Conseil de sécurité

Distr. générale
8 septembre 2021
Français
Original : anglais

Note de la Présidente du Conseil de sécurité

Au paragraphe 2 de sa résolution [2569 \(2021\)](#), le Conseil de sécurité a demandé au Groupe d'experts créé en application de la résolution [1874 \(2009\)](#) de lui présenter un rapport de mi-mandat contenant ses conclusions et recommandations. La Présidente communique donc ci-après le rapport émanant du Groupe d'experts (voir annexe).



Annexe

Lettre datée du 3 septembre 2021, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009)

Le Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité a l'honneur de communiquer ci-joint, conformément au paragraphe 2 de la résolution 2569 (2021) du Conseil, le rapport de mi-mandat sur ses travaux.

Le rapport a été présenté le 3 août 2021 au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006), qui l'a examiné le 26 août 2021.

Le Groupe d'experts vous serait reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et du rapport à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le faire publier comme document du Conseil.

Le Groupe d'experts créé en application
de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité

Pièce jointe**Lettre datée du 3 août 2021, adressée à la Présidente du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1718 \(2006\)](#) par le Groupe d'experts créé en application de la résolution [1874 \(2009\)](#)**

Le Groupe d'experts créé en application de la résolution [1874 \(2009\)](#) du Conseil de sécurité a l'honneur de communiquer ci-joint, conformément au paragraphe 2 de la résolution [2569 \(2021\)](#) du Conseil, le rapport de mi-mandat sur ses travaux.

Le Groupe d'experts vous serait reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et du rapport à l'attention des membres du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1718 \(2006\)](#).

Le Groupe d'experts créé en application
de la résolution [1874 \(2009\)](#) du Conseil de sécurité

Résumé

Au cours de la période considérée, la République populaire démocratique de Corée a continué, bien qu'elle ait porté son attention à l'aggravation de ses difficultés économiques, d'exécuter et de développer ses programmes d'armement nucléaire et de missiles balistiques. Aucun tir d'essai de missiles balistiques intercontinentaux ni d'essai nucléaire n'a été signalé. La République populaire démocratique de Corée a testé un nouveau missile balistique à courte portée combinant des technologies balistiques et de guidage, et a par ailleurs entretenu et amélioré son infrastructure nucléaire et de missiles balistiques. Elle a continué de chercher à se procurer à l'étranger les matières et la technologie nécessaires à ces programmes.

La fermeture des frontières décrétée par le pays pour lutter contre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a continué de bouleverser la circulation des personnes et des biens, licites ou illicites, à l'intérieur, à destination et hors du pays.

Les exportations maritimes de charbon et d'autres produits de base en provenance de la République populaire démocratique de Corée tombant sous le coup de sanctions se sont poursuivies, mais dans des proportions très réduites. Les importations de produits pétroliers signalées au Groupe d'experts ont considérablement diminué au cours du premier semestre de 2021. Les enquêtes sur des affaires maritimes et financières ont montré que les navires, ainsi que les structures de gestion et de propriété qui les soutiennent, ne cessaient d'augmenter en complexité, dans le but d'échapper aux sanctions. L'utilisation abusive des systèmes d'identification automatique s'est poursuivie, la flotte de la République populaire démocratique de Corée a continué d'acquérir des navires, et le pays a continué à vendre des droits de pêche dans ses eaux.

La République populaire démocratique de Corée a continué de faire appel aux institutions financières internationales, et la présence à l'étranger de ses travailleurs générant des revenus destinés aux programmes de l'État s'est poursuivie. Des pressions ont continué de s'exercer sur les responsables à l'étranger pour qu'ils augmentent les flux entrants. L'importation d'articles de luxe à destination de la République populaire démocratique de Corée est loin de s'être interrompue.

Le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur l'implication de la République populaire démocratique de Corée dans la cyberactivité mondiale et sur la collaboration de ses chercheurs et de ses universités avec des instituts scientifiques à l'étranger, en se concentrant sur les études pouvant trouver des applications dans des programmes d'armes de destruction massive. Le Groupe d'experts considère que les cyberattaques destinées à détourner des fonds et du savoir-faire et le transfert immatériel de technologie par des voies universitaires sont des problèmes d'importance.

Les déclarations faites par la République populaire démocratique de Corée laissent entrevoir une aggravation de la crise humanitaire dans le pays, même si la fermeture du pays mise en place en riposte à COVID-19 signifie que l'impact relatif des sanctions sur la situation humanitaire a probablement diminué. Le Groupe d'experts a mené à nouveau son enquête auprès des organisations humanitaires précédemment actives dans le pays. Les échanges commerciaux ont été pratiquement interrompus par la fermeture des frontières et les récoltes de 2020 ont été gravement touchées par les inondations, si bien que les perspectives qui s'offrent actuellement à la population de la République populaire démocratique de Corée sont mauvaises.

Le Groupe d'experts continue d'être reconnaissant envers les États Membres qui appuient son travail de manière constructive. Toutefois, l'engagement des États Membres vis-à-vis du Groupe demeure inégal. Plus de la moitié des demandes

d'information du Groupe sont restées sans réponse. Le Groupe d'experts s'entretiendra avec les parties concernées au sujet des idées qu'il propose pour améliorer la réactivité à son enquête. Les recommandations du Groupe découlant du présent rapport figurent à la fin de chaque section et sont regroupées dans l'annexe 66.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	7
II. Activités récentes liées au programme nucléaire et au programme de missiles balistiques . . .	7
III. Sanctions sectorielles et maritimes	15
IV. Embargos, entités et personnes désignées, et travailleurs à l'étranger	46
V. Financement.	51
VI. Effets involontaires des sanctions	55
VII. Rapports nationaux de mise en œuvre	58
VIII. Recommandations	58
Annexes*	59

* Les annexes sont distribuées uniquement dans la langue de l'original et ne sont pas revues par les services d'édition.

I. Introduction

1. Au paragraphe 2 de sa résolution 2569 (2021), le Conseil de sécurité a demandé au Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) de présenter au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) un rapport de mi-mandat contenant ses conclusions et recommandations¹. Le présent rapport porte sur la période allant du 6 février au 3 août 2021. La République populaire démocratique de Corée a maintenu pendant tout ce temps ses contrôles aux frontières en réponse à l'actuelle pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) (voir annexe 1).

II. Activités récentes liées au programme nucléaire et au programme de missiles balistiques

Programme nucléaire

2. Le Groupe d'experts a continué de surveiller le programme nucléaire de la République populaire démocratique de Corée. Bien qu'aucun essai nucléaire n'ait été signalé au cours de la période considérée, l'activité s'est poursuivie sur les sites liés au programme.

Site de Yongbyon

3. Selon un État Membre, la construction extérieure du réacteur à eau légère semble être terminée. Celui-ci a estimé que l'installation des machines était probablement en cours. Un autre État Membre a détecté, notamment à l'aide d'images infrarouges, une activité menée à l'intérieur de l'installation entre décembre 2020 et février 2021, ce qui laisse penser que certains essais ont eu lieu. En mai 2021, un État Membre a observé une activité thermique qui s'est produite autour des transformateurs électriques du côté est du groupe turbo-alternateur (voir annexe 2). Des images satellitaires montrent des activités de construction menées dans la zone située au sud du réacteur à eau légère, notamment l'apparition d'une structure circulaire (de 3,5 mètres de diamètre) qui, selon un État Membre, pourrait être un puits (voir annexe 3).

4. Aucun signe de fonctionnement du réacteur de 5 MW(e) de la centrale nucléaire expérimentale de Yongbyon n'a été observé depuis 2018. Des véhicules ont été observés à proximité du réacteur : un État Membre a estimé qu'ils étaient peut-être là à des fins d'entretien (voir annexe 4).

5. Le Groupe d'experts a observé l'activité du laboratoire radiochimique. Depuis février 2021, un État Membre a détecté des signaux thermiques sur la rocade entre la centrale à charbon et la zone de retraitement, des signes de fumée de cheminée ayant également été détectés. D'après des États Membres, ces signes faisaient croire à la reprise de certaines opérations dans l'installation (voir annexe 5). Le Groupe d'experts prend note de la déclaration du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique en date du 7 juin 2021, dans laquelle celui-ci a indiqué la possibilité d'une nouvelle campagne de retraitement menée par la République populaire démocratique de Corée (voir annexe 6). Grâce à sa propre analyse des

¹ Aux fins de la publication du présent rapport de mi-mandat, six experts sont d'avis que l'inclusion de désignations ou de signifiants géographiques employés dans les documents émanant de tiers (source principale) n'implique de la part du Groupe d'experts lui-même aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités (deux experts du Groupe maintiennent leur réserve quant à l'insertion de cette clause).

images satellitaires, le Groupe d'experts a observé de la fumée provenant de la centrale thermique.

6. Le Groupe d'experts a observé le déroulement régulier d'activités dans l'usine de centrifugation de Yongbyon. Il a relevé, en avril 2021, la présence de ce qui semblerait être une remorque-citerne d'azote liquide adjacente à l'usine (voir annexe 7). Il a corroboré l'observation faite par un groupe de réflexion, selon lequel il pourrait y avoir une remorque-citerne d'azote liquide à l'usine, ce qui pourrait laisser penser que l'usine était opérationnelle². Un État Membre a signalé qu'une structure métallique avait été observée latéralement aux boîtes de refroidissement de l'usine mais que l'objectif de cette structure était inconnu.

Mine d'uranium et usine de concentration de Pyongsan

7. Un État Membre a indiqué que l'usine de concentration demeurait opérationnelle et qu'une activité avait été observée à la faveur d'une analyse d'images satellitaires. Le Groupe d'experts a observé ce qui pourrait être une expansion de déchets solides dans le bassin de réception des résidus situé au sud de l'usine principale (voir annexe 8), ce qui donnait à penser que l'usine était en fonctionnement. Il a également observé ce qui pourrait être une activité d'autorails dans l'usine (voir annexe 9).

Site d'essais de Punggye-ri

8. Selon un État Membre, les images satellitaires ont révélé une activité sur le site d'essais, probablement en lien avec le maintien de la sécurité du site.

Autres sites

9. Le Groupe d'experts continue de surveiller les activités menées à proximité de Kangson, une installation clandestine qui serait utilisée pour l'enrichissement de l'uranium³. Il a observé une activité continue de véhicules à cet endroit (voir annexe 10), mais n'a pas été en mesure de confirmer que le fonctionnement du bâtiment correspondait à celui d'une installation d'enrichissement de l'uranium.

10. Selon des informations de source publique⁴, le site de Yongdoktong participerait au programme d'armement nucléaire de la République populaire démocratique de Corée puisqu'il servirait, notamment, d'installation de stockage d'armes nucléaires⁵. Un État Membre n'a pas été en mesure de confirmer l'utilisation de Yongdoktong comme site de stockage de têtes nucléaires, mais il a constaté que des activités de rénovation étaient menées à Yongdoktong et a détecté la présence d'un bâtiment nouvellement construit dans la zone de stockage du site (voir annexe 11). L'État Membre a indiqué que ce nouveau bâtiment devait servir à dissimuler l'entrée de deux tunnels utilisés pour ce qui pourrait être un transfert de matériel. Deux nouvelles excavations ont également été détectées dans deux vallées (voir fig. I). Le Groupe d'experts a aussi corroboré l'observation de l'État Membre concernant le bâtiment et les excavations.

² 38 Nord ; voir www.38north.org/2019/06/yongbyon060519/.

³ S/2021/211, par. 8. L'Agence internationale de l'énergie atomique a également mentionné le site dans ses rapports.

⁴ Voir CNN, www.cnn.com/2021/03/02/politics/north-korea-satellite-images-yongdoktong-nuclear-site/index.html.

⁵ On pense également que ce site serait utilisé pour procéder à des détonations d'explosifs brisants lors d'essais de technologie d'implosion de dispositifs nucléaires (voir Arms Control Wonk, www.armscontrolwonk.com/archive/1211166/new-construction-at-yondoktong/).

Figure I

Installation de stockage d'armes nucléaires présumée à Yongdoktong

Deux nouvelles excavations ont été détectées dans deux vallées, à 3 kilomètres à l'ouest ($40^{\circ} 01' 44''$ N $125^{\circ} 16' 27''$ E) et à 3 kilomètres au sud ($40^{\circ} 00' 01''$ N $125^{\circ} 18' 01''$ E) de la zone de stockage principale ($40^{\circ} 01' 51''$ N $125^{\circ} 18' 27''$ E), respectivement.



Source : Planet Labs, 22 mai 2021, 0204 UTC ; 16 juillet 2021, 0526 UTC ; Google, 13 mars 2017 ; 30 janvier 2019 ; 4 décembre 2019. Les coordonnées du site ont été communiquées par le Groupe d'experts.

Transfert immatériel de technologie et activités des universités de la République populaire démocratique de Corée

11. En application du paragraphe 11 de la résolution [2321 \(2016\)](#) du Conseil de sécurité (voir annexe 12) et sur la base des rapports établis par des instituts scientifiques, le Groupe d'experts a enquêté sur le transfert immatériel de technologie auquel participent les chercheurs de la République populaire démocratique de Corée dans certains domaines d'activité. Le Groupe d'experts est préoccupé par le fait que les études universitaires avancées sur les structures composites et l'analyse des vibrations (qui ont toutes deux des applications industrielles, mais sont essentielles dans la conception de programmes de matériel nucléaire et de missiles balistiques) pourraient offrir aux scientifiques de la République populaire démocratique de Corée l'occasion de bénéficier d'un travail conjoint avec d'autres scientifiques et institutions universitaires. Le Groupe d'experts a recensé 11 articles scientifiques publiés conjointement, en 2019, par des institutions de la République populaire démocratique de Corée et plusieurs universités chinoises, à la rédaction desquels avaient participé des chercheurs spécifiques de la République populaire démocratique de Corée (voir annexe 13). Le Groupe a écrit à la Chine pour demander des précisions sur la nature de ces études conjointes. La Chine a répondu que les échanges universitaires, la coopération scientifique et les études conjointes entre universités chinoises et universités de la République populaire démocratique de Corée n'étaient pas interdits (voir annexe 14). Les enquêtes se poursuivent en ce qui concerne plusieurs autres documents scientifiques conjointement établis⁶.

12. Le Groupe d'experts a poursuivi son enquête sur les échanges entre la République populaire démocratique de Corée et des universités étrangères⁷, ainsi que sur les partenariats scientifiques et techniques auxquels participaient des chercheurs de la République populaire démocratique de Corée. Le Groupe d'experts a reçu un complément d'information sur ses précédentes demandes de renseignements concernant les échanges entre l'Université Kim Il Sung et quatre universités (cubaine, indonésienne, syrienne et vietnamienne), décrites comme des « universités jumelles » sur le site Web de l'Université Kim Il Sung, qui ont affirmé avoir signé, entre 2012 et 2016, des accords de coopération avec cette dernière université. Les représentants respectifs de ces quatre universités ont expliqué que le champ d'application de leurs programmes d'échange se limitait au droit, à la linguistique, au tourisme et à l'éducation et n'ont relevé aucune violation des sanctions (voir annexe 15). Le Groupe d'experts attend des réponses supplémentaires de la part des autres institutions.

13. Le Groupe d'experts a également demandé des informations à 11 universités considérées comme des « universités unies par un lien d'amitié international » par l'Université de technologie Kim Chaek (voir annexe 16), avec lesquelles cette dernière a effectué ou effectue des échanges. La Fédération de Russie a répondu que l'Université nationale du Pacifique (Fédération de Russie) n'avait pas d'échanges académiques officiels ni ne coopérait avec l'Université de technologie Kim Chaek et n'avait détecté aucune violation à propos des enquêtes menées par le Groupe d'experts. L'Université de Trieste (Italie) a également répondu qu'elle n'entretenait pas de rapports officiels avec l'Université de technologie Kim Chaek (voir annexe 17). Le Groupe d'experts a reçu une réponse de la Chine concernant les échanges universitaires avec l'Université Kim Il Sung et l'Université de technologie Kim Chaek, la Chine ayant relevé que « l'instauration de liens d'amitié avec les universités de la République populaire démocratique de Corée n'est pas interdite par les résolutions du Conseil de sécurité. Une amitié de type “jumelage” entre universités chinoises et universités de la République populaire démocratique de Corée n'est pas

⁶ [S/2021/211](#), par. 13.

⁷ Ibid., par. 14.

seulement le fruit d'une amitié traditionnelle ; elle répond également aux besoins de la population en matière d'échanges et de coopération dans les domaines de la culture et de l'éducation » (voir annexe 14). Les enquêtes se poursuivent en la matière.

Missiles balistiques

14. Le programme de missiles balistiques de la République populaire démocratique de Corée s'est essoufflé au cours du premier semestre de 2021 par rapport à ces dernières années, où la République populaire démocratique de Corée avait atteint des objectifs majeurs en ce qui concerne sa force de dissuasion et sa force de frappe. Pour autant, le programme reste cohérent et dynamique, comme en témoignent le lancement à des fins d'essai, le 25 mars, d'un ensemble de missiles à propergol solide d'un type nouveau associant des technologies de missiles balistiques et de guidage, d'après l'analyse, faite par le Groupe d'experts, d'informations communiquées par des États Membres⁸, et après l'apparition, lors des deux derniers défilés militaires, de deux nouveaux types de missiles balistiques lancés par sous-marin et d'un nouveau missile balistique intercontinental géant (S/2021/211, par. 17 à 20). En outre, la République populaire démocratique de Corée a continué d'adapter son infrastructure de production industrielle ainsi que ses bases de missiles balistiques. Bien que les sanctions et les efforts de non-prolifération des États Membres réduisent considérablement les possibilités de prolifération de la République populaire démocratique de Corée, le pays continue de rechercher les composants et les technologies à double usage dont il a besoin pour son programme d'armes de destruction massive.

15. Le rythme des tirs d'essai de missiles balistiques signalés a considérablement diminué au cours des sept premiers mois de 2021 (un tir d'essai de deux missiles balistiques à courte portée) par rapport aux années précédentes (4 essais balistiques en 2020 ; 13 essais en 2019 ; 15 essais en 2017). Toutefois, le programme de missiles balistiques, selon plusieurs États Membres, permet à la République populaire démocratique de Corée de lancer des armes nucléaires désormais miniaturisées de façon à s'adapter aux têtes de missiles balistiques.

16. Le 25 mars 2021, selon des États Membres, la République populaire démocratique de Corée a procédé à des tirs d'essai mobiles de deux nouveaux missiles balistiques à courte portée à propergol solide⁹, dont la technologie avait été modifiée et qui ont été lancés à partir d'un nouveau transporteur-érecteur-lanceur à 5 essieux. Les missiles ont été successivement tirés en direction de l'est depuis une installation militaire située dans la province du Hamgyong du Sud¹⁰ (voir fig. II). Selon plusieurs États Membres, les missiles balistiques à courte portée ont plongé dans la mer après une manœuvre dilatoire « pull-up » (voir tableau 1 et annexes 18-1 et 18-2).

⁸ Deux experts ont relevé un certain flou quant à la nature et à la technologie des projectiles tirés par la République populaire démocratique de Corée le 25 mars 2021.

⁹ Voir S/2021/211, annexe 12.

¹⁰ Selon un État Membre, le premier missile a été lancé vers 7 h 4 et le second vers 7 h 23 depuis la zone de Sondok, dans la province du Hamgyong du Sud.

Figure II

Tirs de missiles balistiques à courte portée survenus le 25 mars 2021

Source : Rodong Sinmun et Télévision centrale coréenne.

Tableau 1

Tirs et essais de missiles ou de systèmes à technologie balistique et à propergol solide effectués par la République populaire démocratique de Corée en 2021

<i>N° de test en 2021</i>	<i>N° de test 2019 à ce lancement</i>	<i>Date et heure (locale)</i>	<i>Type présumé</i>	<i>Nombre</i>	<i>Site de lancement présumé</i>	<i>Distance parcourue présumée (km)</i>	<i>Sommet présumé de la trajectoire (km)</i>	<i>Observations</i>	<i>Classification de l'Agence centrale de presse coréenne</i>
1 ^{er}	18 ^e	25 mars 2021, 07 h 06 et 07 h 25 ou 07 h 04 et 07 h 23	Missile balistique à courte portée ; il semble s'agir du nouveau missile balistique à courte portée et du transporteur-érecteur-lanceur ^a présentés lors du défilé militaire du 14 janvier 2021 et identifiés comme une modification et une extension possibles du missile balistique à	2	Région de Hamju (Hamgyong du Sud), probablement à partir d'une zone délimitée au sud-ouest par le terrain d'aviation militaire de Sondok et au nord-est par le terrain d'aviation militaire de Yonpo ^c	600	60 (possiblement 100)	– 37 ^e tir de missile balistique depuis 2019 – Nouveau transporteur-érecteur-lanceur à 5 essieux – Intervalle entre les tirs : 19 minutes – Manœuvre dilatoire « pull-up »	Missiles tactiques guidés de nouveau type ou Projectiles tactiques guidés de nouveau type

N° de test en 2021	N° de test 2019 à ce lancement	Date et heure (locale)	Type présumé	Nombre	Site de lancement présumé	Distance parcourue présumée (km)	Sommet présumé de la trajectoire (km)	Observations	Classification de l'Agence centrale de presse coréenne
			courte portée KN-23 ^b précédemment présenté et testé						

Source : Renseignements communiqués par des États Membres et analyse du Groupe d'experts.

^a À supposer que les photos de l'Agence centrale de presse coréenne du 26 mars 2021 soient authentiques, la République populaire démocratique de Corée s'étant montrée, lors de précédents tirs, capable de modifier ou de falsifier des images photographiques, vraisemblablement à des fins de propagande.

^b S/2021/211, par. 18, figure 5 et annexes 11 et 12 ; et S/2021/151, par. 194, tableau 3 et annexes 58.1 et 59.

^c Cette zone a été utilisée à plusieurs reprises pour des tirs d'essai de missiles balistiques à courte portée, comme l'a indiqué le Groupe d'experts dans les documents S/2020/840 et S/2020/840/Corr.1 (tableau 1), et S/2020/151 (tableau 3). Les coordonnées du terrain d'aviation militaire de Sondok sont les suivantes : 39° 44' 17" N 127° 28' 07" E, et celles du terrain d'aviation militaire de Yonpo sont les suivantes : 39° 48' 00" N 127° 32' 21" E.

17. En ce qui concerne le nouveau missile balistique intercontinental présenté lors du défilé du 10 octobre 2020¹¹, un État Membre a estimé que les moteurs équipés de tuyères à cardan pouvaient fournir une poussée de 170 tonnes et que la coiffe pouvait contenir trois ou quatre corps de rentrée à têtes multiples indépendamment guidées (voir annexe 18-2)¹². Un autre État Membre a jugé que ce missile balistique intercontinental était un « modèle non opérationnel », même si le Groupe d'experts a estimé que son transporteur-érecteur-lanceur à 11 essieux ne ressemblait à aucun autre transporteur-érecteur-lanceur vu dans d'autres pays et qu'il constituerait un exploit technique non négligeable même pour le transport d'une charge utile non opérationnelle.

18. En ce qui concerne les nouveaux missiles balistiques à lanceur sous-marin Pukguksong-4 et Pukguksong-5 présentés lors des défilés militaires du 10 octobre 2020 et du 14 janvier 2021¹³, un État Membre a estimé que le missile Pukguksong-5 était une maquette non opérationnelle, c'est-à-dire une enveloppe de missile vide à base d'enroulement filamenteuse. Selon un autre État Membre, son très grand diamètre de quelque 2 mètres permettrait une poussée plus importante grâce à une section moteur plus grande¹⁴ que celle des modèles Pukguksong plus anciens (voir annexe 18-2).

19. L'activité et le développement des infrastructures se poursuivent dans les usines (voir annexes 19 à 25)¹⁵ et les bases liées au programme de missiles balistiques (voir

¹¹ S/2021/211, annexe 10.

¹² Le nouveau missile balistique intercontinental géant (jusqu'ici non cité nommément dans les médias de la République populaire démocratique de Corée) est provisoirement surnommé « Hwasong-16 » par les observateurs.

¹³ S/2021/211, annexe 11.

¹⁴ Toutefois, le nouveau missile Pukguksong-5 ne conviendrait pas pour les essais statiques du chantier naval de Sinpo-Sud, du fait de sa grande taille (voir annexe 24).

¹⁵ Activité de l'industrie liée au programme de missiles balistiques (voir annexes suivantes) : annexe 19 : « Nampo naval shipyard », novembre 2020-juin 2021 ; ibid. : « Sinpo south shipyard », février-juin 2021 ; annexe 20 : « Pyongsong March 16 factory automotive plant », novembre 2020-juin 2021 ; annexe 21 : « Kusong tank factory (No. 95 Factory) » ; ibid. : « No. 112 Factory » ; annexe 22 : « Sanum Dong scientific and ballistic missile research complex », février-mars 2021 ; annexe 23 : « Sinpo south shipyard, resumption of the construction of the pier/water break » ; annexe 24 : « Sinpo south shipyard, buildings under construction at the static test stand area » ; annexe 25 : « January 18th Factory , activity at a possible engine test stand ».

annexe 26)¹⁶, bien que, selon un État Membre, à un rythme moins soutenu, du fait des mesures qu'il a fallu prendre pour lutter contre la COVID-19. Les mesures de dissimulation sont continuellement perfectionnées sur les bases – utilisation de galeries souterraines, d'abris à fouille couverte, de passages semi-enterrés (servant à l'entretien et au ravitaillement des missiles balistiques à longue portée à propergol liquide) et autres moyens de dissimulation et de camouflage.

20. Malgré l'application des mesures de fermeture des frontières liées à la COVID-19 et des sanctions, la République populaire démocratique de Corée a poursuivi ses efforts illicites pour se procurer des composants spécifiques à l'étranger et chercher des occasions de transférer ses produits à ses partenaires (voir par. 21 à 23 ci-dessous et S/2020/211, par. 26). Des représentants de la République populaire démocratique de Corée à l'étranger ont été fortement incités à générer des revenus pour les besoins du pays. Le pays a continué de développer la coopération scientifique et technique avec des universités à l'étranger (voir par. 11 à 13 ci-dessus).

Acquisition de produits illicites et de produits liés aux armes de destruction massive

21. Selon des États Membres, des représentants étrangers de sociétés commerciales de la République populaire démocratique de Corée et de l'Académie des sciences de la défense nationale¹⁷ – y compris la Korea Mining Development Trading Corporation¹⁸ et la Saengpil Associated Corporation¹⁹ –, bloqués à l'étranger pendant la pandémie, ont continué d'importer et d'exporter des matériaux de munitions pour se procurer des devises et contribuer à la mise au point d'armes. En particulier, des États Membres ont estimé que ceux-ci coopéraient avec des pays du Moyen-Orient (tels que la République arabe syrienne et la République islamique d'Iran)²⁰ sur des projets de missiles²¹, et que des agents tentaient de vendre des armes en Afrique et en Asie du Sud-Est. La République populaire démocratique de Corée chercherait par divers moyens à contourner le contrôle rigoureux de la communauté internationale et à surmonter les difficultés liées à la fermeture de ses frontières liée à la COVID-19 en réorganisant ses institutions commerciales (noms, organisations, etc.) et en effectuant des transactions s'appuyant sur des transbordements de navire à navire. Le Groupe d'experts n'a pas confirmé ces hypothèses.

22. Le Groupe d'experts enquête sur un éventuel réseau d'approvisionnement d'articles essentiels qui pourrait être lié au programme nucléaire et de missiles balistiques de la République populaire démocratique de Corée. Selon un État Membre, la Korea Machinery General Trading, représentée par Kim Jong Dok, passe régulièrement des commandes de matériaux industriels sensibles à des entreprises sises dans des pays tiers. Depuis janvier 2021, la Korea Machinery General Trading a passé au moins quatre commandes à ces sociétés, pour des articles contenant (entre

¹⁶ Activité dans les bases liées au programme balistique (voir annexe 26) : « Hoejung-ri missile base », « Kumchon-ri missile operating base », « Sangnam-ri missile operating base » et « Sunchon airbase from April to June 2021 ».

¹⁷ Répertoire sous le nom de KPc.021, l'Académie des sciences de la défense nationale contrôle un réseau de sociétés écrans à l'étranger chargées de recueillir des renseignements scientifiques.

¹⁸ KPc.001, alias Changkwang Trading Corporation et Bureau général de l'économie extérieure (S/2019/691, annexe 32, par. 6).

¹⁹ Alias Green Pine Associated Corporation.

²⁰ Selon un État Membre, l'un des deux représentants du Bureau général 221 et de la Korea Mining Development Trading Corporation en République islamique d'Iran, Kim Hak Chol (alias Jong Chol Jin, né en 1965, premier secrétaire à l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée à Téhéran, titulaire du passeport n° 10821043), a voyagé en provenance de la Fédération de Russie, le 20 janvier 2020, muni du passeport n° 108210148. Ha Won Mo, l'autre représentant en République islamique d'Iran, utilise le passeport n° 108210147.

²¹ Voir, par exemple, S/2021/151, par. 106 et 107 ; et S/2019/171 et S/2019/171/Corr.1, par. 72.

autres) de l'acier inoxydable 1Cr18Ni9Ti (voir annexe 27). Ce type d'acier inoxydable peut être utilisé à des fins aéronautiques ainsi que pour la fabrication de moteurs de missiles balistiques à propulsion liquide ou de boîtiers d'armes nucléaires. La République populaire démocratique de Corée est connue pour rechercher ce type d'acier, notamment pour son programme de missiles balistiques. Parmi les autres articles commandés figurent des valves, des pompes et des roulements à billes. L'enquête sur ce réseau d'approvisionnement se poursuit.

Autre programme d'armes de destruction massive

23. Le Groupe d'experts analyse les informations reçues d'un État Membre concernant l'estimation qu'il a faite à propos d'autres armes de destruction massive présumées de la République populaire démocratique de Corée.

III. Sanctions sectorielles et maritimes

24. La fermeture continue des frontières de la République populaire démocratique de Corée en riposte à la pandémie de COVID-19 semble avoir eu des conséquences importantes sur le commerce maritime du pays pour ce qui est de l'importation de pétrole raffiné et de l'exportation interdite de charbon et d'autres marchandises. Le Groupe d'experts a poursuivi ses enquêtes sur une série de pratiques complexes et frauduleuses en matière de transport maritime, mises en œuvre tant par la République populaire démocratique de Corée que par des navires suspects pour échapper aux sanctions, ainsi que sur la dissimulation délibérée de pratiques commerciales et d'enregistrement mises en œuvre par des personnes et des entités pour permettre la poursuite de ces expéditions. Certaines de ces dernières pratiques sont examinées dans une section à part du présent rapport, consacrée au financement.

25. Les chiffres officiels des importations de pétrole raffiné communiqués au Comité sont extrêmement faibles, seuls 4,75 % du plafond annuel autorisé de 500 000 barils²² ayant été officiellement communiqués à la mi-juillet 2021. Un État Membre considère que la République populaire démocratique de Corée a importé beaucoup moins de pétrole au cours du premier semestre de 2021 que la moyenne historique, estimant par ailleurs que l'augmentation des importations illicites signifie que la République populaire démocratique de Corée a toujours des chances de dépasser le plafond en 2021.

26. Les importations illicites de produits pétroliers vers la République populaire démocratique de Corée se sont poursuivies au cours de la période considérée, bien que le Groupe d'experts ait reçu peu d'informations sur cette question. Malgré l'achèvement de la construction d'un nouveau terminal pétrolier à Nampo, aucune livraison directe par des pétroliers étrangers n'a été signalée au Groupe au cours de la période, et bien que des transbordements de produits pétroliers de navire à navire se soient poursuivis, en particulier à la faveur de la nuit, ils semblent avoir été peu nombreux.

27. Un grand nombre de pétroliers cités dans les précédents rapports du Groupe d'experts comme ayant livré des produits pétroliers directement à la République populaire démocratique de Corée ou ayant effectué des transbordements de ces produits sur des navires plus petits de la République populaire démocratique de Corée sont toujours en mer et continuent de dissimuler leur identité tout en mouillant dans les eaux territoriales régionales et en utilisant les installations des chantiers navals

²² Résolution 2397 (2017) du Conseil de sécurité, par. 5.

locaux. Des informations récentes et non corroborées de la part d'États Membres donnent à penser que l'activité de navire à navire a augmenté depuis mai 2021.

Pratiques d'expédition frauduleuses

28. Les navires de la République populaire démocratique de Corée et d'autres navires suspects qui ont mené des activités passibles de sanctions continuent de manipuler les signaux du système d'identification automatique (AIS) ou omettent de les transmettre afin de masquer leurs activités – allant de la transmission d'identifiants falsifiés repérables à des techniques de dissimulation complexes impliquant des échanges d'identité de navires – et d'éviter d'être détectés.

Falsification et échange d'identité des navires

29. Le Groupe d'experts a poursuivi ses enquêtes sur les cas de falsification d'identité de navires²³, une technique impliquant la modification physique d'un navire (navire A) dans le but d'obtenir un nouveau numéro de l'Organisation maritime internationale (OMI) qui permette par la suite au navire A de naviguer frauduleusement comme un navire différent (navire B), enregistré sous un autre pavillon. Le profil AIS d'origine du navire A est laissé vide dans les bases de données maritimes, ce qui permet à d'autres navires suspects de l'utiliser. Cette tactique d'évasion complexe et chronophage a été utilisée par plusieurs navires impliqués dans la livraison de pétrole non déclaré à la République populaire démocratique de Corée. Le Groupe d'experts considère ce blanchiment d'identité de navires comme une technique de contournement des sanctions qui permet directement aux navires suspects de continuer de livrer du pétrole raffiné illicite à la République populaire démocratique de Corée.

Subblic sous le nom de Hai Zhou 168

30. En novembre 2020, des images satellitaires à haute résolution ont montré le *Subblic* (n° OMI 8126082), de pavillon inconnu, émettant sous le nom de *Hai Zhou 168* dans la baie de Sansha, en Chine (voir fig. III). Dès mars 2021, le *Subblic* a continué d'émettre occasionnellement sous le nom de *Hai Zhou 168*. Le Groupe d'experts a déjà fait une recommandation concernant le *Subblic* en vue de sa désignation. Il a demandé à la Chine des renseignements sur la présence du navire dans les eaux chinoises et sur les transmissions frauduleuses du *Subblic*, ainsi que des informations résultant de toute inspection effectuée. La Chine a répondu que, « au sujet du *Subblic* transmettant sous l'appellation *Hai Zhou 168*, selon les enquêtes menées par la Chine, aucun des deux navires n'est entré dans des ports chinois depuis 2020 ».

²³ S/2021/211, par. 31 à 36.

Figure III
***Subblic*, de pavillon inconnu, transmettant sous l'appellation *Hai Zhou 168*,
 baie de Sansha (Chine) le 26 novembre 2020**



Source : Images : Planet Labs ; coordonnées AIS : Windward²⁴.

31. L'identité du *Hai Zhou 168* (alias *Smooth Sea 28*) (n° OMI 8514045), battant à l'époque pavillon sierra-léonais, a été blanchie en janvier 2019, ce qui a permis d'utiliser le profil AIS vide du navire pour faciliter les transferts illicites de pétrole raffiné vers la République populaire démocratique de Corée. Les enquêtes du Groupe d'experts ont montré que les préparatifs d'un tel vol d'identité avaient probablement commencé dès 2016, lorsque le navire a subi de lourds travaux de réforme dans un chantier naval de Thaïlande. Pour compléter le blanchiment d'identité, on a fait passer le *Hai Zhou 168* pour un navire récemment construit, le *Cheng Xin 1* (alias *Smooth Sea 22*), alors qu'il quittait un chantier naval de Ningde, en Chine, d'où il aurait été lancé²⁵. Le navire est retourné dans le même port de Thaïlande que celui d'où il était parti à l'origine, a obtenu une licence sous des prétextes fallacieux et a effectué une trajectoire intérieure sous le nom de *Smooth Sea 22* (n° OMI 9870991), battant pavillon thaïlandais. Le *Hai Zhou 168* ayant lui-même changé d'apparence et de nom, son profil AIS d'origine a été laissé vide pour que des navires connus pour échapper aux sanctions, tels que le *Subblic*, puissent l'utiliser (voir annexe 28a pour de plus amples renseignements).

32. Le Groupe d'experts a demandé à la Thaïlande de l'aider à enquêter sur les soupçons d'usurpation d'identité pesant sur le *Smooth Sea 22*²⁶. Il attend une réponse de la Thaïlande.

33. Le Groupe d'experts a également retrouvé la trace des entités et des personnes qui possédaient ou exploitaient le navire. Pendant la transition de janvier 2019, le *Hai Zhou 168* et le *Smooth Sea 22* étaient tous deux détenus et gérés par la société Cheng Xin Shipping Co. Ltd, enregistrée à Hong Kong (Chine). Un certain nombre de navires sur lesquels le Groupe d'experts a enquêté sont également apparus sur le même chantier naval de Ningde, y compris le *Mouson 328* (n° OMI 9021198), qui a

²⁴ Sauf indication contraire, toutes les dates et heures sur Windward (plateforme maritime d'intelligence artificielle) sont enregistrées en heure d'hiver de New York ; toutes les dates et heures figurant sur les images satellitaires et autres plateformes de suivi maritime sont enregistrées en temps universel coordonné (UTC).

²⁵ IHS Markit.

²⁶ Via une localisation AIS sur les plateformes maritimes commerciales.

été signalé par le Groupe comme étant également impliqué dans un échange d'identité de navire. Les renseignements et réponses reçus de ces entités figurent à l'annexe 28a.

34. L'enquête précédente du Groupe d'experts sur le blanchiment d'identité du *Mouson 328* naviguant sous le nom de *Smooth Sea* 29²⁷ impliquait des entités et des chantiers navals analogues. La Thaïlande a répondu qu'en ce qui concerne la fraude présumée (S/2021/211, par. 31 à 36), ses autorités ne disposaient pas d'éléments de preuve suffisants pour confirmer les liens entre le *Mouson 328* et l'identité dissimulée sous laquelle il naviguait. Les autorités réexaminaient l'enregistrement du *Smooth Sea 29*, soupçonné de faux. Le navire n'a été utilisé pour aucune expédition depuis son arrivée en Thaïlande, en novembre 2019 (voir également l'annexe 28b).

Billions No.18 (alias Kingsway) sous le nom d'Apex (alias Shun Fa)

35. En mai 2021, un État Membre a procédé à la confiscation du navire désigné sous le nom de *Billions No. 18* (alias *Kingsway*) (n° OMI 9191773) naviguant sous le nom d'*Apex* (alias *Shun Fa*) (n° OMI 8528864) battant pavillon mongol, après confirmation que le navire avait dissimulé son identité lorsqu'il était entré dans un port dudit État Membre, le 5 mai 2021. En confisquant le navire, l'État Membre a interrompu la poursuite des activités du *Billions No.18*²⁸. Les transmissions AIS opérées dans les bases de données maritimes ont montré que le navire avait émis sous l'appellation de *Shun Fa*, navire battant pavillon mongol. Toutefois, le numéro OMI enregistré du *Shun Fa* appartenait en fait à l'*Apex*²⁹, battant pavillon mongol, qui avait été radié du registre des navires de Mongolie en juin 2021.

36. Les enquêtes menées par l'État Membre après la confiscation du navire ont révélé que les caractéristiques du moteur du *Shun Fa*, y compris le modèle du moteur, correspondaient à celles du *Billions No.18*. Parmi d'autres éléments confirmant la véritable identité du navire figuraient des traces de manipulation physique du numéro OMI sur le navire, ainsi que des manuels et équipements divers transportés à bord.

37. Le Groupe d'experts a fait rapport sur le *Billions No.18* (alias *Kingsway*) en 2017, en lien avec sa livraison de pétrole raffiné à la République populaire démocratique de Corée³⁰. Après la désignation du navire, l'identité du navire a été délibérément blanchie pour dissimuler ce qui était à l'époque le *Kingsway* et en faire un autre navire muni d'un autre numéro OMI, contournant ainsi la désignation du navire. Ces tactiques fallacieuses répétées ont permis au navire de poursuivre ses opérations pendant près de trois ans sans être détecté, même après sa désignation, et d'accéder ainsi à des services interdits tels que l'enregistrement du pavillon et les paiements financiers (voir annexe 29a pour de plus amples renseignements)³¹.

38. Dans le cadre de son enquête sur le blanchiment d'identité du navire, le Groupe d'experts a retracé l'historique de l'*Apex* pour ce qui est de son parcours et de ses propriétaires. Selon les registres officiels, l'*Apex* a navigué sous le nom de *Zhe Sheng 26*, battant pavillon chinois, de 2016 jusqu'en 2018, date à partir de laquelle il a battu pavillon mongol. Toutefois, la comparaison de photographies des navires tirées de sources publiques montre que les deux navires sont d'apparence très

²⁷ S/2021/211, par. 31 à 36.

²⁸ L'interdiction d'accès aux ports a été prononcée le 28 décembre 2017 à la suite d'un transbordement sur le *Rye Song Gang* (n° OMI 7389704), battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée, en octobre 2017.

²⁹ Selon les registres officiels du site Web de l'OMI, le navire est enregistré sous le nom d'*Apex* et non sous celui de *Shun Fa*.

³⁰ S/2018/171 et S/2018/171/Corr.1.

³¹ Dans son avis de navigation émis en mars 2019, le Bureau de contrôle des avoirs étrangers des États-Unis d'Amérique a fait figurer le *Kingsway* sur une liste de pétroliers soupçonnés d'avoir effectué des transbordements sur des pétroliers de la République populaire démocratique de Corée.

différente, si bien qu'on peut considérer qu'il s'agit de deux navires différents et que l'affirmation tendant à dire que l'*Apex* était le *Zhe Sheng 26* est fausse (voir fig. IV).

Figure IV

Comparaison entre l'*Apex* et le *Zhe Sheng 26*



Source : FleetMon, VesselFinder et État Membre.

39. Des investigations plus poussées révèlent qu'un lien unissait l'*Apex* et le *Billions No. 18* (qui naviguait alors sous le nom de *Kingsway*), à savoir une adresse commune. La société holding titulaire de l'attestation de conformité du *Kingsway*, United Ships Maritime Corp³², avait déclaré un siège social situé dans le même bâtiment de la ville de Kaohsiung que celui de Chen Chao-Jung³³. M. Chen y est identifié comme le

³² IHS Markit.

³³ 陳昭榮.

directeur et actionnaire unique de la société Better Smart Ltd, constituée au Belize, et comme le propriétaire et gestionnaire de l'*Apex* depuis juillet 2018.

40. Le Groupe d'experts a écrit à Taizhou Zhesheng Shipping Co. Ltd, une entité chinoise figurant sur la liste des propriétaires du *Zhe Sheng 26*, à Yong An Shipping Sdn Bhd, une société ayant son siège en Malaisie qui avait présenté des documents d'enregistrement pour Better Smart Ltd. en tant que propriétaire de l'*Apex*, et à M. Chen lui-même. Le Groupe d'experts attend encore des réponses (voir annexe 29a pour de plus amples renseignements).

41. La Mongolie a communiqué, en réponse, des renseignements à propos du *Shun Fa* (alias *Apex*) qui montraient que le navire avait changé de propriétaire à plusieurs reprises, sans que ces changements de propriétaire aient été mis à jour dans les bases de données maritimes³⁴. Les documents de transport indiquaient que la société New East Investment Inc. était le précédent propriétaire de l'*Apex* (voir annexe 29b). Une autre société constituée à Hong Kong, Joy Wealthy Trading Limited, a racheté le *Shun Fa* en octobre 2019. Dans une lettre envoyée à l'Administration maritime de Mongolie, le propriétaire de Joy Wealthy, un certain M. Wang, a affirmé qu'il n'avait effectué aucune activité illicite et qu'il avait procédé à une vérification du navire en 2019 avant de l'acheter, ne constatant à cette occasion aucun problème du point de vue du registre maritime mongol. M. Wang a déclaré qu'il était lui aussi une victime s'il s'avérait que le navire était un objet tombant sous le coup de sanctions³⁵. La Mongolie a radié l'enregistrement du *Shun Fa* le 2 juin 2021 (voir annexe 29c).

Transmissions frauduleuses effectuées pour échapper à toute détection

42. Plusieurs pétroliers battant pavillon étranger, précédemment identifiés par le Groupe d'experts comme effectuant des transbordements interdits de pétrole raffiné vers la République populaire démocratique de Corée, continuent d'opérer, malgré un retrait de pavillon, en transmettant des identifiants frauduleux via le système AIS. Ces tactiques fallacieuses peuvent permettre aux navires d'accoster pour se réapprovisionner, de procéder à une relève d'équipage ou de bénéficier de services de réparation et d'entretien.

43. Le Groupe d'experts estime que les diverses manœuvres de dissimulation employées par les navires pour masquer leur identité constituent une activité de contournement des sanctions. Faute de mesures prises à leur encontre, ces navires de « livraison directe »³⁶, bien que dépavillonnés, ont continué d'opérer. Le Groupe d'experts note que les navires naviguant sans pavillon sont considérés comme apatrides et assujettis, par conséquent, au droit maritime du pays dans les eaux territoriales duquel ils se trouvent ainsi qu'aux dispositions du paragraphe 9 de la résolution 2397 (2017) du Conseil de sécurité³⁷.

³⁴ Les changements de propriétaire actualisés n'ont pas été enregistrés par l'OMI.

³⁵ La lettre a été transmise par les autorités mongoles et est conservée dans les dossiers du Groupe d'experts.

³⁶ Navires étrangers ayant livré illicitement du pétrole raffiné à la République populaire démocratique de Corée.

³⁷ Il est stipulé dans ce paragraphe qu'un État Membre doit saisir, inspecter et confisquer tout bateau se trouvant dans ses ports s'il existe des motifs raisonnables de penser que le navire en question est utilisé pour des activités contraires aux dispositions des différentes résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, et qu'il peut le faire pour tout bateau se trouvant dans les eaux territoriales de l'État Membre.

Diamond 8

44. Les données de suivi maritime et les images satellitaires de mai 2021 ont montré que le *Diamond 8* (n° OMI 9132612) émettait frauduleusement en tant que *Chang Shun 8* battant pavillon mongol (n° 457222000 d'identité de service mobile maritime) dans la zone de mouillage de Ningde, en Chine (voir fig. V). Le Groupe d'experts a précédemment indiqué que la Sierra Leone avait annulé l'enregistrement du *Diamond 8* en août 2020 en raison de l'implication du navire dans des activités de violation des sanctions. Le Groupe a demandé à la Mongolie des renseignements concernant les émissions frauduleuses provenant du navire.

45. La Mongolie a confirmé qu'elle avait enregistré, en septembre 2020, le *Bonvoy 6* (n° OMI 8682969), qui à l'époque battait pavillon hondurien, sous le nom de *Chang Shun 8*, muni du même numéro d'identité de service mobile maritime (457222000), et qu'elle avait annulé son enregistrement le 24 septembre 2020 en raison des liens du navire avec la République populaire démocratique de Corée (voir annexe 30a et b). Le *Bonvoy 6* a transmis pour la dernière fois son profil AIS en septembre 2019 depuis la baie de Luoyuan (Chine). L'entité Sure Metro Ltd., constituée à Hong Kong, a toujours assuré la gestion du *Bonvoy 6*. Des renseignements de source publique révèlent l'existence d'un lien entre l'individu qui aurait fourni des cargaisons de pétrole raffiné pour le *Diamond 8* et Sure Metro Ltd. Le Groupe d'experts enquête sur d'autres liens impliquant un réseau associé au *Diamond 8* et concernant le financement d'activités commerciales (voir par. 165 à 170 ci-dessous)³⁸.

46. Le Groupe d'experts a demandé à la Chine des renseignements sur l'identité du navire, y compris l'identité réelle et la légitimité du navire émettant via l'identité dans le service mobile maritime susmentionné (MMSI) associé à la Mongolie, et sur toute mesure prise à l'encontre du navire conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. La Chine a répondu que « ces deux navires étant de types différents, il est donc difficile pour eux d'émettre en s'échangeant leurs identités respectives. Depuis 2020, aucun des deux navires n'est entré dans des ports chinois ». Les réponses complètes données par la Chine aux questions maritimes figurent dans les annexes respectives sur les questions maritimes.

47. Le Groupe d'experts note qu'à l'annexe 34 du présent rapport, il est question de navires connus pour avoir transmis des identifiants frauduleux ne correspondant pas à leur longueur, type ou pavillon, et il est dit que la manipulation délibérée d'un type ou d'une longueur de navire indiqués dans le profil AIS d'un navire peut être repérée par l'observation.

³⁸ Voir également c4ads.org/black-gold.

Figure V
***Diamond 8* transmettant en tant que *Chang Shun 8*, baie de Sansha (Chine)
 le 2 mai 2021**



Source : Planet Labs et État Membre.

Bonvoy 3 (alias Fu Shun 3)

48. Le *Bonvoy 3* (n° OMI 8714085), un navire signalé par le Groupe d'experts comme ayant livré du pétrole raffiné à la République populaire démocratique de Corée en 2019 et 2020, a également été géré par Sure Metro Ltd jusqu'en mai 2018. Le navire a ensuite appartenu à Faith Trade Group Ltd, une société enregistrée aux Îles Vierges britanniques, et a été rebaptisé *Fu Shun 3*. Après la publication du rapport du Groupe d'experts d'août 2020 ([S/2020/840](#) et [S/2020/840/Corr.1](#)), le navire est devenu la propriété de Lu Chang Shipping (HK) Co. Ltd³⁹ (voir annexe 31). Ce *modus operandi* généralement constaté pour les changements de propriétaire concorde avec les faits précédemment rapportés par le Groupe d'experts, qui avait relevé que les navires impliqués dans des violations des sanctions changeaient de propriétaire ou d'exploitant sans que ces changements soient mis à jour dans les bases de données maritimes, même lorsque les faits avaient été avérés. Les enquêtes du Groupe d'experts indiquent en outre que les différentes entités associées au *Bonvoy 3* ont des liens avec des personnes associées au *Diamond 8*⁴⁰ : ainsi, Lu Chang Shipping était également inscrit comme le propriétaire et l'exploitant du *Chang Shun 8* (voir l'affaire précédente). Lu Chang Shipping n'a pas encore répondu à la demande d'information que lui avait adressée le Groupe d'experts.

Xing Ming Yang 888

49. Le *Xing Ming Yang 888* (n° OMI 8410847)⁴¹ a utilisé, en mai 2021, une identité frauduleuse – *Vi fin* (n° d'identité du service mobile maritime 334191000) battant pavillon hondurien – tout en diffusant également l'indicatif d'appel 9LU2843, anciennement associé au navire de livraison directe *Vifine* (n° OMI 9045962)⁴², lui-même ayant reçu pavillon de la République populaire démocratique de Corée en août 2020⁴³, sous le nom d'*Un Hung*. Le nom *Vi fin* ne semble pas être enregistré auprès de l'OMI (voir annexe 32). Le Groupe d'experts a recommandé à plusieurs

³⁹ 鹭昌船務(香港)有限公司.

⁴⁰ Les enquêtes sont en cours.

⁴¹ [S/2021/211](#).

⁴² [S/2020/151](#).

⁴³ Renseignements du pavillon mis à jour par l'OMI en 2021.

reprises que ces trois navires soient désignés pour avoir livré du pétrole raffiné à la République populaire démocratique de Corée.

Lieux fréquentés par les navires de livraison directe

50. Les bases de données maritimes, les images satellitaires à haute résolution et les renseignements communiqués par les États Membres révèlent que de nombreux pétroliers à livraison directe précédemment proposés pour être désignés par le Groupe d'experts ont régulièrement transité par les eaux proches de la zone portuaire de Ningde, de la zone de l'île de Dongyin et de la zone de Sando Dao, en Chine, ou y sont retournés, sans avoir transmis de signaux AIS ou en l'ayant fait de manière frauduleuse. Entre mars et avril 2021, le *Bonvoy 3*, le *Diamond 8* et le *Rich United* (alias *Xin Hai*) (n° OMI 9129213) étaient ancrés près de l'île de Dongyin, tandis que le *New Konk* (n° OMI 9036387) et le désigné *Yuk Tung* (n° OMI 9030591) étaient ancrés près de Fu'an et de l'île de Xiyang, respectivement (voir annexe 33a). Dans ses rapports précédents, le Groupe d'experts a identifié ces navires de livraison directe dans ces eaux, et ces observations récentes ne constituent pas des cas isolés.

51. Un État Membre a fourni une liste supplémentaire de navires, notamment des pétroliers de la République populaire démocratique de Corée, des navires qui avaient déjà effectué des transbordements à des navires battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée et d'autres navires présentant un intérêt, dans les eaux territoriales chinoises (voir annexe 33b). Le Groupe d'experts relève la présence répétée et habituelle dans ces eaux de navires battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée, de navires associés à la République populaire démocratique de Corée et de navires dont on sait qu'ils étaient impliqués dans le contournement des sanctions. Le Groupe a fourni à la Chine cette liste de navires, comprenant les navires susmentionnés et ceux figurant dans l'annexe 33a et b, et a demandé des informations sur les activités des navires, les identifiants de transmission et la validité desdits identifiants, ainsi que les dates, l'origine et la destination des navires et leur objectif déclaré dans les eaux chinoises.

52. La Chine a répondu que « selon les vérifications faites par la Chine [...], les navires soupçonnés de livrer des produits pétroliers raffinés à la République populaire démocratique de Corée [...] ne sont pas entrés dans des ports chinois depuis 2020 ».

Navires de marchandises battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée usurpant des profils AIS

53. Des navires de la République populaire démocratique de Corée ont utilisé des techniques de dissimulation similaires pour masquer leur présence et les lieux empruntés pour leurs opérations commerciales. Si la plupart des navires de marchandises de la République populaire démocratique de Corée ne transmettent pas de signaux AIS, ceux qui le font transmettent principalement des identifiants frauduleux, notamment dans les eaux de Ningbo-Zhoushan en Chine, où ils se sont regroupés pour transborder leur cargaison de charbon. Ces profils frauduleux, s'ils masquent la véritable identité des navires, sont néanmoins identifiables dans les bases de données maritimes commerciales.

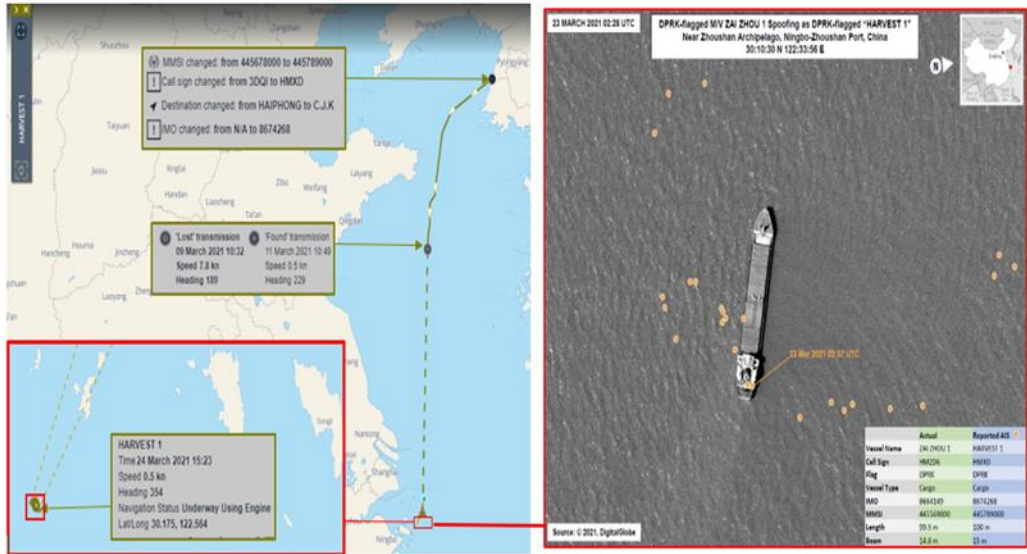
54. Des transmissions ne communiquant pas les dimensions du navire, des données incomplètes ou incohérentes sur les navires, de multiples changements d'identité du service mobile maritime ou de numéros OMI transmis sur une courte période, la transmission de numéros OMI non enregistrés, ou des informations improbables sur le type de navire, sont autant d'incohérences rapportées à cet égard⁴⁴. Dans un cas, le

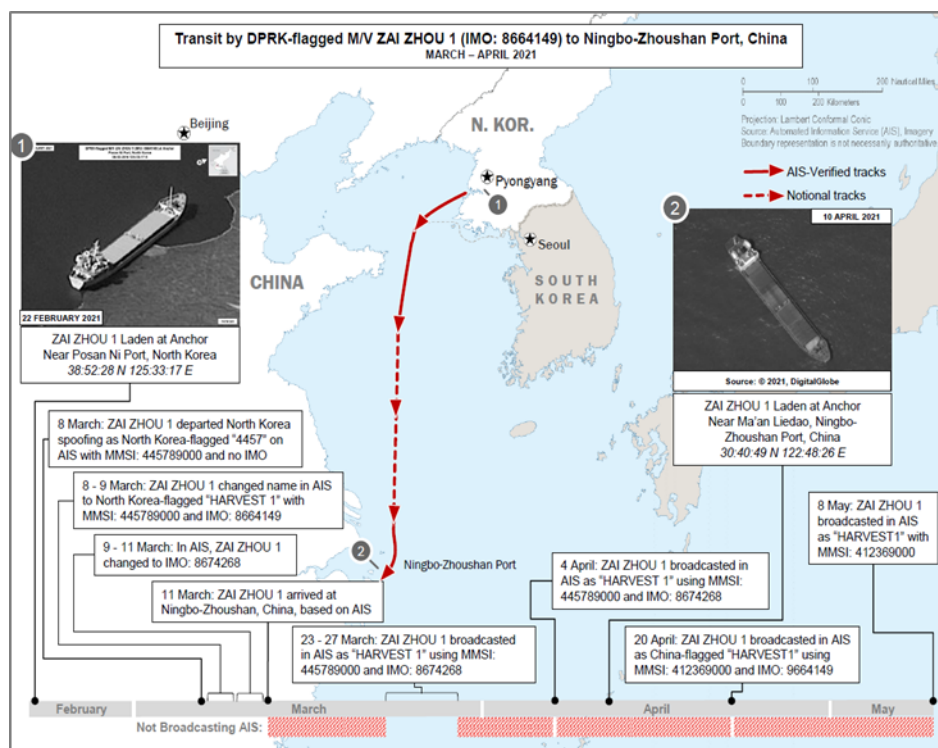
⁴⁴ Par exemple, un navire de marchandises transmettant en tant que navire de pêche, ou des navires déguisés en plateforme pétrolière.

Zai Zhou 1 (n° OMI 8664149) battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée n'a pas dissimulé son État de pavillon tout en transmettant via un numéro et un nom d'identité du service mobile maritime différents lorsqu'il est arrivé dans les eaux de Ningbo-Zhoushan, en mars 2021 (voir fig. VI). Alors qu'il se trouvait encore à Ningbo-Zhoushan, le navire a changé d'identité et a émis en tant que navire battant pavillon chinois tout en conservant le même nom, *Harvest 1*. Le *Zai Zhou 1* a été aperçu sur des images satellitaires, le 3 mai 2021, côte à côte avec d'autres navires battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée et ayant à leur bord une cargaison de charbon (voir fig. VII). Le Groupe d'experts a fourni à la Chine de nouveaux exemples d'émissions frauduleuses d'autres navires de la République populaire démocratique de Corée (voir également annexe 34) et a demandé à la Chine des renseignements sur les activités des navires de la République populaire démocratique de Corée, les identifiants de transmission et la validité desdits identifiants, ainsi que sur les dates, l'origine et la destination des navires et leur objectif déclaré dans les eaux chinoises.

55. La Chine a répondu que « selon les vérifications faites par la Chine [...], les navires soupçonnés de livrer du charbon à la Chine [...] ne sont pas entrés dans des ports chinois depuis 2020 ».

Figure VI
Le *Zai Zhou 1* de la République populaire démocratique de Corée transmettant comme un autre navire de la République populaire démocratique de Corée et au moyen d'autres identifiants de navire, mars-avril 2021

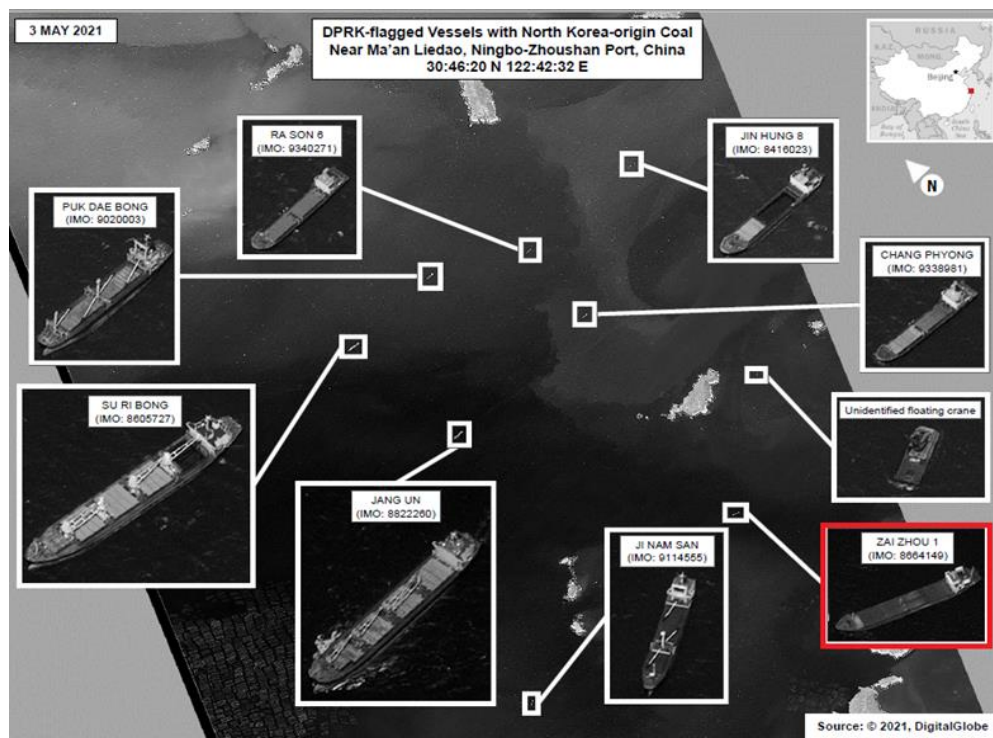




Source : Windward, annotations du Groupe d'experts ; carte et images satellitaires : État Membre.

Figure VII

Le Zai Zhou 1 ayant à son bord une cargaison de charbon aperçu côte à côte avec des navires de la République populaire démocratique de Corée, Ningbo-Zhoushan, mai 2021



Source : État Membre.

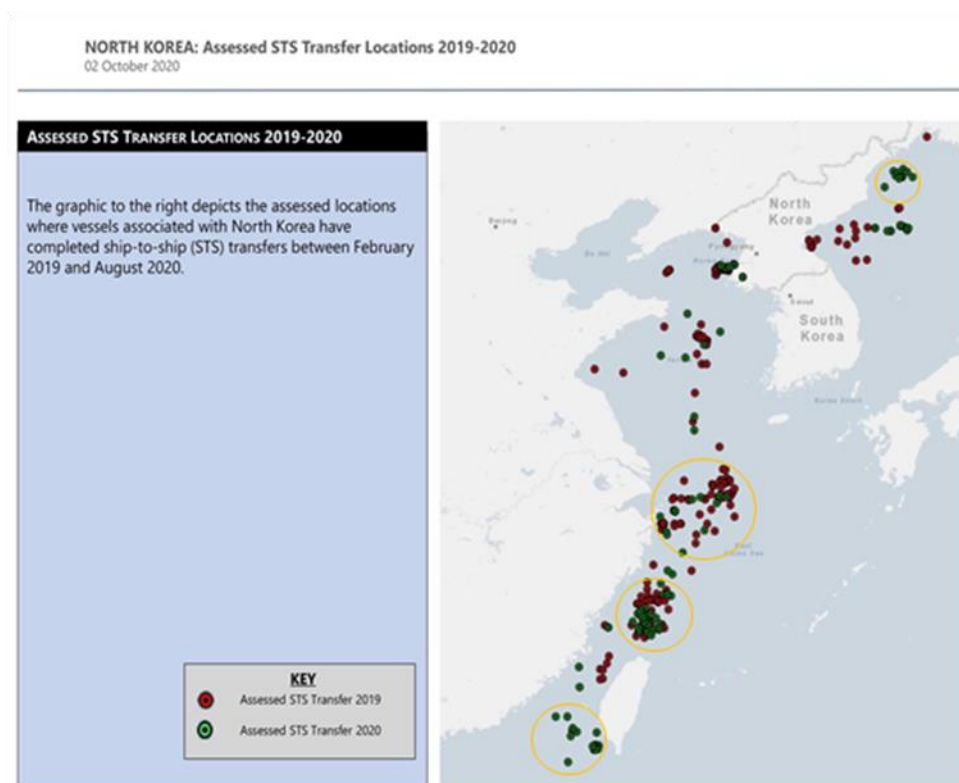
56. Bien que ces navires puissent utiliser des tactiques d'évasion physique – recouvrant leur nom de peinture sur la coque ou se servant de faux numéros OMI d'identification ou du service mobile maritime –, la manipulation délibérée d'un type de navire ou d'une longueur de navire dans un profil AIS dans le but de brouiller les pistes peut être repérée par l'observation.

Zones de transbordements illicites

57. Un État Membre a transmis les images récentes ci-dessous, qui indiquent les lieux où, selon les estimations, il y aurait eu, de 2019 à 2020, des transbordements illicites faits par des navires associés à des activités liées à la République populaire démocratique de Corée et tombant sous le coup de sanctions (voir fig. VIII). Les lieux où se concentre cette activité concordent avec les données précédemment rapportées par le Groupe d'experts (zone encadrée du milieu) ; à ces lieux s'ajoutent deux nouvelles zones d'activité observées en 2020 (zones encadrées supérieure et inférieure).

Figure VIII

Zones de transbordement de navire à navire associées à la République populaire démocratique de Corée, février 2019-août 2020



Source : État Membre ; zones encadrées : le Groupe d'experts.

Autre *modus operandi* lié au contournement des sanctions

Gold Star

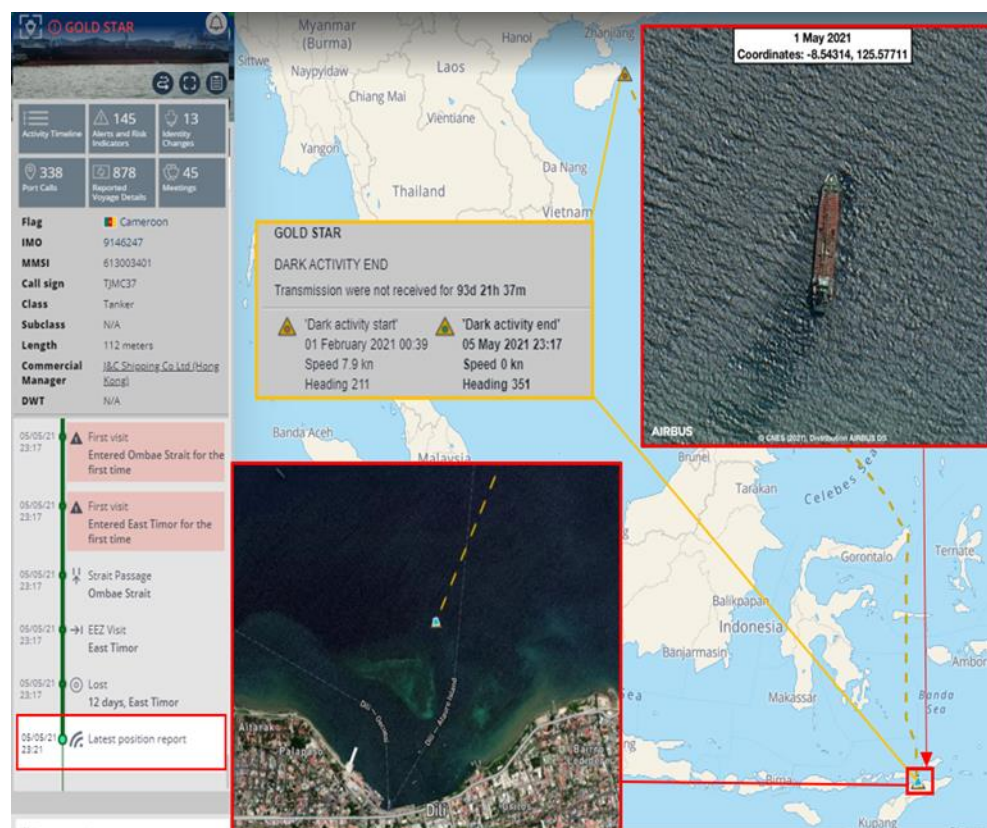
58. Le Groupe d'experts enquête sur le *Gold Star* (n° OMI 9146247), anciennement sous pavillon camerounais, pour avoir prétendument effectué, en 2019 et 2020, de multiples transbordements de produits pétroliers raffinés à des navires battant

pavillon de la République populaire démocratique de Corée et associés à ce pays (voir annexe 35a pour de plus amples renseignements).

59. Selon un État Membre, le *Gold Star* a chargé du pétrole raffiné à partir d'un terminal pétrolier situé à Yangpu, sur l'île de Hainan (Chine), et l'a transbordé sur le *Kum Jin Gang 3* (n° OMI 8791667), battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée, à la mi-novembre et au début de décembre 2019. Fin août 2020, les bases de données maritimes montraient que le navire se trouvait à nouveau à Yangpu, où il est resté jusqu'à son départ pour un port de Ningde (Chine), en novembre 2020. Un document d'autorisation portuaire a révélé que le *Gold Star* s'était servi des éléments d'identification de l'*Ocean Star* sous pavillon mongol (voir annexe 35b) pour entrer à Ningde sous une fausse identité. Aucun signal AIS n'a ensuite été enregistré, jusqu'à ce que le navire parvienne au large des côtes de Dili, en mai 2021 (voir fig. IX).

Figure IX

Dernière transmission AIS du *Gold Star*, Dili, mai 2021⁴⁵



Source : Windward, Google Earth, annotations du Groupe d'experts ; image satellite du vaisseau : Airbus Defence and Space.

60. La Mongolie a confirmé l'enregistrement provisoire de l'*Ocean Star*, sous le numéro OMI 8351584, du 30 septembre 2020 au 11 janvier 2021, date à laquelle le navire a été radié du registre. Avant son enregistrement, le navire avait navigué sous

⁴⁵ Jusqu'en juin 2021.

le nom de *Zhe You 8*, sous pavillon chinois⁴⁶. Dama Trade Co. Limited a assuré les services de registre du commerce pour les propriétaires inscrits d'*Ocean Star*. Cette société utilise la même adresse à Hong Kong⁴⁷ qu'utilisent un autre fournisseur de services commerciaux enregistré sous l'appellation J&C Shipping Co., Ltd⁴⁸ (ci-après « J&C Shipping ») ainsi que d'autres fournisseurs qui ont enregistré d'autres navires de livraison directe ayant fait l'objet d'une précédente enquête du Groupe d'experts.

61. J&C Shipping était le propriétaire et l'exploitant du navire au moment où se déroulaient les activités susceptibles de constituer un contournement des sanctions. L'État Membre a en outre estimé qu'une entité de la République populaire démocratique de Corée, Mulgil Trading General Corporation, était également impliquée dans la location du navire aux fins de l'importation non déclarée de produits pétroliers raffinés vers la République populaire démocratique de Corée. En septembre 2020, le Groupe d'experts a écrit à la Chine pour informer les autorités de la présence du navire suspect dans les eaux chinoises au large de Yangpu (île de Hainan), pour leur demander des renseignements sur l'emplacement du navire, des précisions sur son identité, ses activités de transbordement de navire à navire et sa cargaison, et pour les interroger à propos de M. Cheng Yuantai, qui figurait comme directeur, fondateur et actionnaire de J&C Shipping de 2019 à 2020⁴⁹ dans les registres du commerce de Hong Kong. La figure X recueille la réponse de la Chine.

Figure X

Réponse de la Chine concernant le *Silver Star 1/Gold Star* et les informations relatives aux propriétaires enregistrés sur J&C Shipping

(4) OC.233

The Chinese side did not find the vessel “Golden Star” staying in waters off Yangpu port of Hainan. With regard to the Chinese national Cheng Yuantai who was mentioned in the Panel’s letter as relevant to this case, in fact, Cheng is a nearly 80-year-old farmer. He does farming at home place all year long. There is no company under his name. He does not have any certificate for exiting and entering Chinese borders, and has no relation with any companies in Hong Kong SAR or DPRK vessels. China hopes that the Panel does not readily believe information which is against facts.

Source : État Membre.

Note : « *Golden Star* » est un terme utilisé au même titre que celui de « *Gold Star* » pour traduire le terme original en mandarin. Le *Gold Star* (n° OMI 9146247), qui est le navire à propos duquel le Groupe d'experts a demandé des renseignements, fait l'objet d'une enquête.

62. Pour éviter d'être détectés, les navires exploités par J&C Shipping ont utilisé un *modus operandi* consistant notamment à effectuer des transbordements illicites pendant la nuit dans les eaux territoriales chinoises, à décharger de petites quantités

⁴⁶ Il semble qu'il n'existe aucun enregistrement commercial de ce navire à des fins de traçabilité. Le navire est actuellement inscrit (en juin 2021) sous son immatriculation d'origine (sous pavillon chinois) dans les bases de données maritimes.

⁴⁷ Adresse : Room 19C, Lockhart Centre, 301-307 Lockhart Road, Wan Chai, Hong Kong (Chine).

⁴⁸ 捷程海運有限公司.

⁴⁹ Il ressort des registres du commerce de Hong Kong que la direction assumée par M. Cheng Yuantai a été transférée, en avril 2020, à un ressortissant russe, M. Yuri Chernilovski, domicilié à Nakhodka, dans le territoire du Primorié (Fédération de Russie).

de carburant au cours d'opérations de navire à navire qui duraient de quatre à six heures, à maintenir les navires hors du port au détriment de la santé et de la sécurité de l'équipage, et à falsifier les éléments d'identification des navires, notamment en utilisant un nom et un numéro OMI frauduleux pour entrer dans un port chinois.

63. Les informations communiquées par la suite par l'État Membre indiquent qu'un certain Cheng Bin, de J&C Shipping, dirigeait ces activités pendant les périodes visées par l'enquête. M. Cheng communiquait sur l'application de messagerie WeChat et utilisait des numéros de téléphone différents pour chacune des opérations de navire à navire.

64. Les enquêtes menées par le Groupe d'experts montrent que les activités de J&C Shipping concordent avec le *modus operandi* employé par d'autres entités qui possédaient ou exploitaient des navires ayant fait l'objet de précédentes enquêtes de la part du Groupe, à savoir l'absence de visibilité en ligne, la création d'une société écran ayant à sa tête un seul individu n'ayant aucun lien déclaré avec le navire (voir fig. IX ci-dessus), et le recours à des fournisseurs de services d'enregistrement commercial comme mesure de dissimulation supplémentaire, et ce, dans le but de masquer la véritable identité du bénéficiaire effectif, afin de contourner les sanctions.

65. Le Groupe d'experts a demandé à la Chine des renseignements sur le pétrole transbordé à partir d'un terminal à Yangpu, les transbordements illicites de navires signalés sur des navires de la République populaire démocratique de Corée et des navires associés à ce pays, le principe de précaution appliqué par les autorités compétentes quant à la validité des éléments d'identification communiqués par le *Gold Star* au port, la validité des renseignements sur la propriété du registre du commerce fournis par J&C Shipping, et toute mesure supplémentaire prise dans le cadre des enquêtes ou de l'immobilisation du *Gold Star*.

66. La Chine a répondu que le *Gold Star* avait quitté Yangpu à la fin de novembre 2019 ; il n'était plus rentré dans les ports chinois depuis cette date. Aucun renseignement n'était disponible concernant le transfert présumé de produits pétroliers raffinés par le navire. La Chine a déclaré qu'aucune « demande d'entrée dans les ports » n'avait été soumise aux autorités portuaires chinoises par l'*Ocean Star* en novembre 2020 et que le document d'autorisation portuaire « est un faux ». La Chine a également déclaré :

« *Ocean Star* n'est pas entré dans des ports chinois, et *Gold Star* n'est pas entré dans des ports chinois sous l'identité frauduleuse d'*Ocean Star* ». En ce qui concerne J&C Shipping, la Chine a déclaré que la société J&C Shipping de la Région administrative spéciale de Hong Kong, citée dans la lettre du Groupe d'experts comme étant l'exploitant de *Gold Star*, avait cessé d'exister en mars 2021, et qu'il n'existait aucune trace d'activités d'importation et d'exportation de cette société ou de son implication dans des activités de contrebande en lien avec la République populaire démocratique de Corée. La Chine espérait que le Groupe d'experts ne prêterait pas foi à des informations qui ne correspondent pas aux faits.

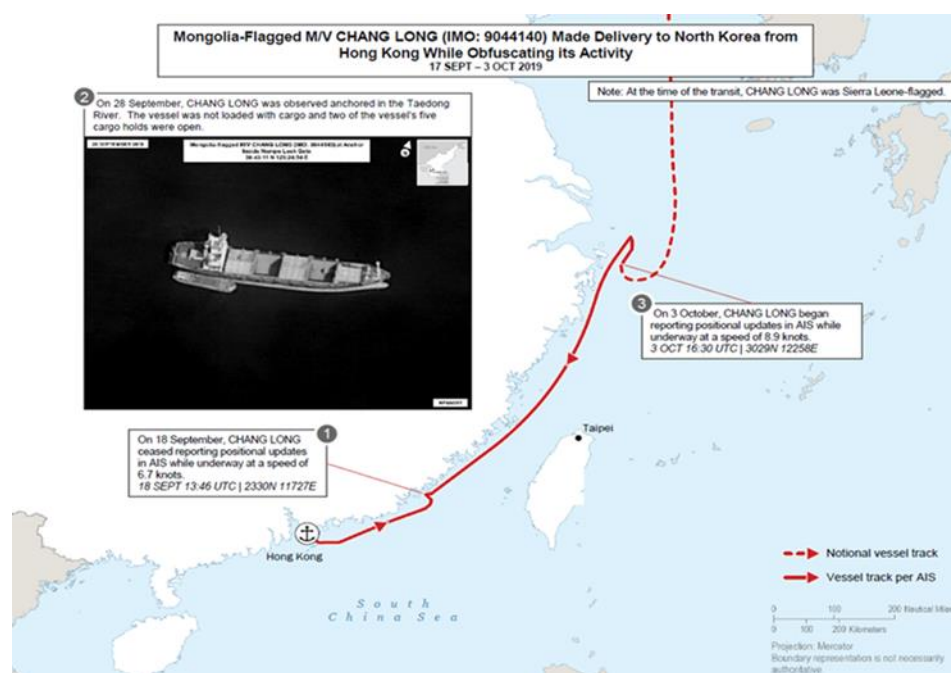
67. Le Groupe d'experts a également demandé des renseignements à de multiples parties (Cameroun, Fédération de Russie, Mongolie, Palaos, Sierra Leone et Timor-Leste) ainsi qu'à l'entité ou aux entités responsables des navires – propriétaires ou gestionnaires actuelles ou anciennes –, y compris à M. Cheng Bin. Des précisions sur les réponses figurent à l'annexe 35 a).

Ji Yuan (alias Chang Long)

68. L'ancien navire *Ji Yuan* (alias *Chang Long*)⁵⁰, qui battait pavillon de la Sierra Leone (n° OMI 9044140), a été signalé par un État Membre comme ayant effectué de multiples expéditions de Hong Kong vers la République populaire démocratique de Corée, notamment une expédition d'une Mercedes Benz classe S en septembre et octobre 2019 (voir fig. XI) et de deux conteneurs de biens électroniques non spécifiés, en novembre de la même année. L'expédition du véhicule de luxe aurait été facilitée par Yee Fat Motor Trading (H.K.) Company, société enregistrée à Hong Kong (voir également par. 73 et 146).

Figure XI

Itinéraire emprunté par le *Ji Yuan* pour procéder à ses expéditions vers la République populaire démocratique de Corée, septembre-octobre 2019



Source : État Membre.

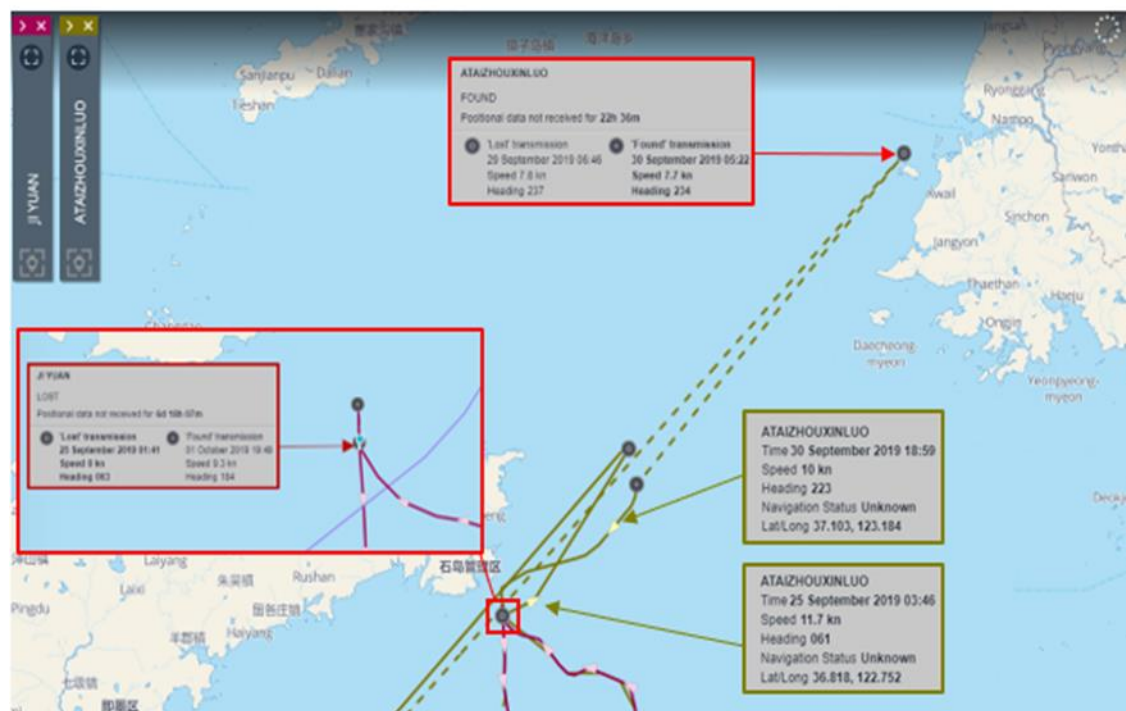
69. Les enquêtes menées par le Groupe d'experts sur la route empruntée par le navire en octobre et novembre 2019 ont révélé que le *Ji Yuan* émettait également sur un autre numéro d'identité du service mobile maritime (le n° 300800121)⁵¹ ce qui, dans le cas de l'expédition de septembre 2019, placerait le signal AIS détourné du navire dans les eaux de la République populaire démocratique de Corée. Ces données coïncident avec les dates communiquées par l'État Membre concernant la présence du *Ji Yuan* en République populaire démocratique de Corée, le 28 septembre 2019 (voir fig. XII). Les ruptures du signal AIS, qui montrent que le même identifiant MMSI se trouvait à deux endroits différents au même moment, ont révélé que le *Ji Yuan* usurpait l'identité d'un navire qui opérait à proximité, dans les eaux chinoises (voir annexe 36 a).

⁵⁰ Le navire a navigué sous pavillon mongol, sous le nom de *Chang Long*, entre août 2020 et juin 2021, date à laquelle il a été radié des registres.

⁵¹ Cet identifiant MMSI appartiendrait à un navire de marchandises de 20 mètres de long naviguant tantôt sous le noms d'*Ataizhouxinluo*, tantôt sous le nom de *Guanyunyu60230*.

Figure XII

Transmissions MMSI détournées par le *Ji Yuan* plaçant le navire dans les eaux de la République populaire démocratique de Corée, septembre 2019



Source : Windward, annotations du Groupe d'experts.

70. Les registres du commerce indiquent que le directeur de la société Jiyuan Shipping Ltd⁵², constituée au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, est M. Zhuang Jixiang, domicilié à Fujian (Chine). Le secrétaire exécutif enregistré de Jiyuan Shipping, Yunma Tianlong International Consulting Co. Limited⁵³, avait également occupé la même fonction auprès des entités Always Smooth Ltd et Good Siblings Ltd, qui étaient les propriétaires certifiés de navires⁵⁴ signalés par le Groupe d'experts comme ayant violé les sanctions.

71. Le Groupe d'experts a demandé l'aide de la Chine, de la Mongolie, du Royaume-Uni et de la Sierra Leone ainsi que d'entités en lien avec l'affaire. On trouvera des renseignements supplémentaires sur l'affaire et les réponses reçues dans les annexes 36 a) à c).

72. La Chine a confirmé les renseignements communiqués au Groupe d'experts, à savoir que l'entité propriétaire figurant sur les registres était enregistrée au Royaume-Uni, et a transmis des informations sur la cargaison du navire (voir par. 146).

73. La Mongolie a transmis des renseignements et des documents sur le navire qui indiquaient que le *Ji Yuan* avait été vendu, le 26 juillet 2019, par une société enregistrée en République de Corée, la Korea Marine Transport Co., Ltd, à une société

⁵² La société a été dissoute le 23 mars 2021, d'après les registres.

⁵³ Le domicile de la société (United G25, Waterfront Studios, 1 Dock Road, Londres, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) semble être une adresse d'enregistrement de plusieurs sociétés fournissant des services de secrétariat d'entreprise.

⁵⁴ Les navires en cause étaient respectivement le *Lucky Star* (n° OMI 9015278), sous pavillon togolais, et l'*Asia Bridge* (n° OMI 9010022), qui battait pavillon togolais.

constituée à Hong Kong, la Good Job Trading Limited (ci-après « Good Job »), pour un montant de 1,1 million de dollars (voir annexe 36 d). Les parts du navire ont ensuite été transférées de Good Job à Jiyuan Shipping Ltd, le 15 août 2019, pour 1 dollar (voir annexe 36 e), juste avant la livraison déclarée par le *Ji Yuan* d'une voiture de luxe à la République populaire démocratique de Corée, le mois suivant (voir également par. 68 et 146). La Mongolie a radié le navire, qui naviguait sous le nom de *Chang Long* et battait pavillon mongol, et a annulé les certificats de navire le 14 juin 2021 (voir annexe 36 f). La circulaire maritime de la Mongolie est jointe à l'annexe 36 g).

74. La Sierra Leone a fourni les documents d'expédition demandés et a confirmé que le *Ji Yuan* avait été radié le 3 avril 2020, pour avoir participé à des activités interdites par les résolutions du Conseil de sécurité.

75. Le Royaume-Uni a répondu qu'il suivait les informations demandées concernant les entreprises visées et qu'il fournirait plus de précisions en temps voulu.

Acquisition de navires

76. Depuis 2019⁵⁵, la République populaire démocratique de Corée a élargi sa flotte en procédant à l'acquisition d'anciens navires-citernes et navires de marchandises battant pavillon étranger, en violation des résolutions pertinentes de l'ONU qui interdisent la fourniture, la vente ou le transfert directs ou indirects de navires anciens ou nouveaux à la République populaire démocratique de Corée. Un certain nombre de ces navires avaient navigué sans pavillon pendant quelques années avant d'être enregistrés par la République populaire démocratique de Corée, où ils ont continué à naviguer et commercer, livrant du pétrole raffiné illicite à la République populaire démocratique de Corée et exportant du charbon provenant de ce pays. Dans certains cas, les navires étaient gérés par les mêmes entités et présentaient des structures de propriété qui ressemblaient fortement à celles qui avaient eu cours avant la vente. Un État Membre a estimé que plusieurs des navires avaient été contrôlés par la République populaire démocratique de Corée avant de battre pavillon de ce pays.

77. Plusieurs de ces navires ont été signalés par le Groupe d'experts avant d'être confirmés tardivement comme des navires battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée, vendus, notamment, à des acheteurs non déclarés. Certains des navires ont été vendus sur des sites Web de vente aux enchères de navires, tandis que d'autres ont été achetés par des courtiers de tierce partie. On trouvera ci-après des exemples de navires qui ont changé de pavillon dans le registre des navires de la République populaire démocratique de Corée, en 2020.

Sin Phyoung 5 (anciennement dénommé Woo Jeong)

78. Le navire *Woo Jeong*, alias *Sin Phyoung 5* (n° OMI 8865121)⁵⁶, qui battait auparavant pavillon de la République de Corée, est passé sous pavillon de la République populaire démocratique de Corée en octobre 2020. Comme dans le cas d'autres navires précédemment signalés par le Groupe d'experts comme étant sous le contrôle de la République populaire démocratique de Corée (tels que l'*Enterprise* (n° OMI 9153331)⁵⁷, voir par. 81 ci-dessous), la dernière transmission AIS faite par le *Woo Jeong* a été enregistrée au large de Shidao (Chine) autour du 27 juillet 2019. Young Sung Global Co. Ltd (ci-après « Young Sung Global ») était répertorié comme

⁵⁵ Il ressort de la base de données maritimes qu'une dizaine de pétroliers ainsi que des navires de marchandises ont été ajoutés à la flotte de la République populaire démocratique de Corée en 2019 et 2020.

⁵⁶ Renseignements actualisés par l'OMI en 2021.

⁵⁷ Voir S/2021/211, par. 71 et 72.

le dernier propriétaire, exploitant et gestionnaire enregistré du *Woo Jeong* avant que celui-ci ne passe sous le contrôle de la République populaire démocratique de Corée⁵⁸. La République de Corée a confirmé la radiation du pavillon du navire, le 10 septembre 2019, pour cause d'exportation.

79. Selon Young Sung Global, la vente du navire s'est faite par l'intermédiaire de courtiers et le navire a été acheté par une entité chinoise. La société de courtage maritime qui a identifié l'acheteur a effectué toutes les formalités de vente avec le courtier, en Chine. Le navire a été vendu, en juillet 2019, à un certain Zhang Rusheng, au nom de Deepika Shipping and Trading Ltd (ci-après « Deepika Shipping »), société inscrite comme l'acheteur. Le Groupe d'experts note que Deepika Shipping était également inscrit comme le propriétaire et l'exploitant du *Sen Lin 01* (n°OMI 8910378)⁵⁹, un navire de livraison directe qui, depuis, bat pavillon de la République populaire démocratique de Corée et navigue sous le nom de *Kwang Chon* ⁶⁰. En outre, Korea Myongryu Trading Co, propriétaire du *Sin Phyoung 5* de la République populaire démocratique de Corée, est également propriétaire du pétrolier *Sin Phyoung 2* (n°OMI 8817007)⁶¹, dont le Groupe d'experts a déjà signalé qu'il avait été acquis par la République populaire démocratique de Corée en 2019, après une livraison de pétrole raffiné à la République populaire démocratique de Corée, lorsqu'il naviguait sous le nom de *Tianyou*. Les enquêtes se poursuivent ; voir annexes 38a à c pour de plus amples renseignements.

80. Entre autres navires qui sont passés sous pavillon de la République populaire démocratique de Corée figurent le *Xin Hai* (n°OMI 7636638), rebaptisé *Wol Bong San* (voir annexes 37 a et b), et le *Ming Zhou 6* (n°OMI 8829878), rebaptisé *Tae Phyoung 2* (voir annexe 39).

Réseaux liés à la chaîne d'approvisionnement

81. Le Groupe d'experts a poursuivi ses enquêtes sur le navire *Enterprise* associé à la République populaire démocratique de Corée (n° OMI 9153331), qui a continué, en 2021, d'être utilisé pour exporter du charbon en provenance de la République populaire démocratique de Corée. Dans les documents actualisés qu'il a obtenus, l'adresse enregistrée dans les bases de données maritimes pour l'exploitant du navire, Dalian Taiyuan International Shipping Agency Co. Ltd, était différente de celle figurant sur les documents d'expédition⁶². Cette dernière adresse correspondait à celle d'un immeuble occupé conjointement et associé à Vast Win Trading Limited, ancien propriétaire du navire désigné *Jie Shun* (n°OMI 8518780), dont l'ancienne directrice et seule actionnaire, M^{me} Gu Min, était également liée à l'enquête sur le *Jie Shun* menée par le Groupe d'experts (voir annexe 40). Les enquêtes se poursuivent.

Transfert de droits de pêche

82. D'après les informations fournies par un État Membre au Groupe d'experts, la République populaire démocratique de Corée continue de vendre des droits de pêche à des entités de pays tiers, les autorisant ainsi à opérer dans ses eaux. Plusieurs documents officiels, notamment des certificats de droits de pêche et des polices d'assurance, émis par une compagnie de la République populaire démocratique de Corée du nom de Korea National Insurance Corporation (KPe.048), ont été obtenus en 2020 par des flottes de pêche de pays tiers. Celles-ci ont également obtenu une

⁵⁸ Inscrit sur la liste de l'OMI en tant que propriétaire, gestionnaire et exploitant du navire de juin 2012 à octobre 2019.

⁵⁹ Voir [S/2020/151](#).

⁶⁰ Voir [S/2020/840](#).

⁶¹ Ibid.

⁶² Tels qu'elle a été enregistrée pour la dernière fois sur le site Web de l'OMI.

carte de la zone précise dans laquelle la pêche était autorisée⁶³ ainsi que des directives émises par les autorités de la République populaire démocratique de Corée à leur intention (voir annexe 41). Selon un État Membre, des droits de pêche ont été achetés pour une période de quatre à cinq mois pour un montant allant d'environ 200 000 renminbi (30 867 dollars) à 300 000 renminbi (46 301 dollars).

83. Le Groupe d'experts continue de recevoir des informations, notamment sur les points de départ possibles des navires, leurs numéros d'identité du service mobile maritime et les entités privées participant aux activités de transfert de droits de pêche. Les enquêtes se poursuivent.

84. Au cours de la période considérée, le Groupe d'experts a adressé un nouveau courrier à Choe Un Bok, présidente de l'Association générale des Coréens en Chine, qui aurait participé à la vente de droits de pêche de la République populaire démocratique de Corée⁶⁴, ainsi qu'à Weihai Peninsula Vessel Fuel Co. Ltd, qui a participé à la planification de la création d'une coentreprise de pêche avec une entité de la République populaire démocratique de Corée⁶⁵. La Chine a répondu (voir annexe 42) qu'aucune preuve substantielle n'avait été trouvée au cours de son enquête concernant l'implication présumée de l'Association générale des Coréens en Chine et de Weihai Peninsula Vessel Fuel Co. Ltd. Les enquêtes se poursuivent.

Exportations maritimes de la République populaire démocratique de Corée

Exportations de charbon par des navires de la République populaire démocratique de Corée

85. Selon un État Membre, de février à mai 2021, au moins 364 000 tonnes métriques de charbon en provenance de la République populaire démocratique de Corée ont été exportées vers la région de Ningbo-Zhoushan au cours de 41 voyages effectués par des navires battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée et contrôlés par celle-ci⁶⁶. Le Groupe d'experts note que ce volume de charbon était en moyenne nettement inférieur aux chiffres fournis par le même État Membre concernant les expéditions ayant eu lieu en 2020, selon lesquels, sur une période de 12 mois, au moins 4,8 millions de tonnes métriques de charbon et d'autres minéraux soumis au régime des sanctions auraient été exportés vers la Chine au cours de 636 voyages (voir annexe 43)⁶⁷.

86. L'État Membre pense néanmoins que la République populaire démocratique de Corée est prête à reprendre ses exportations de charbon à grande échelle. Des images satellitaires datant du 4 avril 2021 montrent 32 navires battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée au port de Taean (République populaire démocratique de Corée), tous chargés de charbon sauf trois (voir annexe 47). Le Groupe d'experts continue de suivre la situation.

87. Les cargaisons de charbon depuis la République populaire démocratique de Corée sont exportées selon une stratégie déjà observée par le passé : des navires battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée et des navires contrôlés par la République populaire démocratique de Corée ont été repérés dans les mêmes zones dans les eaux de Ningbo-Zhoushan ; ils ont participé à des transferts de

⁶³ Littéralement appelée « 처벌작업구역 » par les autorités de la République populaire démocratique de Corée, il s'agit d'une carte simplifiée présentant la zone des eaux de la République populaire démocratique de Corée dans laquelle les navires de pays tiers sont autorisés à pêcher sous haute surveillance.

⁶⁴ Voir S/2021/211, par. 54 et alinéa a) de l'annexe 32.

⁶⁵ Ibid., par. 55 et alinéa b) de l'annexe 32.

⁶⁶ Informations datant de mai 2021.

⁶⁷ Deux experts ont estimé que les informations figurant dans ce paragraphe devaient être vérifiées.

navire à navire avec de larges cargos battant pavillon chinois ; soit ils ont émis de faux identifiants, soit ils n'ont transmis aucun signal AIS.

88. Dans ce qui marque un changement par rapport à ce qui avait été précédemment observé concernant l'activité de barges côtières étrangères important du charbon en provenance de la République populaire démocratique de Corée⁶⁸, en 2021, aucune barge n'a été signalée au Groupe d'experts comme entrant dans les eaux de la République populaire démocratique de Corée.

89. Le Groupe d'experts a continué de solliciter l'aide de la Chine au sujet de la présence dans les eaux de Ningbo-Zhoushan de plusieurs navires appartenant à la République populaire démocratique de Corée ou associés à celle-ci (voir fig. XIII), lesquels continuaient de se rassembler pour exporter du charbon au moyen de transferts de navire à navire⁶⁹ (voir également l'annexe 44).

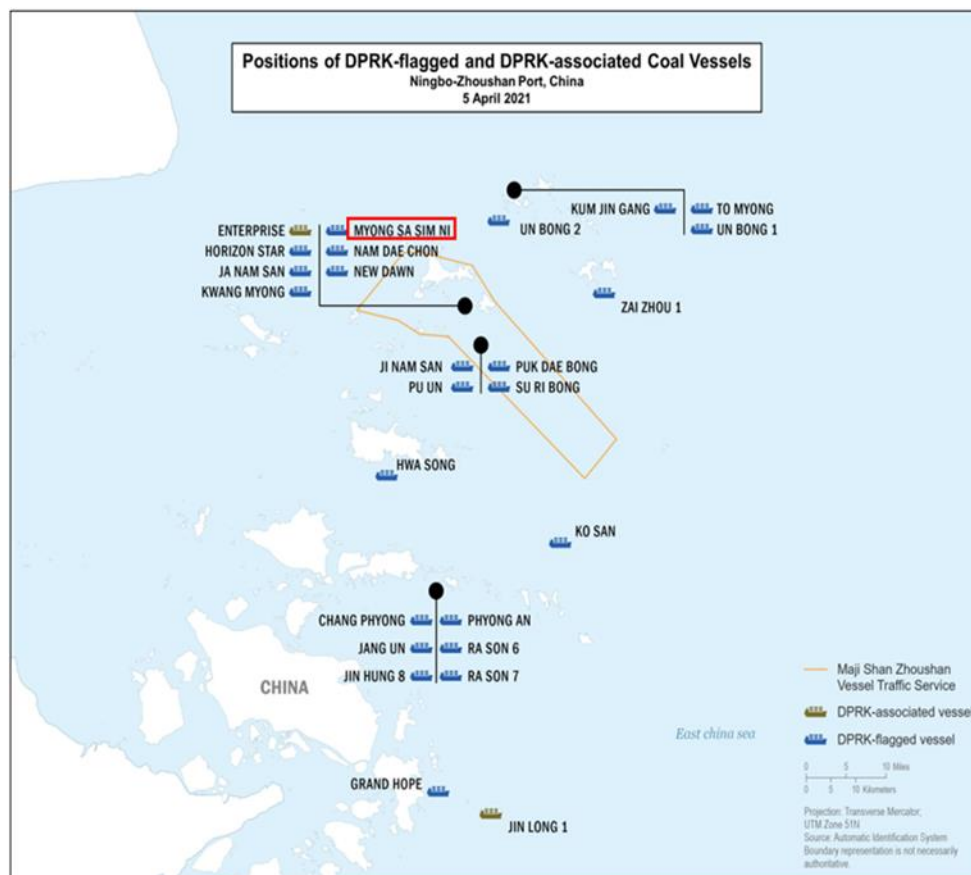
90. Un certain nombre de ces navires avaient déjà figuré dans les rapports du Groupe d'experts pour avoir exporté illicitement du charbon dans ces mêmes eaux. Plusieurs des navires de la République populaire démocratique de Corée sont restés dans cette zone pendant un certain temps (voir fig. XIV)⁷⁰. Ces zones sont surveillées par les autorités portuaires et autres autorités maritimes compétentes, qui recueillent des informations sur les activités des navires.

⁶⁸ Voir [S/2020/151](#), par. 67-68, et [S/2021/211](#).

⁶⁹ Voir [S/2021/211](#).

⁷⁰ Entre autres, *Myong Sa Sim Ni*, *Enterprise*, *Kwang Myong*, *Puk Dae Bong* et *Su Ri Bong*.

Figure XIII
**Navires battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée
 et navires associés à la République populaire démocratique de Corée,
 Ningbo-Zhoushan (Chine), 5 avril 2021**



Source : État Membre.

de l'ordre effectuées par les garde-côtes chinois permettent de faire respecter la loi dans les eaux relevant de la compétence chinoise, et s'acquittent des obligations découlant des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Les eaux de Ningbo-Zhoushan sont une zone marine au trafic très dense, dans laquelle circule une grande variété de navires. Il est tout à fait normal que des navires des garde-côtes chinois y patrouillent. Les activités menées par les forces de l'ordre d'un pays relèvent du domaine de la sécurité nationale. La Chine demande au Groupe d'experts de respecter les droits et intérêts légitimes des États Membres et de ne pas inclure dans son rapport des informations non vérifiées concernant les navires des garde-côtes chinois, dont la sécurité est ici en jeu.

95. Le Groupe d'experts prend note des préoccupations de la Chine concernant la sécurité de ses garde-côtes et reste concentré sur les navires de la République populaire démocratique de Corée mentionnés ci-dessus. L'annexe confidentielle 45 contient les images fournies par l'État Membre.

Navires de charge recevant du charbon provenant de la République populaire démocratique de Corée

96. Le Groupe d'experts continue d'enquêter sur l'utilisation par les navires battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée de grands navires transporteurs de vrac battant pavillon chinois pour recevoir du charbon par transfert de navire à navire dans les eaux territoriales chinoises⁷². Il s'intéresse notamment à deux cas de navires destinés au transport de marchandises battant pavillon chinois qui, selon un État Membre, auraient chargé dans les eaux de Ningbo-Zhoushan du charbon provenant de navires battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée par transfert de navire à navire, pour le livrer dans des ports chinois entre février et avril 2021. Les deux navires avaient transmis un numéro d'identité du service mobile maritime associé à la Chine, et l'un d'entre eux était doté d'un numéro OMI. Le Groupe d'experts a reçu des images satellitaires montrant de manière précise leurs déplacements, notamment les transferts effectués de nuit, la présence des navires chinois (dont les cales contenaient du charbon) dans des ports de Chine, les navires de la République populaire démocratique de Corée ayant transféré le charbon, et des informations sur les dates et heures de leurs activités. L'analyse du Groupe d'experts concernant les itinéraires suivi par les navires battant pavillon chinois, les changements signalés dans les tirants d'eau, la présence de navires de la République populaire démocratique de Corée à proximité des signaux AIS émis par les navires chinois, et l'étude des ports dans lesquels les navires chinois ont accosté, corrobore les informations fournies par l'État Membre. Ces dernières ont été communiquées à la Chine, à laquelle un complément d'information a été demandé.

97. La Chine a répondu ce qui suit :

Les autorités chinoises compétentes mènent actuellement une enquête et effectuent les vérifications nécessaires, et ne disposent d'aucune information à communiquer à ce stade. L'enquête étant toujours en cours, la Chine demande au Groupe d'experts de ne pas inclure les informations relatives à ces navires dans son rapport et d'éviter d'interrompre son enquête et ses opérations de maintien de l'ordre.

98. Les enquêtes de la Chine sur les navires susmentionnés étant en cours, le Groupe d'experts n'a inclus dans le présent rapport ni les informations relatives aux identifiants des navires en question, ni les données et les images les concernant, ni les recherches menées sur les entités enregistrées comme en étant les propriétaires et les

⁷² Voir, par exemple, [S/2021/211](#), par. 58, 65 et 66.

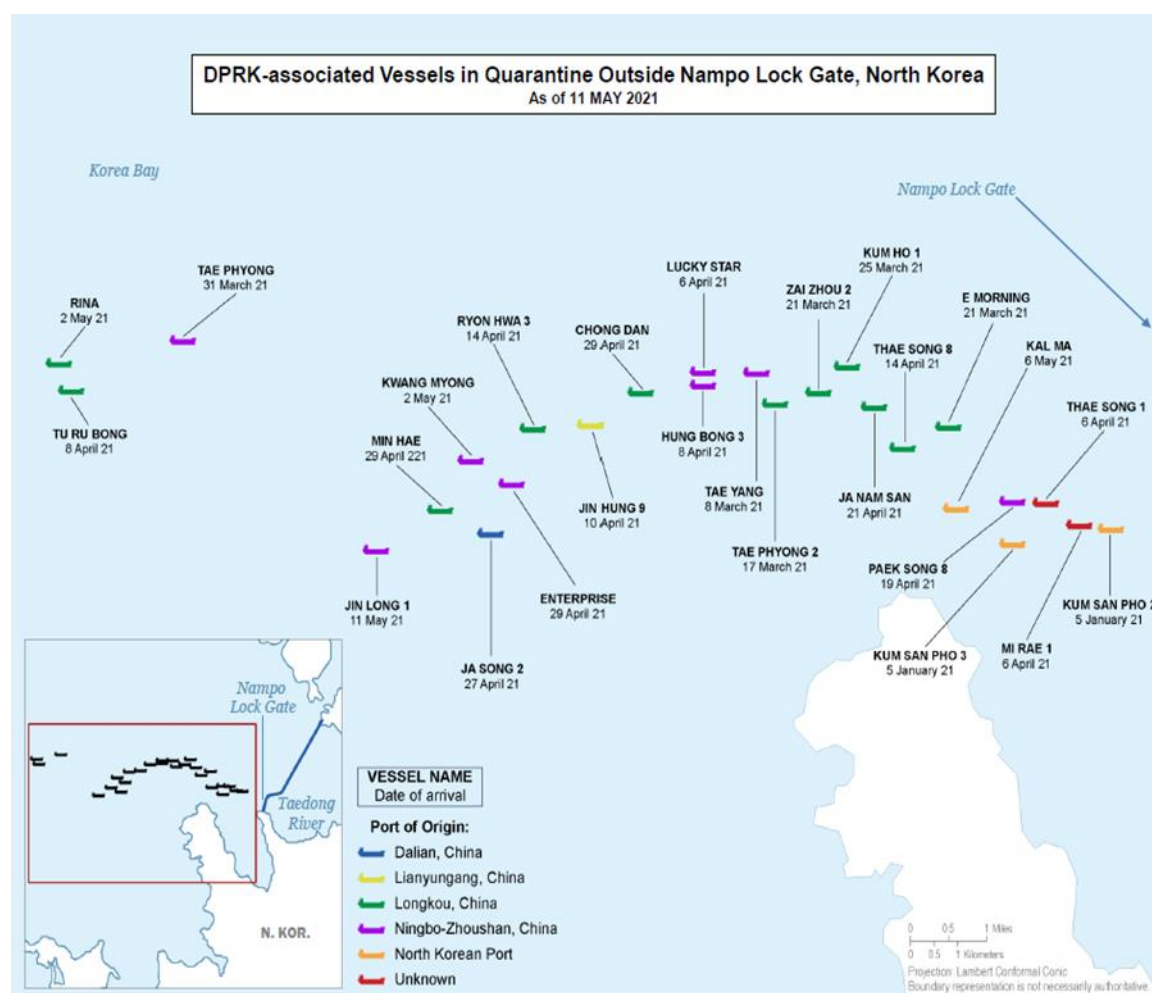
exploitants. Le Groupe d'experts fera le point sur l'enquête menée par la Chine en temps voulu.

Exportation de charbon en provenance de la République populaire démocratique de Corée et importation d'articles humanitaires en un voyage aller-retour

99. Le Groupe d'experts et l'État Membre ont observé qu'au 11 mai 2021, plus de deux douzaines de navires de charge de la République populaire démocratique de Corée étaient ancrés à l'extérieur de la porte d'écluse de Nampo, en République populaire démocratique de Corée, une zone devenue zone de quarantaine à long terme pour les navires (voir fig. XV).

Figure XV

Navires battant pavillon de la République populaire démocratique de Corée et navires associés à la République populaire démocratique de Corée, ancrés à l'extérieur de la porte d'écluse de Nampo (République populaire démocratique de Corée) à leur retour des ports et zones portuaires de Chine, au 11 mai 2021



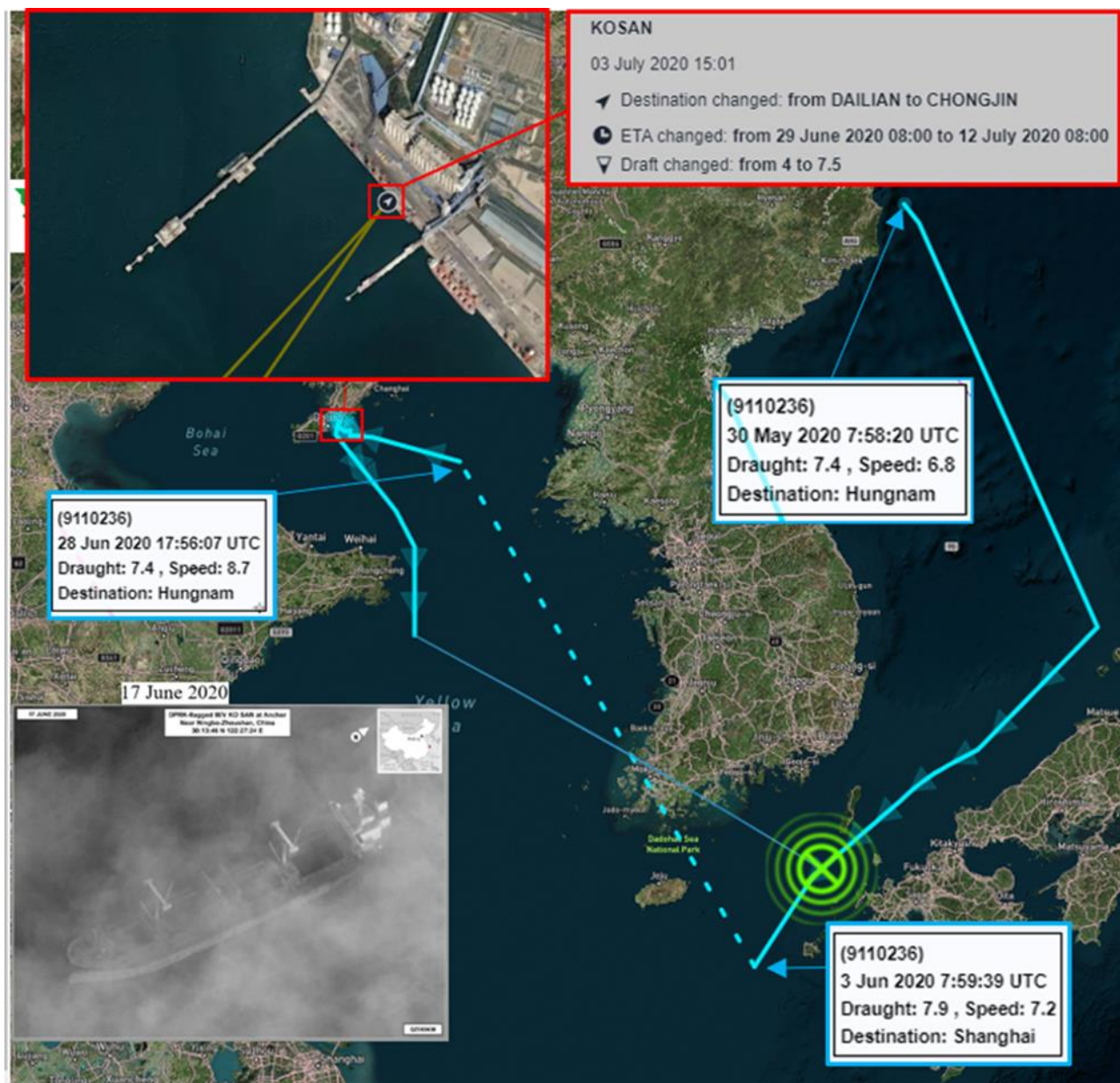
Source : État Membre.

100. Ces navires de la République populaire démocratique de Corée revenaient de ports de Chine, selon les informations de l'État Membre. Certains d'entre eux, surveillés par le Groupe d'experts, comme le *Ko San* (n° OMI 9110236), auraient déchargé du charbon provenant de la République populaire démocratique de Corée

dans les eaux de Ningbo-Zhoushan avant de se rendre au port de Dalian, en Chine, où l'État Membre a déclaré que le navire avait « chargé des articles humanitaires » le 1^{er} juillet⁷³ en vue de les importer en République populaire démocratique de Corée (voir fig. XVI). Voir l'annexe 46 pour plus de détails.

Figure XVI

Le *Ko San* a exporté du charbon et importé une probable cargaison humanitaire en un seul voyage, de mai à juillet 2020



Source : Sea-web et IHS Markit, avec annotations du Groupe d'experts; images en médaillon : Windward ; images satellitaires : État Membre.

⁷³ L'analyse du port a indiqué que le *Ko San* était amarré au terminal céréalier de Beiliang à Dalian, en Chine.

101. Le Groupe d'experts note que les navires sont autorisés à transporter des articles humanitaires vers la République populaire démocratique de Corée à condition qu'ils n'aient pas participé à des activités de contournement des sanctions, conformément au paragraphe 9 de la résolution [2397 \(2017\)](#) du Conseil de sécurité, dans lequel il est précisé que les États Membres doivent saisir, inspecter et confisquer tout navire se trouvant dans leurs ports, ainsi que tout navire soumis à leur juridiction se trouvant dans leurs eaux territoriales, s'ils ont des motifs raisonnables de penser que ce navire est utilisé pour des activités interdites par des résolutions⁷⁴.

102. On trouvera à l'annexe 46 d'autres exemples signalés par un État Membre sous forme d'images satellitaires, ainsi que les enquêtes du Groupe d'experts sur les navires de la République populaire démocratique de Corée *Thae Song 8* (n° IMO 9003653), *Min Hae* (n° IMO 8672897) et *Tae Phyong 2* (anciennement connu sous le nom de *Ming Zhou 6*) (n° IMO 8602763), qui ont également, en un seul voyage, déchargé du charbon provenant de la République populaire démocratique de Corée dans les eaux chinoises et récupéré des cargaisons d'articles humanitaires dans des ports de Chine.

103. Le Groupe d'experts a demandé l'assistance de la Chine concernant l'activité de chacun des 26 navires de la République populaire démocratique de Corée apparaissant dans la figure XV, notamment des informations sur les éléments suivants : l'identité des navires qui avaient déchargé en 2021 du charbon provenant de la République populaire démocratique de Corée ou d'autres produits interdits au moyen de transferts de navire à navire dans les eaux territoriales chinoises ; les navires qui avaient transporté du charbon provenant de la République populaire démocratique de Corée puis récupéré une cargaison d'articles humanitaires dans des ports de Chine ; tout éventuel commerce de troc visant à exporter du charbon provenant de la République populaire démocratique de Corée en échange de céréales ou d'autres produits importés de Chine.

104. La Chine a répondu ce qui suit :

Le Thae Song 8, le *Min Hae* et le *Tae Phyong 2* sont entrés dans le port de Longkou à vide et se sont rendus au port de Nampo après avoir chargé des engrais et des pesticides. Le *Ko San* est entré dans le port de Dalian Beiliang à vide, dont il est reparti après avoir chargé du riz. N'estimant pas que ces navires faisaient de la contrebande de charbon dans les eaux territoriales chinoises, la Chine n'avait donc aucune raison de leur interdire d'entrer dans les ports à vide pour y charger des articles humanitaires.

Recommandations

Falsification et échange de l'identité de navires

105. Les États Membres et les registres de navires devraient publier des circulaires actualisées concernant les profils AIS numériques dont il est avéré qu'ils ont été falsifiés et utilisés comme identités de dissimulation, afin de mettre en garde contre le commerce avec ces navires.

106. En cas de suspicion concernant la validité des identifiants d'un navire, les autorités portuaires et les autres autorités maritimes compétentes devraient effectuer les vérifications nécessaires sur les antécédents de ce navire dès lors que ce dernier se trouve dans un port ou des eaux portuaires relevant de leur juridiction, conformément au paragraphe 9 de la résolution [2397 \(2017\)](#).

⁷⁴ Voir également [S/2021/211](#), par. 58 et 63-64.

107. Les services d'immatriculation de pavillon devraient exiger que soient fournies, à chaque demande d'inscription sur leurs registres, des photographies actualisées des identifiants, qui sont affichés à l'extérieur (proue, pont arrière) et à l'intérieur des navires.

108. Les États Membres qui accueillent des chantiers navals assurant l'entretien de navires battant pavillon étranger devraient mettre en garde contre le risque que des navires peuvent s'y trouver dans le but d'y subir des transformations physiques ou d'autres modifications destinées à masquer leur identité aux fins de leur participation à des activités interdites.

Échange d'information

109. Les services d'immatriculation de pavillon devraient régulièrement publier une liste des navires radiés sur leur site Web et dans les circulaires destinées au monde maritime au sens large.

110. L'utilisation abusive des numéros d'identité du service mobile maritime est une pratique qui touche plus d'un registre d'immatriculation de pavillon. Afin de garantir que ces numéros ne sont pas utilisés frauduleusement, le Groupe d'experts encourage les services d'immatriculation et les États Membres dans les eaux desquels les navires transmettent des identifiants frauduleux à enquêter sur ces navires et à communiquer les résultats de leurs enquêtes, y compris au Groupe d'experts, en particulier lorsqu'ils ont des raisons de penser que ces comportements sont liés à des activités de contournement des sanctions.

Manipulation du système d'identification automatique (AIS)

111. Les États Membres devraient surveiller les navires qui transmettent des identifiants suspects et enquêter sur eux, en particulier dans les eaux où il est avéré que des navires appartenant à la République populaire démocratique de Corée ou associés à celle-ci mènent des activités.

112. Les services d'immatriculation de pavillon devraient, en vertu du principe de précaution, se doter d'un personnel chargé de contrôler le statut AIS de la flotte inscrite dans leurs registres et de contacter tout navire qui transmettrait des informations différentes de celles qui figurent dans son profil.

113. Les sociétés de classification devraient certifier, à l'issue d'inspections périodiques de sécurité, que chaque navire est doté d'un seul système AIS, fonctionnel et de type A. L'objet de ces inspections devrait être de vérifier si un même navire est équipé de plusieurs systèmes AIS.

Informations relatives à la propriété effective

114. Le Groupe d'experts recommande à nouveau que les États Membres exigent de leurs autorités compétentes qu'elles communiquent des renseignements utiles sur la propriété des navires à toutes les entités juridiques désireuses d'inscrire des navires dans leur registre d'immatriculation. Les États Membres qui pratiquent la libre immatriculation devraient s'efforcer de collecter les données d'identification et les coordonnées de chaque individu propriétaire de l'entité étrangère à laquelle chaque navire appartient ou exerçant un contrôle sur cette entité, soit en sa qualité d'actionnaire, de financier de l'entreprise, de dirigeant ou de décideur. Ces informations devraient être mises à la disposition des organismes concernés, tels ceux chargés de faire respecter la loi, ainsi que du Groupe d'experts, de manière à faciliter l'application des sanctions.

Statistiques relatives au commerce et problèmes de douanes

115. Les chiffres du commerce extérieur de la République populaire démocratique de Corée ont chuté à partir de début 2020 du fait des mesures qui ont été prises pour lutter contre la pandémie de COVID-19. Au total, les exportations enregistrées en 2020 ont atteint environ 156,9 millions de dollars, soit environ 33 % du montant affiché en 2019. Les importations se sont élevées à 558,1 millions de dollars, soit environ 20 % du montant enregistré en 2019 (voir tableau 2). Selon un État Membre, les sanctions ont entraîné des coûts supplémentaires considérables pour le commerce légal (notamment du fait de la nécessité d'accorder de fortes remises sur les prix à l'exportation, de l'augmentation du prix des importations et des primes d'assurance, de la hausse du coût des opérations financières, et de complications dans les procédures de dédouanement)⁷⁵.

Tableau 2
Échanges commerciaux de la République populaire démocratique de Corée, 2018-2020

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2018	2019	2020
Exportations	352 611	473 550	156 867
Importations	2 327 431	2 726 196	558 071
Balance commerciale	(1 974 820)	(2 252 646)	(401 204)

Source : Trade Map du Centre du commerce international (consulté le 6 juillet 2021).

116. Certaines opérations commerciales ont repris en mars 2021 après que les autorités ont construit des installations de désinfection pour les marchandises importées⁷⁶ et aménagé des exceptions pour rouvrir les frontières. Toutefois, les restrictions frontalières ont été rapidement réintroduites (voir annexe 1).

117. Les statistiques accessibles au public, notamment celles compilées par les partenaires commerciaux de la République populaire démocratique de Corée, ne représentent qu'une partie du commerce extérieur du pays et comportent parfois des données inexactes. L'utilisation erronée des codes de pays, c'est-à-dire la saisie du code de pays de la République populaire démocratique de Corée (KP) au lieu de celui de la République de Corée (KR), le véritable partenaire commercial, est un problème fréquemment signalé⁷⁷. Le Groupe d'experts a adressé un courrier à l'Organisation internationale de normalisation à ce sujet, mais n'a reçu aucune réponse.

118. Sur la base des documents du Centre du commerce international sur les données commerciales nationales, dont certaines semblaient concerner des catégories d'articles visés par des sanctions, le Groupe d'experts a demandé à 69 États Membres des informations sur les transactions effectuées avec la République populaire démocratique de Corée, ainsi que des détails sur tous les cas de rejet de dédouanement ou de saisie de marchandises exportées vers la République populaire démocratique de Corée ou importées depuis celle-ci.

119. Le Groupe d'experts a également demandé aux autorités douanières des États Membres des informations sur la mise en œuvre concrète des obligations liées aux

⁷⁵ On trouvera à l'annexe 48 les statistiques relatives aux échanges commerciaux de la République populaire démocratique de Corée pour 2020, par produit (code SH).

⁷⁶ « North Korea turns airport into COVID-19 disinfection center to boost trade », NK PRO (NK News), 16 avril 2021. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.nknews.org/pro/north-korea-turns-airport-into-covid-19-disinfection-center-to-boost-trade/>.

⁷⁷ Voir S/2021/211, annexe 41.

sanctions, telles que l'inspection impérative de toutes les cargaisons à destination et en provenance de la République populaire démocratique de Corée et leur saisie et leur élimination lorsque des articles interdits sont découverts (voir l'annexe 49 pour le modèle d'enquête du Groupe d'experts).

120. Nombreux sont les États Membres qui n'ont signalé aucune activité commerciale avec la République populaire démocratique de Corée en 2020 et 2021, tandis que d'autres ont déclaré que les transactions étaient effectuées dans le respect du régime des sanctions imposé par l'Organisation des Nations Unies. Plusieurs États Membres ont communiqué au Groupe d'experts les résultats des enquêtes menées sur des cas éventuels de non-conformité. On trouvera à l'annexe 50 des données de comparaison qui, dans de nombreux cas, démontrent des divergences entre les statistiques du commerce international et les données nationales.

121. Le Groupe d'experts a constaté que les autorités douanières des États Membres respectaient l'application des interdictions, bien que dans plusieurs cas, elles aient été confrontées à la difficulté de déterminer si certains articles étaient interdits de transfert vers ou depuis la République populaire démocratique de Corée. On trouvera à l'annexe 51 la liste des articles à code SH soumis à des restrictions que le Groupe d'experts utilise pour surveiller l'application de l'interdiction sectorielle.

122. La Chine a répondu ce qui suit :

Les données du Centre du commerce international (ITC) diffèrent des chiffres officiels de la Chine principalement du fait que le Centre considère que les marchandises produites en Chine, exportées vers un tiers puis transférées en République populaire démocratique de Corée sont des exportations chinoises vers la République populaire démocratique de Corée, et ajuste ses données en conséquence. Cela ne correspond pas à la réalité et le Centre ne met pas à jour ses données ni ne les corrige en temps utile.

La Chine a également souligné qu'aucune transaction n'avait été enregistrée concernant des articles interdits dans le cadre des échanges commerciaux avec la République populaire démocratique de Corée.

123. À la demande du Groupe d'experts, la Thaïlande a fourni des informations sur 12 mentions d'exportation indiquant la République populaire démocratique de Corée comme pays de destination qui ont ensuite été retirées, les marchandises ayant été retournées (voir annexe 52). Les tentatives d'exportation comprenaient plusieurs envois de produits électriques (transformateurs, diodes) appartenant au groupe 85 du système harmonisé, dont les produits sont soumis à des interdictions, mais aussi des articles de parfumerie, dont le statut, dans le régime des sanctions, est parfois difficile à déterminer.

124. La Bulgarie a informé le Groupe d'experts d'exportations d'additifs nutritionnels (voir annexe 53).

125. Singapour a reconfirmé les informations concernant la saisie d'un transbordement de vin et de jus de fruits et son élimination par les douanes conformément à une décision de justice (voir annexe 54)⁷⁸.

126. Dans sa correspondance avec l'Uruguay, le Groupe d'experts a expliqué que l'interdiction sectorielle des transferts ne concernait pas seulement « les matières chimiques, nucléaires ou biologiques, telles qu'elles figurent dans [...] la résolution [2270 \(2016\)](#) », comme l'Uruguay l'avait précédemment supposé, mais aussi d'autres produits énumérés à l'annexe 51. Le Groupe d'experts est prêt à fournir des conseils au cas par cas pour aider les autorités douanières uruguayennes à prendre leurs

⁷⁸ Ibid., par. 117.

propres décisions sur les exportations et importations prévues qui concernent la République populaire démocratique de Corée. Il souligne que la décision finale demeure la prérogative de chaque État Membre, mais suggère à nouveau que les États Membres se servent, à titre indicatif, de la liste complète des produits à code SH soumis à des restrictions (voir annexe 51).

127. Le Guatemala a informé le Groupe d'experts qu'en décembre 2020, l'administration des douanes a indiqué que son département de la réglementation avait apporté des améliorations au dispositif de déclaration unique en douane d'Amérique centrale (« Declaración Única Centroamericana » ou DUCA), en interdisant notamment la validation des DUCA-D et des déclarations contenant le code KP (République populaire démocratique de Corée). En outre, des informations ont été diffusées en interne et en externe, au moyen de brochures d'information et de bulletins publiés par *Aduana Moderna* (douanes modernes), indiquant que le code KP ne devait pas être utilisé dans les déclarations d'importation (voir annexe 55)⁷⁹.

128. Le Guyana a informé le Groupe d'experts que son administration fiscale s'employait à introduire un dispositif de profil de risque dans le Système douanier automatisé pour la saisie, le contrôle et la gestion (SYDONIA), système mondial parrainé par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), pour signaler les transactions suspectes (voir annexe 56).

129. Le Groupe d'experts compte poursuivre l'analyse comparative de statistiques tirées de sources publiques et de données fournies par les États Membres afin de détecter toute incohérence éventuelle et d'en rechercher la cause.

130. Les principales marchandises exportées illégalement depuis la République populaire démocratique de Corée sont le charbon, les minéraux, le fer, le sable et les textiles. Selon un État Membre, en 2020, des millions de tonnes métriques de charbon ainsi que, sans doute, d'autres minéraux interdits, ont été exportés. En mai 2021, la République populaire démocratique de Corée avait exporté au moins 364 000 tonnes métriques de charbon (voir par. 85).

131. Le Groupe d'experts a examiné plusieurs affaires judiciaires engagées en Chine concernant des exportations illégales de charbon, de sable et de zinc. Entre le 30 octobre et le 3 novembre 2019, cinq citoyens chinois ont conspiré pour faire entrer clandestinement en Chine du charbon provenant de la République populaire démocratique de Corée. Des paiements ont été versés à Fuzhou Tenghuang Trade Co. Ltd et le charbon a été transféré sur des navires appartenant à Nanjing Feixiong Ocean Shipping Company. La justice chinoise⁸⁰ a déclaré les accusés coupables de contrebande, et chacun d'eux a été condamné à des peines de prison et à des amendes.

132. Une autre affaire concernait le navire *Hao Fan 2*⁸¹, qui avait transporté illicitement du charbon en provenance de la République populaire démocratique de Corée jusqu'en Chine en passant par la Fédération de Russie. Le charbon aurait été vendu par Champion Global Trading Limited, basé à Hong Kong, à Chifeng Shenhua Material Trade Co. Ltd. Les dossiers judiciaires chinois indiquent que plusieurs des mêmes conspirateurs avaient également facilité en juin 2019 des transferts de navire à navire de poudre de zinc provenant de la République populaire démocratique de Corée, auxquels avait participé Unphung Joint Venture Company (une coentreprise entre Unphasan Trading Corporation, basée en République populaire démocratique de Corée, et Liaoning Wellhope Agri-Tech Joint Stock Corporation, basée en Chine).

⁷⁹ Le Groupe d'experts cherche à obtenir des éclaircissements.

⁸⁰ Voir <https://wenshu.court.gov.cn/>.

⁸¹ Shen Zhong International Shipping (KPe.073) a été désignée le 30 mars 2018 comme gestionnaire du navire et gestionnaire commercial du *Hao Fan 2*.

Recommandations

133. Le Groupe d'experts recommande que l'Organisation internationale de normalisation étudie les mesures qui permettraient d'empêcher l'utilisation erronée des codes de pays de la République populaire démocratique de Corée et de la République de Corée (KP et KR, respectivement).

134. Le Groupe d'experts recommande aux États Membres de rationaliser leurs listes de contrôle des exportations et des importations, en s'appuyant sur la liste informelle des produits interdits qu'il a établie (voir annexe 51).

135. Le Groupe d'experts note que les États Membres pourraient envisager d'utiliser le système SYDONIA élaboré par la CNUCED (un système de gestion douanière informatisé, maintenant utilisé dans plus de 80 pays ; voir <https://asycuda.org/fr/>) pour surveiller les transactions effectuées avec les pays visés par des sanctions.

136. Le Groupe d'experts recommande aux autorités douanières des États Membres de doter les agents commerciaux de leurs juridictions des ressources susmentionnées afin que ceux-ci puissent prendre les précautions nécessaires, en particulier lorsqu'ils traitent des produits interdits dans le cadre d'échanges commerciaux avec des pays visés par des sanctions.

IV. Embargos, entités et personnes désignées, et travailleurs à l'étranger

Embargos

Affaires liées au documentaire The Mole: Undercover in North Korea

137. Le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur certaines des activités décrites dans le film documentaire *The Mole: Undercover in North Korea*⁸². L'Ouganda a répondu que l'enquête menée par les organismes publics compétents était toujours en cours ; le Cambodge a répondu à la demande initiale du Groupe d'experts mais pas aux questions complémentaires. La Chine a répondu ce qui suit :

Le documentaire mentionné dans la lettre est suspecté d'avoir été réalisé par des moyens illégitimes, ce qui compromet l'authenticité et la crédibilité des informations qu'il contient ; il ne doit donc pas être considéré comme une source crédible pour l'enquête du Groupe d'experts concernant les activités que mènerait la République populaire démocratique de Corée en violation des résolutions du Conseil de sécurité. Le Groupe d'experts doit conduire ses activités d'une manière juste, objective et impartiale.

Myanmar

138. Le Groupe d'experts a renouvelé sa demande d'informations sur la coopération militaire entre le Myanmar et la République populaire démocratique de Corée, notamment concernant les activités de coopération qu'ils mènent depuis octobre 2006 en matière de missiles balistiques, ainsi que sa demande de preuves attestant le retour de techniciens du Myanmar et de la République populaire démocratique de Corée dans leur pays respectif⁸³.

139. Le Myanmar a répondu ce qui suit :

⁸² Voir S/2021/211, par. 90 et annexe 88.

⁸³ Voir S/2019/171, par. 78, et S/2020/151, par. 110.

Les forces armées du Myanmar restent attachées à la non-prolifération et s'acquittent activement de leurs obligations juridiques internationales en matière de désarmement nucléaire et de non-prolifération des armes de destruction massive (ADM), ainsi que de désarmement lié aux armes interdites par le droit international humanitaire. Elles soutiennent l'élimination totale des armes de destruction massive et remplissent leurs obligations internationales en vertu des instruments juridiques internationaux et régionaux relatifs à la non-prolifération, auxquels le Myanmar est partie.

Émirats arabes unis

140. Les enquêtes du Groupe d'experts sur les personnes liées à la KOMID se sont poursuivies. M. Ri Hyong Thae continue de voyager à l'étranger en compagnie d'autres personnes désignées par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006), dans le cadre d'activités de coopération menées dans le domaine des armes entre plusieurs pays et la République populaire démocratique de Corée. Le Groupe d'experts a demandé aux Émirats arabes unis des informations supplémentaires sur M. Ri. Il n'a pas encore reçu de réponse.

Utilisation abusive des biens des ambassades

141. Le Groupe d'experts a poursuivi son enquête sur les biens immobiliers appartenant à l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée situés à Sofia et demandé des informations à la Bulgarie concernant des documents révélant que des sociétés bulgares faisaient encore de la publicité pour la location de la « Terra Residence », qui semble être l'ancienne résidence de l'ambassadeur (sise au n° 6, rue Andrei Sakharov, Mladost 1, Sofia, 1784)⁸⁴. La Bulgarie a répondu qu'en février 2017, l'ambassade avait été informée qu'il était interdit d'utiliser des biens appartenant à l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée à des fins autres que les activités diplomatiques et consulaires et qu'elle avait été invitée à y cesser immédiatement toute activité ne relevant pas de ces domaines. Les sociétés locales « Terra Group » et « Technologica », enregistrées à l'adresse susmentionnée, ont été vivement encouragées à résilier leurs contrats de location et à se conformer au régime de sanctions. Selon les autorités bulgares, aucun loyer n'a depuis été versé par ces sociétés à l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée (voir annexe 57).

Application de l'interdiction relative aux articles de luxe

142. L'importation de biens de consommation, y compris d'articles de luxe [interdits par le paragraphe 8 a) iii) de la résolution 1718 (2006)], a pratiquement cessé en raison de la fermeture des frontières. Les échanges commerciaux privés de part et d'autre de la frontière sont devenus quasiment inexistantes.

143. Néanmoins, selon les médias, certains biens importés et produits de luxe (notamment « des pneus et des pièces de voiture, des matériaux de construction et d'aménagement d'intérieur, du matériel destiné à la villa familiale de Kim Jong Un, des articles de luxe, entre autres ») destinés à l'élite ont été transportés illicitement par bateaux vers des ports de la République populaire démocratique de Corée, comme Nampo, à partir d'un dépôt ferroviaire situé à la frontière, où ils étaient stockés dans des trains⁸⁵.

⁸⁴ S/2021/211, par. 110.

⁸⁵ « Cargo in freight train at Dandong Station transported into North Korea by boat », Daily NK, 31 mai 2021. Disponible à l'adresse suivante : www.dailynk.com/english/cargo-freight-train-dandong-station-transported-north-korea-boat/.

Véhicules de luxe

144. Le Groupe d'experts a poursuivi son enquête sur les réseaux qui ont permis la fourniture à la République populaire démocratique de Corée, en 2018, de deux Mercedes de classe S provenant d'Italie. La société European Cars & More S.R.L a participé à son insu au transit de ces voitures. Elle a en outre informé le Groupe d'experts qu'elle avait également vendu en 2017 et 2018 trois autres Mercedes (de modèle S600 Guard, S650 Maybach et S600 Pullman, respectivement) portant les numéros d'identification WDD2221761A356488, WDD2229801A351655 et WDD2229761A333357 à LS Logistica & Spedizioni S.R.L.C., la même société qui avait joué un rôle dans l'expédition des Mercedes de classe S en 2018. Celle-ci n'a pas encore répondu à la demande d'informations que lui a adressée le Groupe d'experts.

145. Le Groupe d'experts a demandé des informations à Daimler au sujet de ces trois dernières voitures, qui a confirmé que ces véhicules avaient été produits par Daimler AG à Sindelfingen (Allemagne), à la demande d'un client italien. Selon l'autorité d'enregistrement italienne, ces véhicules étaient immatriculés en Italie jusqu'en 2020, avant d'être revendus « en Europe et hors d'Europe » ; ils n'ont pas encore été localisés. Le Groupe d'experts poursuit ses investigations, notamment auprès des autorités douanières italiennes⁸⁶.

146. Le Groupe d'experts a reçu des informations d'un État Membre selon lesquelles la société Yee Fat Motor Trading (H.K.) Ltd⁸⁷, basée à Hong Kong, avait facilité l'expédition d'une automobile de luxe vers la République populaire démocratique de Corée, transportée par le navire *Ji Yuan* (n° OMI 9044140, également connu sous le nom de *Chang Long*) (voir également les paragraphes 68 et 73). L'État Membre a également signalé qu'en novembre 2019, le *Chang Long* (opérant sous le nom de *Ji Yuan*) avait transporté deux conteneurs remplis d'articles électroniques non spécifiés vers la République populaire démocratique de Corée. Le Groupe d'experts a adressé des courriers aux parties concernées. La Chine a répondu ce qui suit : « L'enquête préliminaire n'a révélé aucune transaction commerciale entre la société "Yee Fat" basée à Hong-Kong et la République populaire démocratique de Corée. En ce qui concerne la cargaison transportée par le navire *Ji Yuan*, la Chine procède à une enquête approfondie et fait les vérifications nécessaires ». La Chine a également indiqué ceci : « Une partie de la cargaison était destinée à la République de Corée, et le navire appartient à une société basée au Royaume-Uni ». Yee Fat n'a pas encore répondu à la demande d'informations du Groupe d'experts. L'enquête se poursuit.

147. Le Groupe d'experts a poursuivi son enquête sur le transfert de plusieurs Toyota Lexus vers la République populaire démocratique de Corée. Selon un État Membre, Jiangsu Overseas Group Foreign Economic and Technical Cooperation, Ltd⁸⁸ a participé à une tentative d'expédition vers la République populaire démocratique de Corée de véhicules de luxe d'une valeur de plus d'un million de dollars, dont des véhicules utilitaires sportifs neufs de la marque Lexus (modèle LX570 datant de 2020). Une cargaison de ces véhicules serait arrivée à Ningbo depuis les Émirats arabes unis, fin septembre 2020, pour être ensuite livrée à la République populaire démocratique de Corée. Les transactions auraient été facilitées par des représentants en Chine de la Korea United Development Bank of the Democratic People's Republic of Korea (KPe.033), de la Credit Development Bank et de la Korea Kyongun Trading

⁸⁶ S/2021/211, par. 113-114.

⁸⁷ 義發汽車(香港)有限公司, adresse : 28 route de Kam Tin, district de Yuen Long, Nouveaux territoires, Hong Kong, Chine.

⁸⁸ Située à l'adresse suivante : n° 55, Zhongshan-lu, Gulou-qu, Nanjing, province de Jiangsu, Chine.

Corporation. La Groupe d'experts n'a reçu des parties concernées aucune réponse à ses demandes d'informations.

Autres articles de luxe

148. Selon les estimations du Groupe d'experts, les expéditions de boissons alcoolisées vers la République populaire démocratique de Corée ont été pratiquement inexistantes depuis le début de 2020 ; ces boissons sont par ailleurs devenues indisponibles sur le marché intérieur en raison des restrictions liées à la pandémie de COVID-19.

149. Selon les informations tirées de sources publiques⁸⁹ dont dispose le Groupe d'experts, l'orchestre de la Commission des affaires d'État de la République populaire démocratique de Corée a récemment commencé à donner des récitals publics de piano avec ce que les médias pensent être un piano à queue haut de gamme, qui ont été retransmis par les stations de télévision officielles du pays. Le transfert d'un tel instrument à la République populaire démocratique de Corée serait contraire à l'obligation qu'ont les États Membres d'appliquer les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, celui-ci ayant interdit la fourniture, la vente ou le transfert directs ou indirects d'articles de luxe à la République populaire démocratique de Corée, comme indiqué au paragraphe 8 a) iii) de sa résolution 1718 (2006) (voir annexe 58). Le Groupe d'experts a demandé au fabricant présumé des informations sur le produit.

Recommandations

150. **Le Groupe d'experts recommande à nouveau que les États Membres rationalisent leurs listes de contrôle des exportations pour qu'elles cadrent avec la liste des articles de luxe interdits d'une manière qui soit compatible avec les objectifs des résolutions 1718 (2006), 1874 (2009), 2094 (2013), 2270 (2016) et 2321 (2016), en évitant d'élargir inutilement leur champ d'application et en veillant à ne pas limiter la fourniture de marchandises autorisées à la population et à éviter les effets humanitaires négatifs une fois que les échanges commerciaux auront repris.**

151. **Le Groupe d'experts renouvelle sa recommandation selon laquelle les États Membres devraient encourager leurs entreprises et ressortissants qui exportent des articles de luxe à inclure une disposition contractuelle qui permette d'empêcher toute revente à la République populaire démocratique de Corée.**

152. **Le Groupe d'experts renouvelle sa recommandation selon laquelle les États Membres et les organisations concernées devraient encourager les entreprises d'expédition et de transport à établir un système complet de contrôle des destinataires, compte tenu des risques de transbordement.**

Bureau général de reconnaissance (KPe.031)

153. Le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur les attaques menées par des cyberacteurs de la République populaire démocratique de Corée liés au Bureau général de reconnaissance, une entité désignée⁹⁰. Selon de nombreux médias et

⁸⁹ « Kim Jong Un's new favorite band lives life of luxury in new music videos », NK News, 24 juin 2021. Disponible à l'adresse suivante : www.nknews.org/2021/06/kim-jong-uns-new-favorite-band-lives-life-of-luxury-in-new-music-videos/.

⁹⁰ Voir S/2020/840, annexe 48, pour ce qui est du rôle joué par le Bureau général de reconnaissance et d'autres organisations dans les cyberopérations de la République populaire démocratique de Corée.

entreprises de cybersécurité, ces attaques ont visé des industries du secteur de la défense à travers le monde.

154. Au cours de la période considérée, les médias ont rapporté que le groupe Lazarus, un cyberacteur lié au Bureau général de reconnaissance de la République populaire démocratique de Corée, avait mené des cyberattaques contre deux entreprises du secteur de la défense allemandes, dont il avait approché les employés avec de fausses offres d'emploi⁹¹. D'autres médias ont indiqué que le groupe Lazarus et le groupe Kimsuky, un autre cyberacteur étroitement lié au Bureau, avaient mené en 2020 des cyberattaques contre les secteurs russes de la défense, de l'énergie et des technologies de l'information – une cybercampagne appelée « ThreatNeedle »^{92, 93}. Le Groupe d'experts a mené des enquêtes sur ces affaires⁹⁴.

155. Le Groupe d'experts continue également d'enquêter sur le fait que la République Populaire Démocratique de Corée contourne les sanctions en utilisant des moyens informatiques lui permettant d'acquérir illégalement des actifs économiques par le vol de propriété intellectuelle. Selon certains médias et entreprises de cybersécurité, les auteurs de cette menace persistante que l'on sait associés à la République populaire démocratique de Corée ont mené des cyberattaques contre des entreprises pharmaceutiques développant des vaccins contre la COVID-19⁹⁵. Le Groupe d'experts a corroboré ces activités avec les États Membres et note que les tactiques, techniques et procédures employées pour mener ces attaques sont les mêmes que celles qui avaient été utilisées dans des cyberattaques antérieures par des acteurs de la République populaire démocratique de Corée tels que Lazarus. Une entreprise pharmaceutique lui a dit que la menace pourrait avoir des conséquences importantes, cependant aucun élément n'a permis d'indiquer que l'auteur avait atteint son objectif. L'entreprise a mis en place des mesures de sécurité supplémentaires pour protéger ses systèmes informatiques.

Travailleurs à l'étranger

156. Le Groupe d'experts a poursuivi son enquête sur des ressortissants de la République populaire démocratique de Corée travaillant à l'étranger. Un État Membre lui a signalé que des ressortissants de la République populaire démocratique de Corée, répartis dans plusieurs pays, avaient continué de percevoir des revenus en 2020 et 2021 dans les domaines des technologies de l'information, de la construction, de l'électronique et de l'agriculture, en violation directe du paragraphe 8 de la résolution [2397 \(2017\)](#). Le Groupe d'experts poursuit son enquête.

157. Le Groupe d'experts a également obtenu des informations d'un autre État Membre selon lesquelles, dans plusieurs pays d'Asie du Sud-Est, des restaurants appartenant à la République populaire démocratique de Corée étaient toujours en activité après la date limite de rapatriement fixée à décembre 2019. Il poursuit son enquête.

⁹¹ Voir www.br.de/nachrichten/deutschland-welt/cyberspionage-gegen-deutsche-ruestungskonzerne,SJSDtK2 (en allemand).

⁹² Voir www.kommersant.ru/doc/4538451 (en russe) ; voir également www.kommersant.ru/doc/4426131 (en russe).

⁹³ Voir l'annexe 59 pour les extraits du rapport de Kaspersky à ce sujet.

⁹⁴ Un État Membre touché par ces attaques a informé le Groupe d'experts qu'une enquête était en cours.

⁹⁵ « North Korea-linked hackers targeted J&J, Novavax in hunt for COVID research », Reuters, 2 décembre 2020. Disponible à l'adresse suivante : www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-north-korea-cyber/north-korea-linked-hackers-targeted-jj-novavax-in-hunt-for-covid-research-idUSKBN28C1UE.

158. Le Groupe d'experts avait déjà indiqué dans un rapport⁹⁶ que trois travailleurs médicaux et trois traducteurs originaires de la République populaire démocratique de Corée se trouvaient toujours dans la province de Pichincha, en Équateur. Leur contrat était censé prendre fin en mai 2020 (voir annexe 60). L'Équateur a informé le Groupe d'experts que des mesures avaient été prises pour mettre fin à ces contrats et rapatrier les ressortissants en question. Le Groupe d'experts continue de suivre l'affaire.

V. Financement

159. Sur la base de ses propres enquêtes, d'informations fournies par les États Membres et de données provenant de sources publiques, le Groupe d'experts estime que l'accès de la République populaire démocratique de Corée aux institutions financières mondiales n'a pas beaucoup diminué. Il note également que les opérations financières illicites du pays continuent d'être concentrées en Asie de l'Est et du Sud-Est, où l'opacité des processus d'enregistrement des sociétés compromettent les procédures de conformité et de connaissance du client des institutions financières. Par conséquent, la République populaire démocratique de Corée continue de maintenir et d'utiliser des réseaux de sociétés écrans pour faciliter les activités de contournement des sanctions maritimes et des sanctions liées aux transactions commerciales, à l'importation d'articles de luxe, au travail illicite et au blanchiment d'actifs virtuels.

160. L'examen continu du Groupe d'experts concernant les financements commerciaux liés aux activités de contournement des sanctions maritimes montre que la République populaire démocratique de Corée continue d'utiliser les services d'enregistrement de sociétés de pays dont les régimes fiscaux manquent de transparence. Le non-respect des règles de conformité par les prestataires de services aux entreprises, notamment en ce qui concerne la gestion de l'identité, contribue largement au fait que la République populaire démocratique de Corée peut dissimuler ses activités illicites. Dans plusieurs cas, les enquêtes menées par le Groupe d'experts ont révélé que les propriétaires réels de certaines sociétés fictives étaient, en réalité, des fondés de pouvoir. Dans la plupart des cas, de simples contrôles d'identité ont révélé que ces derniers n'avaient aucun lien avec l'industrie maritime et, dans certains cas, ne savaient pas que leur identité avait été utilisée pour enregistrer une société fictive.

Coentreprises présumées en Chine

161. Selon des informations tirées de sources publiques et des données fournies par un État Membre, la République populaire démocratique de Corée continue de former des coentreprises avec des entreprises basées en Chine.

162. En janvier 2021, le Groupe d'experts a ouvert une enquête sur Yongxiang International Trading Company Limited, qui aurait signé un contrat dans lequel mention était faite d'une « coopération stratégique » avec le Korea Computer Center⁹⁷ pour la fourniture de systèmes de point de vente, utilisés pour faciliter le traitement des paiements numériques dans le secteur de la vente au détail (voir annexe 61). La Chine a répondu ce qui suit : « Les articles dont l'exportation vers la République populaire démocratique de Corée est interdite ne seront pas dédouanés à la frontière chinoise, même si les contrats pertinents sont signés » (voir l'annexe 62 pour l'enquête du Groupe d'experts auprès de la Chine et sa réponse). Selon son site Web,

⁹⁶ Voir [S/2020/840](#), par. 129.

⁹⁷ Selon les informations précédemment fournies au Groupe d'experts par un État Membre, le Korea Computer Center relève du Département de l'industrie des munitions (KPe.028). Voir [S/2020/151](#), par. 123 à 125, pour le rapport le plus récent du Groupe d'experts sur le Korea Computer Center.

Yongxiang International Trading Company Limited entretiendrait des liens avec la banque centrale de la République populaire démocratique de Corée depuis 2017. Les enquêtes se poursuivent.

163. Selon des documents obtenus par le Groupe d'experts, Choseon Xinxing Information Technology Trade Association⁹⁸, une entreprise basée en République populaire démocratique de Corée, détient une part de 60 % dans une société basée en Chine (voir annexe 63). Selon les informations d'un État Membre, la Choseon Xinxing Information Technology Trade Association est soupçonnée d'avoir des liens avec le Département de l'industrie des munitions (KPe.028). Les enquêtes se poursuivent⁹⁹.

Représentants de banques à l'étranger

164. Le Groupe d'experts continue d'enquêter sur des ressortissants de la République populaire démocratique de Corée travaillant à l'étranger dans des banques appartenant à cette dernière. Dans le cadre des enquêtes qu'il mène actuellement¹⁰⁰, un État Membre a indiqué que « des dizaines de représentants de banques appartenant à la République populaire démocratique de Corée continu[ai]ent d'opérer dans le monde en 2020 », et transmis une liste non exhaustive dans laquelle il est précisé que six représentants de banques appartenant à la République populaire démocratique de Corée mènent des activités en Fédération de Russie, 22 en Chine¹⁰¹, un en Indonésie et un à Singapour¹⁰². L'État Membre a également noté que, dans plusieurs cas, un même individu représentait plusieurs banques appartenant à la République populaire démocratique de Corée et effectuait des opérations financières en leur nom, et qu'aucune information n'indiquait que ces banques avaient été fermées. Le Groupe d'experts continue d'enquêter sur ces allégations.

Financement du commerce et contournement des sanctions maritimes

165. Selon un rapport récent¹⁰³ et les articles de presse qui y ont fait suite, le groupe Winson, dont le siège se trouve à Singapour et qui mène ses opérations dans le monde entier, principalement dans le commerce international du pétrole et le soutage en haute mer, est au cœur des activités illicites auxquelles se livre la République populaire démocratique de Corée pour s'approvisionner en carburant. Sur la base du rapport susmentionné et d'enquêtes antérieures, le Groupe d'experts a ouvert une enquête sur des transactions liées à la vente de gasoil ayant précédé les transferts de navire à navire effectués le 1^{er} mai 2020 (UTC) ou aux alentours de cette date, puis le 14 juin 2020 (UTC) ou aux alentours de cette date, entre le *Super Star* (n° IMO 9085388)¹⁰⁴, battant alors pavillon de Nauru, et le *Diamond 8* (n° IMO 9132612) battant pavillon

⁹⁸ Nom de la société en chinois : 朝鲜新兴信息技术贸易会社.

⁹⁹ Un des experts s'oppose à ce paragraphe car son contenu doit encore être corroboré.

¹⁰⁰ Voir S/2021/211, par. 140-141 et annexe 72.

¹⁰¹ Deux des experts s'opposent à l'utilisation d'informations non vérifiées.

¹⁰² M. Li Hyun, qui a été reconnu coupable et condamné en juin 2020.

¹⁰³ Voir « Black Gold – Exposing North Korea's oil procurement networks », Royal United Services Institute, 22 mars 2021 ; disponible à l'adresse suivante : www.rusi.org/explore-our-research/publications/special-resources/project-sandstone-special-report-black-gold-exposing-north-koreas-oil-procurement-networks. Voir également « 5 takeaways from investigating covert oil deliveries to North Korea », New York Times, 22 mars 2021 ; disponible à l'adresse suivante : www.nytimes.com/2021/03/22/world/winson-north-korea-oil-tankers.html.

¹⁰⁴ Ce navire a été démantelé.

inconnu, en violation flagrante de la résolution 2397 (2017) et du paragraphe 18 de la résolution 2375 (2017)¹⁰⁵.

166. En avril 2021, le Groupe d'experts a demandé des documents comptables et commerciaux concernant les activités du groupe Winson liées, entre autres, au *Super Star* et au *Diamond 8*. Il a également demandé des éclaircissements sur les précautions prises par le groupe Winson pour atténuer les risques d'évasion des sanctions¹⁰⁶. Dans sa réponse, le groupe Winson a fait part de son engagement à respecter les sanctions et fourni un résumé des mesures de précaution mises en place en 2018¹⁰⁷.

167. Pour expliquer les transferts de navire à navire entre le *Super Star* et le *Diamond 8*¹⁰⁸, le groupe a déclaré que son client grossiste, Sino Global Trade Co. Ltd (anciennement Super Gold Holdings Inc., ci-après « Sino Global ») avait affrété le *Super Star* à temps auprès d'une entité appartenant au groupe Winson, Golden Shelter Limited. Sino Global a ensuite désigné le *Super Star* pour livrer le gasoil de Winson Oil (Wholesale) Pte Ltd, selon le principe « franco à bord »¹⁰⁹, puis vendu une partie de ce gasoil à une société appelée « Zfullboto Co. Ltd », qui a désigné le *Diamond 8* à Sino Global pour en prendre livraison par transfert de navire à navire avec le *Super Star*.

168. Les représentants de Winson ont également signalé au Groupe d'experts que le groupe avait effectué les vérifications préalables concernant Sino Global, qui lui ont permis de confirmer que le seul actionnaire et directeur était M. Chien Chih-wei (簡志偉) et que la société ne figurait sur aucune liste d'entités désignées¹¹⁰. La mention suivante figure dans les contrats conclus entre Winson et Sino Global concernant le gasoil : « Le produit de ce contrat ne sera pas vendu à la République populaire démocratique de Corée ou à toute entité de ce pays ou de tout autre pays visé par des sanctions ». Selon un haut responsable du groupe Winson, « Winson n'a pas participé à la vente par Sino Global de cargaisons à Zfullboto, ni à la désignation par Zfullboto de *Diamond 8* à Sino Global » ; par ailleurs, une personne du nom d'« Ivy » était chargée de l'exploitation du navire pour le compte de Zfullboto¹¹¹.

169. Cependant, les informations obtenues par le Groupe d'experts montrent que M. Chien Chi-wei avait utilisé l'adresse n° 150 route de Cheng'ai, district de Fengshan, Kaohsiung, Province chinoise de Taiwan, pour enregistrer Sino Global

¹⁰⁵ Le Groupe d'experts a déjà recommandé la désignation du *Diamond 8* et note en outre que ce navire est le plus grand pétrolier à fournir illicitement du pétrole à la République populaire démocratique de Corée. Pour les rapports précédents du Groupe d'experts sur ce navire, voir S/2020/151, par. 21, S/2020/840, par. 25 à 39, et S/2021/211, par. 49.

¹⁰⁶ Le Groupe d'experts avait déjà écrit au groupe Winson en mai 2018 pour souligner les risques que posaient l'exploitation par la République populaire démocratique de Corée des chaînes mondiales de distribution de pétrole, la complicité des ressortissants étrangers, les sociétés offshore et le système bancaire international aux fins du contournement des sanctions de l'ONU. Des conseils y étaient également donnés en matière de précautions et de meilleures pratiques concernant le principe « franco à bord ».

¹⁰⁷ Dans le cadre de sa politique de conformité aux sanctions, le groupe Winson précise qu'il effectue une vérification préalable des contreparties éventuelles, inclut des clauses relatives aux sanctions dans ses contrats et mène une gestion des risques appropriée avant la conclusion de tout contrat.

¹⁰⁸ Le groupe Winson a reconnu le transfert de navire à navire.

¹⁰⁹ Winson Oil (Wholesale) Pte Ltd fait partie du groupe de sociétés Winson, situé à Singapour.

¹¹⁰ Le Groupe d'experts n'a pas trouvé de profil, de coordonnées ou d'autres informations en ligne suggérant que la société menait des activités dans l'industrie pétrolière : ces signaux d'alerte, qui permettent de suspecter l'existence d'une société fictive, avaient déjà été signalés par le Groupe d'experts.

¹¹¹ Zfullboto Co. Ltd (中盛博通有限公司), constituée en janvier 2019, n'a pas d'empreinte numérique. Un ressortissant chinois nommé Chen Jieyue (陳節約), qui réside à une adresse se trouvant dans la ville de Shishi, province de Fujian, en Chine, est inscrit dans les registres.

Actifs virtuels et prestataires de services d'actifs virtuels

171. Selon les informations fournies par des États Membres, ainsi que des informations tirées de sources publiques, le Groupe d'experts estime que la République populaire démocratique de Corée continue de mener des campagnes d'hameçonnage contre l'industrie des cybermonnaies. Ces campagnes utilisent massivement les médias sociaux pour identifier les cibles potentielles et établir un premier contact. Un État Membre a indiqué au Groupe d'experts que les cyberacteurs, pour envoyer et suivre les messages de hameçonnage, utilisent généralement des méthodes de ciblage telles que les campagnes de marketing de masse par courriel ; la publication de liens pertinents vers des articles d'actualité ou des pièces jointes (non malveillantes) destinées à établir le contact ; le partage de fichiers malveillants sur des plateformes de stockage de fichiers en nuage couramment utilisées ; le démarchage téléphonique, qui cible le personnel de soutien employé par les plateformes d'échange de cybermonnaies.

Recommandations

172. Le Groupe d'experts prend note de la révision, en octobre 2020, par le Groupe d'action financière, de la Recommandation 1 et de sa note interprétative (R.1 et INR.1), selon laquelle les pays et les entités du secteur privé devraient « identifier, évaluer, comprendre et atténuer les risques de financement de la prolifération (risque de FP) » liés « aux potentiels cas de violation, d'absence de mise en œuvre ou de contournement relatifs aux obligations de sanctions financières ciblées ». Conformément à cette exigence, le Groupe d'experts recommande à tous les États Membres et entités du secteur privé d'examiner les directives récemment publiées par le Groupe d'action financière sur l'évaluation et l'atténuation des risques liés au financement de la prolifération¹¹⁷.

VI. Effets involontaires des sanctions

173. Au paragraphe 25 de sa résolution 2397 (2017), le Conseil de sécurité a réaffirmé que les sanctions imposées par l'ONU « [étaient] censées être sans conséquences humanitaires négatives pour la population civile de la République populaire démocratique de Corée et ne pas nuire ni faire obstacle aux activités, y compris aux activités économiques et à la coopération, à l'aide alimentaire et à l'assistance humanitaire, qui [n'étaient] pas interdites par [ses] résolutions », et souligné que la « responsabilité première de la République populaire démocratique de Corée [était] de pourvoir pleinement aux besoins de subsistance de son peuple et qu'elle [devait] le faire ».

174. Les organismes des Nations Unies, les États Membres et les organisations non gouvernementales continuent de dire que la situation humanitaire en République populaire démocratique de Corée se détériore. En avril 2021, Kim Jong Un a souligné la gravité de la situation économique du pays, notant que « la situation alimentaire de la population devient maintenant tendue car le secteur agricole n'a pas réussi à atteindre son objectif de production de céréales en raison des dégâts causés par le typhon de l'année dernière »¹¹⁸, situation officiellement décrite comme une « crise

¹¹⁷ Disponible à l'adresse suivante : <https://www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/reports/Guidance-Proliferation-Financing-Risk-Assessment-Mitigation.pdf> (en anglais seulement).

¹¹⁸ Remarques faites par Kim Jong Un lors de la réunion plénière du Comité central du Parti des travailleurs en juin, période durant laquelle les stocks alimentaires sont généralement au plus bas. Voir « Kim Jong Un admits food security issues as party plenum event kicks off », NK News, 19 août 2021, disponible à l'adresse suivante : www.nknews.org/2021/06/party-plenum-event-kicks-off-kim-jong-un-admits-food-security-issues.

alimentaire »¹¹⁹, ce que confirment les données officielles¹²⁰. Cet aveu a coïncidé avec une volatilité inhabituelle des prix de nombreux produits de consommation, des pénuries alimentaires, une baisse de l'accès aux biens et services, des achats effectués sous l'emprise de la panique et une nouvelle diminution de la disponibilité des fournitures et services médicaux. Le Groupe d'experts attribue la détérioration de la situation humanitaire en République populaire démocratique de Corée aux facteurs suivants :

a) Les mesures liées à la prévention de la COVID-19, y compris la fermeture des frontières depuis janvier 2020 et l'arrêt pratiquement total des importations de biens de consommation ; la baisse des recettes d'exportation ; les limites strictes quant à la capacité d'acheter des aliments et d'autres biens essentiels ;

b) Le maintien des restrictions liées aux sanctions imposées par l'ONU : dans ses rapports précédents, le Groupe d'experts a estimé que ces restrictions, notamment celles qui concernaient l'importation de carburant, de machines et de pièces détachées, avaient des effets involontaires sur la sécurité énergétique, les transports civils, l'agriculture, les soins de santé, l'assainissement et l'hygiène. Bien qu'il ne soit pas en mesure de faire une évaluation quantitative de ces effets et note en outre que leur relatif impact a probablement diminué en raison de la fermeture des frontières du pays et des restrictions relatives aux voyages et à l'importation, le Groupe d'experts estime qu'au cours de la période considérée, les sanctions ont sans doute eu des effets involontaires et continueront d'avoir des conséquences humanitaires négatives après l'ouverture des frontières¹²¹;

c) Les tentatives de renforcement du contrôle central de l'économie et les nouvelles restrictions concernant l'activité du marché (par exemple, la restriction des ventes intérieures de biens de consommation autres que les denrées alimentaires), qui freinent le dynamisme des activités économiques individuelles.

175. Le Groupe d'experts a continué d'évaluer les effets de la pandémie de COVID-19 et des sanctions sur les opérations humanitaires en République populaire démocratique de Corée. En mai 2021, il a enquêté auprès de 38 organismes des Nations Unies et organisations non gouvernementales ayant demandé des dérogations au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006), directement ou indirectement¹²² (voir les paragraphes 1 à 3 de l'annexe 65 pour un résumé des réponses).

176. Les organisations interrogées ont noté peu ou pas d'amélioration quant à leur capacité à mener des opérations d'aide humanitaire depuis la fermeture des frontières

¹¹⁹ « North Korea admits “food crisis”, says grain to be distributed to population », NK News, 20 juin 2021. Disponible à l'adresse suivante : www.nknews.org/2021/06/north-korea-admits-food-crisis-says-grain-to-be-distributed-to-population/.

¹²⁰ Selon les informations fournies officiellement par la République populaire démocratique de Corée, « en 2018, la production s'est élevée à environ 4,95 millions de tonnes, la plus faible de ces 10 dernières années », et les experts estiment une pénurie alimentaire d'environ 1,3 million de tonnes en 2021. Voir également « N. Korea says its food production down to 10-year low in 2018 », The Korea Herald, 14 juillet 2021. Disponible à l'adresse suivante : <http://www01.koreaherald.com/view.php?ud=20210714000330>.

¹²¹ Deux experts sont d'avis qu'il ne fait guère de doute que les sanctions imposées par l'ONU ont eu des effets involontaires sur la situation humanitaire. Un autre expert note que rien ne permet d'affirmer que les sanctions ont eu un effet sur la situation humanitaire en République populaire démocratique de Corée.

¹²² Voir S/2021/211, par. 173-174 et annexe 99 a) pour un résumé des réponses recueillies lors des enquêtes précédentes.

en janvier 2020¹²³. La plupart d'entre elles ne disposent plus de personnel dans le pays et n'ont pas accès aux informations, ce qui rend impossible un suivi indépendant. Les restrictions constantes des déplacements du peu de personnel restant ont fragilisé les relations avec les responsables locaux. Ce manque de transparence rend de plus en plus difficile la recherche de nouveaux financements. En l'absence de projets en cours, les organisations ont du mal à maintenir le niveau de leurs frais généraux.

177. En ce qui concerne les effets des sanctions sur l'aide humanitaire, les principaux sujets de préoccupation des organisations sont les retards dans la réception des exemptions ; l'absence d'un réseau bancaire stable, qui finit par entraîner une augmentation des coûts administratifs et des risques ; les retards accusés dans la procédure de dédouanement ; la diminution du nombre de fournisseurs étrangers disposés à participer à l'aide humanitaire ; la hausse du coût des articles et opérations humanitaires ; le désengagement des institutions financières face aux risques ; la baisse du financement des opérations. Une organisation a fait part de ce qui suit : « L'expertise juridique nécessaire pour comprendre les informations liées aux mécanismes de sanction et l'absence d'un canal direct permettant aux organisations non gouvernementales internationales résidentes de communiquer avec le Comité des sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU se sont, à certaines occasions, révélées préjudiciables à d'autres tâches et responsabilités ». La complexité des procédures douanières entraîne des retards importants, bien que les importations aient bénéficié des exemptions appropriées. Les fournisseurs des groupes d'aide ont cessé de soumettre des offres, citant en particulier les difficultés concernant les procédures mises en place par les autorités douanières¹²⁴. Selon une autre organisation, les mesures de « boycottage indirect » ont empêché que certaines transactions bancaires soient effectuées pour le paiement des achats de fournitures humanitaires et que des navires entrent dans les ports de la République populaire démocratique de Corée, ce qui a conduit leurs homologues de la République populaire démocratique de Corée à renoncer à la conduite de projets humanitaires. Les retards relatifs à l'expédition et à la logistique ont également été attribués aux sanctions et à l'application des règles douanières.

178. Le Groupe d'experts estime que l'aide humanitaire est d'autant plus importante que le pays se remet de la pandémie, et souligne que les États Membres doivent veiller à ce que l'acheminement de l'aide se déroule sans entrave, conformément aux résolutions pertinentes. La procédure d'exemption, qui s'est considérablement améliorée depuis le début de la pandémie, devrait être encore systématisée et rendue plus transparente et compréhensible.

Recommandations

179. Le Groupe d'experts note l'utilité des exposés que les organismes compétents des Nations Unies présentent deux fois par an sur les effets involontaires des sanctions et recommande que le Comité poursuive cette pratique.

180. Le Groupe d'experts répète que des mesures doivent être prises de toute urgence pour rétablir le réseau bancaire.

181. Le Groupe d'experts recommande que le Conseil de sécurité continue d'examiner les questions et les procédures relatives à l'atténuation des effets

¹²³ Selon l'une d'entre elles, les mesures imposées par la République populaire démocratique de Corée ont entraîné une pénurie de la production nationale, ce qui a fini par toucher la population civile.

¹²⁴ Depuis 2018, le prix des biens destinés aux projets humanitaires a augmenté, parfois jusqu'à 25 %, ce qui a fini par faire pression sur les budgets de fonctionnement des organisations humanitaires.

involontaires des sanctions sur la population civile de la République populaire démocratique de Corée et sur les opérations d'aide humanitaire, pour aider la population vulnérable et surmonter les conséquences de la pandémie de COVID-19.

VII. Rapports nationaux de mise en œuvre

État de la situation concernant les rapports des États Membres sur l'application des résolutions pertinentes

182. Au 31 juillet 2021, 66 États Membres avaient présenté des rapports sur l'application de la résolution [2397 \(2017\)](#) ; 81 sur celle de la résolution [2375 \(2017\)](#) ; 95 sur celle de la résolution [2371 \(2017\)](#) ; 90 sur celle de la résolution [2321 \(2016\)](#) ; 107 sur celle de la résolution [2270 \(2016\)](#). Malgré l'augmentation du nombre des rapports présentés, le Groupe d'experts note que de nombreux États Membres (127, dont 1 ayant siégé au Conseil de sécurité en 2019 en qualité de membre non permanent) n'ont toujours pas présenté de rapport sur l'application de la résolution [2397 \(2017\)](#).

183. Par ailleurs, le taux de réponse global des États Membres aux demandes d'informations qui leur ont été adressées par le Groupe d'experts dans le cadre de ses enquêtes est inférieur à 50 %, et le taux de réponse des entités et des personnes interrogées est encore plus faible. Le Groupe d'experts note que les États Membres, les entités et les personnes doivent se conformer aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et répondre aux demandes de renseignements du Groupe d'experts en temps opportun.

VIII. Recommandations

184. Voir l'annexe 66 pour une liste récapitulative des recommandations.

Annex 1: COVID-19, Democratic People's Republic of Korea border measures

DPRK maintained its COVID-19 blockade imposed in January 2020. Cross-border movement of people and trade remains generally forbidden. Flights and passenger rail services into and out of Pyongyang have been suspended, although there have been media reports of limited border crossing in the reporting period. The diplomatic presence in Pyongyang has continued to shrink as the few remaining missions have repatriated staff; international staff of UN agencies and non-governmental organizations have left the country. DPRK continues to declare to the WHO that the country remains free of the COVID-19 virus.

In the reporting period, DPRK made a number of preparations, in the form of “disinfection centres” built near the border, to resume a measure of cross-border trade in March-April 2021, and there was a small rise in trade figures at the time. The respite from a total blockade was brief, however, due to resumed fears of COVID-19 variants beyond DPRK's borders and, according to media reports,¹ a “grave incident” relating to COVID-19 protection measures in the country.

Maritime exports of sanctioned commodities continued, at relatively low rates. Similarly, undeclared oil products were imported by sea, but at very low levels compared to previous years.

The DPRK government has held emergency meetings and, unusually, has publicly admitted to an increasing economic crisis and associated food shortages in the country.

DPRK's COVID-19 blockade, which prevents repatriated DPRK nationals from entering their own country, causes practical difficulties for Member States in implementing paragraph 8 of resolution 2397 (2017), even long after the deadline for that action has passed. However, DPRK's blockade also provides an opportunity for DPRK workers overseas to remain there, and to continue to earn wages which are likely to contribute to governmental programmes. The Panel continues to watch closely how Member States have addressed this issue.

Source: The Panel

¹ <https://www.nknews.org/2021/06/grave-covid-19-incident-in-north-korea-prompts-politburo-meeting-state-media/?t=1634861200262>

Annex 2: Light Water Reactor (LWR) - Electrical transformers on the eastern side of the turbine generator



Source: Planet Labs Inc. 23 June 2021

Annex 3: Construction activities in the area south of the LWR



Source: Planet Labs Inc. 23 June 2021

Annex 4: Vehicle activities in the vicinity of 5MW(e)

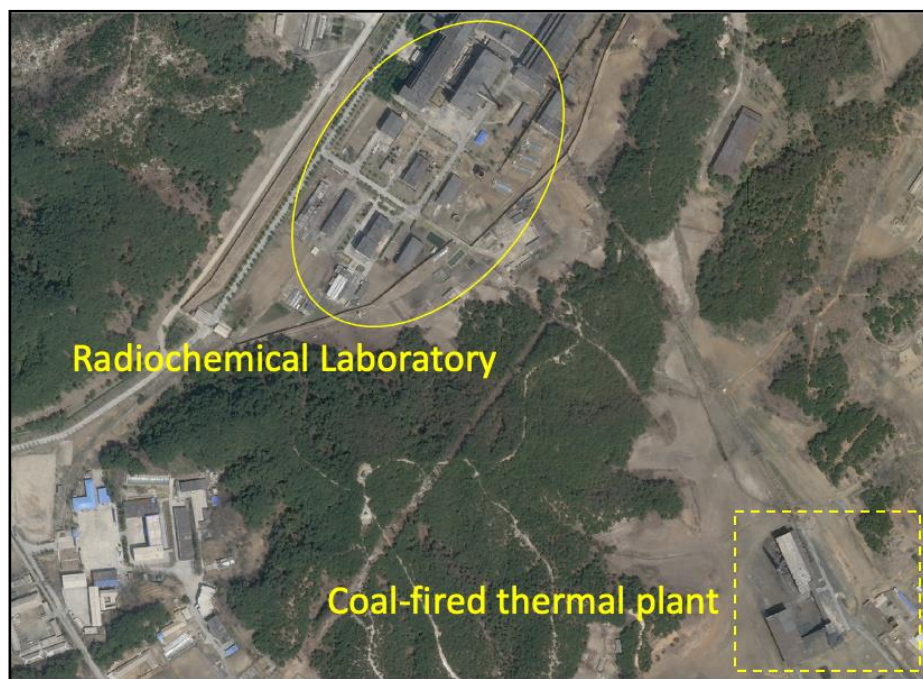


Source: Planet Labs Inc. 18 April 2021



Source: Planet Labs Inc. 23 June 2021

Annex 5: Radiochemical Laboratory and Coal-fired thermal plant, and signs of chimney smoke



8 March, 2021



18 April, 2021



25 April, 2021



1 May, 2021



6 June, 2021



23 June, 2021

Source: Planet Labs Inc.

Annex 6: Excerpt of IAEA Director General's Introductory Statement to the Board of Governors

The Agency continues to monitor the nuclear programme of the Democratic People's Republic of Korea.

Since my report to the Board of 3rd of September 2020, some nuclear facilities in the DPRK have continued to operate while others have remained shut down. There are indications consistent with internal construction activities at the experimental light water reactor (LWR). There are no indications of operation at the 5MW(e) nuclear reactor or of the production of enriched uranium at the reported centrifuge enrichment facility at Yongbyon. There are ongoing indications of activity at the Kangson location.

The steam plant that serves the Radiochemical Laboratory has continued to operate since my last Statement to the Board in March. The duration of this operation is consistent with the time required for a reprocessing campaign at the Radiochemical Laboratory. It is not, however, possible to confirm that reprocessing is taking place.

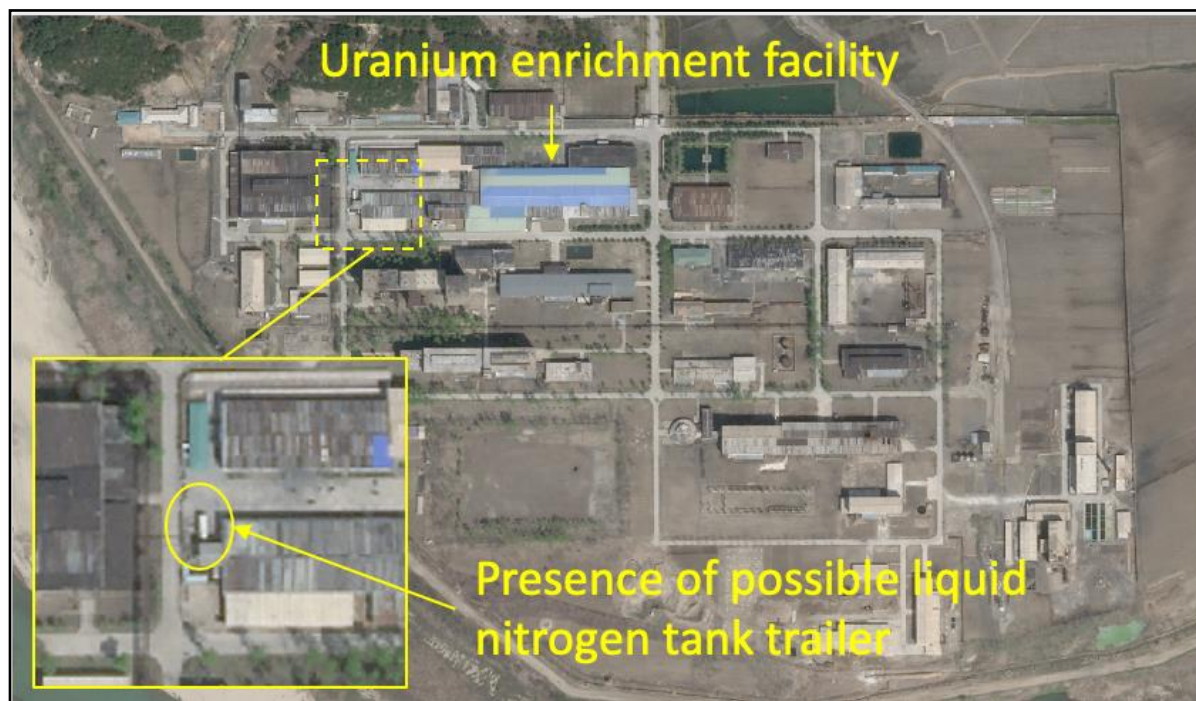
The DPRK's nuclear activities remain a cause for serious concern. The continuation of the DPRK's nuclear programme is a clear violation of relevant UN Security Council resolutions and is deeply regrettable.

I call upon the DPRK to comply fully with its obligations under Security Council resolutions, to cooperate promptly with the Agency in the full and effective implementation of its NPT Safeguards Agreement and to resolve all outstanding issues, especially those that have arisen during the absence of Agency inspectors from the country.

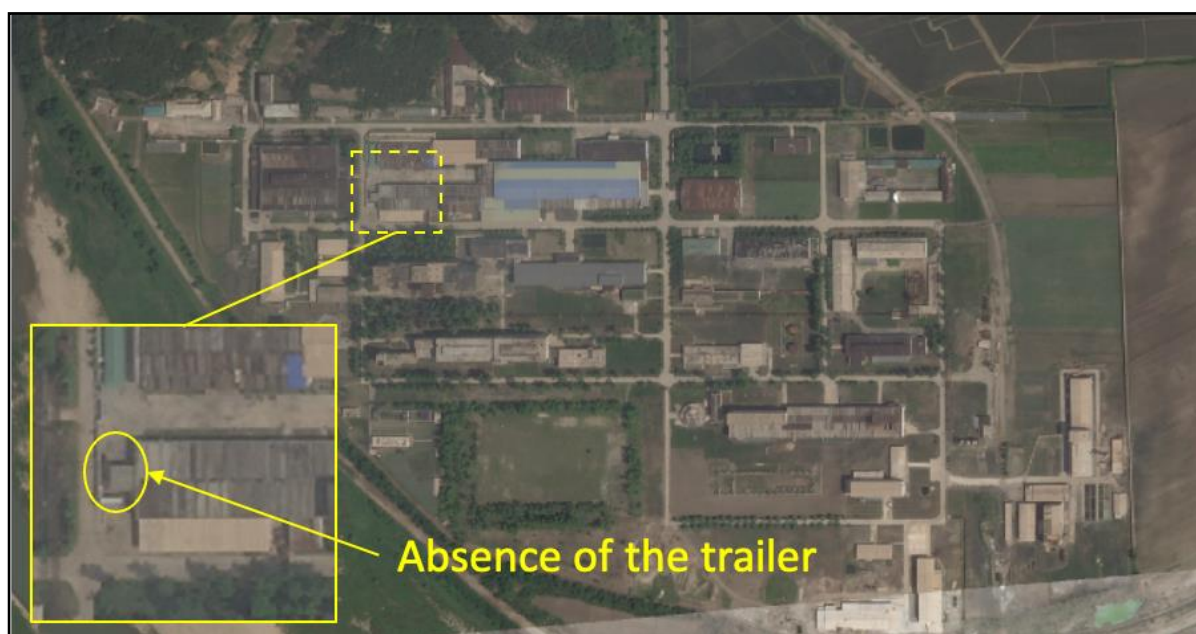
The Agency is intensifying its readiness to play its essential role in verifying the DPRK's nuclear programme.

Source: IAEA, IAEA Director General's Introductory Statement to the Board of Governors (7 June 2021), <https://www.iaea.org/iaea-director-generals-introductory-statement-to-the-board-of-governors-7-june-2021>**Error! Hyperlink reference not valid.** (Accessed on 11 July 2021)

Annex 7: Yongbyon Centrifuge Plant

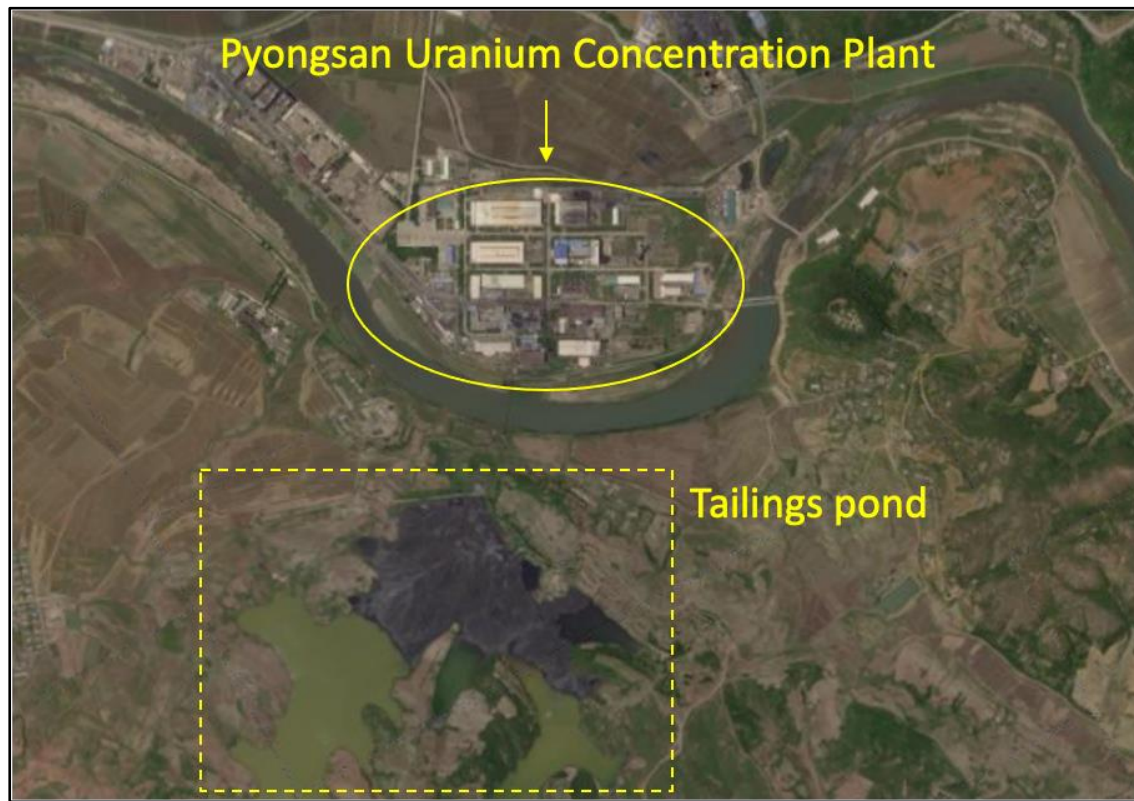


Source: Planet Labs Inc. 18 April 2021



Source: Planet Labs Inc. 23 June 2021

Annex 8: Pyongsan Uranium Mine and Concentration Plant



Source: Planet Labs Inc. 13 June, 2021



Source: Planet Labs Inc. March 10, 2021

Source: Planet Labs Inc. June 13, 2021

Annex 9: Pyongsan Uranium Mine and Concentration Plant



Source: Planet Labs Inc. 5 April, 2021



Source: Planet Labs Inc./ From top to bottom, 20 April 2021, 19 May 2021, 17 July 2021

Annex 10: Suspected uranium enrichment facility in Kangson



Source: Planet Labs Inc. 5 April, 2021

Annex 11: Suspected nuclear weapons storage facility in Yongdoktong



Source: Google Earth: January 2021



Source: Google Earth: January 2019

Annex 12: Panel's enquiry to the universities listed on Kim Chaek University of Technology website

United Nations Nations Unies

HEADQUARTERS • SIEGE NEW YORK, NY 10017
TEL.: +1 212 963 1055 • FAX: +1 212 963 2013

UNITED NATIONS SECURITY COUNCIL PANEL OF EXPERTS ESTABLISHED
PURSUANT TO RESOLUTION 1874 (2009)

REFERENCE: [REDACTED]
YOUR REFERENCE

3 June 2021

Dear Sir/Madam,

I am writing to you with regard to ongoing efforts of the Panel of Experts established pursuant to United Nations Security Council resolution 1874 (2009) to gather, examine and analyse information regarding the implementation of the measures imposed on the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) by Security Council resolutions 1718 (2006), 1874 (2009), 2087 (2013), 2094 (2013), 2270 (2016), 2321 (2016) and 2356 (2017), 2371 (2017), 2375 (2017) and 2397 (2017), in particular incidents of non-compliance.

The Panel would like to request information on academic exchanges between [REDACTED] and the DPRK's Kim Chaek University of Technology (KCUT). The KCUT website, as of 28 May 2021, lists [REDACTED] as having "international friendship cooperation" status with KCUT (Annex 1).

The Panel is making enquiries concerning scientific and technical partnerships with DPRK scientists in academic fields covered by the relevant provisions of United Nations Security Council Resolutions (below). The Panel seeks information to assess whether these partnerships have involved joint studies which may have contributed, or continue to contribute, to the development by the DPRK of technologies related to its WMD programme.

Paragraph 17 of resolution 2270 (2016), reinforcing paragraph 28 of resolution 1874 (2009) which called for Member State vigilance, states that "all Member States shall prevent specialized teaching or training of DPRK nationals within their territories or by their nationals of disciplines which could contribute to the DPRK's proliferation sensitive nuclear activities or the development of nuclear weapon delivery systems, including teaching or training in advanced physics, advanced computer simulation and related computer sciences, geospatial navigation, nuclear engineering, aerospace engineering, aeronautical engineering and related disciplines". Furthermore, paragraph 10 of resolution 2321 (2016) clarifies that for the purposes of implementing paragraph 17 of

[REDACTED]

CC: Permanent Mission of China to the United Nations

resolution 2270 (2016) specialized teaching and training which could contribute to the DPRK's proliferation sensitive nuclear activities or the development of nuclear weapons delivery systems includes, but is not limited to, advanced materials science, advanced chemical engineering, advanced mechanical engineering, advanced electrical engineering and advanced industrial engineering.

Moreover, in paragraph 11 of resolution 2321 (2016) the Security Council decided that all Member States shall suspend scientific and technical cooperation involving persons or groups officially sponsored by or representing the DPRK except for medical exchanges unless in specified cases exempted by the 1718 Committee or in all other cases notified in advance to the Committee.

Furthermore, the Panel has concerns that if DPRK scholars have access to the internet, libraries, and exchanges with other scholars, they may use this access to collect proliferation sensitive information which could contribute to the DPRK's WMD and ballistic missile development or the enhancement of its military operational capability. The Panel also has concerns that networks developed during overseas exchange programs may be used to facilitate the transfer of intangible technology applicable to the DPRK's WMD programme.

In addition, paragraph 8 of resolution 2397 (2017) requires all Member States to repatriate to the DPRK all DPRK nationals earning income in their jurisdiction and all DPRK government safety oversight attachés within 24 months from 22 December 2017 and to submit midterm and final reports on repatriation. The Panel notes that paragraph 8 of resolution 2397 (2017) covers all DPRK citizens who are earning income, regardless of work authorization, visa category, and how the payment is labelled.

In connection with the above, and in its effort to gather reliable and verifiable information, the Panel would be grateful for your assistance in providing the following:

1. Information on the current status of [REDACTED] academic exchange with Kim Chaek University of Technology.
2. The total number of DPRK students who have studied at [REDACTED] since 2017, as well as the number of current DPRK students. Please specify their degree programs (whether Masters, PhD, post-doctorate researchers, etc.), fields of study and subject of their scientific collaborations, if applicable. Please provide information on any scholarships or sponsorship they have received / are receiving.
3. Confirmation if any DPRK scholars have been affiliated with [REDACTED] since 2017. If so, please provide the Panel with the following information:
 - 3-1) A list of the DPRK scholars (name, affiliation, area of research, period of affiliation) as well as copies of documents showing their source(s) of income while in China including sponsorships (if applicable);
 - 3-2) Information on whether any financial support, such as scholarships, for the DPRK scholars are provided by [REDACTED]; and

3-3) Information regarding any non-financial resources provided by [REDACTED] including the use of facilities and access to databases and IT.

Paragraph 6 of Security Council resolution 2569 (2021) urges all Member States and other interested parties to cooperate fully with the Panel of Experts, in particular by supplying any information at their disposal. The Panel would welcome any other information that you might consider relevant to this issue.

Given the importance the Panel attaches to this investigation, we would be grateful for any information to be supplied within six weeks of the date of this letter. As the Panel intends to report on these matters in its next report to the Security Council, we would be grateful to receive a timely response to ensure that your reply can be taken into consideration. Please send the reply to the Panel at dppa-poe1874@un.org.

Should you or your designated representative wish to discuss this request or any follow-up matters, please contact the Panel through Mr. [REDACTED] and Mr. [REDACTED].

Yours Faithfully,

[REDACTED]

Coordinator of the Panel of Experts established
pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009)

Annex 1: Website of Kim Chaek University of Technology

Source : The Panel

Annex 13: Table summarizing specific scientific collaboration projects between institutes in the Democratic People's Republic of Korea and Universities in China

DPRK Institutes	Chinese Universities	Year	Journal or Subject	Title and web reference	Authors
Pyongyang University of Mechanical Engineering	[REDACTED]	2019	Composites Part B: Engineering Volume 159, 15 February 2019, Pages 418-436	Three-dimensional exact solution for the free vibration of thick functionally graded annular sector plates with arbitrary boundary conditions https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S1359836818329238	[REDACTED]; Choe, Kwangnam - Pyongyang Univ Mech Eng, Dept Light Ind Machinery Engn, Pyongyang 999093, DPRK; [REDACTED]
Institute of Information Technology, University of Sciences, Pyongyang	[REDACTED]	2019	Composite Structures Volume 209, 1 February 2019, Pages 277-299	A general vibration analysis of functionally graded porous structure elements of revolution with general elastic restraints https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0263822318326035	[REDACTED] Sok, Kyongjin - Univ Sci, Inst Informat Technol, Pyongyang, DPRK; [REDACTED]

DPRK Institutes	Chinese Universities	Year	Journal or Subject	Title and web reference	Authors
Pyongyang University of Mechanical Engineering; Chongjin Mine & Met Univ		2019	Composite Structures Volume 208, 15 January 2019, Pages 127-140	A modeling method for vibration analysis of cracked laminated composite beam of uniform rectangular cross-section with arbitrary boundary condition https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0263822318325017	Kim, Kwanghun - Pyongyang Univ Mech Eng, Dept Eng Machine, Pyongyang 999093, DPRK; Choe, Kwangnam - Pyongyang Univ Mech Eng, Dept Light Ind Machinery Eng, Pyongyang 999093, DPRK; Kim, Sok - Chongjin Mine & Met Univ, Dept Informat Eng, Chongjin 999091, DPRK; 
Pyongyang University of Mechanical Engineering		2019	Composite Structures Volume 225, 1 October 2019, 111155	Dynamic analysis of composite laminated doubly-curved revolution shell based on higher order shear deformation theory https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0263822319306919	Choe, Kwangnam - Pyongyang Univ Mech Eng, Dept Light Ind Machinery Eng, Pyongyang 999093, DPRK; Kim, Kwanghun B. - Pyongyang Univ Mech Eng, Dept Eng Machine, Pyongyang 999093, DPRK; 
Kim Chaek University of Technology		2019	Composite Structures Volume 224, 15 September 2019, 111040	The effects of coupling mechanisms on the dynamic analysis of composite shaft https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0263822318331763	Ri, Kwangchol; Choe, Kwangnam - Pyongyang Univ Mech Eng, Dept Light Ind Machinery Eng, Pyongyang 999093, DPRK; Han, Poknam - Kim Chaek Univ Technol, Coll Ship & Ocean Technol, Pyongyang 999093, DPRK;

DPRK Institutes	Chinese Universities	Year	Journal or Subject	Title and web reference	Authors
Pyongyang University of Mechan- ical Engi- neering		2019	Composites Part B: Engineering Volume 158, 1 February 2019, Pages 55-66	Free vibration analysis of lami- nated composite elliptic cylinders with general boundary conditions https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S1359836818325332	 Choe, Kwangnam - Pyongyang Univ Mech Eng, Dept Light Ind Machinery Eng, Pyongyang 999093, DPRK.
Kim Il Sung University		2019	Chemical Engi- neering Science Volume 207, 2 No- vember 2019, Pages 1017-1029	Optimization of thermo-mechani- cal properties of shape memory polymer composites based on a network model https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0009250919305846	 Yun, Kumchol - Kim Il Sung Univ, Fac Mech, Pyong- yang, DPRK

DPRK Institutes	Chinese Universities	Year	Journal or Subject	Title and web reference	Authors
Kim Il Sung University		2019	Materials & Design Volume 181, 5 November 2019, 107926	Investigation of thermodynamic and shape memory properties of alumina nanoparticle-loaded graphene oxide (GO) reinforced nanocomposites https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0264127519303648	 Yun, Kumchol; Yun, Kumchol - Kim Il Sung Univ, Fac Mech, Pyongyang 950003, DPRK
Pyongyang University of Mechanical Engineering		2019	Composites Part B: Engineering Volume 159, 15 February 2019, Pages 447-460	A closed form solution for free vibration of orthotropic circular cylindrical shells with general boundary conditions https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S135983681832924X	 Choe, Kwangnam , Pyongyang Univ Mech Eng, Dept Light Ind Machinery Eng, Pyongyang 999093, DPRK; 

Source : The Panel

Annex 14: Reply from China to the Panel**8. University exchange (OC.162, OC.167-174)**

The establishment of friendship with the universities in the DPRK is not prohibited by the Security Council resolutions. The friendly relationship like “sister college” between Chinese and the DPRK universities is not only out of the traditional friendship, but also meets the needs of the people to carry out exchanges and cooperation in culture and education.

China has always been strictly implementing the relevant provisions of the Security Council resolutions and maintaining strict regulation over academic exchanges. There is no prohibited academic exchanges, scientific research cooperation or joint studies between Chinese universities with the DPRK. China hopes that the Panel will work on the basis of the resolutions and the facts, and refrain from expanding the interpretation of the resolutions.

In addition, when investigating relevant cases, the Panel should engage with the Chinese side through the channel of the Chinese Mission to the United Nations, instead of directly sending letters to Chinese universities. China requests that the Panel, as a professional body, does not include the universities in its report to avoid sending any wrong signals.

Source : The Panel

Annex 15: Replies from “Sister University” of Kim Il Sung University

1) Reply from Cuba

[Translation from Spanish]

2102605E.docx

1

Translated from Spanish

Permanent Mission of Cuba to the United Nations

Note No. 85/2021

New York, 24 February 2021

Sir,

Pursuant to the request for information from the Panel of Experts established pursuant to Security Council resolution 1874 (2009) contained in note No. S/AC.49/2021/PE/OC.15, I have the honour to convey the following information:

A framework cooperation agreement on academic and scientific exchange was signed between Kim Il Sung University in the Democratic People's Republic of Korea and the University of Havana on 18 July 2014, and remains in effect until 2024. The agreement is fully in line with the relevant Security Council resolutions.

Since the signing of the agreement, no activities have been undertaken between the two universities.

There are no students from the Democratic People's Republic of Korea on the Registry of Graduates of the University of Havana for the period 2017–2020.

Unrelated to the agreement signed by the two institutions, four nationals of the Democratic People's Republic of Korea are currently enrolled in undergraduate studies at the University of Havana. They are studying for bachelor's degrees in law, social communication, English language and tourism, and are relatives of diplomats of the Democratic People's Republic of Korea accredited in Cuba.


Coordinator of the Panel of Experts established

pursuant to Security Council resolution 1874 (2009)

2102605E.docx

2

Cuba is firmly committed to fulfilling its obligations under the Charter of the United Nations and international law and thus strictly complies with Security Council resolutions.

Accept, Sir, the assurances of my highest consideration.

(*Signed*) Pedro Luis **Pedroso Cuesta**

Ambassador

Permanent Representative

Source : The Panel

(Original)



REPÚBLICA DE CUBA
Misión Permanente ante las Naciones Unidas
315 Lexington Avenue, New York, N.Y. 10016

Nota No.85/2021

Nueva York, 24 de Febrero 2021

Estimado [REDACTED]

Atendiendo a la solicitud de información contenida en la nota S/AC.49/2021/PE/OC.15, del Panel de Expertos establecido en virtud de la resolución 1874 (2009) del Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas, tenemos a bien trasladar la información siguiente:

La Universidad Kim Il Sung de la República Popular Democrática de Corea y la Universidad de La Habana firmaron un Convenio Marco de Colaboración para el Intercambio Académico y Científico, el 18 de julio de 2014, con vigencia hasta el 2024. Dicho Convenio está en plena correspondencia con las resoluciones pertinentes del Consejo de Seguridad.

Se informa, además, que desde la firma del Convenio Marco de Colaboración para el Intercambio Académico y Científico no se han desarrollado acciones entre ambas Universidades.

En el Registro Histórico de Estudiantes egresados de La Universidad de La Habana, en el período 2017-2020, no figuran estudiantes de la RPDC.

Sr. [REDACTED]
Coordinador del Panel de Expertos establecido
en virtud de la resolución 1874 (2009) del Consejo de Seguridad

En la actualidad, no vinculado al citado Convenio firmado entre ambas instituciones, están matriculados en estudios de pregrado en la Universidad de La Habana cuatro (4) estudiantes nacionales de la RPDC, en las carreras de Licenciatura en Derecho, Comunicación Social, Licenciatura en Lengua Inglesa y Licenciatura en Turismo. Son familiares de diplomáticos de ese país acreditados en Cuba.

Cuba está firmemente comprometida con el cumplimiento de sus obligaciones en virtud de la Carta de las Naciones Unidas y el Derecho Internacional y en ese sentido cumple estrictamente con las resoluciones del Consejo de Seguridad.

Aprovecho esta ocasión para trasladarle el testimonio de su más alta consideración.




Pedro Luis Pedroso Cuesta
Embajador
Representante Permanente

Source : The Panel

2) Reply from Universitas Indonesia



UNIVERSITAS INDONESIA
Veritas, Probitas, Justitia

Kampus Salemba Jl. Salemba Raya No. 4, Jakarta 10430
Kampus Depok Kampus Universitas Indonesia Depok 16424
Tel. 62.21. 7867 222/ 7864 1818 Fax. 62.21. 7864 9060
Email pusedmul@ui.ac.id | www.ui.ac.id

Depok, 22 February 2021

Our Ref. : S - 803 /UN2.SU/OTL.00.01/2021
Subject : Inquiry regarding education cooperation with Kim Il Sung University

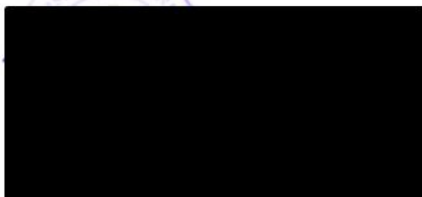
██████████
Coordinator of the Panel of Experts established
Pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009)

Dear Sir,

1. We have acknowledged the receive of written request from the Panel of Experts (PoE) of the 1874 Sanction Committee with reference numbers of S/AC.49/2020/PE/OC.477 dated 31 December 2020, which was addressed to Universitas Indonesia (UI), requesting information regarding education cooperation with the Kim Il Sung University (KISU).
2. As mentioned in the written request, we would like to inform that there have been **inaccuracies** on the referred university where the correct one should be Universitas Indonesia (UI). Both UI and the Kim Il Sung University (KISU), with the support of the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Indonesia and according to respective national regulations, have signed a **non-legally binding** and Memorandum of Understanding (MoU) grade Agreement on Educational and Scientific Exchange and Cooperation between KISU and UI ("**the Agreement**"), on 18 March 2015.
3. By its characteristic, the provisions of the Agreement are in general form and stipulate non-binding rights and obligation between the parties, such as implementation plan as well as financing scheme. The scopes of the agreement are limited to joint research and education exchange program; participation in the international symposium, conference, and training organized by the host university; and administrative facilitation, where possible, for the visit of scholars between the two universities.
4. Based on the said scopes, UI and KISU are **not 'sister university'** and, furthermore, **no declaration** has been made from our side in referring such relations between both parties.
5. Under the Agreement, UI and KISU initiated a **socio-cultural program** through a public lecture on North Korean Language and Culture at the Faculty of Cultural Studies of the UI on 17 March 2015. Moreover, the representative of the UI had been participating as a member of delegation of a mission which facilitated by the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Indonesia in May 2015. **Since 2016** until today, **no further program or activities** under the Agreement has been conducted or organized between UI and KISU.

6. Therefore, considering the time of the conclusion of the Agreement in 2015 as well as the scope of the cooperation conducted has been limited to **socio-culture program** and, obviously, **not related** to contribute to the DPRK's proliferation sensitive nuclear activities or the development of nuclear weapon delivery systems, the education cooperation between UI and KISU **should not be considered as noncompliance** against relevant UNSCR, in particular the referred UNSCR 1874 (2009); 2270 (2016); 2321(2016); and 2397 (2017).
7. We would like to reiterate our support to the implementation of relevant UNSC resolutions on DPRK.

Sincerely yours,



CC:

1. The Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Indonesia
2. Permanent Mission of the Republic of Indonesia to the United Nations

Source : The Panel

3) Reply from Syria



THE PERMANENT MISSION OF THE SYRIAN ARAB REPUBLIC TO THE UNITED NATIONS

820 Second Ave., 15th Floor, New York, N. Y. 10017

Tel: (212) 661-1313

Fax: (212) 983-4439

E-mail: exesec.syria@gmail.com

PM/2021/ 547

24 February 2021

The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations presents its compliments to The Panel of Experts established pursuant to United Nations Security Council resolution 1874 (2009) to gather, examine and analyse information regarding the implementation of the measures imposed on the Democratic People's Republic of Korea (DPRK), and with reference to Note Verbal No. S/AC.49/2020/PE/OC.476 of 31 December 2020, regarding the request of information on academic exchange between Damascus University and the DPRK's Kim il Sung University,

The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations has the honor to inform you with the following:

- There are four Korean Non Degreed students In the Faculty of Humanities and Arts - Department of English Literature - at Damascus University, and they were accepted under an agreement for scientific cooperation and academic exchange between Damascus University and the DPRK's Kim il Sung University, signed on 04/21/2016.

The agreement includes: exchange of visits for faculty members, exchange of students, publications, scientific documents and scientific research.



- There are four other Korean Non Degreed students, as children of Korean diplomats who are serving at their country's embassy in Damascus, In the Faculty of Humanities and Arts - Department of English Literature - at Damascus University,

The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations avails itself of this opportunity to renew to The Panel of Experts established pursuant to United Nations Security Council resolution 1874 (2009) to gather, examine and analyse information regarding the implementation of the measures imposed on the Democratic People's Republic of Korea (DPRK), the assurances of its highest esteem and consideration.



Bassam Sabbagh
Ambassador
Permanent Representative

- The Panel of Experts established pursuant to United Nations Security Council resolution 1874 (2009) to gather, examine and analyse information regarding the implementation of the measures imposed on the Democratic People's Republic of Korea (DPRK).

Source : The Panel

4) Reply from Vietnam

[REDACTED]

From: [REDACTED]
Sent: Monday, March 8, 2021 7:03 PM
To: [REDACTED]
Cc: [REDACTED]
Subject: FW: Info regarding Hanoi National University

Please register.

From: [REDACTED]
Sent: Monday, 08 March, 2021 6:53 PM
To: [REDACTED]
Cc: [REDACTED]
Subject: Info regarding Hanoi National University

Dear [REDACTED]

Ref: Communication S/AC.49/2020/PE/OC.475

We're sorry for this late reply, with which the updated information arrived when PoE Final Report this year was under circulation already:

1. On 1 August 2012, Ha Noi National Universities signed an MoU with Kim Il Sung University. However, then after, the two Universities did not have any cooperation on education, training, science research, or student and staff exchange.
2. From 2017, Ha Noi National University did not have any cooperation, co-activities, did not receive any teachers, researchers, experts or scientists from the DPRK. In addition, there was not any sponsorship, finance support, or permit to access to database or information system of Ha Noi National University.
3. Also from 2017, there have been 16 students from DPRK to study in Ha Noi National University, on languages such as Vietnamese, English and Chinese. These students paid by themselves for their studies.

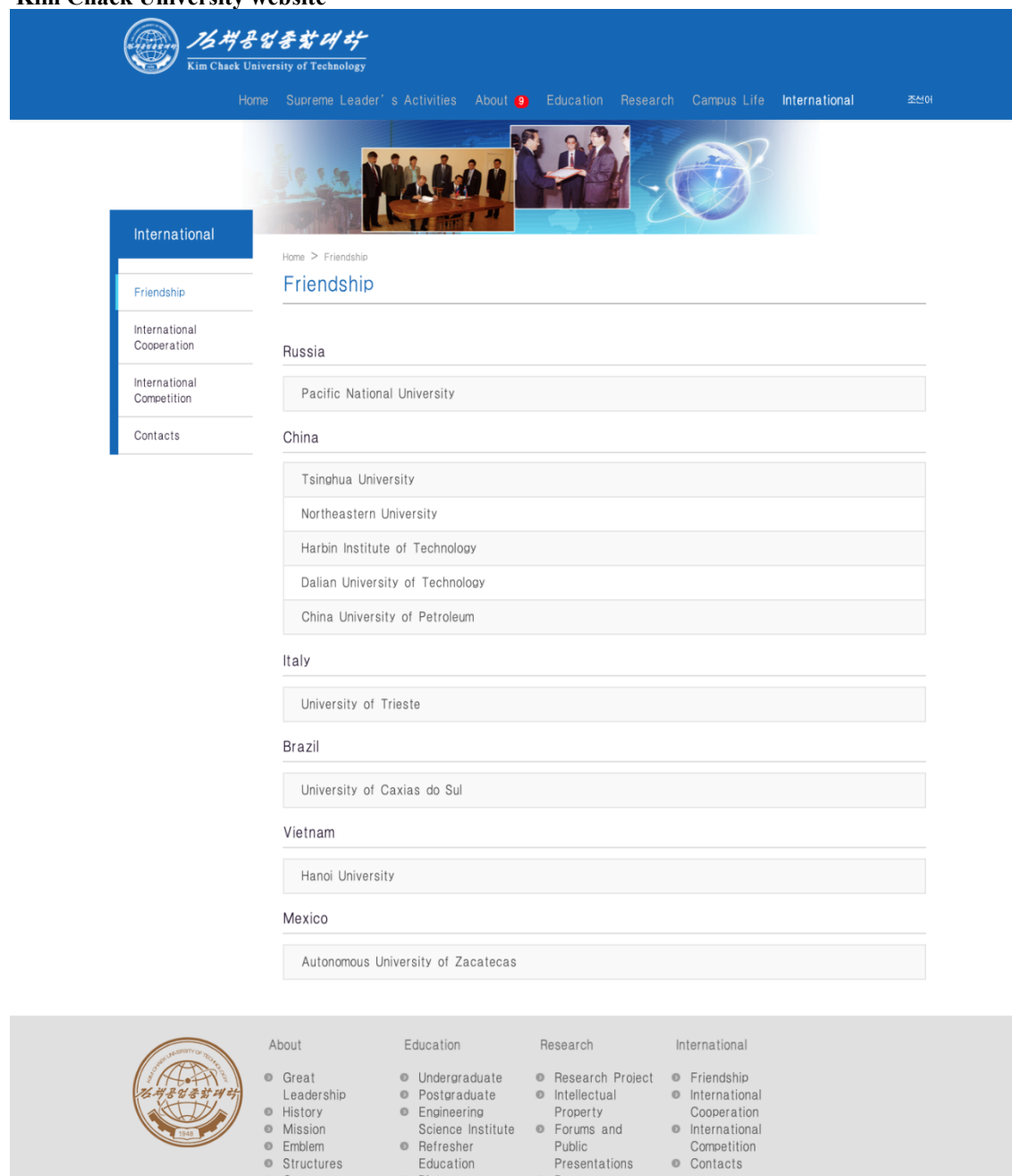
Sincerely,

[REDACTED]
Permanent Mission of Viet Nam to the United Nations

Source : The Panel

Annex 16: “International Friendship” universities listed on the website of Kim Chaek University of Technology

Kim Chaek University website



The screenshot shows the Kim Chaek University of Technology website. The header is blue with the university's logo and name in Korean and English. The navigation bar includes links to Home, Supreme Leader's Activities, About, Education, Research, Campus Life, International, and 조선어. The main content area is titled 'International Friendship' and lists universities by country:

- Russia**
 - Pacific National University
- China**
 - Tsinghua University
 - Northeastern University
 - Harbin Institute of Technology
 - Dalian University of Technology
 - China University of Petroleum
- Italy**
 - University of Trieste
- Brazil**
 - University of Caxias do Sul
- Vietnam**
 - Hanoi University
- Mexico**
 - Autonomous University of Zacatecas

The footer contains a grid of links categorized by About, Education, Research, and International.

About	Education	Research	International
- Great Leadership - History - Mission - Emblem - Structures - Campus	- Undergraduate - Postgraduate - Engineering Science Institute - Refresher Education - Distance	- Research Project - Intellectual Property - Forums and Public Presentations - Paper	- Friendship - International Cooperation - International Competition - Contacts

Source: Kim Chaek University of Technology website, ““International Friendship” <http://www.kut.edu.kp/index.php/page/index?si=21>. (accessed 25 June 2021)

Annex 17: Replies from “International Friendship” universities listed on the website of Kim Chaek University of Technology

1) Reply from Russia on Pacific National University

По информации Тихоокеанского государственного университета, данное высшее учебное заведение не проводит совместных исследований и не осуществляет научно-технического сотрудничества с КНДР в областях, связанных с распространением ОМУ и средств его доставки, а также не имеет трудовых договорных отношений с гражданами КНДР.

Source : The Panel

2) Reply from the University of Trieste (Italy)

Prot. n. 91183 del 06/07/2021



**UNIVERSITÀ
DEGLI STUDI
DI TRIESTE**

Rettorato e Direzione Generale
Unità di Staff Comunicazione e Relazioni esterne

Dear [REDACTED]

Coordinator of the Panel Established
pursuant to Security Council Resolution
1874 (2009)

Subject: your kind request reference S/AC.49/2021/PE/OC.173

Dear [REDACTED]

in relation to your kind request about the relationships between University of Trieste and the DPRK's Kim Chaek University of Technology we are pleased to inform you as follows:

1. There are no formal relationships between the two universities, by no means of a Memorandum of Understanding (MoU) nor a Student Exchange Agreement (SEA).
2. We haven't been hosting any student from DPRK, no students are listed in our databases, and we therefore confirm that we have not provided any kind of support to DPRK.
3. The only official contact of a faculty member of the University of Trieste with DPRK was in 2005/2006 when a professor of geographical economy belonging to the Department of Political Sciences received an occasional visa to North Korea, during his research year in Mongolia, and downstream published an article entitled "Interpreting North Korea. Eastern Stalinism and signs of opening to the West" (<http://hdl.handle.net/11368/1927488>). In any case, this was not related to WMD matters.

Since there are no official relationships, the friendship mentioned in the Kim Chaek University of Technology website, might be probably related to personal relationships of some teachers/researchers (the university of Trieste counts more than 2.000 academic staff) of which we are not aware.

Yours faithfully,
Trieste,

The Rector

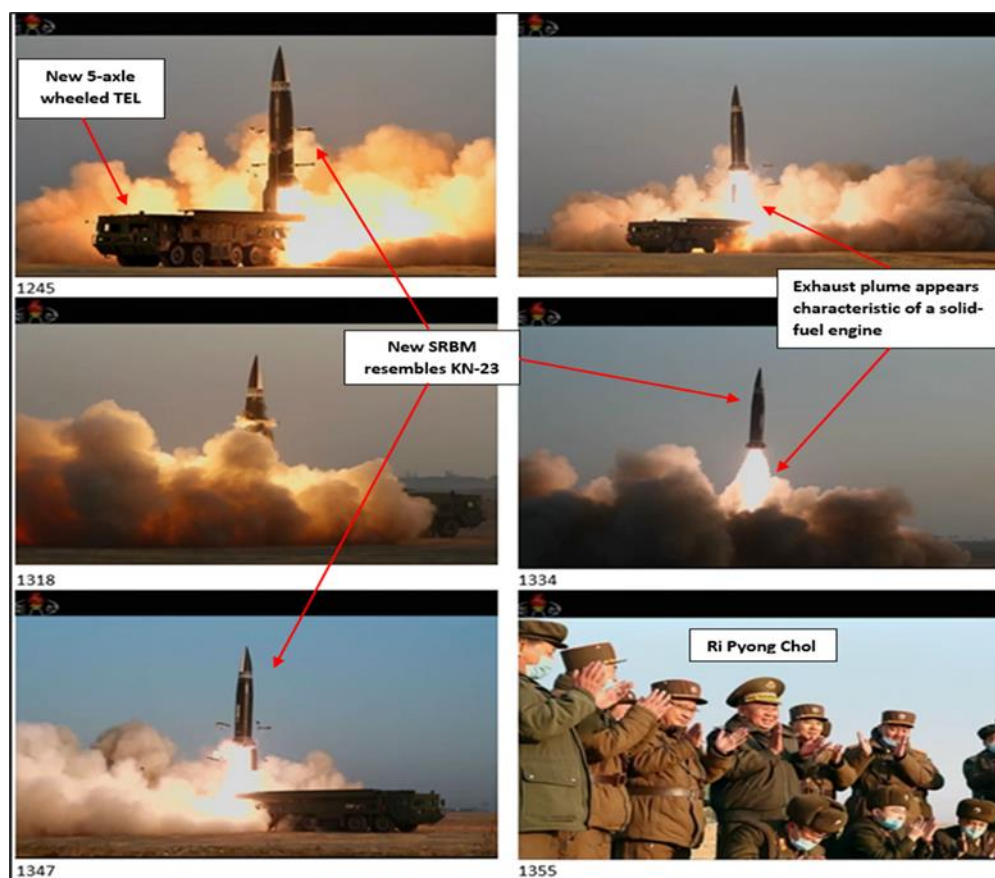
Università degli Studi di Trieste
Piazzale Europa, 1
I - 34127 Trieste
www.units.it - [REDACTED]

Source : The Panel

Annex 18-1: Missile launches by the Democratic People's Republic of Korea on 25 March 2021

The reported flight performance noted in paragraph 16 and Table 1 is consistent with the observed features of the newly-tested missile and its new 5-axle wheeled transport erector launcher (TEL) in images² published by the DPRK in Rodong Sinmun and KCNA on 26 March 2021 (see figures annex 18-1-1 and annex 18-1-2). This missile and its TEL appear to be the new SRBM and TEL displayed during the Military Parade on 14 January 2021 and identified as a possible modified and enlarged version of the previously displayed and tested SRBM KN-23 (see S/2021/211, para. 18, figure 5 and annexes 11 and 12; S/2020/151, para. 194, Table 3 and annexes 58-1 and 59-1).

Figure Annex 18-1-1: Test launch of the new SRBM – “New-type tactical guided missiles test-fired” (DPRK)



Source: Photographs from Rodong Sinmun – KCNA (from DPRK Central Television) /

Annotation: The Panel

² The DPRK has been shown on some previous launch occasions to modify or falsify photographic images presumably for propaganda purposes.

According to the DPRK authorities the “new-type tactical guided missiles” can carry a warhead of 2.5 tonnes³. This could appear to be consistent with analysis of the images published on 14 and 25 March 2021 (see figure annex 18-2). But several Member States assessed that this weight is probably related to the dry mass⁴ instead of the warhead weight, which could be less important. According to one Member State, despite this elongated version of KN-23 it is not certain that the new payload could reach 2.5t but it might be loaded with a high explosive “bunker buster” type conventional weapon. While further information is required to reach a conclusion, initial analysis suggests that it would be possible for the SRBM to deliver a nuclear warhead. The Panel has previously noted that the report of the eighth congress of the Workers’ Party of Korea, held in January 2021, declared that DPRK would pursue the development of tactical nuclear weapons (see S/2021/211, para.18). Moreover, according to a Member State, with a lighter payload, the weapon would have a longer range and might qualify as a medium range ballistic missile (MRBM).

Several Member State assess that the range of the 25 March test is around 600 km. The overall shape of the missile suggests that it is built for aerodynamic flight. Its trajectory is semi ballistic with an apogee around 60 km followed by a pull-up maneuver. If the trajectory were a simple parabola, the missile’s range would be 450 km, but with the pull-up maneuver the range would reach 600-620 km.

According to the article and pictures from KCNA⁵, Ri Pyong Chol (KPi.076), then a Member of the Presidium of the Political Bureau of the Central Committee of the Workers' Party of Korea and Secretary of the Party Central Committee⁶, attended the missile launches (see figure annex 18-1-2).

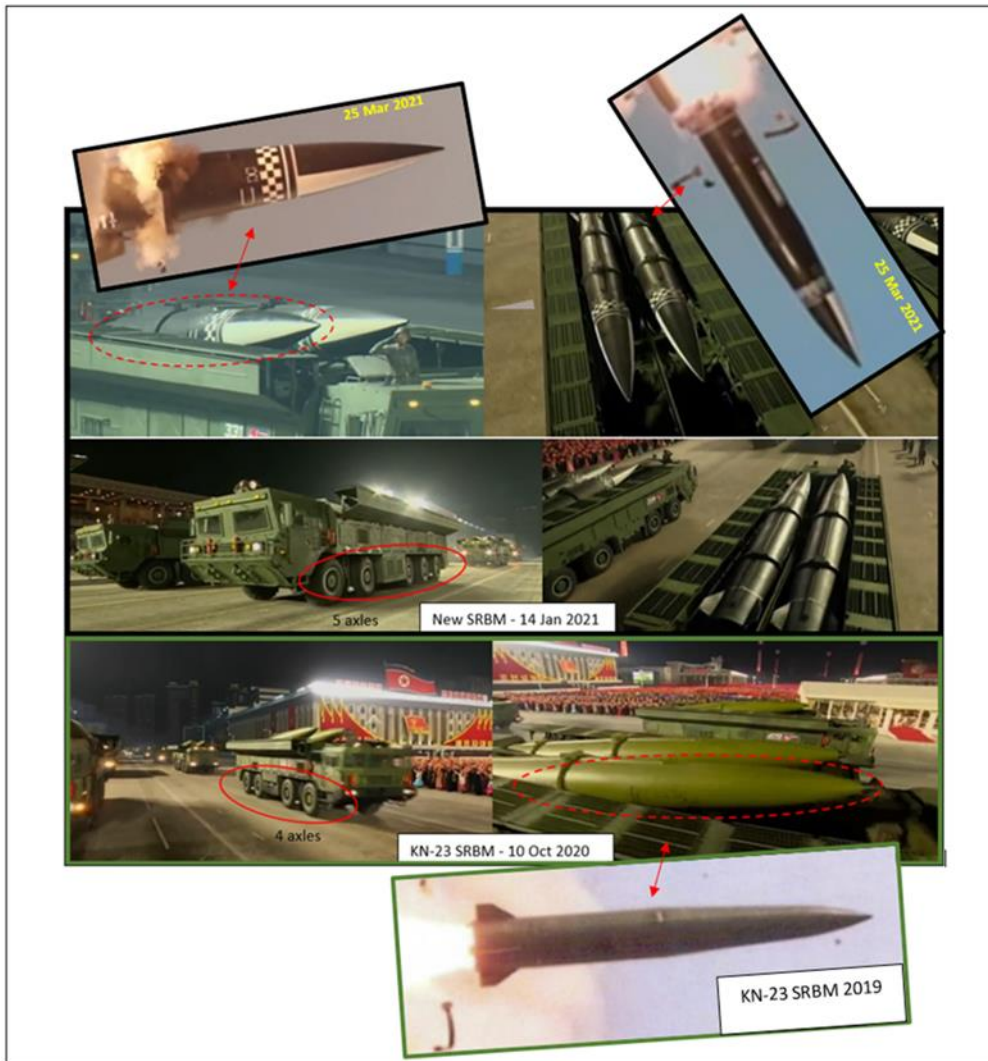
³ According to a Member State, the weight of the warhead of the missile would be around 1.3 tonnes instead of the 2.7 as announced by the DPRK.

⁴ Mass without the solid propellant mass but with the mass of the warhead.

⁵ Source: Article “New-type tactical guided missiles test-fired - The Academy of National Defense Science of the Demo-cratc People's Republic of Korea test-fired newly-developed new-type tactical guided missiles on March 25” from KCNA Voice of Korea (EN), 26 March 2021, available at <https://kcna-watch.org/newstream/1616706026-838802969/new-type-tactical-guided-missiles-test-fired/?t=1626294053495>

⁶ According to media reports, Ri Pyong Chol has subsequently been demoted. <https://www.nknews.org/2021/07/top-military-official-confirmed-out-as-kim-jong-un-makes-key-holiday-appearance/>

Figure Annex 18-1-2: Comparison between new SRBM (Jan 2021), KN-23 (Jan. 2021, Oct. 2020, May 2019)



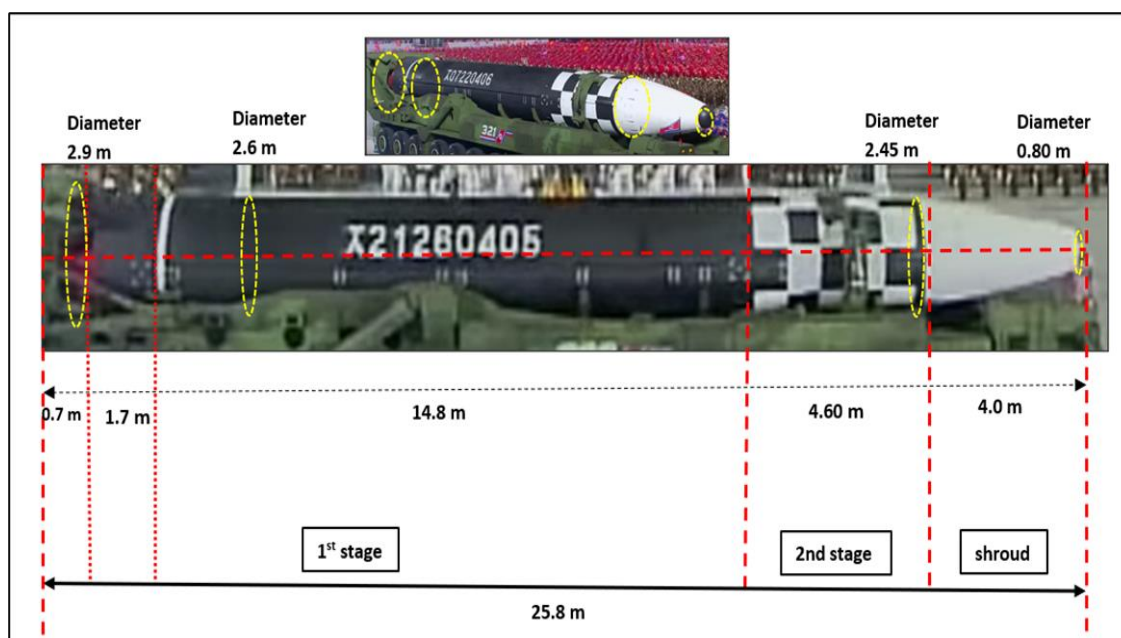
Source: Photographs from KCNA, with annotation by the Panel

Annex 18-2: Estimation of the size of the new ICBM, the two new SLBMs (Pukguksong-4 and Pukguksong-5) and the new SRBM:

(Dimensions are estimated)

Figure Annex 18-2-1: The new super large ICBM (so far unnamed by the DPRK media)

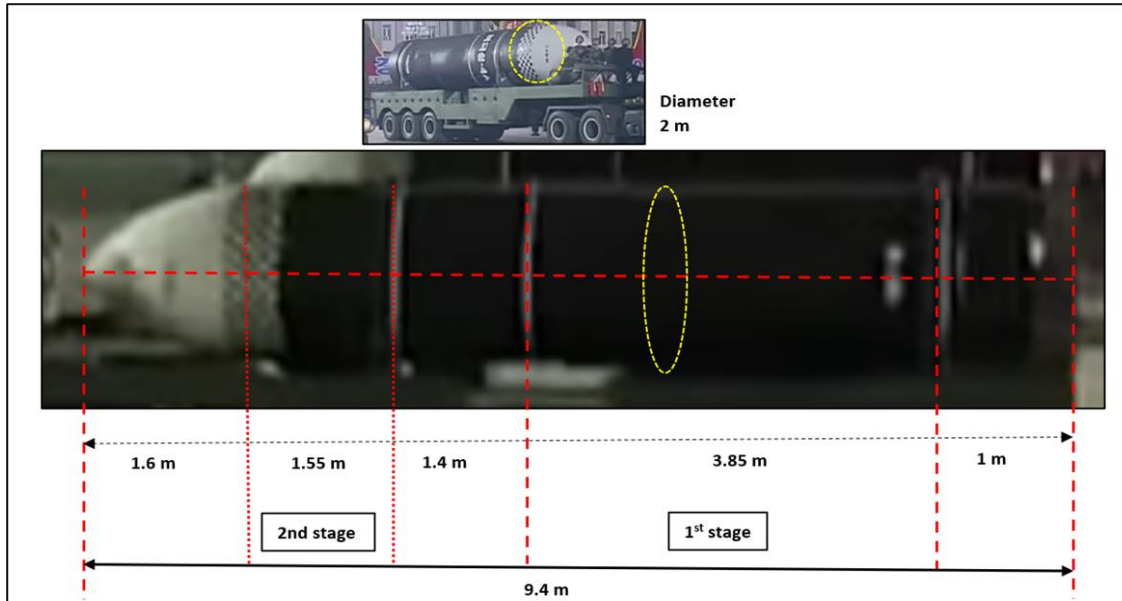
According to a Member State, the ICBM has a length of 25.8 m; first stage length: 17.3 m; diameter: 2.6-2.9 m; second stage: 4.6 m and the shroud almost of equivalent length. Its mass at take-off would be around 106 tons; mass of first stage around 90 tons (include 84.5 tons of fuel); second stage: 13.3 tons (include 12.2 tons of fuel); shroud: 0.7 tons; payload: 1.7 tons.



Source: Photographs from Rodong Sinmun – KCTV / *Annotation:* The Panel based on a Member State's assessment.

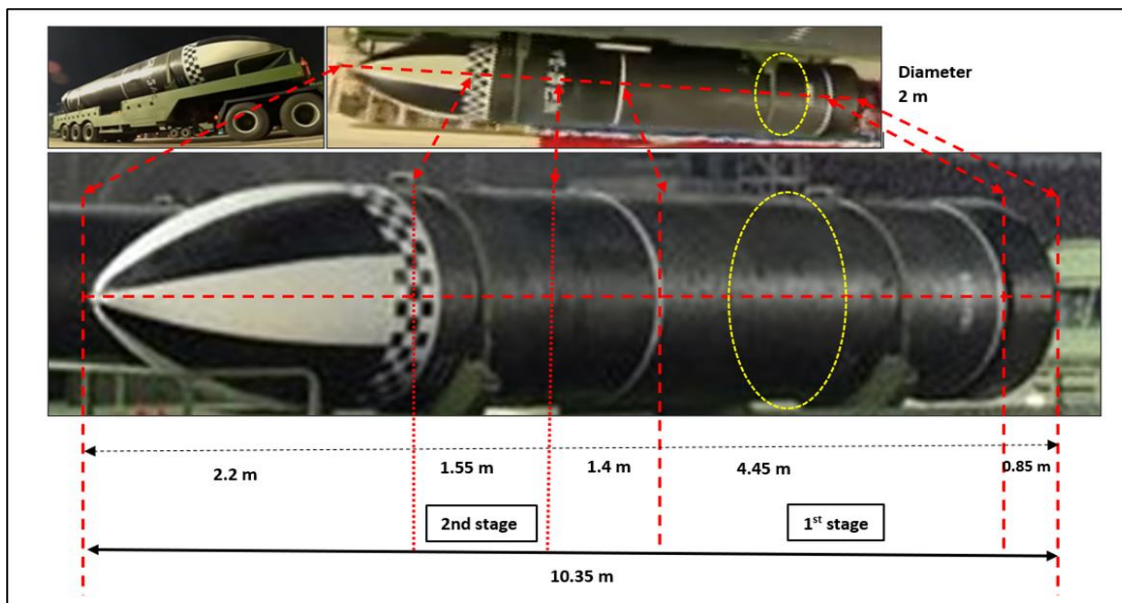
Estimation of the size of the two new SLBMs (Pukguksong-4 and -5)

Figure Annex 18-2-2: The new SLBM Pukguksong-4.



Source: Photographs from Rodong Sinmun – KCTV/ Annotation: The Panel based on a Member State's assessment.

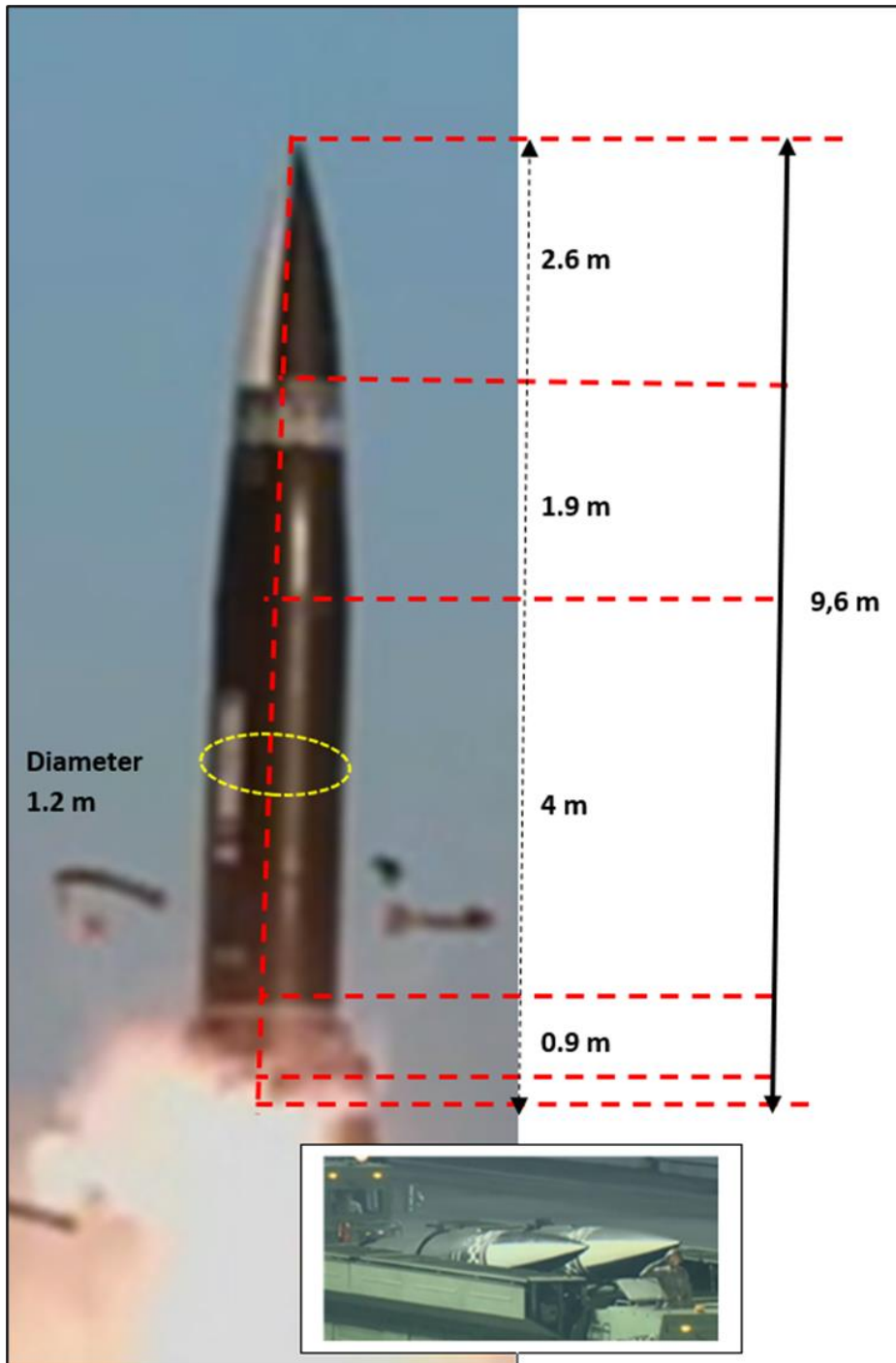
Figure Annex 18-2-3: The new SLBM Pukguksong-5.



Source: Photographs from Rodong Sinmun – KCTV / Annotation: The Panel based on a Member State's assessment.

Estimation of the size the new SRBM

Figure Annex 18-2-4: The new SRBM



Source: Photographs from Rodong Sinmun – KCTV / *Annotation:* The Panel based on a Member State's assessment.

Annex 19: Activity observed at the Nampo naval shipyard and at the Sinpo south shipyard since February 2021

In November 2020, the submersible missile test stand barge was removed from the secure boat basin (38° 43' 06" N 125° 23' 39" E) at **Nampo naval shipyard** and relocated in December to a maintenance or construction area 300m away (38° 43' 08" N 125° 23' 28" E) where it is mounted on a temporary static trolley on rails. (see Figure annex 19-S/2021/211 para. 23, annex 15).

Regular satellite imagery observation of the submersible missile test stand barge at **Nampo naval shipyard** showed that it seemed to have not been moved from its new location (38° 43' 08" N 125° 23' 28" E) from December 2020 to June 2021. Potential work on the submersible barge could be related to its maintenance or upgrading for the launch of new SLBMs.

Figure Annex 19-1: Submersible missile test stand barge in Nampo undergoing repair or modernisation 300 m away (38° 43' 08" N 125° 23' 28" E) from the Secure boat basin (38° 43' 06" N 125° 23' 39" E)



Source: Planet Labs Inc. June 11, 2021, 05 58 UTC; April 28, 2021, 05 12 UTC; December 20, 2020 05 12 UTC

The activity related to the ballistic missile submarine programme continued from March to June 2021 at the **Sinpo south shipyard**, through regular moves of the floating drydock (length 50 m width 12m) (see S/2017/150, para.47 Annex 5-1) as well as the regular movements of another barge (30m x10m) from its initial location to a berth along the new dock at the front of the entrance of the new construction hall, and back again.

Between 17 March and 24 March 2021, the floating drydock (length 50 m width 12m) (see S/2017/150, para.47, Annex 5-13) has moved from the pier (40° 01' 08" N 128° 09' 51" E) where it was berthed between Dec 2014-Aug 2015 and again between Dec 2015-Mar 2021, to the southwest side of the dock (40° 01' 20" N 128° 09' 47" E) (see S/2020/151, annex. 60; S/2020/840, para.12; S/2021/211, para.23, annex 15, figure 15-5). This dock is at the front of the entrance of the new construction hall and is dedicated to the launch of the new ballistic missile submarine currently under construction in the hall.

Between 24 March and 30 March, a barge (30m x10m) reached the northeast side of the dock (40° 01' 21" N 128° 09' 50" E, see figure annex 19-2).

Between 13 April and 9 May the submersible drydock (length 50 m width 12m) stayed at its initial location (40° 01' 08" N 128° 09' 51" E) along the pier.

From 10 May to 19-24 May the floating drydock (length 50 m width 12m) has moved again from the pier (40° 01' 08" N 128° 09' 51" E) to the southwest side of the dock (40° 01' 20" N 128° 09' 47" E) at the front of the entrance of the construction hall (see figure annex 19-3).

Figure Annex 19-2: From March to April 2021, the floating drydock (length 50m width 12m) and a barge (30m x 10m) have regularly moved from their initial location to a berth along the new dock in front of the new construction hall and vice versa



Source: Planet Labs Inc. March 17, 2021; 08 35 UTC – March 24, 2021; 04 55 UTC - March 30, 2021
03 44 UTC - May 9, 2021; 00 46 UTC - May 24, 2021 01 17 UTC - June 7, 2021; 01 55 UTC

Figure Annex 19-3: From April to June 2021, the floating drydock (length 50m width 12m) and a barge (30m x 10m) have regularly moved from their initial location to a berth along the new dock in front of the new construction hall and vice versa



Source: Planet Labs Inc. March 17, 2021; 08 35 UTC – March 24, 2021; 04 55 UTC - March 30, 2021
03 44 UTC - May 9, 2021; 00 46 UTC - May 24, 2021 01 17 UTC - June 7, 2021; 01 55 UTC

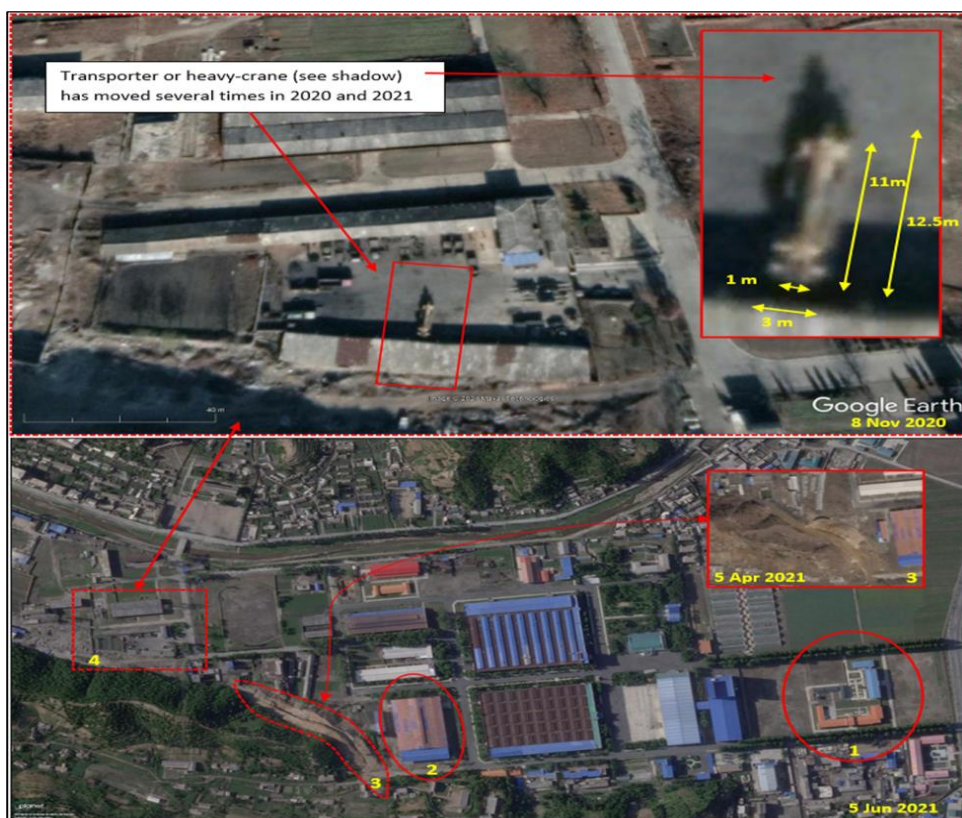
Annex 20: Developments at the Pyongsong March 16 factory automotive plant (South Pyongan)

The upgrading of the Pyongsong March 16 Factory automotive plant in Pyongsong (see S/2021/211, para.15, and S/2020/151, para. 198) has continued. The renovation of the western building has continued while the activity of large vehicles continues to be detected (see Figure annex 20-1 and see S/2021/211, para.15, annex 11).

The new construction (Picture: area -1-, $39^{\circ} 16' 54''$ N $125^{\circ} 52' 24''$ E) is completed (See S/2021/211, annex 11, figure 11). The renovation of the western building (picture: area -2-, $39^{\circ} 16' 52''$ N $125^{\circ} 51' 58''$ E) has continued as well as the earthworks (picture: area -3-, $39^{\circ} 16' 51''$ N $125^{\circ} 51' 52''$ E) to probably widen the peripheral track.

The movements of a possible heavy-lift crane with a telescopic boom could be observed on satellite imagery up to 8 November 2020 (see area -4-, $39^{\circ} 16' 56.66''$ N $125^{\circ} 51' 39.76''$ E) in front of a semi-underground vehicle maintenance and storage facility (at 800 m westwards from the building where the Hwasong-15 was assembled in 2017 before the ICBM test launch on 29 November 2017).

Figure Annex 20-1: Activity in Pyongsong March 16 factory automotive plant



Source: Google Earth November 8, 2020 and Planet Labs Inc April 5, 2021 01 57 UTC and June 5, 2021 08 18 UTC

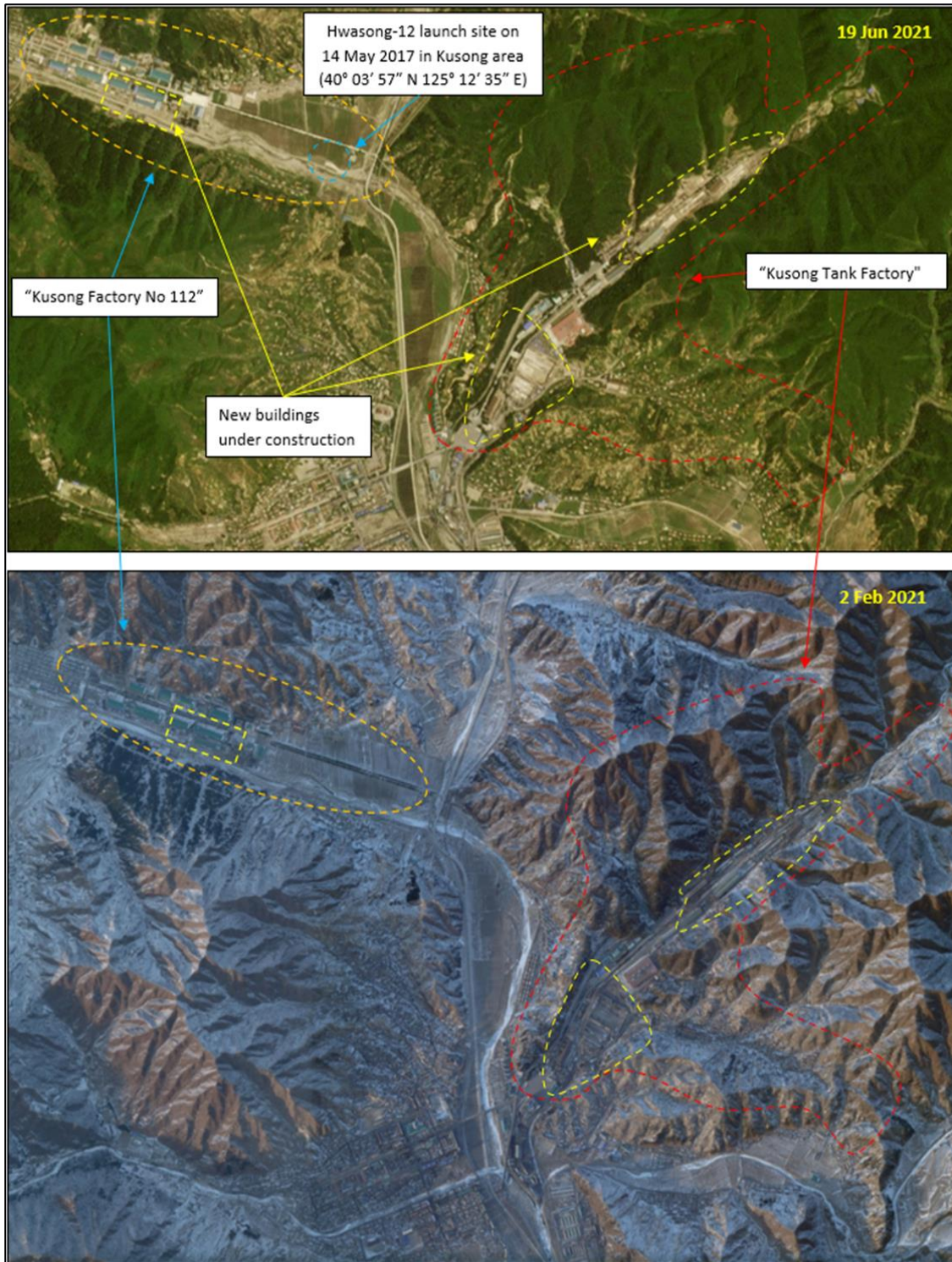
Annex 21: Developments at Kusong tank factory (No. 95 Factory, see S/2021/211, annex 13) and at No. 112 Factory

The overall modernization of the Kusong tank factory (No. 95 Factory) in charge of BM TEL production has continued in the first half of 2021. A new building is also under construction near No. 112 Factory since 2020 where a IRBM Hwasong-12 was launched on 14 May 2017. It marks the trend, already reported, that the infrastructure development of the BM programme continues (see in the report S/2021/211 para.21 annex 13).

A massive range of construction activity is currently underway since August 2020: at the southwest of the complex (40° 03' 23" N 125° 13' 20" E) and at the northeast (40° 03' 50" N 125° 13' 57" E) of the “**Kusong Tank Factory**” (aka “Kusong-Taegwan” , “Tank Plant - 95 Factory”, “No. 95 Factory”), (see figure annex 21-1) the two areas delimited by dotted yellow lines).

Since 2020, a building has also been under construction at **Plant No. 112** where an IRBM Hwasong-12 was launched on 14 May 2017. The Plant No. 112 is located less than 3 km west of Plant No. 95 (40° 04' 07" N 125° 11' 52" E, see figure annex 21-2 areas delimited by dotted yellow lines).

Figure Annex 21-1: The “Kusong tank factory” renovation continues in the first half of 2021



Source: Planet Labs Inc. June 19, 2021 01 37 UTC; February 2, 2021, 08 09 UTC

Figure Annex 21-2: A building under construction in Factory No. 112



Source: Planet Labs Inc. Dec. 4, 2020, 02 56 UTC; Dec. 5, 2020, 02 58 UTC; Feb. 2, 2021, 08 09 UTC

Annex 22: At the Sanum Dong scientific and ballistic missile research complex the canopy and construction were removed from Feb to March 2021

Figure Annex 22: The canopy (length around 50 m width around 6 m, location: 39° 8'29.70"N 125°45'58.96"E, erected between 29 February and 5 March 2020 (see S/2020/840 para.14, annex 10)) has been removed since the beginning of 2021.



Source: Planet Labs Inc. April 5, 2021 01 57 UTC

Annex 23: At the Sinpo south shipyard resumption of the construction of the pier located in front of the buried submarine shelter

The resumption of the construction of the pier (waterbreak/quay, 40° 00' 32" N 128° 08' 50" E) located in front of the buried submarine shelter has been underway since early May 2021, whereas the construction of this shelter itself still seems to be slowed down (40° 0'42.23"N 128° 8'51.60"E ; see S/2021/211, annex 15, Figure 15-1, and S/2020/151, annex 61, figure 61-2, 61-3, and S/2017/150, annex 5-12, 5-13). Support barges and equipment were detected along the pier which is made up of assembled concrete caissons.

Figure Annex 23: Resumption of the construction (or renovation) of the jetty (breakwater/quay) in the first half of 2021 while the construction of the buried shelter still seems to have slowed down



Source: Planet Labs Inc. May 9, 2021 00 46 UTC; June 27, 2021 05 44 UTC

Annex 24: At the Sinpo south shipyard, new buildings are currently under construction at the static test stand area.

In addition of the various submersible barge activity (see figure annex 19-2) in the area between the secure boat basin and the new submarine construction hall in the Sinpo south shipyard, new buildings are under construction near the missile engine test infrastructure since February 2021 (see figure annex 23 and 24).

Figure Annex 24: The construction of the new buildings (40° 01' 08" N 128° 09' 27" E) in the area of the engine test stand (40° 01' 05" N 128° 09' 25" E) has continued from February to May 2021.



Source: Planet Labs Inc. May 9, 2021 00 46 UTC, March 30, 2021 0344 UTC; Feb 10, 2021 01 51 UTC

Annex 25: January 18th Factory: possible engine test stand (westside)

The January 18 General Machinery Factory (aka January 18th Factory located 39°33'19.88"N 125°51'20.23"E) was reported to be involved in the manufacture of Transporter Erector Launcher (TEL) (see S/2020/151 annex 67). The new design and implementation of a Flexible Manufacturing System (FMS) were implemented there too. The identification of a possible horizontal missile engine test stand (see figure annex 25) could support the assessment that the factory is also involved in the manufacture of ballistic missiles. The analysis of the Panel corroborates a recent think tank⁷ assessment.

Figure Annex 25: At Kaechon January 18th Factory, a possible horizontal engine test stand (39° 33' 09" N 125° 50' 20" E)



Source: Planet Labs Inc. May 22, 2021 02 23 UTC, Google Earth March 20, 2020; Sept. 9, 2017; Sept. 19, 2014

⁷ A “Arms Control Wonk” report on 26 May 2021 provided analysis that characterized the site of “the January 18th Factory” as rocket engine production site due to past information and a probable horizontal missile engine test stand see “The Stands they are a Changin”, 26 May 2021, available at <https://www.armscontrolwonk.com/archive/1211934/the-stands-they-are-a-changin/>

Annex 26: Ballistic Missile bases and specific airbase infrastructure activity

Through satellite imagery, the Panel continued to observe work on the infrastructure of ballistic missile operating bases such as “Hoejung-ri missile base” (see figure annex 26-1), “Kumchon-ri missile Base”) (see figure annex 26-2 and a think tank report⁸) and Sangnam-ri Missile operating base (see S/2020/840, para. 13, annex 9, figure 3-4-6) (see figure annex 26-3) as well as airbases such as “Sunchon airbase” (see figure annex 26-4) previously used for BM launch tests. According to a Member State, deception measures are continuously updated at the BM base through the use of underground galleries, bunkers, semi-buried drive-throughs (for refueling the ICBM and MR/IRBM) and various means of concealment and camouflage (see figure annex 26-2) (see the previous report on that issue S/2021/211, para.24, annex 16-18, and S/2020/840 para.13 annex 9).

New launch pads are built in the immediate vicinity of the entrances to the underground galleries where the BM systems are stored. In this context, according to the Member State, the current trend is to use smaller, dispersed galleries with their own camouflaged launch pad. (see figure annex 26-2) In Kumchon-ri missile Base, where the new generation of the solid propellant SRBM such as the KN-23 could be deployed, manual activity and building construction were detected. The same analysis could be made of the activity at the Sangnam-ri Missile operating base (40°50'7.46"N 128°32'47.42"E).

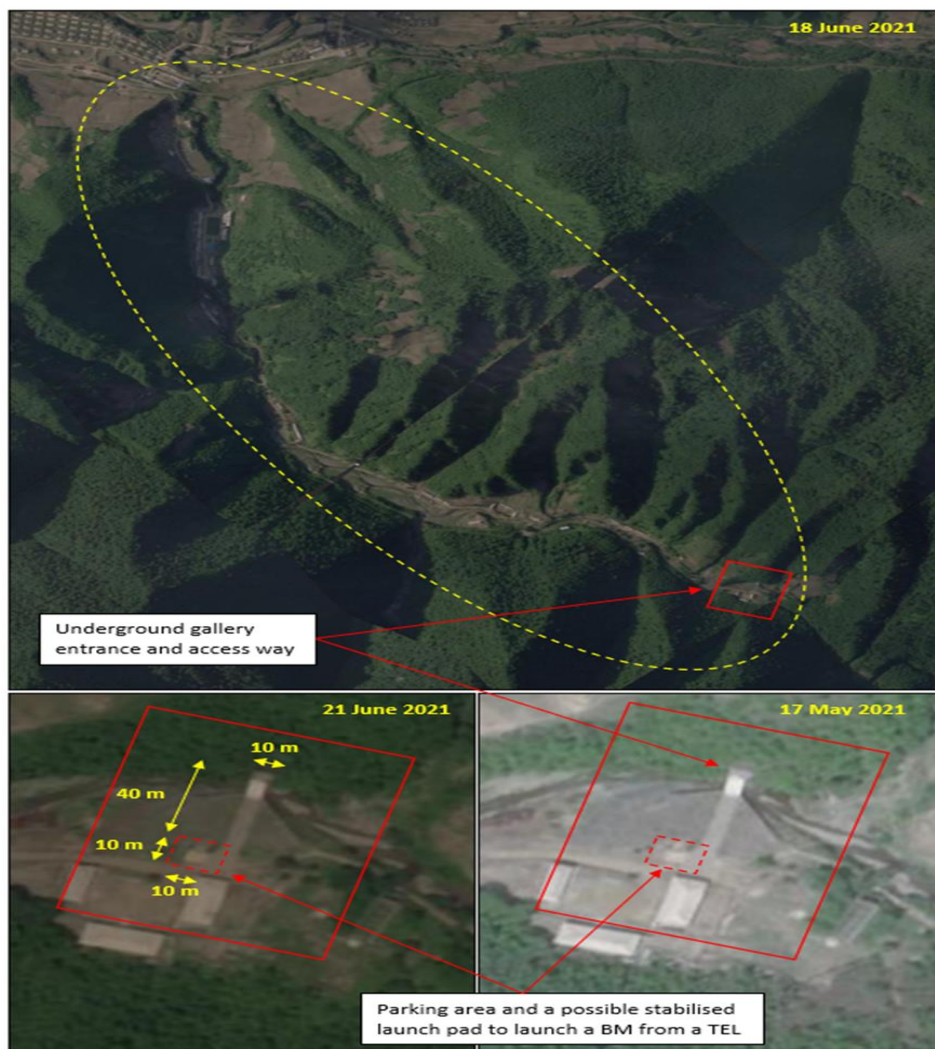
This assessment is consistent with the assessment of another Member State that the DPRK is capable of launch from any place and at any time. So that, the DPRK appears to be seeking to improve its ability to conduct surprise attacks by enhancing secrecy and rapid deployability to make it difficult to detect signs of a launch.

⁸ The Center for Strategic and International Studies-Beyond Parallel (CSIS) report on 6 September 2019 provided analysis that characterized the site of the “Kumchon-ni Missile Operating Base” as an MRBM missiles base (see “Undeclared North Korea: The Kumchon-ni Missile Operating Base 6 September 2019, available at <https://beyondparallel.csis.org/undeclared-north-korea-the-kumchon-ni-missile-operating-base/>)

Activity in “Hoejung-ri missile base” (41°22'44.93"N 126°54'38.16"E)

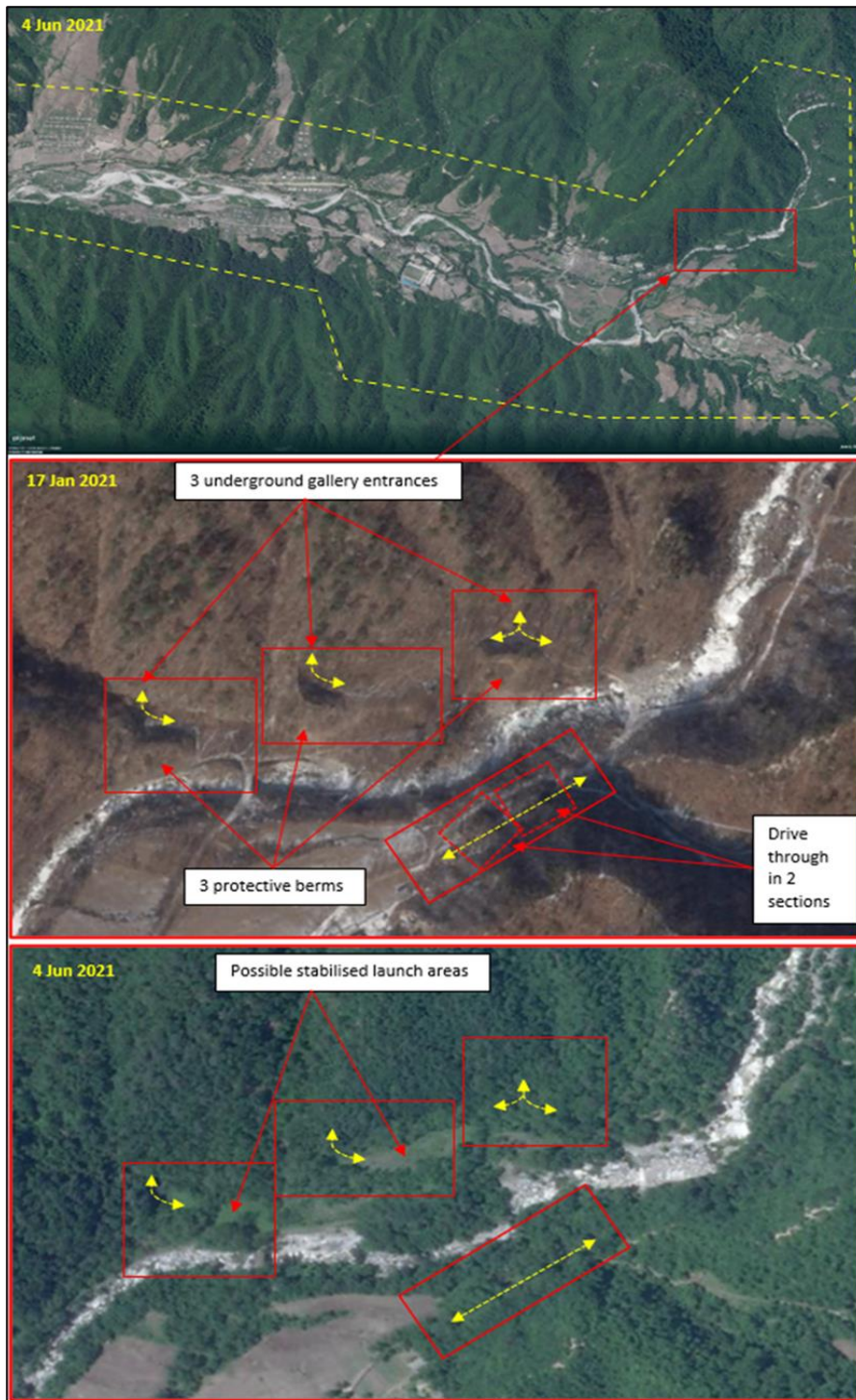
(see S/2021/211 Para.24 Annex 18) In front of the massive underground facility, the access road and a stabilised platform (10m x 10m) have been built (41°21'56.37"N 126°55'41.91"E). A TEL could easily reach this potential launch platform to fire its missile. According to a Member State, for several months the DPRK has been consolidating stabilised platforms located close to the entrances of the underground galleries where the TELs and BMs are stored, allowing them rapidly to reach this new area for use as a launch pad.

Figure Annex 26-1: The stabilisation of a potential TEL launch pad and delimitation of the access way to the underground entrance, continued from March to June 2021 at the “Hoejung-ri missile base”



Source: Planet Labs Inc. June 21, 2021, 05 15 UTC; June 18, 2021 08 53 UTC; May 17, 2021 05 17 UTC

Figure Annex 26-2: Kumchon-ri Missile Operating Base activity ($38^{\circ}57'52.48''\text{N}$ $127^{\circ}35'11.98''\text{E}$) concealment and stabilisation of the potential launch pad close to three underground gallery entrances which are located along the valley at 1st SW $38^{\circ}57'58''\text{N}$ $127^{\circ}36'07''\text{E}$ – 2nd Middle $38^{\circ}57'58''\text{N}$ $127^{\circ}36'11''\text{E}$ – 3rd NE $38^{\circ}58'00''\text{N}$ $127^{\circ}36'17''\text{E}$



Source: Planet June 04, 2021, 04 57 UTC; January 17, 2021 UTC

Figure Annex 26-3: Sangnam-ri Missile operating base (40°50'7.46"N 128°32'47.42"E)⁹. Concealment and stabilisation of the potential 2 launch pads (at NW 40° 49' 45" N 128° 33' 08" E, SE 40° 49' 42" N 128° 33' 10" E) close to underground gallery entrance (at NW 40° 49' 44" N 128° 33' 08" E and at SE 40° 49' 43" N 128° 33' 09" E)



Source: Planet Labs Inc. June 8, 2021 00 08 UTC, January 17, 2021 02 09 UTC, Google Earth October 28 2015

⁹ See also the CSIS report “Undeclared North Korea: The Sangnam-ni Missile Operating Base”, 15 February 2019, available at <https://beyondparallel.csis.org/undeclared-north-korea-sangnam-ni-missile-operating-base/>

Infrastructure activity in the Sunchon airbase from April to June 2021

A massive upgrade of Sunchon airbase is under way. Usually the most modern fighters of the DPRK are based on this site (See figure annex 26-4 on 28 November 2019) but this airbase was also used as a launch site for new SRBM KN-25 mobile launches test (launch pad location: 39°24'48" N, 125°53'18" E, flight range 370 km, altitude 90 km) on 31 October 2019 (see red dot "L" on Figure below and S/2020/840 para.194 table 3 and annex 7).¹⁰

Since April 2021, a massive plan of renovation work involving the construction of additional runway area (creation of a concrete surface as apron 260 m x 70 m at NW: 39° 25' 00" N 125° 53' 26" E, at SE: 39° 24' 36" N 125° 53' 48" E and 344 m expansion south-eastwards of the runway 39° 24' 07" N 125° 54' 01" E) has been underway (See figure annex 26-4).

¹⁰ See also the recent CSIS report "North Korea Upgrades Sunchon Airbase", 24 June 2021, available at <https://beyondparallel.csis.org/north-korea-upgrades-sunchon-airbase/>

Figure Annex 26-4: Massive expansion and refurbishment works at Suncheon Airbase since April 2021



Source: Planet Labs Inc June 5, 2021 08 18 UTC, February 24, 2021 02 29 UTC, Google Earth November 28, 2019

Annex 27: Procurement of illicit and WMD related commodities through Mr. Kim Jong Dok's network

Specifications of goods ordered by KMGT with third country-based companies (Member State Information)

According to a Member State, below is the list of goods (in Korean) contained in four orders by KMGT (January~February 2021) regarding possible “choke-point” items for DPRK’s nuclear and ballistic programmes:

January 2021 :					
No	품명	규격	수량	단위	비고
1	저탄망간철	Mn $\geq$ 75%,C $\leq$ 0.5%,Si $\leq$ 2%,P $\leq$ 0.03,립도50 μ m	0.24	t	
2	환강	강45, Φ 155 mm	11.85	t	80m
3	환강	강35, Φ 130mm	2.5	t	24m
4	환강	강3, Φ 50mm	4.07	t	264m
5	환강	강3, Φ 80mm	2.53	t	64m
6	환강	강3, Φ 225mm	3.74	t	12m
7	불수환강	1Cr18Ni9Ti, Φ 30mm	155	kg	28m
8	불수환강	1Cr18Ni9Ti, Φ 65mm	4.58	t	176m
9	불수환강	1Cr18Ni9Ti, Φ 630mm	652	kg	2m
10	환강	65Mn, Φ 35mm	60	kg	8m
11	강판	강3, #8mm	5.77	t	92m'
12	강판	강3, #20mm	8.79	t	56m'
13	불수강판	1Cr18Ni9Ti, #4mm	11	t	352 m'
14	불수강판	1Cr18Ni9Ti, #10mm	11.3	t	144 m'
15	불수강판	1Cr18Ni9Ti, #20mm	2.5	t	16m'
16	ㄷ형강	강3, ㄷ 120*100*5mm	1	t	88m
17	ㄴ형강	강3, ㄴ 75*5mm	1.76	t	304m
18	ㄴ형강	강3, ㄴ 150*10mm	1.29	t	560m
19	인발강관	강3, Φ 62*6mm	0.53	t	64m
20	인발강관	강3, Φ 150*10mm	0.69	t	20m
21	인발강관	1Cr18Ni9Ti, Φ 30*3mm	0.6	t	304m
22	인발강관	1Cr18Ni9Ti, Φ 100*4mm	0.27	t	28m
23	용접봉	J422, Φ 4mm	1.04	t	
24	불수강용접봉	A022, Φ 4mm	0.64	t	
25	진공변(자동변)	D671F-16,P:1.6MPa,DN:30mm ,남경미월변유한공사(南京美悦阀门有限公司))제품임,구체적인 기술적특성과 사진자료요구	16	개	
26	진공변(자동변)	D671F-16,P:1.6MPa,DN:75mm ,남경미월변유한공사(南京美悦阀门有限公司))제품임,구체적인 기술적특성과 사진자료요구	32	개	
27	공기압축기	배기:1m' /분,압력0.9Mpa,3상,380V/50Hz,이동식,사진자료요구	7	대	
28	내산성펌프	2m ³ /h,양정높이10m, 전동기포함	8	대	
29	가정용물펌프	4m ³ /h,양정높이10m,압력0.1MPa 단상220V,전동기포함	7	대	
30	물려파기	4m ³ /h	8	대	
31	진공압력계	압력0.1MPa,사진자료요구	7	개	
32	고압호수	Φ 22*3*1400mm,압력:0.1MPa,(참고:강선이 있어야함,호수가 쭈그러들지 말아야 함 사진자료요구)	11.2	m	8개

33	고압호수	φ22*4*5000mm, 압력:0.1MPa , 고무관, 사진자료 요구	48	m	8개
34	고압호수	φ38*4*17400mm, 압력:0.1MPa, (참고:강선이 있어야함, 호수가 쭉그러들지 말아야 함, 사진자료 요구)	139.2	m	8개
35	고압호수	φ85*5*5000mm, 압력:0.1MPa, (참고:강선이 있어야함, 호수가 쭉그러들지 말아야 함, 사진자료 요구)	40	m	8개
36	고압호수	φ110*6*4500mm, 압력:0.1MPa, (참고:강선이 있어야함, 호수가 쭉그러들지 말아야 함, 사진자료 요구)	36	m	8개
37	조임띠	볼수강φ22	64	개	
38	조임띠	볼수강φ38	288	개	
39	조임띠	볼수강φ85	64	개	
40	조임띠	볼수강φ110	48	개	
41	웜감속기	웜감200-32-II	8	대	
42	원추로라베아 링	7315(d75,D160,B37,T40mm)	16	개	
43	원추로라베아 링	7312(d60,D130,B31,T33.5mm)	16	개	
44	볼트, 나트조	볼수강, M12*85mm, 용수자리쇠포함	120	조	
45	볼트	볼수강, M12*20mm, 용수자리쇠포함	120	개	

February 2021 :

No	품명	규격	수량	단위
1	저탄망간철	Mn≥75%, C≤0.5%, Si≤2%, P≤0.03%, 립도50mm	0.24	t
2	환강	45강, φ35mm	1.3	t
3	환강	45강, φ55mm	1.4	t
4	환강	45강, φ80mm	1.9	t
5	환강	45강, φ90mm	1.5	t
6	환강	45강, φ125mm	1.15	t
7	환강	45강, φ155mm	3	t
8	환강	45강, φ225mm	1.25	t
9	내열내산환강	1Cr18Ni9Ti, φ22mm	0.5	t
10	내열내산환강	1Cr18Ni9Ti, φ40mm	0.85	t
11	합금환강	65Mn, φ35mm	0.06	t
12	강판	강3, ≠.4mm	0.3	t
13	강판	강3, ≠.8mm	7.13	t
14	강판	강3, ≠.16mm	1.7	t
15	강판	강3, ≠19.5mm	3	t
16	내열내산강판	1Cr18Ni9Ti, ≠4mm	7.6	t
17	내열내산강판	1Cr18Ni9Ti, ≠5mm	2	t
18	내열내산강판	1Cr18Ni9Ti, ≠8mm	4.2	t
19	내열내산강판	1Cr18Ni9Ti, ≠10mm	0.8	t
20	구형강	강3, ≡120*100*120*5mm	1	t
21	산형강	강3, ≡75*75*5mm	1.7	t

22	산형강	강3, L 100*100*8mm	2.8	t
23	산형강	강3, L 140*140*10mm	5.7	t
24	인발관	강3, Φ 63*4mm	0.4	t
25	인발관	강3, Φ 150*10mm	0.5	t
26	내열내산인발관	1Cr18Ni9Ti, Φ 32*3mm	0.35	t
27	내열내산인발관	1Cr18Ni9Ti, Φ 108*4mm	0.16	t
28	사불화수지봉	Φ 220*5000mm	45	kg
29	용접봉	J422, Φ 4mm	0.8	t
30	불수강용접봉	A102, Φ 4mm	0.48	t
31	원추로라베아링	7315(d75,D160,B37,T40mm)	16	개
32	원추로라베아링	7312(d60,D130,B31,T33.5mm)	16	개
33	웜감속기	NMRV200-4-32, AB형, 60Hz (전동기포함, 축간거리200mm, 전동기출력4kW, 감속비32) (참고: 축간거리200, 감속비 32, AB형이 기준요구임)	8	대
34	자동발브	D671F-16, P:1.6MPa, DN:40 mm, 매질:공기, 매질:공기(공기에 의하여 열리고 닫겨야 함)	16	개
35	자동발브	D671F-16, P:1.6MPa, DN:80mm, 매질:공기(공기에 의하여 열리고 닫겨야 함)	32	개
36	고압호스	Φ 22*3*1400mm, 압력:0.1MPa, (강선이 있는 투명비닐관으로써 흡입시 쭈그러들지말것)	8	개
37	고압호스	Φ 22*4.5*6000mm, 압력:0.1MPa, 고무관	8	개
38	고압호스	Φ 38*4*17400mm, 압력:0.1MPa, (강선이 있는 투명비닐관으로써 흡입시 쭈그러들지말것)	8	개
39	고압호스	Φ 85*5*5000mm, 압력:0.1MPa, (강선이 있는 투명비닐관으로써 흡입시 쭈그러 들지말것)	8	개
40	고압호스	Φ 110*6*4500mm, 압력:0.1MPa, (강선이 있는 투명비닐관으로써 흡입시 쭈그러 들지말것)	8	개
41	내산펌프	耐酸的, 2m³/h, 양정높이5m, 전동기포함, 내산성(매질이 초산 또는 질산)	8	대
42	물펌프	4m³/h, 양정높이10m, 압력0.1MPa 단상220V, 전동기포함	8	대
43	물려과기	4m³/h, Φ 100*500mm정도 임, 물펌프에서 려과된 물이 음료수정도이어야 함.	8	대
44	공기압축기	배기량:0.9m³/min, 압력0.9Mpa, 3상, 380V/50Hz, 이동식	8	대
45	유면계	Φ 20*3-380mm, 유기유리	8	개

46	인장계	압력0.1MPa	8	개
47	관조임띠	불수강 Φ22	64	개
48	관조임띠	불수강 Φ38	384	개
49	관조임띠	불수강 Φ85	64	개
50	관조임띠	불수강 Φ110	48	개
51	볼트, 나트조	불수강, M12*85mm, 용수자리쇠포함	960	조
52	볼트	불수강, M12*20mm, 용수자리쇠포함	960	개
53	규소강판	50w470, 두께0.5mm, 너비1200mm, 무방향성, 전동기생산용	3.5	t
54	케블지	두께0.08mm*C, 전동기생산용	0.35	t
55	케블지	두께0.05mm*C, 전동기생산용	0.28	t
56	폴리에스테르박막	두께 0.05mm,	0.3	t
57	볼베아링	6314(d70mm, D150mm, B35mm)	8	개
58	원통로라베아링	N314(d70mm, D150mm, B35mm, 분리형)	8	개
59	알루미늄괴	99.6%	0.2	t

March 2021 :

No	품명	규격	수량	단위	단가	금액
1	저탄망간철	Mn≥75%, C≤0.5%, Si≤2%, P≤0.03%, 열도50mm	0.24	t		
2	환강	45강, Φ35mm	1.3	t		
3	환강	45강, Φ55mm	1.4	t		
4	환강	45강, Φ80mm	1.9	t		
5	환강	45강, Φ90mm	1.5	t		
6	환강	45강, Φ125mm	1.15	t		
7	환강	45강, Φ155mm	3	t		
8	환강	45강, Φ225mm	1.25	t		
9	내열내산환강	1Cr18Ni9Ti, Φ22mm	0.5	t		
10	내열내산환강	1Cr18Ni9Ti, Φ40mm	0.85	t		
11	합금환강	65Mn, Φ35mm	0.06	t		
12	강판	강3, ≠.4mm	0.3	t		
13	강판	강3, ≠.8mm	7.13	t		
14	강판	강3, ≠.16mm	1.7	t		
15	강판	강3, ≠19.5mm	3	t		
16	내열내산강판	1Cr18Ni9Ti, ≠4mm	7.6	t		
17	내열내산강판	1Cr18Ni9Ti, ≠5mm	2	t		
18	내열내산강판	1Cr18Ni9Ti, ≠8mm	4.2	t		
19	내열내산강판	1Cr18Ni9Ti, ≠10mm	0.8	t		
20	구형강	강3, □120*100*120*5mm	1	t		
21	산형강	강3, L75*75*5mm	1.7	t		
22	산형강	강3, L100*100*8mm	2.8	t		
23	산형강	강3, L140*140*10mm	5.7	t		
24	인발판	강3, Φ63*4mm	0.4	t		
25	인발판	강3, Φ150*10mm	0.5	t		
26	내열내산인발판	1Cr18Ni9Ti, Φ32*3mm	0.35	t		
27	내열내산인발판	1Cr18Ni9Ti, Φ108*4mm	0.16	t		

28	이동식수차	Φ220*3000mm	45	kg		
29	용접봉	J422, Φ4mm	0.8	t		
30	불수강용접봉	A102, Φ4mm	0.48	t		
31	원추로라베어링	7315(d75,D160,B37,T40mm)	16	개		
32	원추로라베어링	7312(d60,D130,B31,T33.5mm)	16	개		
33	웜감속기	NMRV200-4-32, AB형, 60Hz (전동기포함, 축간거리200mm, 전동기출력4kW, 감속비32) (참고: 축간거리200, 감속비 32, AB형이 기준요구임)	8	대		
34	자동발브	P:1.6MPa, DN:40mm,	16	개		
35	자동발브	P:1.6MPa, DN:80mm,	32	개		
34-1	자동발브	P:1.6MPa, DN:40mm,	16	개		
35-2	자동발브	P:1.6MPa, DN:80mm,	32	개		
36	고압호스	Φ22*3*1400mm, 압력:0.1MPa, (강선이 있는 투명비닐관으로써 흡입시 쭈그러들지말것)	8	개		
37	고압호스	외경Φ22, 내경Φ13*두께4.5*6000mm, 압력:0.1MPa, 고무관	8	개		
38	고압호스	Φ38*4*17400mm, 압력:0.1MPa, (강선이 있는 투명비닐관으로써 흡입시 쭈그러들지말것)	8	개		
39	고압호스	Φ85*5*5000mm, 압력:0.1MPa, (강선이 있는 투명비닐관으로써 흡입시 쭈그러 들지말것)	8	개		
40	고압호스	Φ110*6*4500mm, 압력:0.1MPa, (강선이 있는 투명비닐관으로써 흡입시 쭈그러 들지말것)	8	개		
41	내산펌프	耐酸的, 2m³/h, 양정높이5m, 전동기포함, 내산성(매질이 초산 또는 질산)	8	대		
42	물펌프	4m³/h, 양정높이10m, 압력0.1MPa 단상220V, 전동기포함	8	대		
43	물리과기	4m³/h, Φ100*500mm정도 임, 물펌프에서 려과된 물이 음료수정도이어야 함.	8	대		
44	공기압축기	배기량:0.9m³/min, 압력0.9Mpa, 3상, 380V/50Hz, 이동식	8	대		
45	유면계	Φ20*3-380mm, 유기유리	8	개		
46	진공계	압력0.1MPa	8	개		
46-1	진공계耐震压力	압력0.1MPa	8	개		
47	관조임피	불수강 Φ22	64	개		
48	관조임피	불수강 Φ38	384	개		
49	관조임피	불수강 Φ85	64	개		
50	관조임피	불수강 Φ110	48	개		
51	볼트, 나트조	불수강, M12*85mm, 용수자리쇠포함	960	조		
52	볼트	불수강, M12*20mm, 용수자리쇠포함	960	개		
53	규소강판	50w470, 두께0.5mm, 너비1200mm , 무방향성, 전동기생산용	3.5	t		
54	케블지	두께0.08mm*C, 전동기생산용	0.35	t		
		두께0.05mm*C, 전동기생산용	0.28	t		

57	볼베어링	6314(d70mm,D150mm,B35mm)	0.3	t	
58	원통로라베어링	N314(d70mm,D150mm,B35mm, 분리형)	8	개	
59	알루미늄괴	99.6%	0.2	t	

April 2021 :

번호	품명	규격	수량	단위	단가
1	저탄망간철	Mn≥75%,C≤0.5%,Si≤2%, P≤0.03%,립도50mm,GB/T 3795-1996	0.24	t	2160
2	환강	45강,Φ35mm,GB/T699-1999	1.3	t	1185
3	환강	45강, Φ55mm	1.4	t	910
4	환강	45강, Φ80mm	1.9	t	1230
5	환강	45강, Φ90mm	1.5	t	955
6	환강	45강, Φ125mm	1.15	t	955
7	환강	45강, Φ155mm	3	t	1275
8	환강	45강, Φ225mm	1.25	t	1320
9	내열내산환강	1Cr18Ni9Ti,Φ22mm,SUS304	0.5	t	3165
10	내열내산환강	1Cr18Ni9Ti,Φ40mm,SUS304	0.85	t	3125
11	합금환강	65Mn,Φ6mm,GB/T 13304	0.07	t	1215
12	강판	강3,≠.4mm,Q235	0.3	t	1165
13	강판	강3,≠.8mm,Q235	7.13	t	1165
14	강판	강3,≠.16mm,Q235	1.7	t	1150
15	강판	강3,≠19.5mm,Q235	3	t	1150
16	내열내산강판	1Cr18Ni9Ti,≠4mm,SUS304	7.6	t	3110
17	내열내산강판	1Cr18Ni9Ti,≠5mm,SUS304	2	t	3110
18	내열내산강판	1Cr18Ni9Ti,≠8mm,SUS304	4.2	t	3110
19	내열내산강판	1Cr18Ni9Ti,≠10mm,SUS304	0.8	t	3110
20	구형강	강3,≡120*100*120*5mm,Q235	1	t	1150
21	산형강	강3,≡75*75*5mm,Q235	1.7	t	1110
22	산형강	강3,≡100*100*8mm,Q235	2.8	t	1110
23	산형강	강3,≡140*140*10mm,Q235	5.7	t	1135
24	인발관	강3,Φ33*4mm,Q235	0.4	t	1230
25	인발관	강3,Φ150*10mm,Q235	0.5	t	1210
26	내열내산인발관	1Cr18Ni9Ti,Φ32*3mm,SUS304	0.5	t	3325
27	내열내산인발관	1Cr18Ni9Ti,Φ108*4mm,SUS304	0.16	t	3265
28	사불화수지봉	Φ220*5000mm	0.045	t	
29	용접봉	J422,Φ4mm	0.8	t	1160
30	볼수강용접봉	A102, Φ4mm	0.48	t	3375
31	원추로라베어링	7315(d75,D160,B37,T40mm), 30315	16	개	23
32	원추로라베어링	7312(d60,D130,B31,T33.5mm), 30312	16	개	10
33	감속기 (전동기 포함)	NMRV-40-AB-B8-4KW-B3, 감속비 32,전동기4KW 포함	8	대	450

34	자동발브	Q641F-16P, P:1.6MPa, DN:40mm, 공기기동식	16	개	210
35	자동발브	Q641F-16P, P:1.6MPa, DN:80mm, 공기기동식	32	개	336
36	고압호스	φ22*3*1400mm, 압력:0.1MPa, (강선이 있는 투명비닐관으로써 흡입시 쭈그러들지말것)	8	개	1.3
37	고압호스	외경φ22, 내경φ13*두께 4.5*6000mm, 압력:0.1MPa, 고무관	8	개	1.08
38	고압호스	φ38*4*17400mm, 압력:0.1MPa, (강선이 있는 투명비닐관으로써 흡입시 쭈그러들지말것)	8	개	6.6
39	고압호스	φ85*5*5000mm, 압력:0.1MPa, (강선이 있는 투명비닐관으로써 흡입시 쭈그러들지말것)	8	개	15.3
40	고압호스	φ110*6*4500mm, 압력:0.1MPa, (강선이 있는 투명비닐관으로써 흡입시 쭈그러들지말것)	8	개	21.3
41	내산펌프 (전동기포함)	FS32X25-11, 4m ³ / h, 양정높이11m, 전동기0.75kw포함, 내산성 (매질이 초산 또는 질산)	8	대	195
42	물펌프(전동기포함)	SL-1100C, 4m ³ /h, 양정높이10m, 압력0.1MPa 단상220V, 전동기 1.1kw포함, DN:40	8	대	250
43	물려과기	SLY-10P 4m ³ /h, 물펌프에서 려과된 물이 음료수정도이어야 함. DN:40	8	대	350
44	공기압축기	W-0.9/16, 배기량:0.9m ³ /min, 압력0.9MPa, 3상, 380V/50Hz, 이 동식	8	대	1224
45	유면계	YWZ-350T, φ20*3-380mm, 유기유리 φ20*3-길이380mm	8	개	10
46	진공계	Y-100, 압력0.1MPa	8	개	5
47	관조임피	불수강φ22	64	개	0.05
48	관조임피	불수강φ38	384	개	0.08
49	관조임피	불수강φ85	64	개	0.15
50	관조임피	불수강φ110	48	개	0.2
51	볼트, 나트조	SUS304, M12*85mm, 용수자리쇠포함	960	조	0.51
52	볼트	SUS304, M12*20mm, 용수자리쇠포함	960	개	0.123
53	규소강판	50w470, 두께0.5mm, 너비1200mm, 무방향성, 전동기생산용	3.5	t	1715
54	케블지	두께0.08mm*C, 전동기생산용	0.35	t	2200

55	케블지	두께 0.05mm, C, 전동기생산용	0.28	t	2200
56	폴리에스테르박막	두께 0.05mm, 자호없음	0.3	t	3300
57	볼베어링	6314(d70mm,D150mm,B35mm)	8	개	8
58	원통로라베어링	N314(d70mm,D150mm, B35mm, 분리형)	8	개	15
59	알루미늄괴	99.6%, GB/T1196-93	0.2	t	3250

Source: Member State

Annex 28a: Hai Zhou 168 (fka Smooth Sea 28)

The *Hai Zhou 168*, formerly known as *Smooth Sea 28* (IMO: 8514045), was docked at a port area in Thailand from December 2016 to September 2018, based on data from a specialised maritime AI platform. During this time, the vessel underwent heavy modification work to its deck and superstructure (see figure annex 28a-1). This was likely in preparation for its transition to becoming the *Smooth Sea 22* (IMO: 9870991), a fraudulent vessel identity.

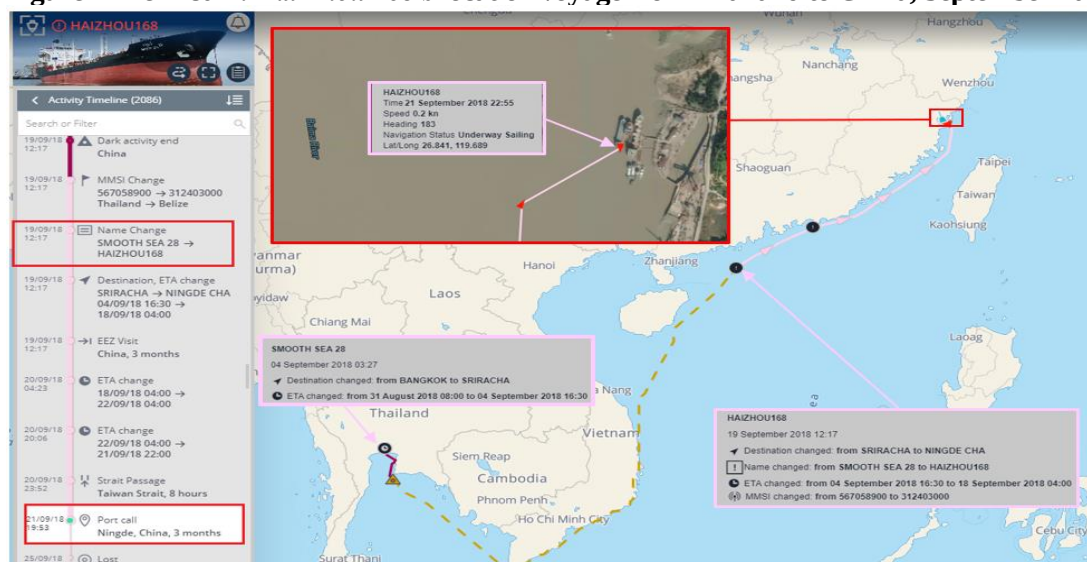
Figure Annex 28a-1: Smooth Sea 28 undergoing heavy modification work from 2017 to 2019



Source: Google Earth Pro, annotated by the Panel

In August 2018, the vessel changed its name from *Smooth Sea 28* to *Hai Zhou 168* after coming under new ownership. Shortly afterwards, in September 2018, the vessel departed Thailand for a shipyard in Ningde in Fu'an, China (see figure annex 28a-2). This was the same shipyard the *Mouson 328* (IMO: 9021198) was located before it took on the new fraudulent identity of the Dominica-flagged *Cherry 19*.

Figure Annex 28a-2: *Hai Zhou 168*'s location voyage from Thailand to China, September 2019



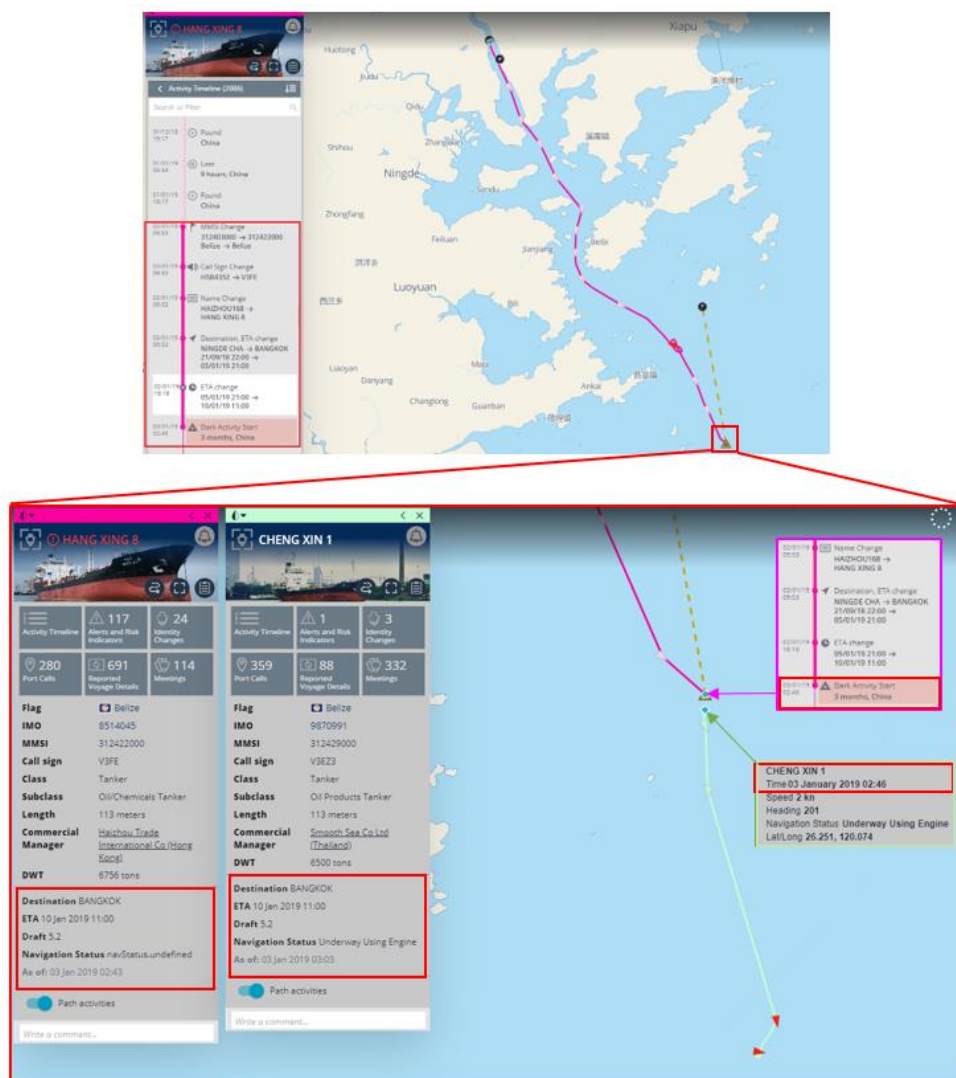
Source: Windward, annotated by the Panel

*Coordinates of vessel in inset satellite imagery: 26° 50' 27.6" 119° 41' 20.3994"

The vessel was given a new identity and IMO number as *Smooth Sea 22* (IMO: 9870991) when it sailed back to Thailand, and where it has since sailed a domestic route.

On 2 January 2019, after over three months at the shipyard in Ningde, *Hai Zhou 168* changed its identifiers to *Hang Xin 8* as it sailed out of the Baima river where it was moored. *Hang Xin 8* appeared to update its vessel profile to the ‘newly built’ Belize-flagged *Cheng Xin 1* (IMO: 9870991) / *Smooth Sea 22* soon after departing the shipyard in Ningde, marking its changeover to a new vessel (see figure annex 28a-3).

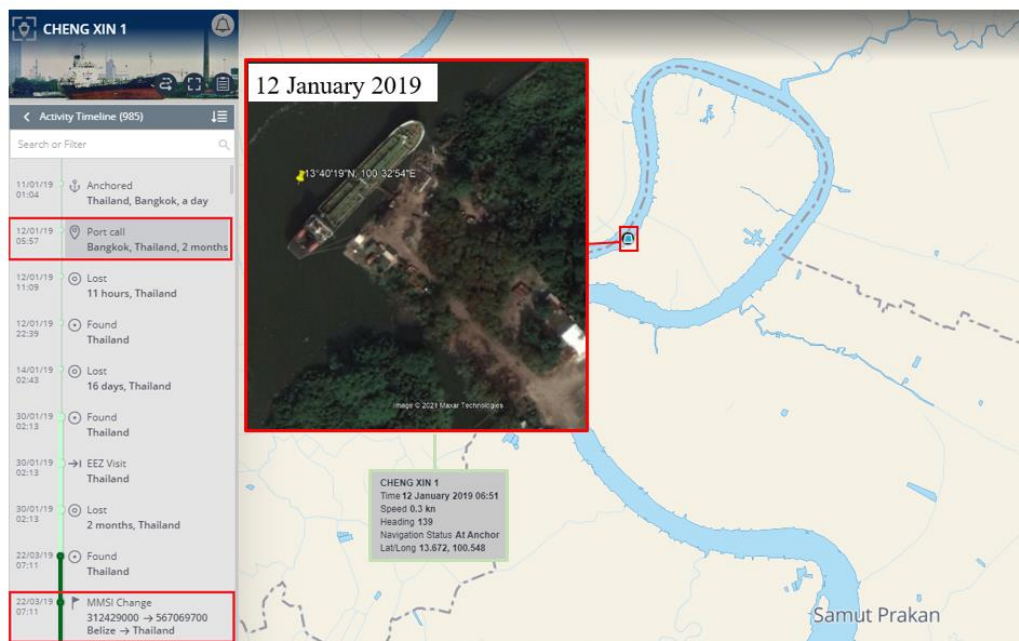
Figure Annex 28a-3: January 2019 - *Hai Zhou 168* changed out its identifiers to become the ‘newly built’ *Cheng Xin 1*



Source: Windward, annotated by the Panel

By 12 January 2019, the *Cheng Xin 1* aka *Smooth Sea 22* berthed at the same dock the *Hai Zhou 168* was berthed in February 2018, Bangkok, before it sailed towards Ningde, China (see figure annex 28a-4).

Figure Annex 28a-4: *Smooth Sea 22* back in Bangkok, Thailand



Source: Windward, Google Earth, annotated by the Panel

The vessel laundering created an empty AIS identity slot which was subsequently filled occasionally by the *Subblic* (IMO 8126082), based on high resolution satellite imagery. The *Subblic* has been recommended by the Panel for designation for delivering unreported refined petroleum to the DPRK since 2019.

The *Subblic* is known to have used the *Hai Zhou 168's* AIS profile when the *Hai Zhou 168* recorded extended gaps in its AIS transmissions on all but two occasions of the *Subblic's* recorded dates of delivery.

A number of similarities arise when comparing with the Panel's previous investigations into *Mouson 328*. Both the *Mouson 328* and *Hai Zhou 168* were previously owned by the same entity, Smooth Sea Co., Ltd, sailing respectively as *Smooth Sea 29* and *Smooth Sea 28*. In both cases, the same shipyards in Thailand and in China appeared to have been used in the vessel identity

launder process. Both the *Mouson 328* and *Hai Zhou 168* took on a different identity after departing the Ningde shipyard. Maritime records indicated that the vessel *Smooth Sea 22* was recorded launched at Fujian Yihe Shipbuilding Industry Co., Ltd. This was the same shipyard that had reportedly carried out repair and maintenance work on *Rui Hong 916* (IMO: 9058866), following the vessel's acquisition from the Hong Kong incorporated Ruis (HK) Marine Co., Limited in January 2019. The Panel has recommended *Rui Hong 916* (IMO: 9058866) for designation to have conducted a ship-to-ship transfer with the DPRK vessel *Kum Un San* (IMO: 8720436) on 28 May 2019. The Panel is verifying additional information it has received concerning the sale of the *Rui Hong 916*.

Panel investigations indicated that both *Hai Zhou 168* and *Smooth Sea 22* were owned and managed by the Hong Kong-registered Cheng Xin Shipping Co. Ltd (hereafter "Cheng Xin Shipping") from January to March 2019. *Smooth Sea 22* is currently owned and managed by the Thailand-registered. Smooth Sea Co., Ltd, also the former owner and manager of *Hai Zhou 168* when it sailed as *Smooth Sea 28*.

The Panel is awaiting Thailand's response to its enquiries.

Cheng Xin Shipping has yet to respond to the Panel's enquiries.

China responded:

1. Vessels

(1) OC.73, OC.160

On *Diamond 8* transmitting as *Changshun 8*, according to China's investigation, the flag state of *Diamond 8* is Mongolia, while *Changshun 8* is a Honduras vessel previously named as *Honduras/Bonvoy 6*. These two vessels are of different types, therefore it's difficult for them to transmit as each other. Since 2020, neither of the two vessels has entered Chinese ports.

On *Subblic* transmitting as *Hai Zhou 168*, according to China's investigation, neither of the two vessels has entered Chinese ports since 2020.

Source: The Panel

Annex 28b: Note verbale from the Permanent Mission of the Kingdom of Thailand

No. 56101/104



The Permanent Mission of Thailand to the United Nations presents its compliments to the Panel of Experts established pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009) and, with reference to the Coordinator's Letter No. S/AC.49/2020/PE/OC.320 dated 10 November 2020, requesting information related to the Panel's investigation on suspected sanctions evasion involving the vessel "Mouson 328", has the honour to transmit the said information herewith for the latter's kind perusal.

The Permanent Mission of Thailand to the United Nations avails itself of this opportunity to renew to the Panel of Experts established pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009), the assurance of its highest consideration.

Permanent Mission of Thailand
to the United Nations, New York
18 February B.E. 2564 (2021)



Panel of Experts established pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009),
NEW YORK.

Attachment

**Information requested by
the Panel of Experts established pursuant to UNSC resolution 1874 (2009)
as per the Panel of Experts' Note No. S/AC.49/2020/PE/OC.320
dated 10 November 2020**

The Royal Thai Government investigated the activities involving the vessel(s) *Mouson 328* and *Smooth Sea 29* or *Cherry 19* and wishes to inform the Panel of Experts (POE) as follows:

1. Registry of the *Mouson 328*

There is insufficient evidence to confirm the connection of the vessel *Mouson 328* to either *Cherry 19* or *Smooth Sea 29*, both in terms of IMO numbers or registry.

2. Information on Flag Registry *Smooth Sea 29* is an oil tanker, registered as a Thai vessel with the registry number 630001113 and IMO number 9896945. *Smooth Sea 29* was formerly registered as *Cherry 19* under the Dominica's registry. Further investigation found that the Certificate of Deletion of *Cherry 19* submitted upon its registration to the Thai authorities is suspected to be forged. Presently, the Thai authorities are reexamining the registry of *Smooth Sea 29* with the possibility to revoke its registration.

3. Location of *Smooth Sea 29* from November 2019 to present

Cherry 19 departed Ningde Port, Fujian, China and arrived at Wangchao Port, Bangkok, Thailand on 28 November 2019. On 24 June 2020, *Cherry 19* was registered as a Thai vessel under the name *Smooth Sea 29*. After the registration, on 30 June 2020, *Smooth Sea 29* departed Wangchao Port, Bangkok, and arrived at Samut Songkhram Port, Samut Songkhram Province on 2 July 2020. On 26 November 2020, the vessel departed Samut Songkhram Port and arrived at Chonburi Port, Chonburi Province, on 27 November 2020. The vessel has since then been anchored at Ao Udom Port, Chonburi Province and has submitted the notice on non-usage of vessel to the Thai Marine Department on 21 December 2020.

4. Lost AIS Signal of *Cherry 19* and *Smooth Sea 29*

4.1 From November 2019 - June 2020, *Cherry 19* was docked at Wangchao Port, Bangkok for repair and maintenance at Whanchao Shipyard Co., Ltd. The vessel therefore had been anchored at the Wangchao Port on Chao Phraya River for 7 months.

4.2 From July - October 2020, *Smooth Sea 29* was docked at Ruammitr Dockyard Co., Ltd.'s Port for additional maintenance. During this period, the vessel's engines and electric generators were turned off, causing the lost of AIS signal. Later in October 2020, Brilliant Performance Co., Ltd. was hired to repair the AIS signal system.

4.3 From November 2019 - October 2020 *Cherry 19* or *Smooth Sea 29* has not been used for any shipments.

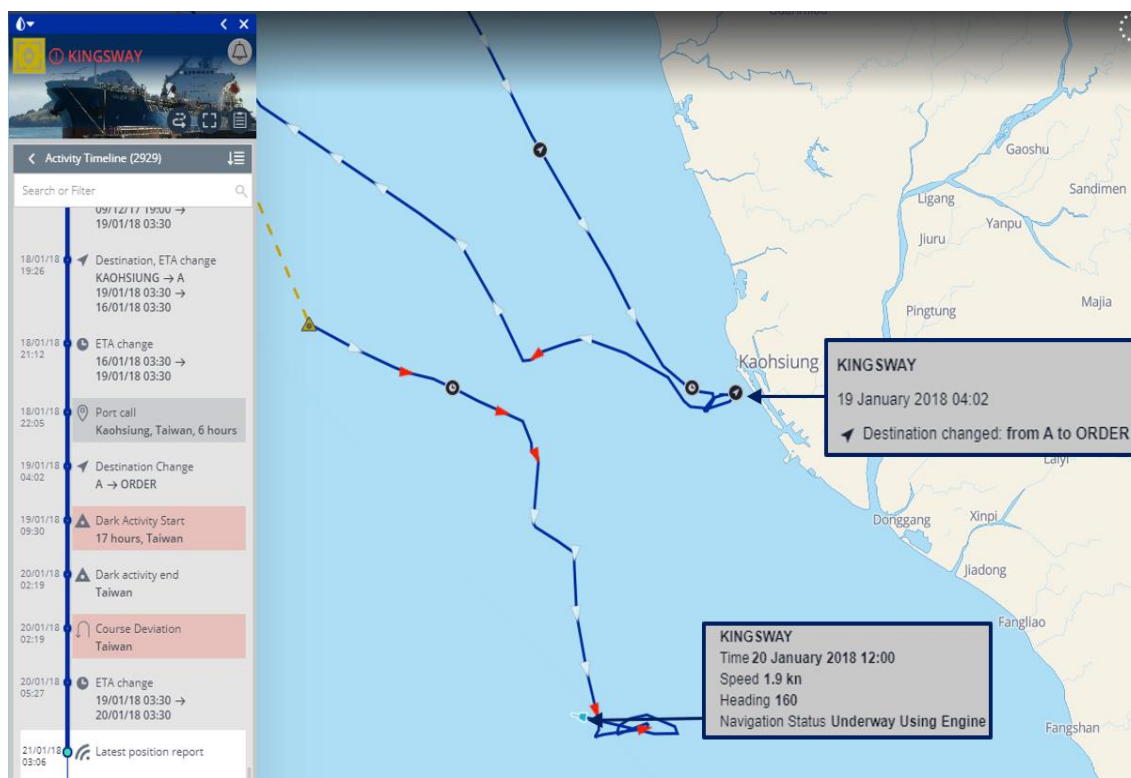
* * * * *

Source: Member State

Annex 29a: *Billions No.18 (aka Kingsway)*

The *Billions No.18* (IMO: 9191773) was designated on 28 December 2017 for having conducted a ship-to-ship transfer of refined petroleum with the DPRK tanker *Rye Song Gang 1* (IMO: 7389704) in October 2017. The Panel had reported that the owner and sole shareholder of *Billions No.18*, (the late) Chen Shih-Hsien, had also sought to supply marine diesel together from other tankers to DPRK tankers¹¹. A month later in January 2018, *Billions No.18* re-transmitted briefly as *Kingsway* under the same IMO number (IMO: 9191773) before its AIS transmission disappeared (see figure annex 29a-1). The vessel was listed as de-registered from the Mongolia ship registry in June 2021.

Figure Annex 29a-1: *Billions No.18* briefly transmitting as *Kingsway* following designation, January 2018



Source: Windward, annotated by the Panel

¹¹ Chen was reported to be the owner of *Billions No.18* and two other tankers that were contracted to supply an additional 95,000 metric tons of fuel over the course of nine shipments to the same entity that purchased the fuel supplied to the *Rye Song Gang 1*. S/2018/171.

Following its designation, the vessel swapped into a new fraudulent identity as the Mongolia-flagged *Apex* (IMO: 8528864). The Panel obtained evidence of an identity laundering operating in which the entities behind *Kingsway* likely submitted fraudulent IMO number application documentation, modified its physical appearance, and tampered with its AIS transmission in order to disguise *Kingsway* as the *Apex*.

Panel investigations indicated that the vessel's laundering process likely began when the *Apex*'s IMO number was created when the vessel changed ownership from the Chinese registered Taizhou Zhesheng Shipping Co Ltd to the Belize-incorporated Better Smart Ltd in mid-2018. The vessel also changed its registry and name from the China-flagged *Zhe Sheng 26* to Mongolia-flagged *Uni Wealth*.

Panel analysis of various photographs of the *Uni Wealth* and *Zhe Sheng 26* taken from online shipping websites show two vessels with very different structures that confirms that the *Uni Wealth* is not the same vessel as *Zhe Sheng 26* as claimed. *Uni Wealth* was therefore a fraudulent identity used as a cover for the *Kingsway*. In late 2018, *Uni Wealth*, still owned and operated by Better Smart Ltd, was re-named *Apex* at Keelung port area (see figures annex 29a-2 and 29a-3).

The Panel wrote to Taizhou Zhesheng Shipping Co Ltd, inter alia, seeking documentation on the vessel's sale. The Panel has yet to receive a response from the company.

Figure Annex 29a-2: Apex voyage route and identifiers, July to November 2018

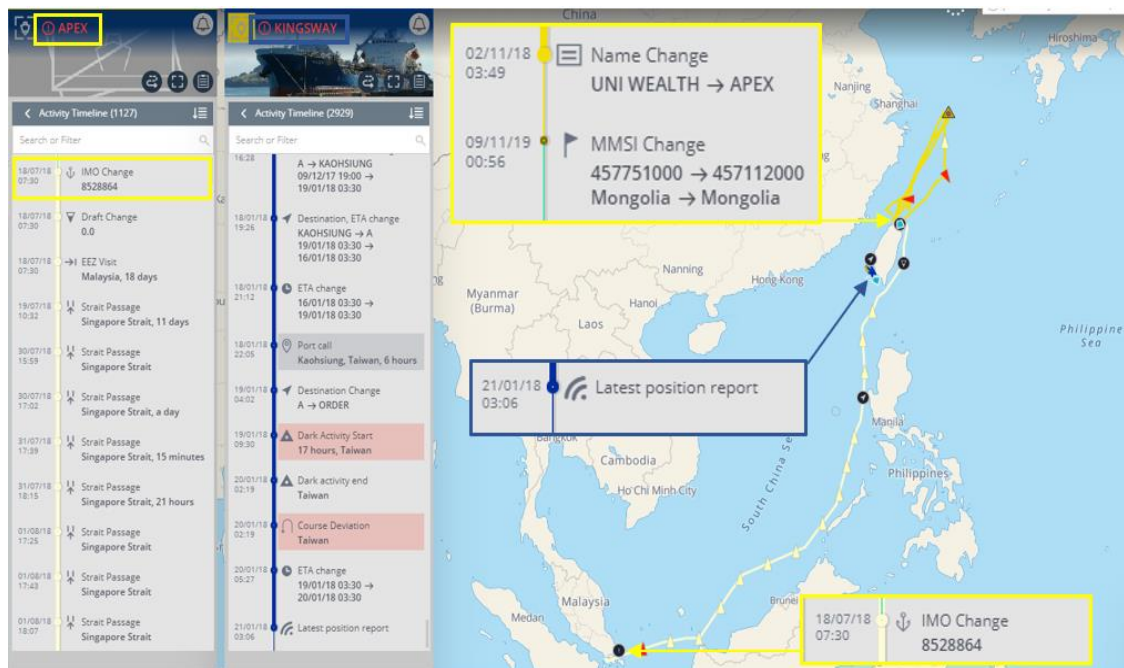
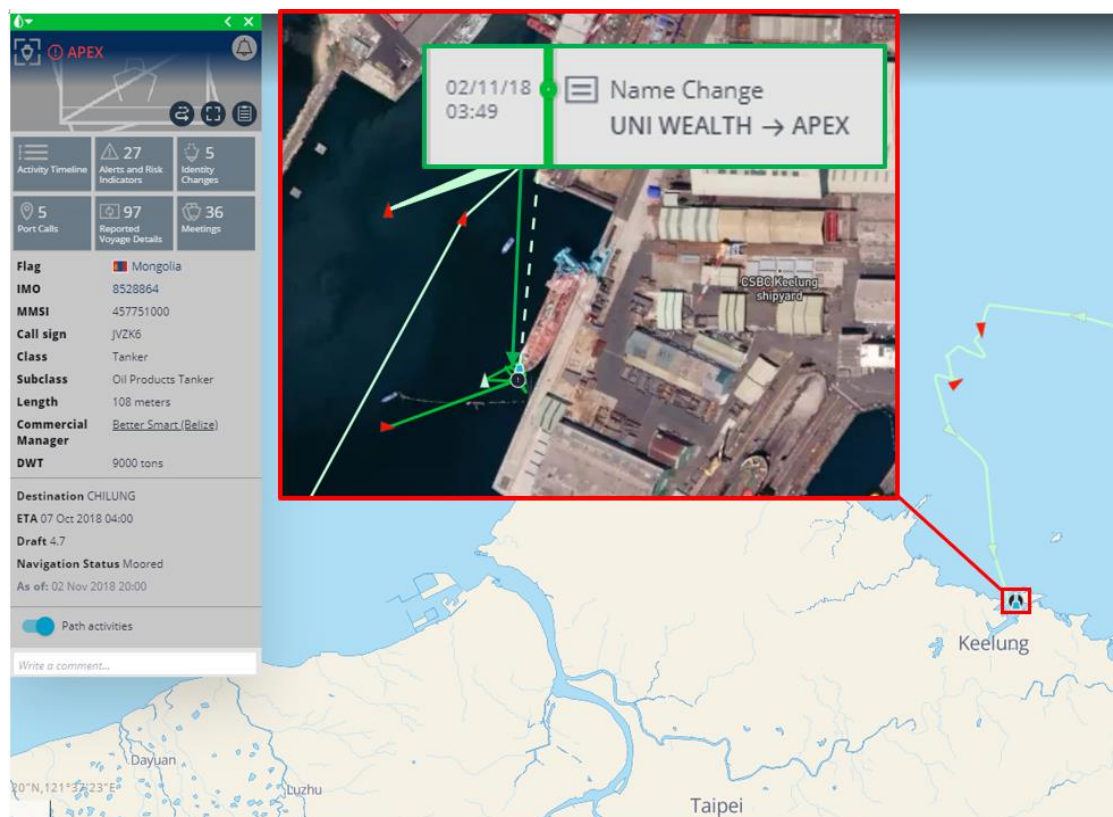


Figure Annex 29a-3: Change of vessel from *Uni Wealth* to *Apex*, 2 November 2018



Source: Windward, annotated by the Panel

Between 2019 to 2021, *Apex* conducted voyages in the East China Sea and South China Sea. While in waters near the Singapore Strait on 9 November 2019, the vessel transmitted a name change to *Shun Fa*. While maritime databases showed *Apex* transmitting the name *Shun Fa* in November 2019, official records¹² continued to register the vessel sailing as *Apex*. Maritime tracking databases show the *Shun Fa* sailed between the East China Sea and South China Sea between November 2019 till end of 2020 without recording any port calls. The vessel exhibited suspicious behavior with periods of unaccounted dropped AIS transmissions and loitering in mid-sea locations for several days. These signatures indicate that *Shun Fa* had likely conducted ship-to-ship activities with other vessels. Online photographs of the vessel taken in January 2021 show *Shun Fa* painted on the vessel's stern.

Better Smart Ltd, a company incorporated in Belize¹³ with a domiciled business address at Kaohsiung, is the entity that owned and operated *Apex* since mid-2018 when the vessel was sailing as the Mongolia-flagged *Uni Wealth*. The sole Director of Better Smart Ltd is Mr Chen Chao-Jung¹⁴. Information the Panel has reviewed indicates the vessel was likely laundered in mid-2018.

A Malaysia registered entity, Yong An Shipping Sdn Bhd (hereafter “Yong An Shipping”) , provided, *inter alia*, corporate registry services to Better Smart Ltd / Mr. Chen. The Panel wrote to Yong An Shipping seeking relevant information and documentation on the ship as well as services rendered to Mr. Chen, as well as the latter's contact information.

Mongolia responded with information and documentation concerning the *Shun Fa (aka Apex)* showing the vessel had changed ownership a few times, with such ownership changes not updated on maritime databases (see also annexes 29b and 29c).

Yong An Shipping has yet to respond to the Panel's enquiries.

Mr. Chen has yet to respond to the Panel's enquiries.

Belize has yet to respond to the Panel's enquiries.

Source: The Panel

¹² IMO website.

¹³ Better Smart Ltd is currently listed as inactive based on information from Belize Corporate registry.

¹⁴ IHS Markit.

Annex 29b: Extract of *Shun Fa*'s registration application form showing vessel ownership



MONGOLIA
MONGOLIA MARITIME ADMINISTRATION

Application to Register a Ship
(Form M1)

Chapter 3 of the Regulations for Registration of ship 2003

Mongolia Ship Registry Pte Ltd
133 New Bridge Road
#16-02 Chinatown Point
Tel: (65) 6226 0125
Fax: (65) 6226 0305
Email:
operation@mngship.org
Web site: www.mngship.org

A. SHIP'S PARTICULARS

Ship Name (for registration) SHUN FA	Type of Ship OIL TANKER	Year Built 1998	Keel Laid 1998
Place / Country Built CHINA	IMO Number of Ship 8528864	Gross Tonnage 5830	National Gross Tonnage N/A
Net Tonnage 2750	National Net Tonnage N/A	Deadweight -	Hull Material (steel, etc) STEEL
Length of Ship (Metres) ^a LOA 168.20 ITC-69	Breadth (Metres) 18.80	Moulded Depth (Metres) 10.50	Moulded Draught (Metres)
Builder's Name ZHEJIANG HONGGUAN SHIPBUILDING CO LTD, CHINA			Previous Registry MONGOLIA
Previous Owner NEW EAST INVESTMENT INC			Ship Name (in Previous Registry) AFEX

B. SHIP VOYAGE INFORMATION

Sea Area A1 + A2 + A3	Trading Area UNLIMITED
For special registration, please fill in the following information.	
Voyage Limitations	
Port of Departure	Port of Arrival
Estimate Date of Departure	Estimate Date of Arrival

C. OWNER'S PARTICULARS

Name JOY WEALTHY TRADING LIMITED	IMO Number of Owner
	Name of Person in Charge EDISON
Address ROOM 65, LEVEL 12, LANDMARK NORTH, 39 LUNG SUM AVENUE, SHEUNG SHUI, HONG KONG	Telephone
	Facsimile
	E-mail

^a Length of ship (LOA) – Overall length of the ship.
Length of ship (ITC-69) – Length of the ship as defined under International Tonnage Convention

Source: Member State

Annex 30a: *Diamond 8*'s (IMO: 9132612) fraudulent transmissions

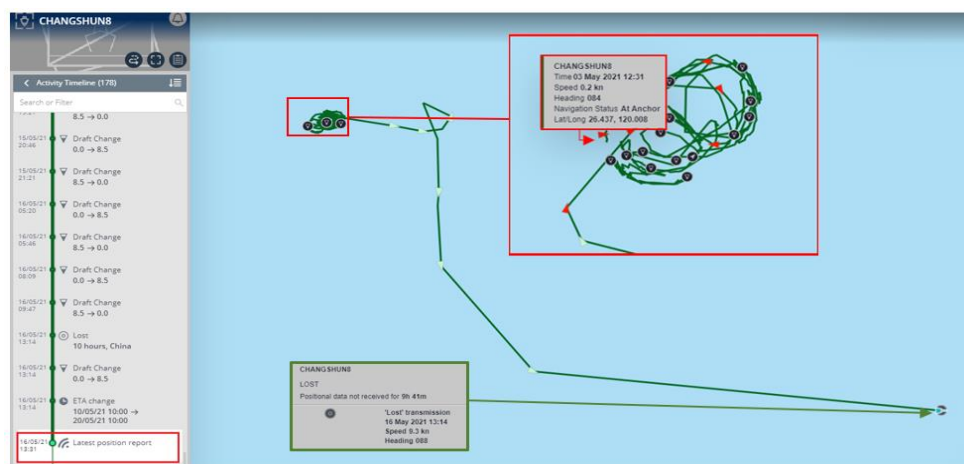
Satellite imagery obtained by the Panel showed *Diamond 8* in the Ningde anchorage area on 30 April 2021 (UTC) broadcasting as *Chang Shun 8* on a Mongolia-associated MMSI number: 457222000, where the vessel remained in those waters at least into May 2021 (see figure annex 30a-1 and 30a-2).

Figure Annex 30a-1: Satellite Imagery of the *Diamond 8* (IMO: 9132612) as the ‘*Chang Shun 8*’ near Ningde, China, on 30 April 2021 (UTC)



Source: Member State

Figure Annex 30a-2: A specialized maritime AI platform display showing the location of the *Diamond 8* transmitting as *Chang Shun 8* (MMSI: 457222000), May 2021



Source: Windward, Annotation: The Panel

Annex 30b: Note verbal from Mongolia on *Chang Shun 8*



MONGOLIA

PERMANENT MISSION TO THE UNITED NATIONS

6 East 77th Street, New York, N.Y. 10075
Tel: (212) 861-9460, Fax: (212) 861-9464

NUB/33/2021

The Permanent Mission of Mongolia to the United Nations presents its compliments to the Panel of Experts established pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009) and has the honour to transmit information on vessel CHANGSHUN 8 (MMSI:457222000).

The vessel CHANGSHUN 8 was registered to the Mongolian Maritime Administration on 04 September 2020 and excluded from the registration on 24 December 2020 by the reason of possible violation of the relevant resolution of UNSC.

During its registration period CHANGSHUN 8 was using communication number MMSI 457 222 000.

The Permanent Mission of Mongolia avails itself of this opportunity to renew to the Panel of Experts established pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009) the assurances of its highest consideration.

Necessary documentations are enclosed herewith.



United Nations Security Council
Panel of Experts established pursuant to the resolution 1874 (2009)
New York

Annex 31: Bonvoy 3 (aka Fu Shun 3)

		MONGOLIA MONGOLIA MARITIME ADMINISTRATION	
PROVISIONAL CERTIFICATE OF REGISTRY Issued under the provisions of Chapter 3 of the Regulations for Registration of Ships 2003			
Official Number 49112088	Call Sign JVPK7	IMO Ship Number 8714085	
Name of Vessel FU SHUN 3			
Name and Address of Owner LU CHANG SHIPPING (HK) CO.,LTD Shop F28 1/F, Cathay Pacific 88 Malls, No.25 Wanchai Rd, Wanchai, Hong Kong.		IMO Registered Owner Number 6177286	Shares (%) 100
Description of Vessel			
Type of Vessel Oil Tanker	Year of Built 1988	Hull material Steel	Previous Registry / Name Sierra Leone / BONVOY 3
Gross Tonnage 2385	Length(Metres) LOA - - ITC -- 84.50	Name of Builder Daedong Shipbuilding Co.,Ltd, Busan, Korea	
Net Tonnage 1120	Breadth(Metres) 13.60	Number of Engines 1	Type of Engine / Total Power (KW) Diesel / 1765
Deadweight -	Depth(Metres) 6.80	Speed of Vessel (Knots) 12.00	Engine Make / Model SSHI-Hanshin / 6EL-35
Date of Provisional Registry 06 November 2020		Port of Registry Ulaanbaatar	Date of Expiry 06 May 2021

Issued at Singapore on 06 November 2020.

The Registrar of the Mongolia Ship Registry, by the powers vested thereupon by the Regulations for Registration of Ships 2003, hereby authorizes this Provisional Registration of Vessel **FU SHUN 3**.





REGISTRAR
MONGOLIA SHIP REGISTRY
MONGOLIA MARITIME ADMINISTRATION (OPERATIONS)
MONGOLIA SHIP REGISTRY

MSR/PROV CR/REV.3/2010

Source: Member State

Annex 32: *Xing Ming Yang 888*'s (IMO: 8410847) fraudulent transmissions and red flag indicators

The *Xing Ming Yang 888* (IMO: 8410847) has been intermittently broadcasting a fraudulent MMSI: 334191000, sailing as the Honduras-flagged *Vi Fin* since 2020. The vessel was previously reported by the Panel with prolonged periods of dark activity as well as transmitting on other fraudulent identifiers¹⁵. The vessel has been recommended by the Panel for designation for conducting ship-to-ship activity with the DPRK-flagged *Mu Bong 1* (IMO: 8610461) in June 2018¹⁶.

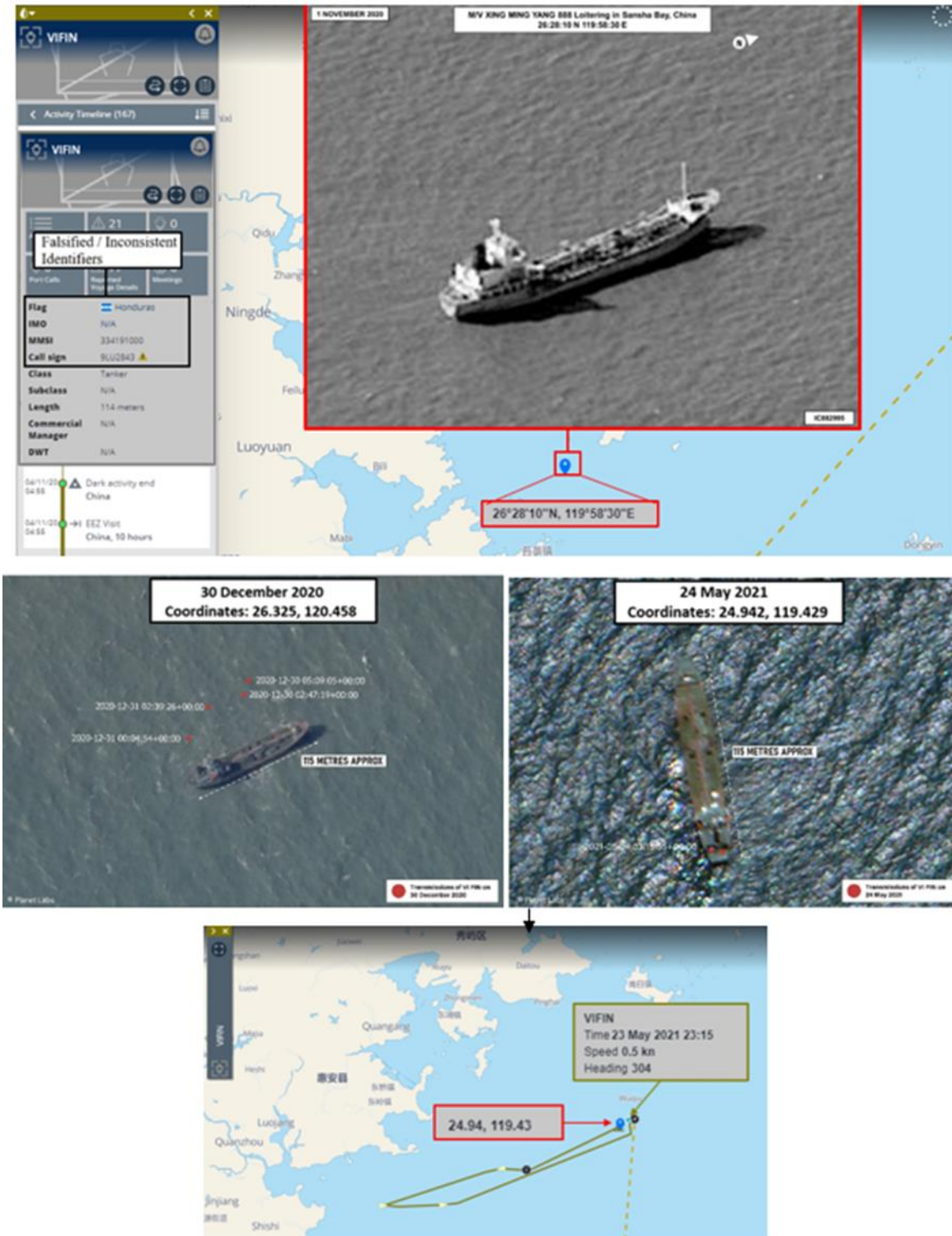
As a further red flag indicator, the *Xing Ming Yang 888* also used a fraudulent call-sign 9LU2843 that was formerly associated with another vessel that delivered refined petroleum to the DPRK, *Vifine* (IMO: 9045962). The *Vifine* was featured in the Panel's report for conducting ship-to-ship transfer with the *New Konk*, another direct delivery vessel. The Panel also highlighted the shared ownership and management links between the two vessels.

In May 2021, the vessel again transmitted as *Vi Fin*, a consistent pattern of deception it has exhibited since 2020 while in Chinese territorial waters (see figure annex 32-1). The *Xing Ming Yang 888* has been sailing stateless without a known registered flag since November 2018, subjecting it to maritime laws of the country whose territorial waters it is located in. These vessels can be investigated, detained or impounded under national law and under operative paragraph 9 of resolution 2397 (2017).

¹⁵ Paragraph 46 (f), S/2021/211.

¹⁶ S/2021/211.

Figure Annex 32-1: *Xing Ming Yang 888* transmitting as *Vi Fin*, in November 2020, December 2020, and May 2021

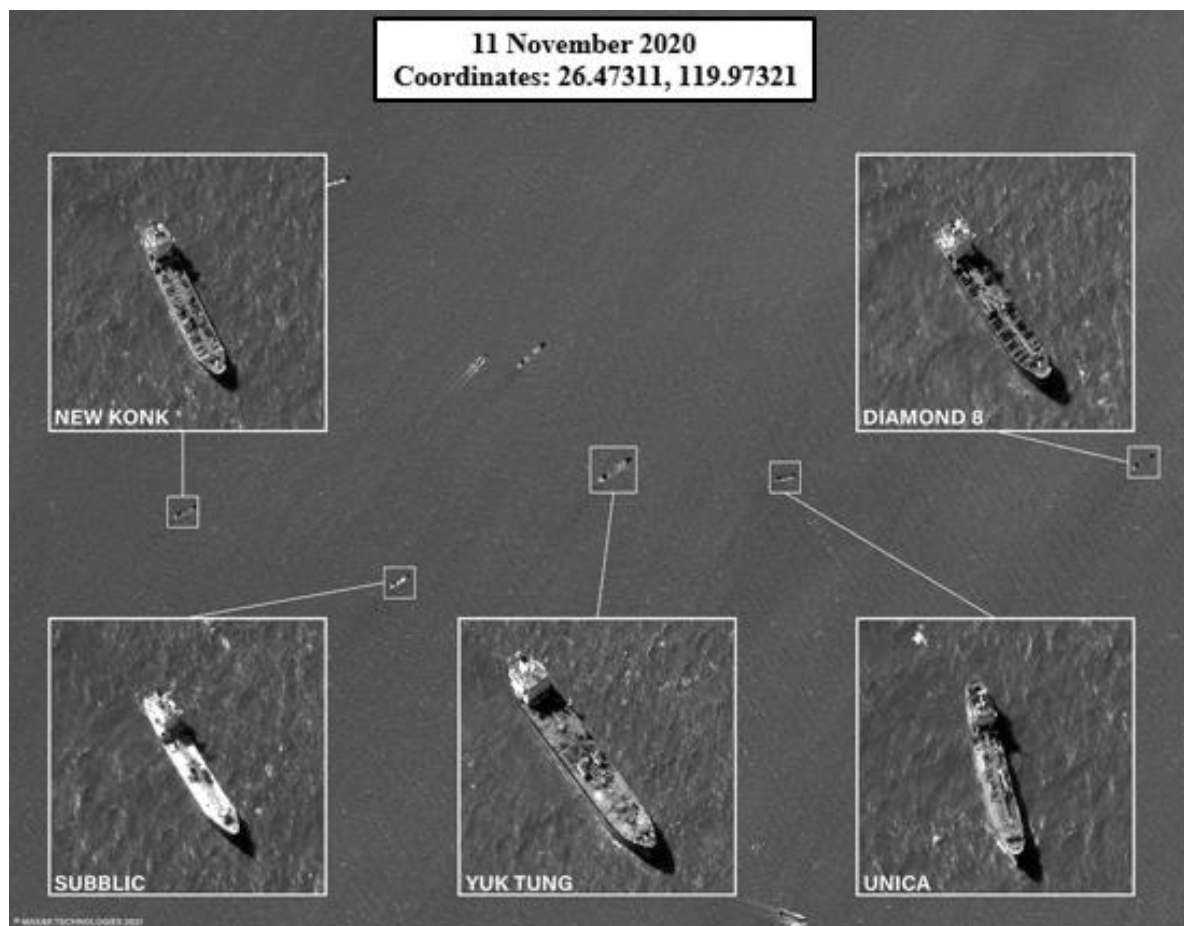


Source: Windward, annotated by the Panel, Satellite Imagery: Planet Labs and Member State

Annex 33a: Locations frequented by direct delivery vessels

Many of the now de-flagged vessels previously recommended by the Panel for designation for direct delivery of refined petroleum to the DPRK on numerous occasions¹⁷, have been observed in Chinese territorial waters. The following are sample satellite imagery of vessels recommended for designation located in waters in the Ningde, China, between August 2020 and March 2021.

Figure Annex 33a-1: Direct Delivery tankers at Sansha Bay, 11 November 2020



Source: Maxar Technologies and Member State

¹⁷ S/2020/151, S/2020/840, S/2021/211.

Example of Direct Delivery vessels that frequent waters off Ningde

Satellite imagery showing the direct delivery¹⁸ vessel *Bonvoy 3* (IMO: 8714085) anchored in Sansha Bay on 30 January 2021 and another satellite imagery capture of the vessel anchored again in Sansha Bay on 9 March 2021.

Figure Annex 33a-2: *Bonvoy 3* at Sansha Bay, 30 January 2021



Source: Planet Labs

Figure Annex 33a-3: *Bonvoy 3* at Sansha Bay, 9 March 2021

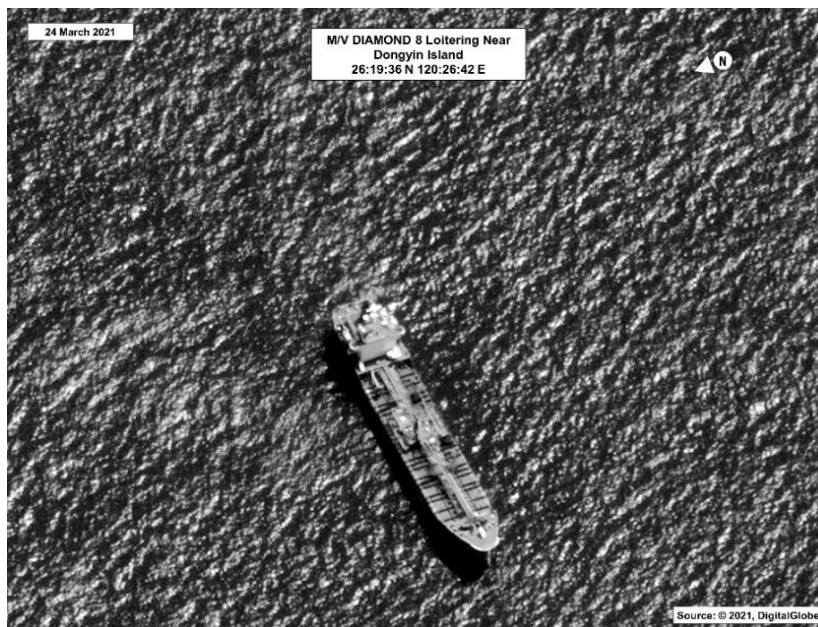


Source: Airbus Defence and Space and Member State

¹⁸ This is a term the Panel has used for non-DPRK flagged vessels that deliver refined petroleum to the DPRK. The refined petroleum is procured including through ship-to-ship transfers.

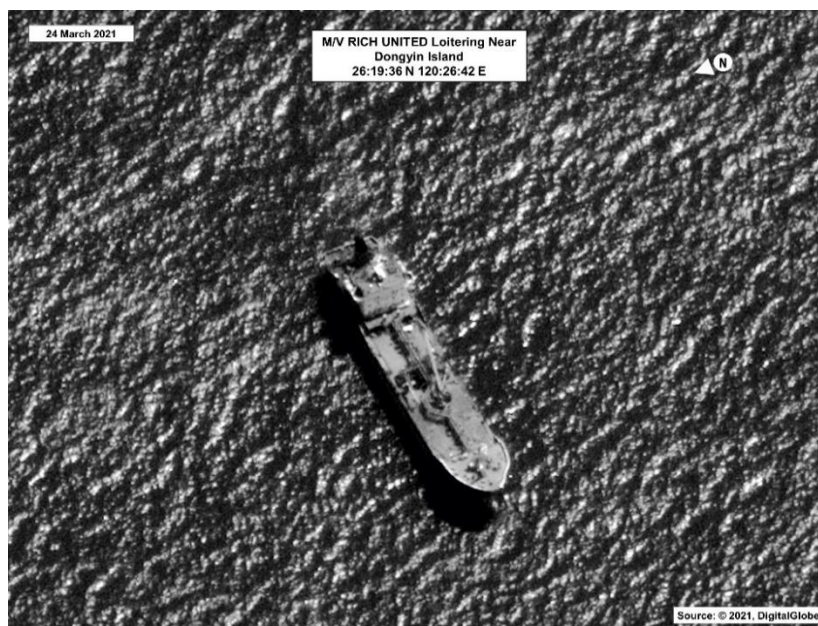
Satellite imagery on 24 March 2021 showing two direct delivery vessels, *Diamond 8* (IMO: 9132612) and *Rich United* (IMO: 9129213) near Dongyin Island.

Figure Annex 33a-4: *Diamond 8* near Dongyin Island, 24 March 2021



Source: Member State

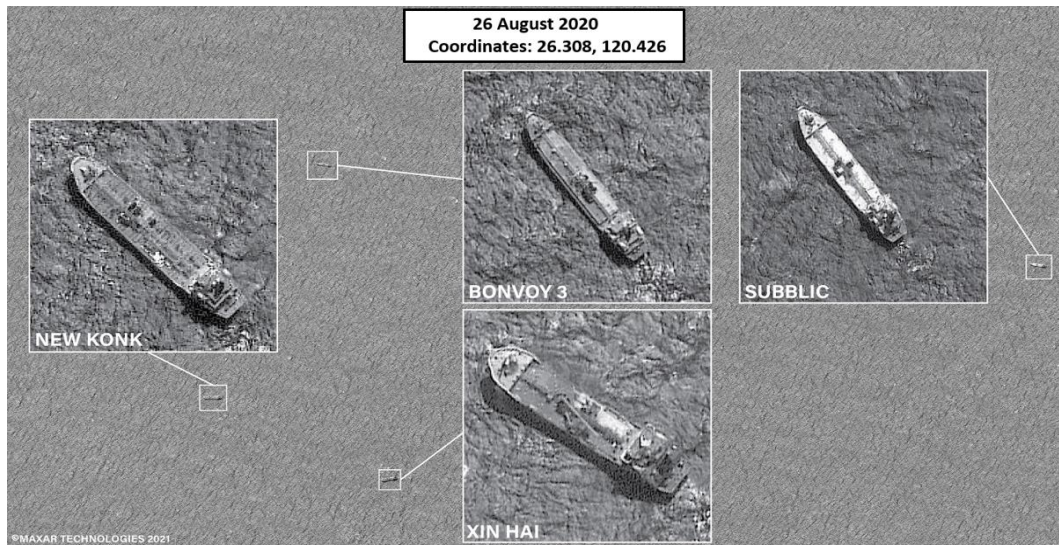
Figure Annex 33a-5: *Rich United* near Dongyin Island, 24 March 2021



Source: Member State

Bonvoy 3, along with other direct delivery vessels: *New Konk*, *Subblic* and *Xin Hai* near Dongyin Island on 26 August 2020.

Figure Annex 33a-6: Direct Delivery tankers at Dongyin Island, 26 August 2020



Source: Maxar Technologies and Member State

Satellite imagery on 27 March 2021 showing the designated vessel *Yuk Tung* (IMO: 9030591) near Xiyang Island, Ningde. The *Yuk Tung* was designated on 30 March 2018.

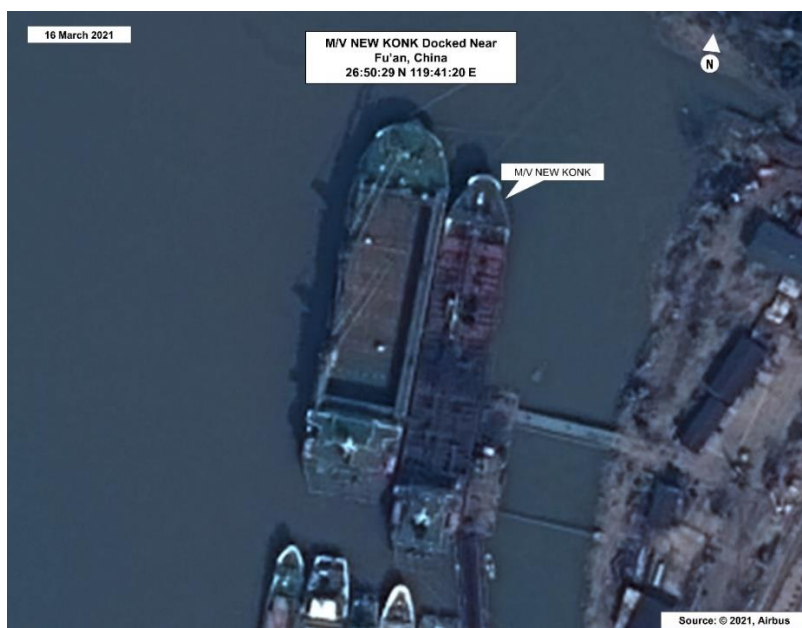
Figure Annex 33a-7: *Yuk Tung* near Xiyang Island, 27 March 2021



Source: Member State

Satellite imagery on 16 March 2021 showed the direct delivery vessel *New Konk* (IMO: 9036387) docked at a shipyard at Fu'an, Fujian Province, China. The coordinates show a shipyard in Fujian Province where Fujian Yihe Shipbuilding Industry Co Ltd is located¹⁹. This was the same coordinates reported by the Panel where both the *Mouson 328* (IMO: 9021198)²⁰ and *Hai Zhou 168* (IMO: 8514045) (see paragraphs 30 to 34), were located, as vessels that underwent vessel identity swaps.

Figure Annex 33a-8: *New Konk* berthed at Fu'an, 11 March 2021



Source: Member State

¹⁹ Member State.

²⁰ Paragraphs 21 to 36 and Annex 22, S/2021/211.

Annex 33b: Member State's list of vessels of interest entering China's waters, October 2020 to April 2021

DATE DD/MM/YY	VOI NAME	PLA VESSEL NAME	LAT/LONG
10/11/2020	AQUAMARINE	N/A	29:39N 122:45E
10/19/2020	MEGA PRINCESS	N/A	31:11N 123:57E
11/1/2020	HOKONG	N/A	28:00N 121:29E
11/9/2020	HAI SHUN	N/A	26:07N 120:32E
11/12/2020	BONVOY 3	N/A	26:19N 120:27E
11/20/2020	XING MING YANG 888	N/A	25:16N 119:52E
11/20/2020	POWER	N/A	27:34N 121:25E
11/29/2020	HENG RONG	N/A	25:15N 119:46E
12/10/2020	MOUSON 328	N/A	2405N 11851E
12/27/2020	XING MING YANG 888	N/A	2408N 11823E
1/1/2021	XING MING YANG 888	N/A	32:45N 122:31E
1/3/2021	PACIFIC PRINCESS	N/A	26:00N 120:00E
1/11/2021	MOUSON 328	N/A	31:05N 122:49E
1/14/2021	JOINT LUCK	N/A	29:00N 121:45E
1/18/2021	HAI ZHOU 168	N/A	26:00N 120:00E
1/20/2021	JOINT LUCK	N/A	26:16N 120:30E
1/21/2021	JOFFA	N/A	26:00N 120:00E
1/26/2021	INFINITE LUCK	N/A	26:16N 120:40E
2/17/2021	XINHAI	N/A	25:00N 119:22E
3/8/2021	HANG YU 8	N/A	27°00N121°30E
3/15/2021	POWER	FUCHI 890	27°00N121°30E
3/19/2021	HANG YU 8	N/A	27°00N121°30E
3/20/2021	PACIFIC PRINCESS	N/A	27°00N121°30E
3/22/2021	SUBBLIC	N/A	25°00N120°00E
3/31/2021	SAMJONG 2	N/A	31°30N123°00E
3/31/2021	SIN PYONG 2	N/A	31°30N123°00E
3/31/2021	AN SAN 1	N/A	31°30N123°00E
4/1/2021	XIN HAI	N/A	2618N 12025E
4/1/2021	JOFFA	N/A	2627N 12000E
4/2/2021	HANG YU 8	N/A	2936N 12145E
4/2/2021	SAMJONG 2	N/A	2818N 12200E
4/2/2021	HAI JUN	N/A	2628N 11959E
4/3/2021	SIN PYONG	N/A	3003N 12333E
4/3/2021	UN HUNG	N/A	2716N 12129E
4/3/2021	DIAMOND 8	N/A	2627N 11959E
4/15/2021	POWER EASY	N/A	2629N 12130E
4/22/2021	CHERRY 168	N/A	3100N 12330E

Unknown or unable to confirm info

StS Associated Vessel of Interest

Non-DPRK Delivery Vehicle

DPRK Tanker

***NOTE:**

- The vessels highlighted in yellow along with the vessels highlighted in orange denote non-DPRK vessels that delivered refined petroleum to the DPRK.
- The coordinates in green highlight denote approximate locations.

Source: Member State

To the Panel's enquiry into the *Diamond 8* seeking, *inter alia*, confirmation on the actual identity of the vessel transmitting on the Mongolia-associated MMSI 457222000, dates during which the vessel transmitted under the said MMSI and any actions conducted into the vessel pursuant to the relevant Security Council resolutions, including paragraph 9 of resolution 2397 (2017), China responded:

1. Vessels

(1) OC.73, OC.160

On *Diamond 8* transmitting as *Changshun 8*, according to China's investigation, the flag state of *Diamond 8* is Mongolia, while *Changshun 8* is a Honduras vessel previously named as *Honduras/Bonvoy 6*. These two vessels are of different types, therefore it's difficult for them to transmit as each other. Since 2020, neither of the two vessels has entered Chinese ports.

On *Subblic* transmitting as *Hai Zhou 168*, according to China's investigation, neither of the two vessels has entered Chinese ports since 2020.

To the Panel's enquiry concerning the rest of the vessels sought in the main text and this Annex into information on *inter alia*, on the DPRK vessels' activities, the identifiers on which the vessels were transmitting and the validity of those identifiers, as well as the vessels' dates, origin and destination, and their stated purpose in Chinese waters, China responded:

(5) OC.77, OC.154, OC.155, OC.157, OC.161

According to China's verification, the vessel *Shunkai*, together with most vessels alleged to be delivering coal to China, and vessels suspected to be delivering refined petroleum products to the DPRK including *Sin Phyoung 2*, *An San 1*, *Aquamarine*, *Hai Shun* and *Xing Ming Yang 888* have not entered Chinese ports since 2020.

Source: The Panel

Annex 34: DPRK and DPRK-associated vessels transmitting fraudulent AIS identifiers in Ningbo-Zhoushan waters

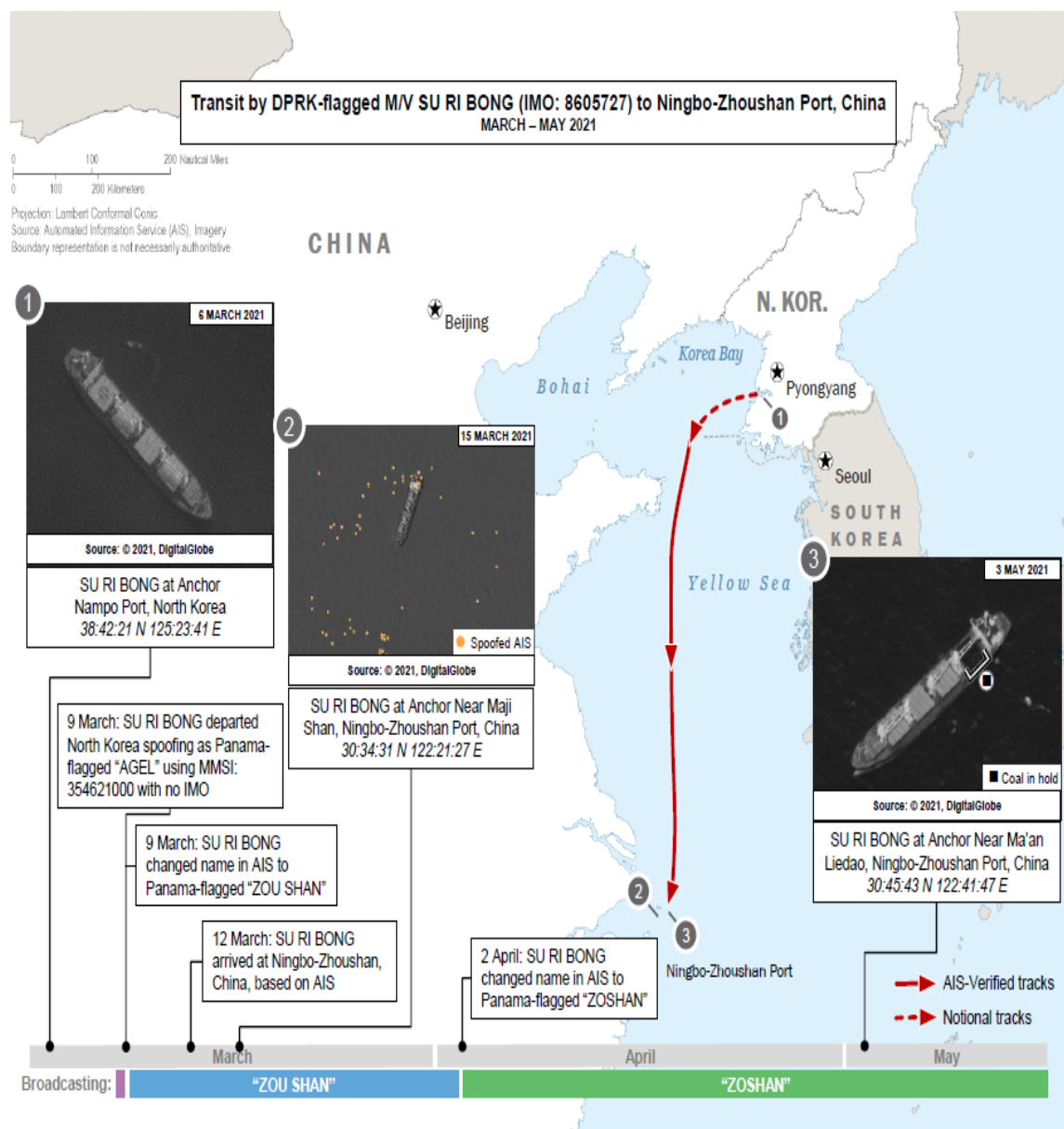
The Panel has observed on a specialized maritime tracking platform the transmission of fraudulent identifiers over AIS by DPRK and other suspect vessels seeking to evade sanctions that have affected multiple flag registries. The Panel has shared its observations along with supplementary high-resolution satellite imagery from a Member State, with the flag registries in question. The Panel welcomed any additional observations the relevant flag state authorities may have concerning the issue at hand.

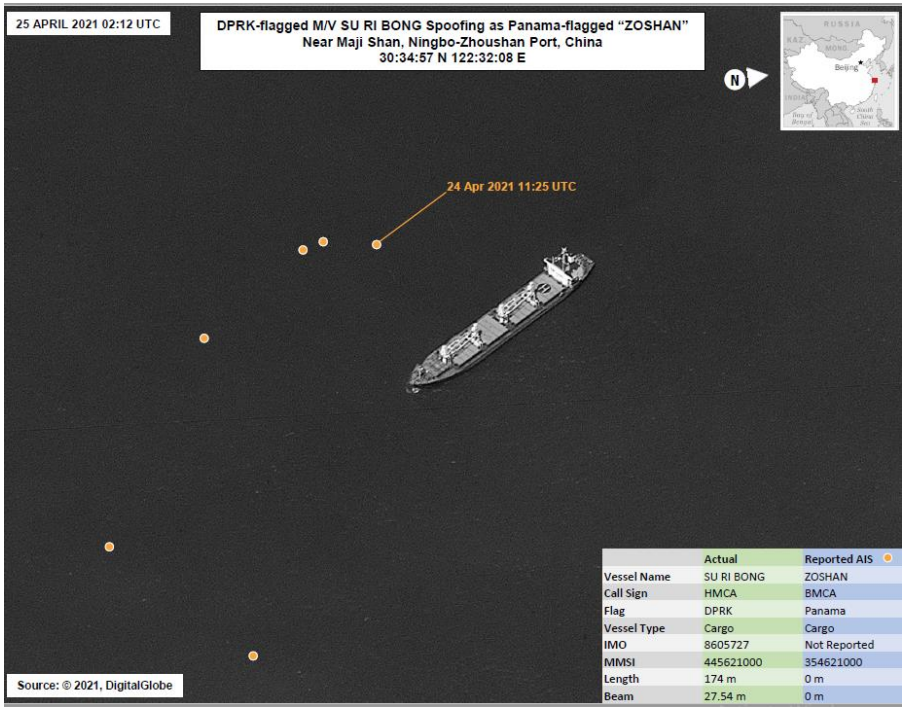
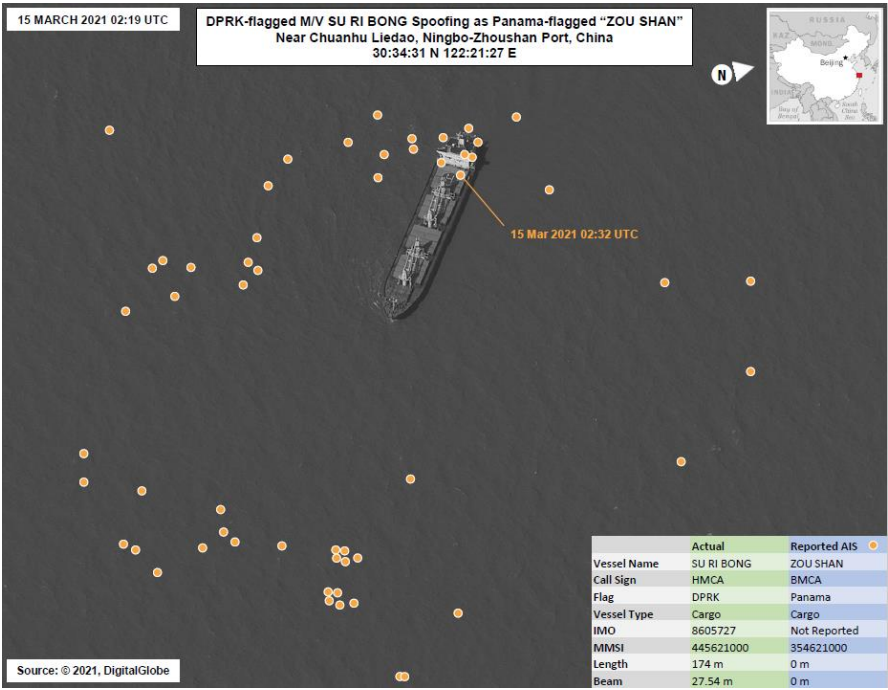
The following are sample instances where of DPRK-flagged and DPRK-associated vessels in Chinese territorial waters transmitting identifiers with suspect indicators and therefore subject for further investigations by the relevant Chinese maritime authorities.

Su Ri Bong (IMO: 8605727)

The DPRK-flagged *Su Ri Bong* has delivered DPRK-origin coal on multiple occasions to Ningbo-Zhoushan waters for ship-to-ship transfer and reported in the Panel's past reports. The *Su Ri Bong* was advertised to be sold for scrap back in June 2019 but has continued to return to Chinese waters to deliver its coal. The vessel has been known to transmit fraudulent identifiers. A Member State reported that the *Su Ri Bong* carried coal to Ningbo-Zhoushan waters while transmitting fraudulent identifiers from March to May 2021. These included transmitting variations of a vessel name 'Zhou Shan' and 'Zoushan' and transmitting a Panama-associated MMSI number without an IMO number or ship dimensions (see figure annex 34-1).

Figure Annex 34-1: Storyboard of DPRK-vessel *Su Ri Bong* (fka *Pu Zhou* and *Fu Xing 12*) (IMO: 8605727) transmitting identifiable fraudulent identifiers, March to May 2021



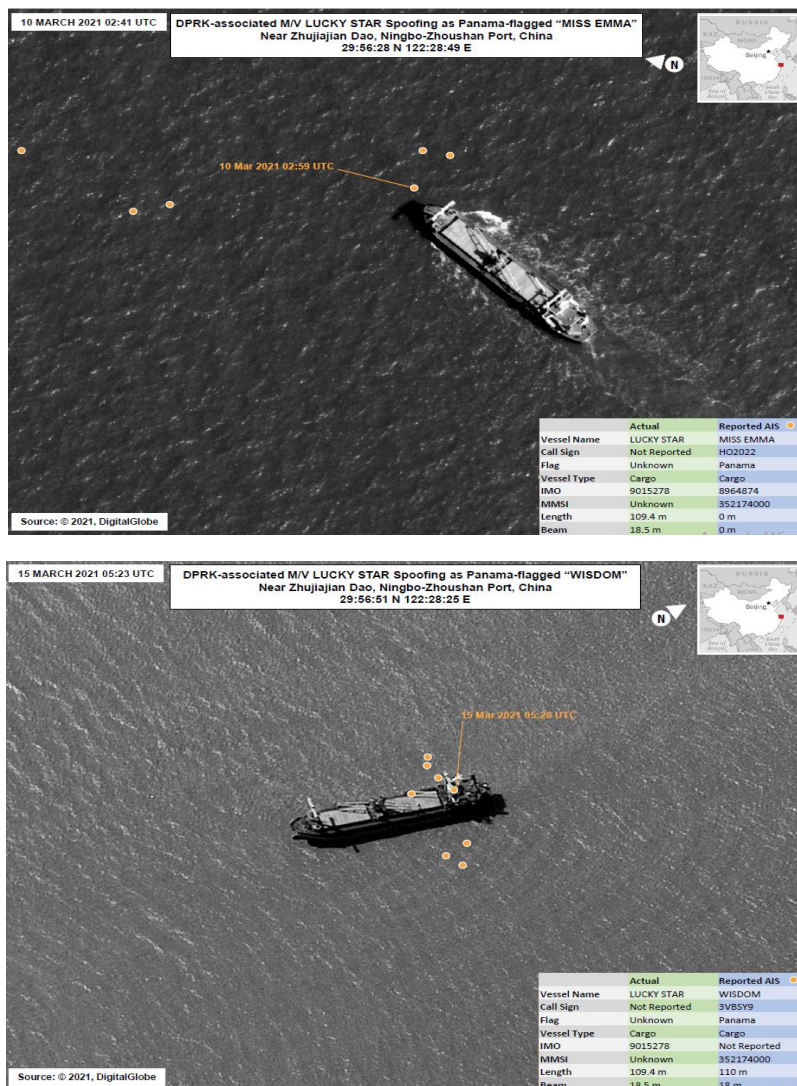


Source: Member State

Lucky Star (IMO: 9015278)

The DPRK-associated vessel *Lucky Star* was reported by the Panel in its reports as far back as 2019 to have illegally exported DPRK-origin coal. The vessel was issued a national port ban by the Republic of Korea in December 2018. On 10 March 2021, the *Lucky Star* was recorded in Ningbo-Zhoushan waters transmitting fraudulent identifiers without reporting its dimensions (see figure annex 34-2).

Figure Annex 34-2: *Lucky Star* transmitting identifiable fraudulent identifiers, March 2021

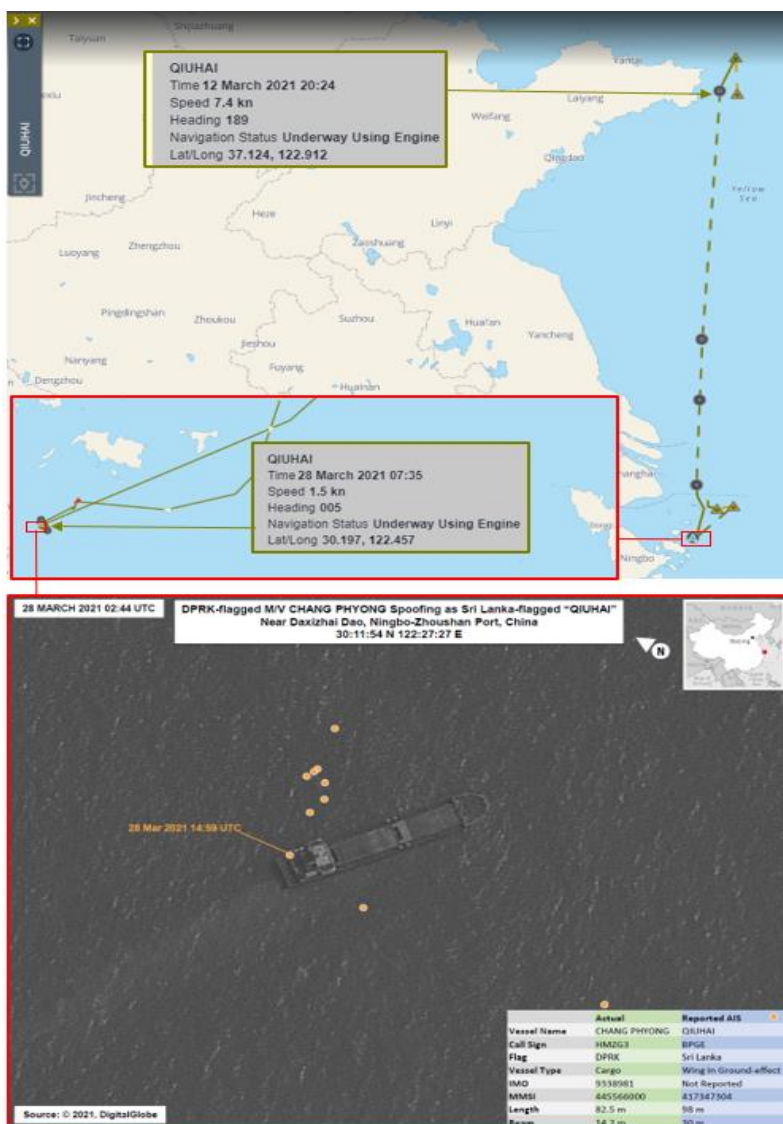


Source: Member State

Chang Phyong (IMO: 9338981)

The DPRK vessel *Chang Phyong* last transmitted on its AIS profile in May 2017 (MMSI: 44556600). The vessel fraudulently transmitted as the Sri Lanka-flagged *QiuHai* with no reported IMO number on 12 March 2021 near the Shandong peninsula, China, before re-transmitting around 15 March 2021 in Ningbo-Zhoushan waters until at least 28 March 2021 (see figure annex 34-3). In May, elsewhere in Ningbo-Zhoushan waters, the *Chang Phyong* transmitted on its historical Kiribati-associated MMSI with no reported IMO number. The vessel also transmitted its vessel type as a futuristic “wing in Ground-effect”.

Figure Annex 34-3: *Chang Phyong* transmitting identifiable fraudulent identifiers, March 2021

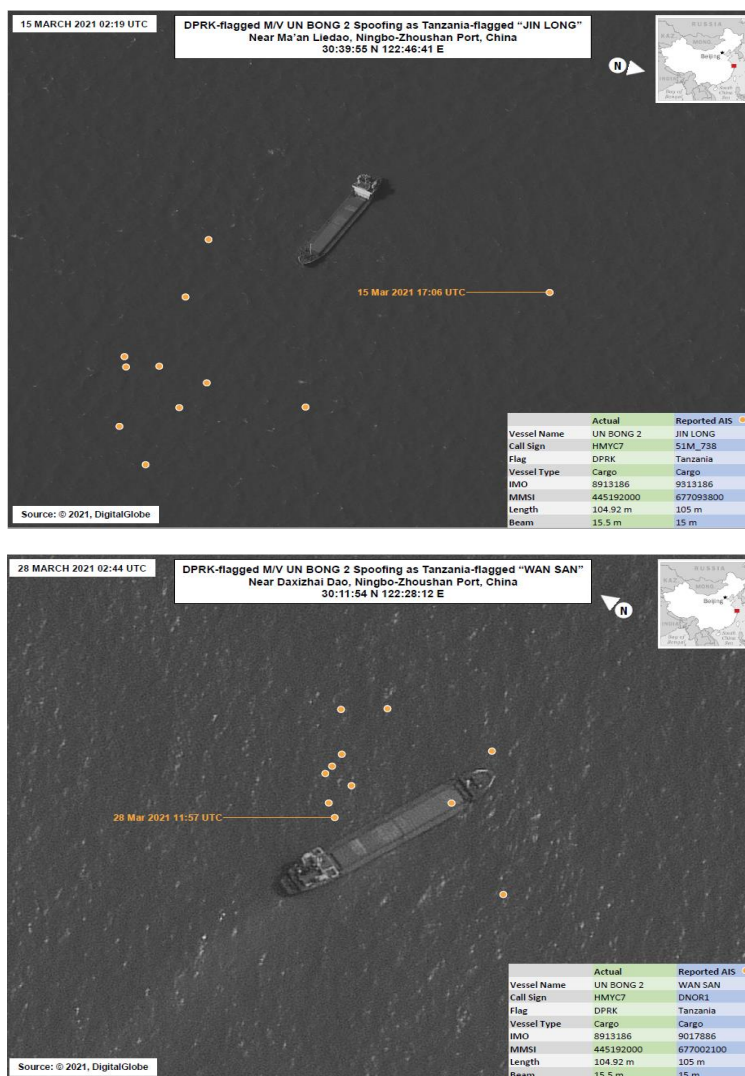


Source: Windward, annotated by the Panel; satellite imagery: Member State

Un Bong 2 (IMO: 8913186)

The DPRK vessel *Un Bong 2* was reported by the Panel in its reports as far back as 2018 to have illegally transshipped DPRK-origin coal. In 2020, the Panel's recorded the vessel near Huangxing Island in Ningbo-Zhoushan on 29 April 2020 as exporting DPRK-origin coal. In March 2021, *Un Bong 2* was recorded transmitting on its historical identifier sailing as Tanzania-flagged *Jin Long*. Tanzania had de-flagged the vessel in June 2016²¹. It also transmitted as another alleged Tanzania-flagged vessel with an unregistered IMO number (see figure annex 34-4).

Figure Annex 34-4: *Un Bong 2* transmitting identifiable fraudulent identifiers, March 2021

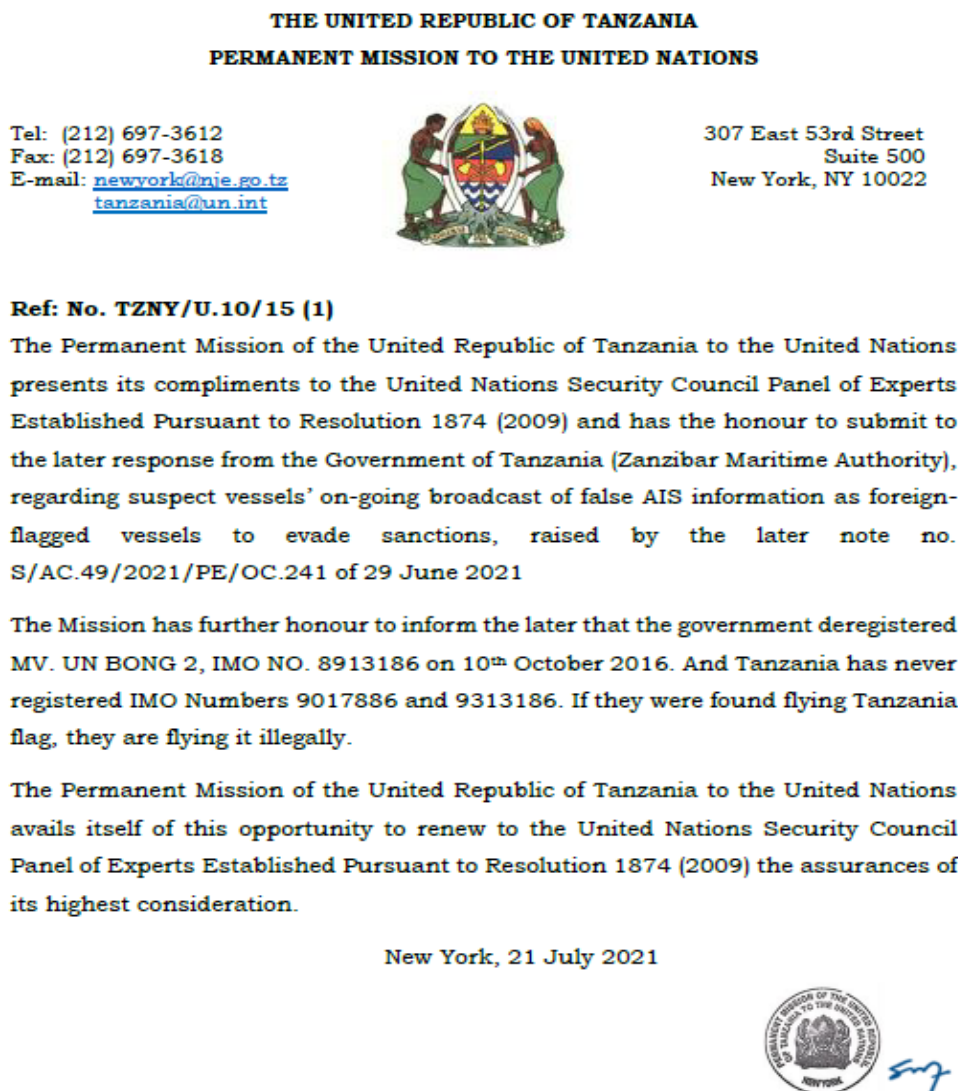


Source: Member State

²¹ IMO website.

Tanzania informed the Panel that the DPRK vessels *Un Bong 2* (IMO: 8913186), formerly sailing as *Jin Long* under the Tanzania flag in 2016, had been de-registered on 10 October 2016. Additionally, Tanzania had never registered any vessels with IMO: 9017886 or IMO: 9313186, identifiers under which *Un Bong 2* was fraudulently transmitting. Tanzania stated “If they were found flying Tanzania flag, they are flying it illegally” (see figure annex 34-5).

Figure Annex 34-5: Note verbale and extract of attachment from Tanzania on fraudulent AIS transmissions



United Nations Security Council Panel of Experts Established Pursuant to Resolution 1874 (2009),

NEW YORK.



ZANZIBAR MARITIME AUTHORITY

PHONE NO: +255 24 2236795
 FAX NO: +255 024 2236796
 WEBSITE: www.zma.go.tz
 E-MAIL: info@zma.go.tz

P. O. BOX 401
 ZANZIBAR
 TANZANIA

ZMA/RSZ/150/1/VOL.6/1185

10th October, 2016

STAR MOON SHIPPING CO., LTD.
TRUST COMPANY COMPLEX, AJELTAKE ROAD,
AJELTAKE ISLAND MAJURO,
MARSHALL ISLANDS MH96960

REF: DEREGISTRATION OF JIN LONG
IMO NO. 8913186

Reference is made to the above subject matter.

Having been notified of the United Nations (UN) sanctions slapped against North Korea, as per United Nations security Council (UNSC) resolution 2270 (2016), adopted on 02 March, 2016, we are compelled to act and execute measures to deregister your above mentioned vessel so as to abide by the relevant provisions of the resolution. This is because the vessel been submitted to our Government as a North Korean Vessel.

This act on our part is in line with the Government directive, and is in conformity with UNSC resolution 2270 (2016) operative paragraph 19 which requires member states to deregister and refrain from registering any vessel that is owned, operated, or crewed by North Korea.

Hence, this is to inform you that our Authority has struck off the vessel from Tanzania Zanzibar International Register of Shipping, effective from the date of this letter. This implies that from the effective date the vessel can no longer legally fly the Tanzania flag in its sailing operation, whatsoever.

We require you to respect and heed this act.

Thank you,

FOR: DIRECTOR GENERAL
ZANZIBAR MARITIME AUTHORITY

Source: Member State

China responded:

(5) OC.77, OC.154, OC.155, OC.157, OC.161

According to China's verification, the vessel *Shunkai*, together with most vessels alleged to be delivering coal to China, and vessels suspected to be delivering refined petroleum products to the DPRK including *Sin Phyong 2*, *An San 1*, *Aquamarine*, *Hai Shun* and *Xing Ming Yang 888* have not entered Chinese ports since 2020.

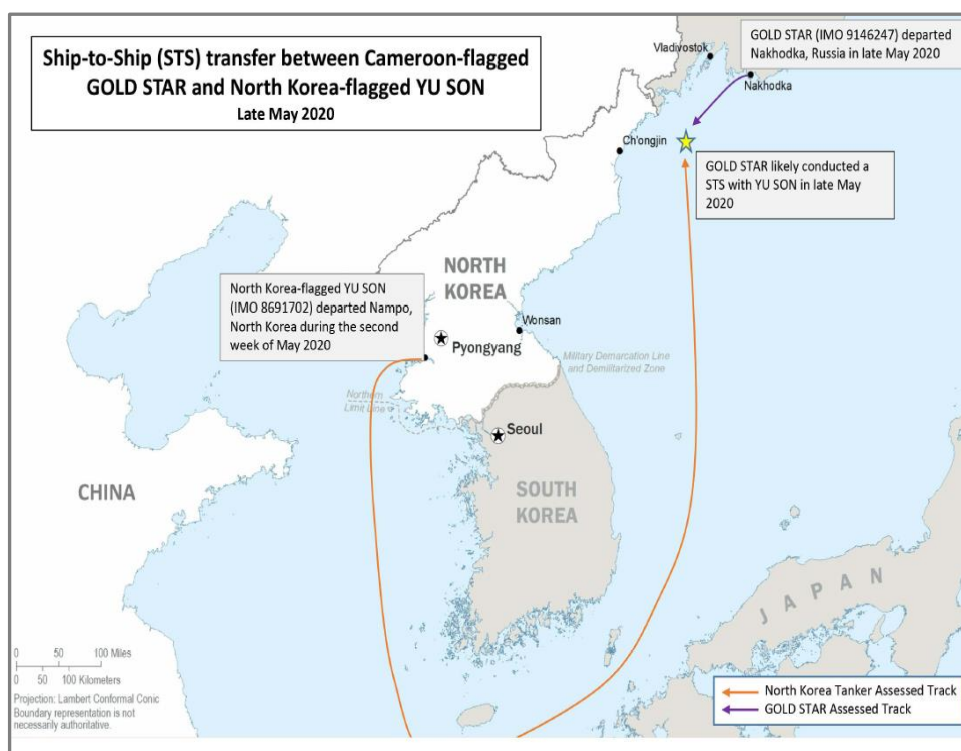
Source: The Panel

Annex 35a: *Gold Star* sanctions evasion methods

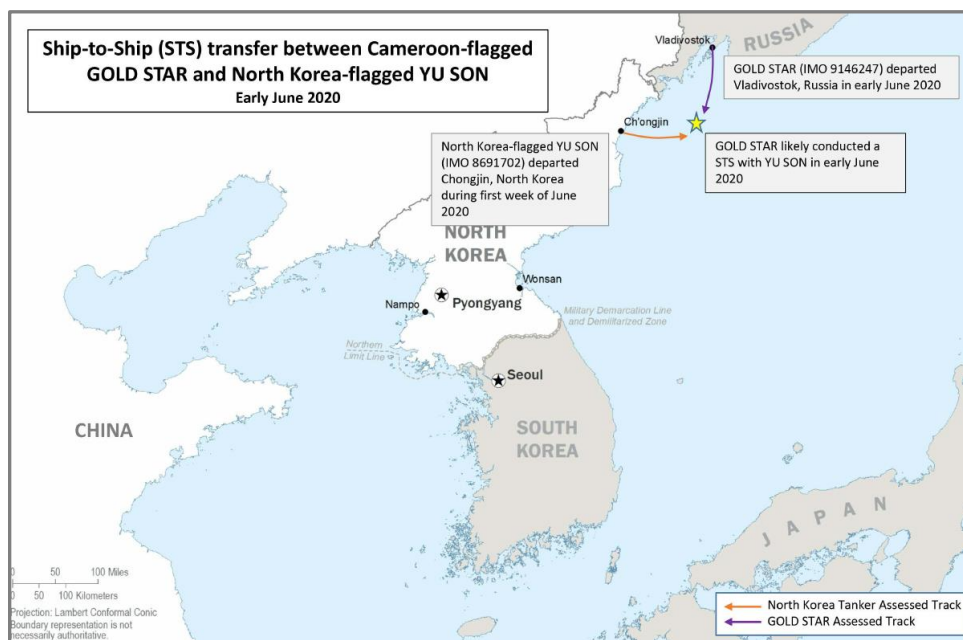
Panel investigations, publicly available data and Member State information indicated the *Gold Star* (IMO: 9146247) engaged in ship-to-ship transfers with DPRK-flagged and DPRK-associated vessels on multiple occasions in late 2019 and continuing into 2020 when it was sailing as then Sierra Leone-flagged *Silver Star 1* and subsequently as then Cameroon-flagged *Gold Star*.

According to a media report²², the *Gold Star* was alleged to have engaged in a ship-to-ship transfer with the DPRK tanker *Yu Son* (IMO: 8691702) in June 2020. Panel research based on AIS tracks from a specialized maritime AI platform into the *Gold Star* and *Yu Son*'s May / June 2020 voyages, along with an analysis into the *Gold Star*'s ownership and management history, indicated the media information warranted deeper investigations. A Member State subsequently provided information of the *Gold Star* and *Yu Son*'s May and June 2020 voyage tracks (see figure annex 35a-1).

Figure Annex 35a-1: Ship-to-ship transfer between the *Gold Star* (IMO: 9146247) and *Yu Son* (IMO: 8691702), May / June 2020



²² Pyongyang Papers.



Source: Member State

The Member State provided additional information that the vessel had engaged in additional ship-to-ship transfers with DPRK-flagged tankers on multiple occasions over a period of time from late 2019 and continuing into 2020 when it was sailing as the then Sierra Leone-flagged *Silver Star 1* and as the then-Cameroon-flagged *Gold Star* (see table annex 35a). According to the Member State, the suspected transfers with DPRK tankers took place within Chinese territorial waters as well as on the high seas off the east coast of the DPRK. The Member State further assessed that a DPRK entity, Mulgil Trading General Corporation, was also directly involved in hiring the *Gold Star* to engage in the unreported importation of refined petroleum products to the DPRK.

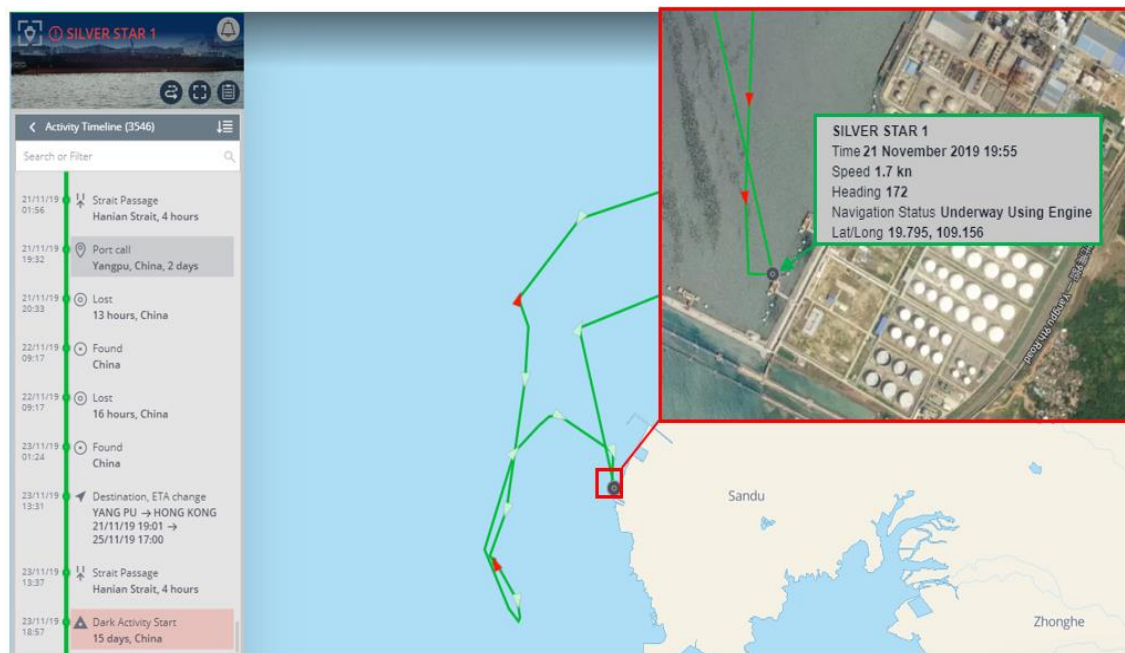
Table Annex 35a: List of suspected ship-to-ship transfers with DPRK vessels

- Late-November to early December 2019: *Silver Star 1* and DPRK tanker *Kum Jin Gang 3* (IMO: 8791667)
- Early February 2020: *Silver Star 1* and DPRK tanker *Pu Ryong* (IMO: 8705539)
- Mid-February 2020: *Silver Star 1* and DPRK tanker *Chil Bo San* (IMO: 8711021)
- Mid-February 2020: *Silver Star 1* and DPRK tanker *Sam Ma 2* (IMO: 8106496)
- Mid-February 2020: *Silver Star 1* and DPRK tanker *Yu Jong 2* (IMO: 8604917)
- Early April 2020: *Silver Star 1* and DPRK tanker *Sam Ma 2* (IMO: 8106496)
- Mid-April 2020: *Silver Star 1* and DPRK tanker *Yu Jong 2* (IMO: 8604917)
- Late May / Early June 2020: *Gold Star* and DPRK tanker *Yu Son* (IMO: 8691702)

Panel investigations conducted into the vessel's history indicated an earlier connection to DPRK illicit activities. The *Gold Star*, sailing as the *Sky Ace 1* has been a subject of past Panel report concerning planned oil transfers between vessels owned or operated by the late Chen Shih-Hsien and his associated company holdings, and DPRK tankers²³. The *Yu Son* also had a history of conducting illicit ship-to-ship transfers²⁴.

According to information from a Member State, the *Gold Star*, sailing as then Sierra-Leone flagged *Silver Star 1*, loaded fuel oil from an oil terminal in Yanpu, Hainan Island, and subsequently conducted two ship-to-ship transfers with the DPRK tanker *Kum Jin Gang 3* (IMO: 8791667) in mid-November and in early December 2019. A Chinese entity facilitated the transfer of fuel oil from the oil terminal to the vessel. AIS transmissions on a maritime tracking platform confirmed the location of the vessel in November 2019 (see figure annex 35a-2):

Figure Annex 35a-2: Location of *Gold Star*, then sailing as *Silver Star 1*, Yangpu, China, November 2019



Source: Windward and Google Earth Pro, annotated by the Panel

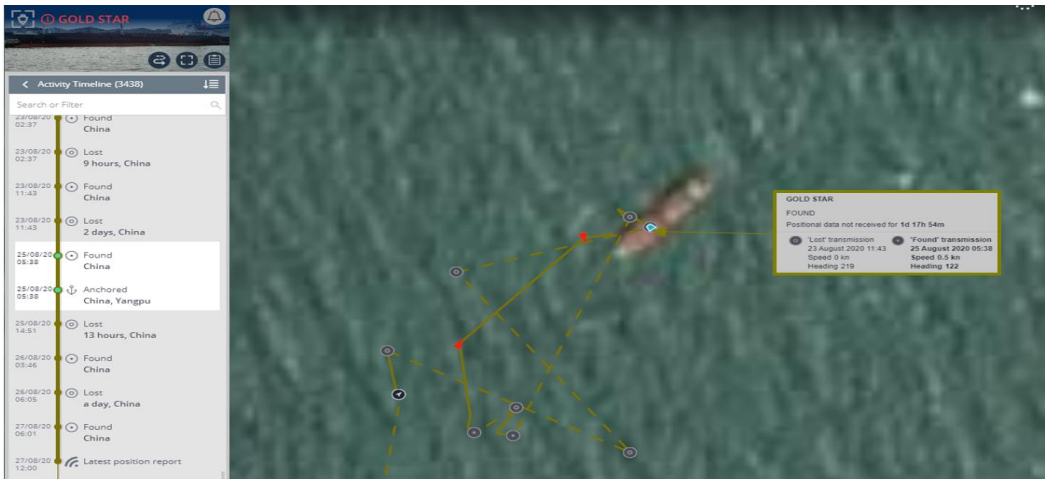
²³ Paragraph 72 and Annexes 22 to 25 of S/2018/171 of 5 March 2018.

²⁴ Paragraph 5 and Figure II of S/2019/691 of 30 August 2019.

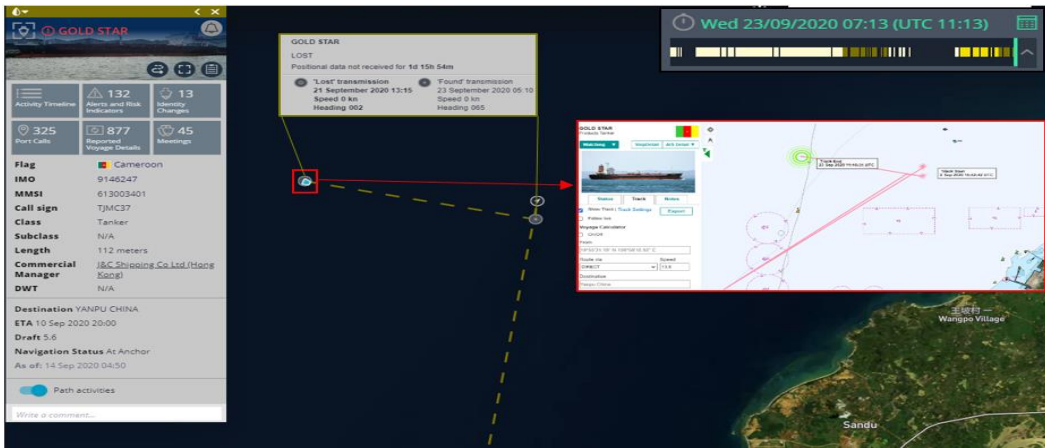
Both vessels did not transmit AIS signal on commercial maritime databases over the investigative period of interest, with the *Kum Jin Gang 3* stopping transmission since April 2019²⁵. The *Kum Jin Gang 3* was the formerly Belize-flagged *Wan Heng 11*, was designated on 30 March 2018 for having itself conducted a ship-to-ship transfer with the DPRK-flagged *Rye Song Gang 1* (IMO: 7389704) on 13 February 2018. Maritime tracking platforms showed the *Gold Star* back at Yangpu port area in Hainan Island from August to November 2020 (see figure annex 35a-3).

Figure Annex 35a-3: Excerpts from specialized commercial maritime platforms showing the *Gold Star*'s (IMO: 9146247) location at Yangpu, Hainan Island, August and September 2020

August 2020



September 2020



Source: Windward, Planet Labs, and IHS Markit, annotated by the Panel

²⁵ Information as of May 2021.

Following the *Gold Star's* departure from a Ningde port in China in November 2020, AIS tracking data showed the vessel remaining in Chinese waters until February 2021. According to the Member State, the vessel, which remained anchored in waters outside Zhanjiang port with limited provisions, need for medical assistance, and the inability to enter another port, transferred the ship's operational control to an unnamed entity in Indonesia. The vessel next appeared in the territorial waters of Timor Leste in May 2021.

China responded:

(2) OC.75

Gold Star left Yangpu, Hainan in late November 2019, it has not entered Chinese ports since then. The Chinese side does not have information regarding the alleged transfer of refined petroleum products by this vessel.

There is no ports-entry request submitted to Chinese ports by *Ocean Star* in November 2020. The port clearance document annexed to the Panel's letter is fake. *Ocean Star* did not enter Chinese ports, and *Gold Star* did not enter Chinese ports under fraudulent identity of *Ocean Star*.

The Hong Kong SAR company J&C Shipping, mentioned in the Panel's letter as the operator of *Gold Star*, was canceled in March 2021. There is no record of this company's import and export trade or its

involvement in DPRK-related smuggling activities. China hopes that the Panel does not readily believe information which is inconsistent with facts.

The Russian Federation has yet to respond to the Panel's enquiry.

Timor Leste has yet to respond to the Panel's enquiry.

J&C Shipping Co. Ltd

Information available to the Panel indicates that Cheng Bin, a manager at J&C Shipping, was directly involved in the operation of the *Silver Star 1* / *Gold Star*'s illicit activities, including directing the off-loading of refined petroleum to the DPRK and / or DPRK-affiliated vessels. Publicly available information show Cheng Bin appears as Director / Shareholder of a number of companies incorporated in Hong Kong SAR and in mainland China, such as Qingdao SBS International Corporation Limited (China) / 青岛市新公元贸易有限公司.

J&C Shipping has not responded to the Panel's enquiry.

Mr. Cheng Bin has not responded to the Panel's enquiry.

Union Bureau of Shipping

The Panel also investigated the entities and individuals that may have facilitated, directly or indirectly, these illicit refined petroleum transfers. In addition to investigations conducted into J&C Shipping Co. Ltd, the Panel found a China-based entity, Union Bureau of Shipping (hereafter "Union Bureau"), had provided services and / or issued certification to the *Gold Star*. Union Bureau was also listed on a specialized maritime platform as having provided shipping related services including: corporate registry services and / or served as a Document of Compliance holding company for the following de-flagged vessels the Panel had investigated as having violated operative paragraph 5 of resolution 2397²⁶ (see also annex 35b):

- (i) *Hokong* (IMO: 9006758) that delivered refined petroleum products to the DPRK in 2019 and 2020;
- (ii) *Unica* (IMO: 8514306) that delivered refined petroleum products to the DPRK in 2019 and 2020;
- (iii) *Subblic* (IMO: 8126082) that delivered refined petroleum products to the DPRK in 2019 and 2020;
- (iv) *Vifine aka Tealway FV* (IMO: 9045962) that delivered refined petroleum products to the DPRK in 2019; and
- (v) *New Konk* (IMO: 9036387) that conducted a ship-to-ship transfer with the *Vifine* in 2019 and delivered refined petroleum products to the DPRK in 2020.

The Panel continues to await a response from Union Bureau.

Source: The Panel

²⁶ S/2020/151 of 3 March 2020

Annex 35b: Port Clearance document showing fraudulent identifiers used by *Gold Star*, November 2020

国际航行船舶出口岸许可证			
		No. 200802020037852213	
存 根	船 名	海洋之星	国 籍
	驶往港	巴淡岛	驶离时间
		2020-11-30 16:00	
		签 发 人 郭少良	
		2020 年 11 月 30 日	



No. 200802020037852213

中 华 人 民 共 和 国

国际航行船舶出口岸许可证

THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA PORT CLEARANCE

船 名 Name of Ship	海洋之星	国 籍 Nationality	蒙古
	OCEAN STAR		Mongolia
驶往港 Next Port	巴淡岛 BATAM	驶离时间 Time of Departure	2020-11-30 16:00

签 章: 白马港海事处
 Issued by: _____
 时 间: _____
 Date and time: 2020-11-30 16:00:00

备注
Remarks

1、本证自签发时起24小时内有效。
This clearance remains valid within 24 hours from the time issued.

2、本证涂改无效
Correction will render this clearance invalid.

Source: Member State

According to China, this port clearance document is fake. See China's reply in annex 35a

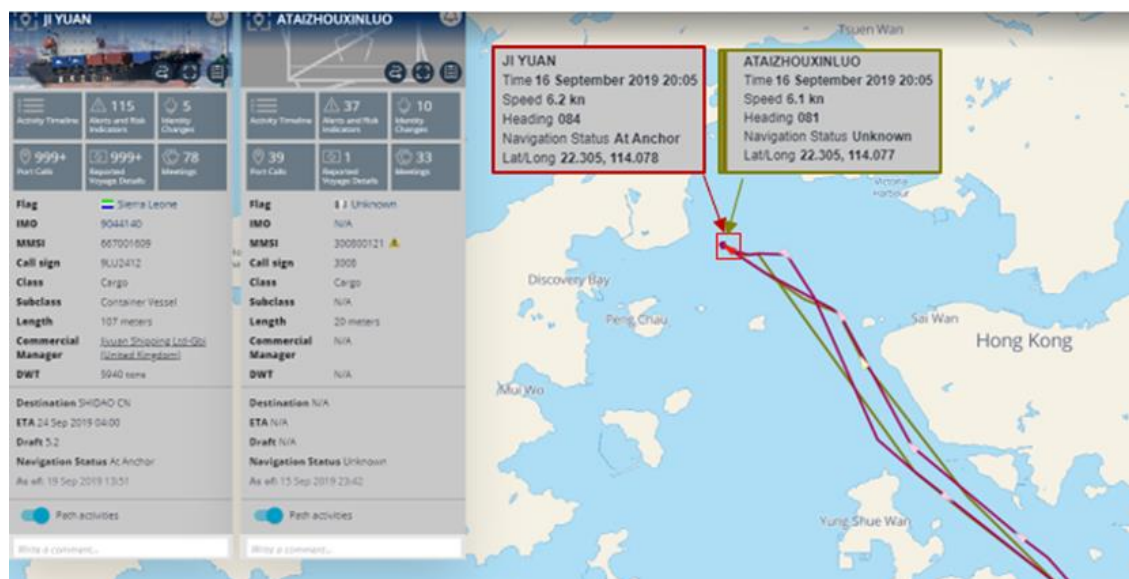
Annex 36a: Then Sierra Leone-flagged *Ji Yuan*'s (aka *Chang Long*) (IMO: 9044140) voyages, 2019 to 2021

Panel analysis into AIS tracking information of the *Ji Yuan* showed the vessel also transmitting as the *Ataizhouxinluo* (MMSI: 300800121). The *Ji Yuan*, transmitting as the *Ataizhouxinluo*, could be tracked much further sailing towards the DPRK. The vessel last transmitted an AIS signal in February 2021 near Kaohsiung port²⁷.

Tracking data of the *Ji Yuan* on a specialized commercial maritime database platform showed the vessel exhibited instances of transmitting as another vessel since 2019 through at least 2020, suggesting the possibility of a second transponder carried on board. When the *Ataizhouxinluo*'s AIS signal was captured in DPRK waters around 30 September 2019 (EST), an AIS signal jump of the vessel back Southwest around 26 September 2019 after the vessel beginning to sail Northeast indicates another vessel, possibly the original *Ataizhouxinluo* operating locally in the Chengjiagang port area, China, that also transmitted the same MMSI. This could indicate a spoofing technique to further obfuscate AIS profiles.

The following are sample instances of a highly likely fraudulent transmission on the MMSI: 300800121, sailing alternately as *Ataizhouxinluo* or as *Guanyunyu60203*.

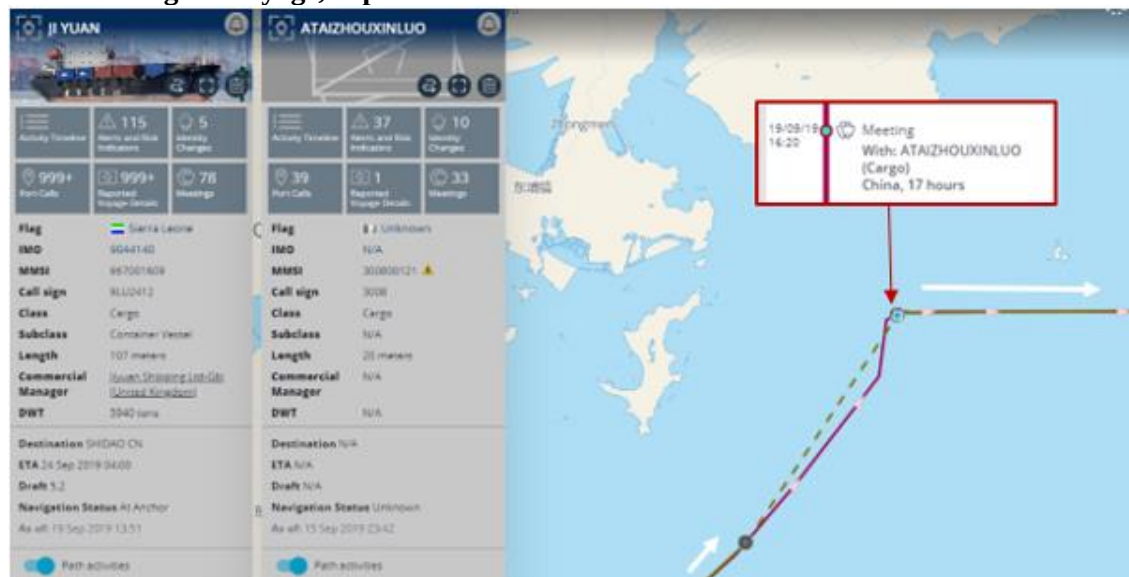
Figure Annex 36a-1: *Ji Yuan* and *Ataizhouxinluo* in the Hong Kong port area showing similar AIS voyage information, September 2019



Source: Windward, annotated by the Panel

²⁷ As of May 2021.

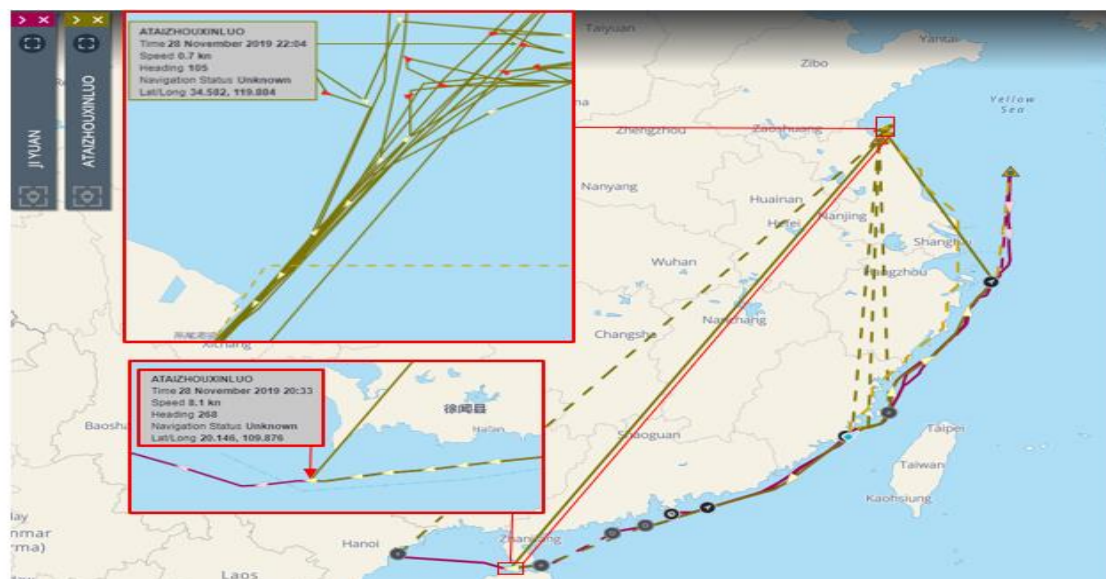
Figure Annex 36a-2: ‘Meeting’ between *Ji Yuan* and *Ataizhouxinluo* but showing same AIS tracks during the voyage, September 2019



Source: Windward, annotated by the Panel

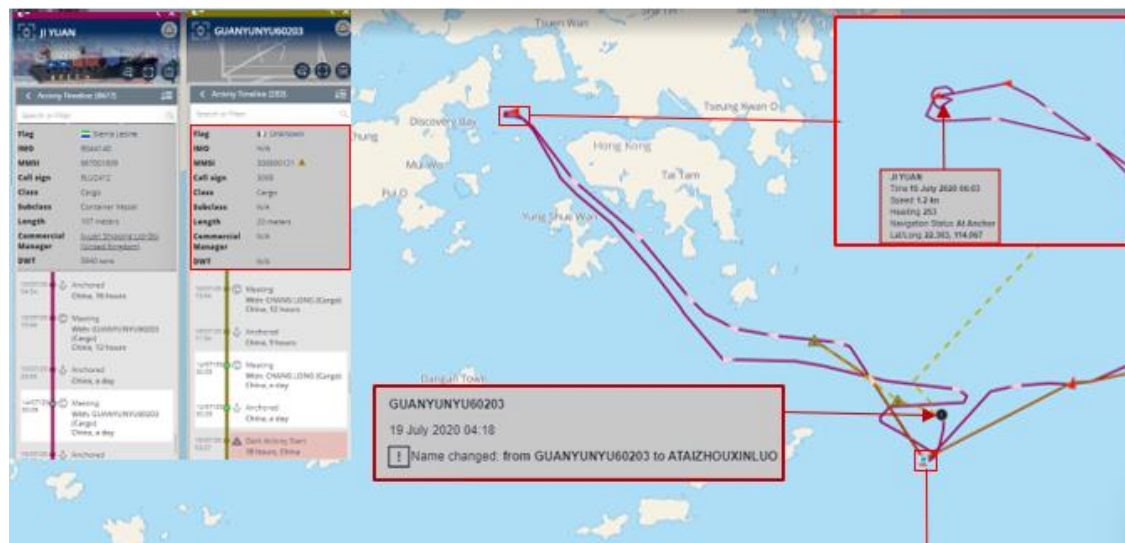
Figure Annex 36a-3: Voyage route of *Ji Yuan* / *Ataizhouxinluo* in November 2019 showing positional jumps

Example of positional jumps indicate two vessels are operating on the *Ataizhouxinluo* MMSI

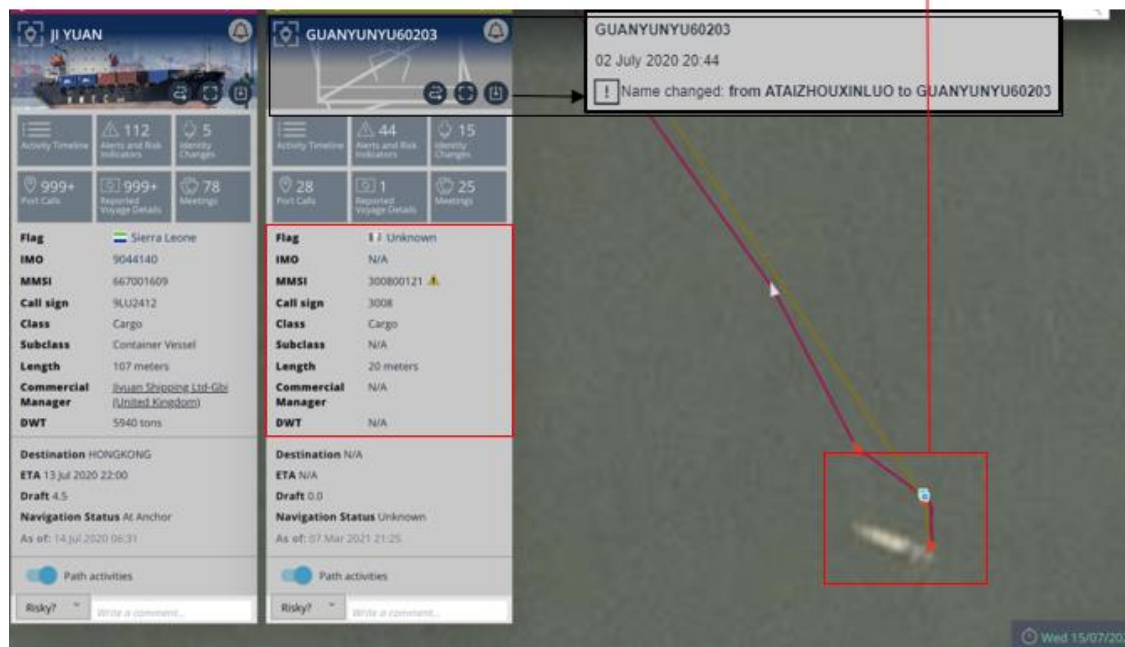


Source: Windward, annotated by the Panel

Figure Annex 36a-4: *Ji Yuan* was shown on AIS tracking database in July 2020 at Hong Kong port area



Low resolution satellite imagery showing that the *Ji Yuan* 'meeting' with *Ataizhouxinluo* (which changed its name to *Guanyunyu60203*) is just one vessel.



Source: Windward, Planet Labs, annotated by the Panel

The Panel also sought assistance from the United Kingdom, Sierra Leone, Mongolia and related entities concerning the vessel and its cargo.

Sierra Leone provided the requested documentation to the Panel including shipping documentation (see annex 36b). The *Ji Yuan* was ex-officio cancelled and deleted from the Sierra Leone ship registry on 3 April 2020, with the included reason of the vessel's engagement with activities prohibited by Security Council resolutions related to the DPRK (see annex 36c).

Mongolia provided information and documentation on the *Ji Yuan (aka Chang Long)* (see annexes 36d – 36g) and confirmed the vessel's de-registration on 14 June 2021.

The United Kingdom responded that it was following up on the requested information into the relevant companies and would revert with more details in due course.

Source: The Panel

Annex 36b: Sample of shipping documentation of the Document of Compliance holding company for Ji Yuan

JY - 00047



**SHORT TERM
DOCUMENT OF COMPLIANCE**

Issued under the provisions of the
International Convention for the Safety of
Life at Sea, 1974, as amended,

Under the Authority of Government of the

REPUBLIC OF SIERRA LEONE
by
UNION BUREAU OF SHIPPING

Name of the Company : JIYUAN SHIPPING LTD
Address of the Company : UNIT G25 WATERFRONT STUDIOS,
1 DOCK ROAD, E16 1AH LONDON, UNITED
KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND
Company Identification Number : 6115715

THIS IS TO CERTIFY THAT the safety management system of the Company has been audited and that it complies with the requirements of the International Management Code for the Safe Operation of Ships and for Pollution Prevention (ISM Code) for the types of ships listed below (delete as appropriate):

~~Passenger ship~~
~~Passenger high speed craft~~
~~Cargo high speed craft~~
~~Bulk carrier~~
~~Oil tanker~~
~~Chemical tanker~~
~~Gas carrier~~
~~Mobile offshore drilling unit~~
Other cargo ship

This Short Term Document of Compliance remains in force until the Full Term Document of Compliance has been delivered on board, but not later than 24th April 2020.

Issued at DALIAN, CHINA on 25th January, 2020



Auditor to
UNION BUREAU OF SHIPPING

Source: Member State

Annex 36c: De-registration certificate of Ji Yuan, 3 April 2020

	REPUBLIC OF SIERRA LEONE CERTIFICATE OF DE-REGISTRATION REMOVAL FROM REGISTER	
Issued in accordance with the Sierra Leone Merchant Shipping Act of 2003, Part III, Section 20 & 21.		
		Certificate No. VHQ-200-20-0878
Name of Vessel Ji YUAN		Official No. SLR10399
Call Sign 9LU 2412	Port of Registry FREETOWN	IMO No. 9044140
MMSI No 667 001 600	Type of Vessel Container Ship	Gross Tonnage 3986
Owner's Name and Address JYUAN SHIPPING LTD., UNIT G25 WATERFRONT STUDIOS, 1 DOCK ROAD, E16 1AH, LONDON, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland		Owner's IMO No. 8115715
I, the undersigned, hereby certify that:		
1. The registration of the vessel described above as Sierra Leonean ship was terminated and on the date given below and an entry was made in the merchant ship Register to this effect.		
2. At the time of de-registration the following particulars of encumbrances and rights were registered on the vessel:		
The vessel has outstanding dues to the register of Sierra Leone.		
3. The reason for de-registration of the vessel is:		
Other: Engaged in activities prohibited by UNSC resolutions related to the DPRK		
Place and Date of issuance Freetown, Sierra Leone on 03 April 2020 at 12:26 UTC		
		
This is an electronically generated certificate. It has been digitally signed and stamped.		
Rafaella Christofi - Assistant Registrar		
To Whom It may Concern: Authenticity of this certificate can be verified through the Flag Administration's website at www.smarad.com based on the Certificate Number or by contacting directly the Flag Administration through the contact details at the bottom of the certificate.		

Source: Member State

Annex 36d: Bill of Sale of vessel *Ji Yuan* (IMO: 9044140), 26 July 2019

Form No. 10A

X.S. 79A

BILL OF SALE (Body Corporate)

IMO Number	Name of Ship	Number, year and port of registry	Whether a sailing, steam or motor ship	Horse power of engines (if any)
9044140	MV SUNNY CEDAR	Built 1992, DAE SUN SHIPBUILDING & ENGINEERING CO., LTD.	Motor ship	5,320PS
Length		Meters	CM	Number of tons
Breadth		107	00	GRT
Depth		17	20	NRT
		8	30	3,980
				1,878

And as described in more detail in the Certificate of the Surveyor and the Register Book.

We, (a) KOREA MARINE TRANSPORT CO., LTD. (hereinafter called "the Transferees") having our principal place of business at 15th Floor, Hanjin Bldg., Namdaemun-ro 63, Jung-gu, Seoul, Republic of Korea, in consideration of the sum of USD 1,000,000 (United States Dollars One Million and One Hundred Thousand) in cash paid to us by (b) GOOD JOB TRADING LIMITED, RMS 05-15 13/AT SOUTH TOWER WORLD FINANCE CTR HARBOUR CITY 17 CANTON ROAD TSEM SHA TSUI KL, HONG KONG (hereinafter called "the Transferor(s)") the receipt whereof is hereby acknowledged, transfer ALL (100%) shares in the Ship above particularly described, and in her boats and appurtenances, to the said Transferee(s).

Further, we, the said transferees for ourselves and our successors covenant with the said Transferor(s) and (c) THEIR assigns, that we have power to transfer in manner aforesaid the premises hereinbefore expressed to be transferred, and that the same are free from ANY and (d) ALL MORTGAGES, ENCUMBRANCES AND MARITIME LIENS OR ANY OTHER DEBTS WHATSOEVER.

In witness whereof we have hereunto affixed our common seal on 26th July, 2019.

KOREA MARINE TRANSPORT CO., LTD.

[Redacted Signature]

(a) Insert title in FULL of the Body Corporate. (b) Insert name and address in full and description of transferee or transferees. (c) Insert "his", "her", or "their". (d) If there be any existing Mortgage or encumbrance of Mortgage or Sale, add "as well as appears by the Registry of the said Ship". (e) Description of Witnesses: Directors, Secretary, etc. (as the case may be).

NOTE: A purchaser of a registered British vessel does not obtain a complete title until the Bill of Sale has been recorded at the Port of Registry of the ship, and neglect of this precaution may entail serious consequences.

NOTE: Registered Owners or Mortgagees are reminded of the importance of keeping the Register of British Ships informed of any change of residence on their part.

Sec. F. 2058 (Oct 1971)

1542-93490-1246-3773-317-41P

*Note: The Panel holds the notarized document for the Bill of Sale.

Source: Member State

Annex 36e: Bill of Sale of vessel *Ji Yuan* (IMO: 9044140), 15 August 2019

Form No. 10A

Prescribed by the
Commissioners of
Customs & Excise
with the consent of
the Secretary of
State for Trade
and Industry

N.S. 79A

BILL OF SALE (Body Corporate)

IMO Number	Name of Ship	Official number, year and port of Registry	Whether a sailing, steam or motor ship	Horse power of engines (if any)
9044140	SUNNY CEDAR	JIR-920573 1992JEN	Motor ship	5320PS
Length Breadth Depth			Meters 187 17 8	Centimeters 00 20 30
			Number of tons Gross 3980 Net 1878	

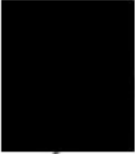
And as described in more detail in the Certificate of the Surveyor and the Register Book.

We, (a) GOOD JOB TRADING LIMITED (hereinafter called "the Vendors") having our principal place of business at RMS 05-15 13AT SOUTH TOWER, WORLD FINANCE CTR HARBOUR CITY 17 CANTON ROAD TSIM SHATSUI KL, HONGKONG, in consideration of the sum of USD 1,000,000 UNITED STATES DOLLARS ONLY or other valuable consideration paid to us by (b) JIYUAN SHIPPING LTD, with registered address at UNIT G315 WATERFRONT STUDIOS, 1 DOCK ROAD, LONDON UNITED KINGDOM E16 1AH (hereinafter called "the Purchaser(s)") the receipt whereof is hereby acknowledged, transfer ALL 100% shares in the Ship above particularly described, and in her boats and appurtenances, to the said Transferree(s).

Further, we, the said transferees for ourselves and our successors covenant with the said Transferree(s) that we have power to transfer in manner aforesaid the premises hereinbefore expressed to be transferred, and that the same are free from ANY ENCUMBRANCES (d) ALL DEBTS, MORTGAGES, TAXES AND MARITIME LIENS AND CLAIMS.

In witness whereof we have hereunto executed this bill of sale on 15 AUG. 2019

For & on behalf of GOOD JOB TRADING LIMITED.

By: 
Title: Attorney in fact

(a) Insert title in FULL of the Body Corporate, (b) Insert name and address in full and description of transferee or transferees, (c) Insert "his", "her", or "their"
(d) If there be any subsisting Mortgage, or outstanding Certificate of Mortgage or Sale, add "have as appears by the Registry of the said Ship"
(e) Description of Witnesses: Directors, Secretary, etc. (in the usual manner)

NOTE: A purchaser of a registered British Vessel does not obtain a complete title until the Bill of Sale has been recorded at the Port of Registry of the ship and neglect of this precaution may entail serious consequences.

NOTE: Registered Owners or Mortgagees are reminded of the importance of keeping the Registrar of British Ships informed of any change of residence on their part

Sec F 2054 (Oct 1971)

1548-934992-12M-5720-817-NP

*Note: The Panel holds the notarized document for the Bill of Sale.

Source: Member State

Annex 36f: De-registration and Statement of Withdrawal of Certificates of Chang Long (fka *Ji Yuan*)

Statement For Withdraw the Statutory Certificates

To whom it may concern,

This is to declare that: All the following statutory certificates of M/V CHANG LONG (IMO9044140) issued by this RO International Marine Survey Association under the Authority of the Government of Mongolia have been withdrawn due to she was de-registration by MSR on 14 June 2021. And this RO will not be responsible for the ship's condition covered by following certificates from the date of issuing this statement.

1. International tonnage certificate (ITC) IM-20-01-222
2. Cargo ship safety construction certificate (CSSC) IM-20-01-223
3. Cargo ship safety equipment certificate (CSSE) IM-20-01-224
4. Cargo ship safety radio certificate (CSSR) IM-20-01-225
5. International load line certificate (ILLC) IM-20-01-226
6. International oil pollution prevention certificate (IOPP) IM-20-01-227
7. International air pollution prevention certificate (IAPP) IM-20-01-228
8. International sewage pollution prevention certificate (ISPP) IM-20-01-229
9. International energy efficiency certificate (IEEC) IM-20-01-230
10. International ballast water management certificate (IBWMC) IM-20-01-231
11. International anti-fouling system certificate (AFS) IM-20-01-232
12. Safe management certificate (SMC) IM-20-01-235
13. International ship security certificate (ISSC) IM-20-01-236
14. Maritime labor certificate (MLC) IM-20-01-237



Issued By: International Marine Survey Association

On 15 June 2021.

Source: Member State

Annex 36g: Mongolia Ship Circular



MONGOLIA SHIP REGISTRY MONGOLIA MARITIME ADMINISTRATION

Circular No. 03-19

03 May 2019

TO: SHIP-OWNERS/ OPERATORS MANAGERS, AND INDIVIDUALS
SUBJECT: REGISTRATION AND DE-REGISTRATION PROCEDURE

PURPOSE

This Maritime Circular is to provide guidelines for the registration and cancellation of vessels who is presumable to breach a Mongolia laws and UN Sanctions.

REGISTRATION AND APPLICATION

1. The Mongolia registrar will check the vessels background and previous history.
2. The Shipowners and the managers must submit all the documents required by Mongolia Ship registry.
3. Mongolia Ship Registry has right to reject the vessel's application if consider as suspicious.
4. Mongolia Ship Registry has right to require "Letter of Undertaking" additionally from owner (The letter sample enclosed in Annex 1)

DE-REGISTRATION AND CANCELLATION OF CERTIFICATES

The Mongolia Ship Registry has right to cancel the vessels' registration in such cases:

1. Violation of Mongolia Laws and Regulations
2. Violation of UN and EU sanctions.
3. Violation of MLC and its requirements
4. Transportation of prohibited and banned cargoes.
5. High number of PSC detentions

This circular will enter into effect as of 01st June 2019.

For any inquiries, please contact us.

Mongolia Ship Registry



Source: Member State

Annex 37a: *Wol Bong San* (fka *Xin Hai*) (IMO: 7636638)

The unknown-flagged tanker *Xin Hai* (IMO: 7636638) came under the DPRK fleet and was renamed *Wol Bong San* in March 2020. The vessel's history is indicative of other vessels the Panel investigated that transitioned to become DPRK-flagged. Indicators included: not updating ownership information and DPRK-associated ties in the vessels' management history.

The *Xin Hai* was formerly Sierra Leone-flagged from October 2017 to November 2019. The vessel was de-registered with the provided reason to the ship registry that it was "sold and transferred" (see annex 37b). However, maritime databases have not registered an updated sale nor new flag registry since then till the vessel was flagged under the DPRK and renamed *Wol Bong San*, in March 2020²⁸. A satellite imagery captured showed the *Xin Hai* docked at Nampo, DPRK, in November 2020 (figure annex 37a). The vessel has not transmitted an AIS signal since October 2019²⁹.

Figure Annex 37a: *Xin Hai* (nka as *Wol Bong San*), Nampo, DPRK, 10 November 2020



Source: Member State

²⁸ The information was updated some time in 2021, with its DPRK-flagged status backdated to March 2020.

²⁹ Windward.

The *Xin Hai*'s registered owner, BVI-registered Zong Heng Ltd, listed Baili Shipping & Trading Ltd (hereafter "Baili Shipping")³⁰, a Hong Kong incorporated entity³¹ that also served as the vessel's manager and operator, as its care of address. Baili Shipping, however, according to Hong Kong corporate registry records, was dissolved in March 2018, indicating that the vessel ownership was not updated with the IMO. This is consistent with the Panel's past reporting of vessels that had conducted sanctionable activity that continued to list former owners or managers as an added layer of obfuscation, while conducting sanctions evasion activities.

The Panel notes that the facilitators behind entities that operate suspect vessels that have gone on to the flagged under the DPRK have links with other vessels that are DPRK-linked.

For instance, information provided to the Panel by an entity associated with the designated vessel *Yuk Tung* (IMO:9030891) lists the *Ocean Explorer* (IMO: 9388792) has having conducted a ship-to-ship transfer on 28 October 2018 with the *Xin Hai*. The *Ocean Explorer* conducted a ship-to-ship transfer with the *Yuk Tung* sailing as "Maika" a day later on 29 October 2019³².

Baili Shipping's sole Director and shareholder lists a Chinese national named Zhang Qiao. The Panel listed Zhang Qiao as associated with the designated *Jie Shun* (IMO: 8518780), a vessel that was interdicted in 2019 while sailing *enroute* from the DPRK towards the Suez Canal, transporting DPRK ammunition and iron ore on board³³.

Baili Shipping was also listed as the Document of Compliance holder for the then Mongolia-flagged *Tian Tong* (IMO: 8712348) from January 2016 to November 2017 prior to the vessel being re-flagged under the DPRK. It served in a similar capacity with other DPRK vessels prior to their coming under the DPRK fleet, including DPRK-flagged: *Myong Sin* (IMO: 9045182) and *Ever Glory* (IMO: 8909915) that were mentioned in Panel reports exporting DPRK-origin coal.

Source: The Panel

³⁰ 百利船舶貿易有限公司

³¹ Room 2105, DL 1374, Trend Center, 29-31, Cheung Lee Street, Chai Wan, Hong Kong, China.

³² S/2019/171

³³ S/2017/150.

Annex 37b: Certificate of De-Registration, *Xin Hai* (IMO: 7636638)

REPUBLIC OF SIERRA LEONE

CERTIFICATE OF DE-REGISTRATION
REMOVAL FROM REGISTER

Issued in accordance with the Sierra Leone Merchant Shipping Act of 2003,
Part III, Section 20 & 21.



Certificate No.

VHQ-200-19-2949

Name of Vessel

XIN HAI

Official No.

SLR10485

Call Sign

9LU 2498

Port of Registry

FREETOWN

IMO No.

7636638

MMSI No

667 001 695

Type of Vessel

OIL TANKER

Gross Tonnage

5105

Owner's Name and Address

ZONG HENG LIMITED, Viatra Corporate Services Centre, Wickhams Cay II, Road Town, Tortola, VG1110, Virgin Islands
(British)

Owner's IMO No

6011341

I, the undersigned, hereby certify that:

1. The registration of the vessel described above as Sierra Leonean ship was terminated and on the date given below and an entry was made in the merchant ship Register to this effect.
2. At the time of de-registration the following particulars of encumbrances and rights were registered on the vessel:

The vessel is free from all registered Encumbrances and Mortgages on the register of Sierra Leone.

3. The reason for de-registration of the vessel is:

Sold and transferred:

Place and Date of issuance

Freetown, Sierra Leone on 13 November 2019 at 08:53 UTC

This is an electronically generated certificate. It has been digitally signed and stamped.



Assistant Registrar

To Whom it may Concern: Authenticity of this certificate can be verified through the Flag Administration's website at www.slmaraad.com based on the Certificate Number or by contacting directly the Flag Administration through the contact details at the bottom of the certificate.

Sierra Leone Maritime Administration SLMARAD
info@slmaraad.com www.slmaraad.com

VHQ-200-19-2949

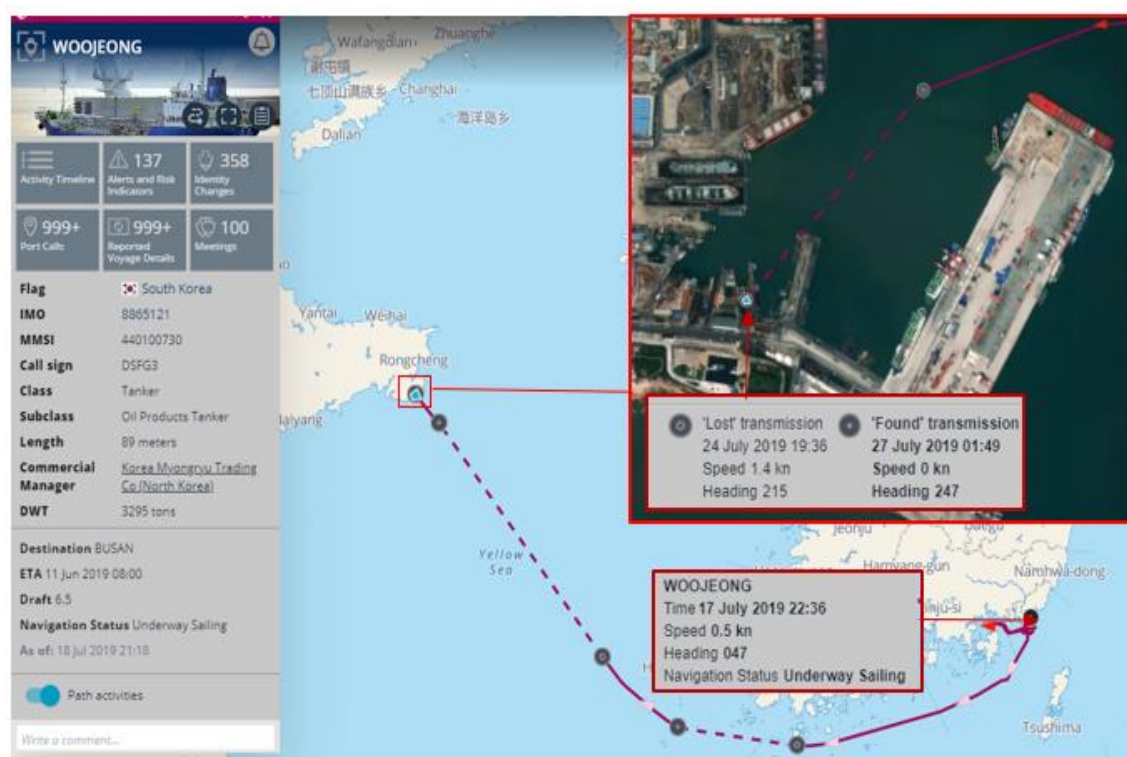
Page 1 of 1

Source: The Panel

Annex 38a: *Sin Phyang 5 (fka Woo Jeong)* (IMO: 8865121)

The *Woo Jeong* was ROK-flagged from May 2010 to September 2019³⁴. Sometime in 2021, the vessel was updated as DPRK-flagged. The *Woo Jeong* last transmitted an AIS signal around 27 July 2019 (EST) off Shidao, China (see figure annex 38a). Prior to this, the vessel sailed a domestic route. ROK authorities confirmed the dates the vessel sailed under its ship registry and provided documentation on the vessel.

Figure Annex 38a: Excerpt from a specialized maritime database platform showing voyage details of the *Woo Jeong*, July 2019



Source: Windward, annotated by the Panel

³⁴ Member State.

Maritime database information⁵⁵ listed the vessel was owned and operated by the ROK-incorporated Young Sung Global Co Ltd (hereafter “Young Sung Global”) from June 2012 until July 2019. In October 2020, the vessel was reported to have come under the DPRK ownership of Korea Myongryu Trading Co.

According to Young Sung Global, it signed a ship brokerage agreement on 1 July 2019 with a Busan-based ship brokering entity that “carried out the overseas sale of *Woo Jung* [sic]”. A Chinese broker for the buyer was identified via a Seoul-based ship brokering entity. The buyer was seeking to purchase the vessel “where fast delivery was possible”. A Memorandum of Agreement for the ship sale (see annex 38b) was signed on 8 July 2019, with the transfer of the vessel to the buyer, Deepika Shipping and Trading Ltd, within the same month (see annex 38c). Young Sung Global provided other documentation related to the vessel’s sale.

Investigations continue.

Source: The Panel

³⁵ Ibid.

**Annex 38b: Excerpts : Addendum to the Memorandum of Agreement of sale for
Woo Jeong**

Addendum No. 1 to the MOA dated 8th July 2019 made between <u>JY SNP CO., LTD</u> on behalf of the Owners (<u>YOUNG SUNG GLOBAL CO., LTD</u>) (as Sellers) And <u>DEEPIKA SHIPPING AND TRADING LTD</u> or their nominee (as Buyers) for MT "WOO JEONG" (The "Vessel")
It is hereby mutually agreed by the Sellers and the Buyers that: A) In exchange for payment of the Purchase Price, the Sellers shall furnish the Buyers with the following documents: 1. (1) One original notarized <u>Bill of Sale</u>, (Form No. 10A) in favor of the Buyers certifying that the vessel is free from all encumbrances, mortgages, maritime liens, taxes and/or any other debt or claims whatsoever duly signed by the director or the Sellers or their duly appointed Attorney and dated. The full name and designation of the signatory to the Bill of Sale to be clearly specified on the Bill of Sale. 2. Original <u>Transcript of Registry</u> issued by Korean Ship Registry stating that the vessel's register is free from registered encumbrances, mortgages. This certificate must not be dated more than 3 working days prior to Sellers tendering the Notice of Readiness and must not reference any mortgages, maritime liens, debts, taxes, financial liabilities/obligations whatsoever on the vessel. (If its not in English, the English translation to be notarized). The Sellers and Buyers agreed that the Sellers provide the "Real Estate Register in Korean language + translated in English which should be duly notarized. 3. <u>Minutes of the Resolutions of the Board of Directors</u> of the Sellers signed by the Directors of the Sellers resolving the sale of the Vessel in accordance with the terms and conditions of the MOA, approving same and appointing/authorizing the Attorney(s)-in-Fact to, inter alia, execute and deliver the Bill of Sale, the Protocol of Delivery and Acceptance and any other documents required for the legal and physical delivery of the Vessel, and to agree on the quantity of the remaining bunkers, unused lubricating oils
1

2. Original Power of Attorney authorizing person to execute the MOA and its Addenda, to execute the delivery documents. To execute the "Protocol of Delivery and Acceptance" with the Sellers, authorize representatives and to complete all formalities of the documentary closing of the vessel for and on behalf of the Buyers

C). Documents to be executed by Sellers and Buyers:

1. Protocol of Delivery and Acceptance to be executed in 3 original copies by Sellers and Buyers authorized representatives at the place of closing and the place of physical delivery stating the date, time and place of the physical delivery of the Vessel.

This addendum No.1 to be deemed as an integrated part of the MOA.

For and on behalf of Buyers:

Name:
Title: bb

For and on behalf of Sellers:

For and on behalf of
Deepika Shipping and Trading Ltd

Name: *Authorized Signature(s)*
Title:

Addendum No. 2

Vessel: MT "WOO JEONG" (IMO No.8865121) (hereinafter called the "Vessel")

Sellers: JY SNP CO., LTD

Buyers: DEEPIKA SHIPPING AND TRADING LTD

New Buyers : ZHANG RUSHENG

With reference to the Memorandum of Agreement made on 8th July 2019 by and between the Sellers and the Buyers on the sale of the Vessel (the MOA), it is mutually agreed by both parties as follows:-

DEEPIKA SHIPPING AND TRADING LTD hereby nominate ZHANG RUSHENG, PASSPORT NO. E38277026 as Buyers of the Vessel and JY SNP CO., LTD acknowledge this nomination which is accepted by the Nominee.

1) The Nominee's performance of the MOA is fully guaranteed by DEEPIKA SHIPPING AND TRADING LTD

All other terms, conditions and exceptions of the MOA, Addendum No.1 shall remain unchanged and effective in full force.

IN WITNESS WHEREOF, the parties hereto have signed and executed this Addendum No.2 in duplicate this 10th day of July, 2019.

For JY SNP CO., LTD

Name: 
Title : Attorney – In - Fact

For DEEPIKA SHIPPING AND TRADING LTD
For and on behalf of
Deepika Shipping and Trading Ltd

Name: 
Title : Representative Director

For ZHANG RUSHENG

Name: 
Title : Director

Source: The Panel

Annex 38c: Export Declaration Certificate



수출신고필증(수출이행, 감지)

× 처리기간 : 즉시

① 신고자 관세법인 사인	서정남	③ 신고번호	43052-19-070665X	④ 세관.과	030-15	⑦ 신고일자	2019-07-18	⑧ 신고구분 H	일반P/L신고	⑨ C/S구분	A
① 수출대행자 주식회사 제이와이엠텐피 (통관고유번호) 제이와이-1-18-E-01-9			수출자구분 B			② 거래구분 11 일반형태		⑤ 종류 A 일반수출		⑥ 결제방법 TT 단순송금방식	
수출화주 (주)영성글로벌 (통관고유번호) 영성글로벌-1-96-1-01-7 (주소) 부산광역시 중구 대청로 148 (충암동 2가) (대표자) [REDACTED] (소재지) 48957						② 목적국 CN PR. CHINA		⑤ 적재항 KRPUS 부산항		⑥ 선박회사 (항공사)	
						② 선배정(항공배정)		⑦ 출항예정일자		⑧ 적재예정보세구역 O3046000	
						③ 운송형태 10 BU		⑤ 검사희망일		2019/07/18	
						② 물품소재지		49000		월드세포트 부산 영도구 해양로 33-52 03055559 /	
① 제 조 자 미상 (통관고유번호) 제조미상-9-99-9-00-0 제조장소 48957			산업단지번호 999			② L/C번호		⑤ 물품상태 0			
④ 구 메 자 ZHANG RUSHENG(ON BEHALF OF DEEPIKA SHIPPING AND TRADING (구대자번호) CNZHANGR0015R						③ 사전입사개청통보여부 N		⑥ 반송 사유			
						② 면금신청인		(1:수출대행자/수출화주, 2:제조사)		자율간이결제합금 NO	
*품명·규격 (탄번호/총린수 : 001/001)											
② 품 명 USED TANKER						⑤ 상표명					
③ 거래품명 USED OIL TANKER											
④ 모델·규격						③ 성분		③ 수량(단위)		③ 단가(USD)	
						1 란 을 지		계 속			
⑤ 세번부호		B901.20-0000		⑥ 순중량		1,579,000.0 (KG)		③ 수량		1 (U)	
										\$510,000 ₩594,369,300	
⑤ 송장장부호		JY-CI-190715		⑥ 수입신고번호				⑥ 원산지 JP---N		④ 포장갯수(종류)	
										1 (GT)	
④ 수출요건확인 (발급서류명)											
⑥ 총중량		1,579,000.0 (KG)		⑥ 총포장갯수		1 (GT)		④ 총신고가격 (FOB)		\$510,000 ₩ 594,369,300	
⑥ 운임(W)		0		⑥ 보험료(W)		0		⑥ 결제금액		FOB-USD-510,000.00	
⑤ 수입허가 관리번호								⑤ 컨테이너번호		N	
*신고인기재란						③ 세관기재란					
⑤ 운송(신고)인				⑤ 적재의무기한		2019/08/17		⑥ 담당자		⑥ 신고수리일자	
⑤ 기간		부터		까지						2019/07/18	

발행번호 : 2019843317192(2019.07.24)

Page : 1/2

- (1) 수출신고수리일로부터 30일내에 적재하지 아니한 때에는 수출신고수리가 취소됨과 아울러 과태료가 부과될 수 있으므로 적재사실을 확인하시기 바랍니다.
(관세법 제253조, 제273조) 또한 휴대전화 반출시에는 반드시 출국심사(부두, 초소, 공항) 세관공무원에게 제시하여 확인을 받으시기 바랍니다.
- (2) 수출신고필증의 진위여부는 관세청 인터넷공공포털에 조회하여 확인하시기 바랍니다. (<http://unipass.customs.go.kr>)

* 본 신고필증은 전자문서(PDF 파일)로 발급된 신고필증입니다.
* 출력된 신고필증의 진위여부 확인은 전자문서의 '시정확인발' 스탬프로 출력하여 확인할 수 있습니다.

Source: The Panel

Annex 39: *Tae Phyeong 2* (fka *Ming Zhou 6*) (IMO number: 8602763)

Updated information confirmed the *Ming Zhou 6* was acquired by the DPRK and re-named *Tae Phyeong 2* in July 2020. Since then, a Member State reported the *Tae Phyeong 2* had returned to deliver DPRK-origin coal in Ningbo-Zhoushan waters and proceeded to load bagged cargo of unknown origin at Longkou port, China. China informed the Panel that “... *Tae Phyeong 2* entered Longkou port empty-loaded, and sailed to Nampo port after loading the fertilizers and pesticides”.

The Panel reported that the DPRK was suspected to have acquired the formerly China-flagged vessel *Ming Zhou 6* through a joint venture between China and DPRK entities set up to transfer the vessel (IMO: 8602763)³⁶. Publicly available information reported the vessel sold around May 2019 for demolition by its owner and operator, Ningbo Marine Co. Ltd. (hereafter, Ningbo Marine). According to a commercial maritime database, the *Ming Zhou 6* was then recorded as ‘broken up’³⁷.

The vessel was reported sold with a ‘scrap ship sale contract’³⁸ and a May 2019 delivery at Wenzhou Anchorage to Chinese national: Su Jianpo³⁹. Two other individuals Chen Jinbao and Weng Mingguo were also reported by the Member State to have been directly involved in the delivery of *Ming Zhou 6* to the DPRK. Information provided by a Member State indicates that the DPRK acquired the vessel by late May 2020 following a joint venture agreement the DPRK-based Jinmyong Trading Corporation (hereafter “Jinmyong Trading”) and the China-based Dandong Economic Cooperation Border Maritime Processing Company in November 2019, with Jinmyong Trading acquiring the *Ming Zhou 6* by late May 2020. A second DPRK-based company, Mulgil Trading General Corporation, which has overseas offices in Dandong, China according to the same Member State, helped to facilitate the acquisition.

A specialized maritime AI platform showed the *Ming Zhou 6* with an AIS transmission in May 2019 in Wenzhou, Zhejiang Province before ceasing transmission. A vessel transmitting its identification with the IMO number 8602763 and with the registered owner given as Ningbo Marine was recorded on the same commercial maritime database transmitting AIS on 1 October 2019 (EST) off Pingtan Island, Fujian Province.

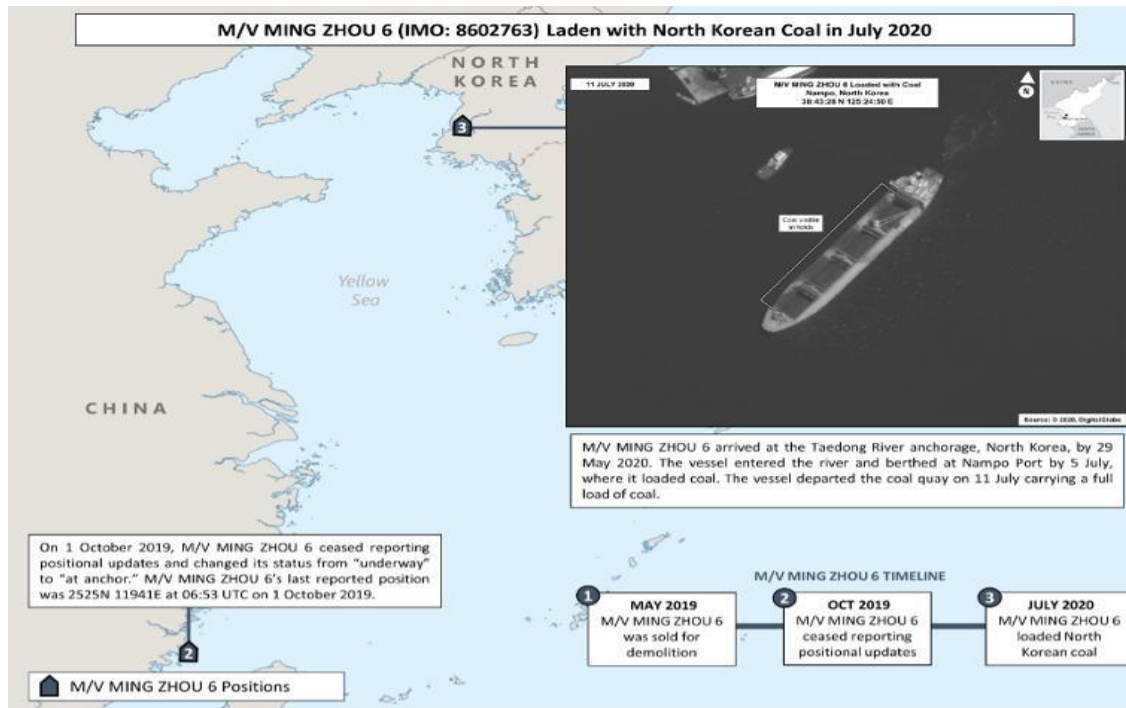
China replied that the *Ming Zhou 6*’s registration was cancelled in May 2019, with no records of the vessel entering or leaving Chinese ports. The vessel is one of the largest acquired cargo vessels. The vessel was captured on satellite imagery laden with DPRK-origin coal at Nampo in July 2020 (see figure annex 39-1). In March 2021, the vessel was recorded loading bagged cargo of unknown origin at Longkou port, China (see figure annex 39-2).

³⁶ Paragraph 71-72, S/2021/211.

³⁷ IHS Markit

³⁸ [Source: http://nbmc.com.cn/download.jsp?id=832](http://nbmc.com.cn/download.jsp?id=832)

³⁹ 苏建坡

Figure Annex 39-1: Storyboard of *Ming Zhou 6* ending up in the DPRK, 2019-2020

Source: Member State

Figure Annex 39-2: *Tae P(h)yong 2* (fka *Ming Zhou 6*) loading bagged cargo of unknown origin, Longkou, China, March 2021

Source: Member State

Figure Annex 39-3: *Tae P(h)yong 2* (fka *Ming Zhou 6*) voyage, March 2021



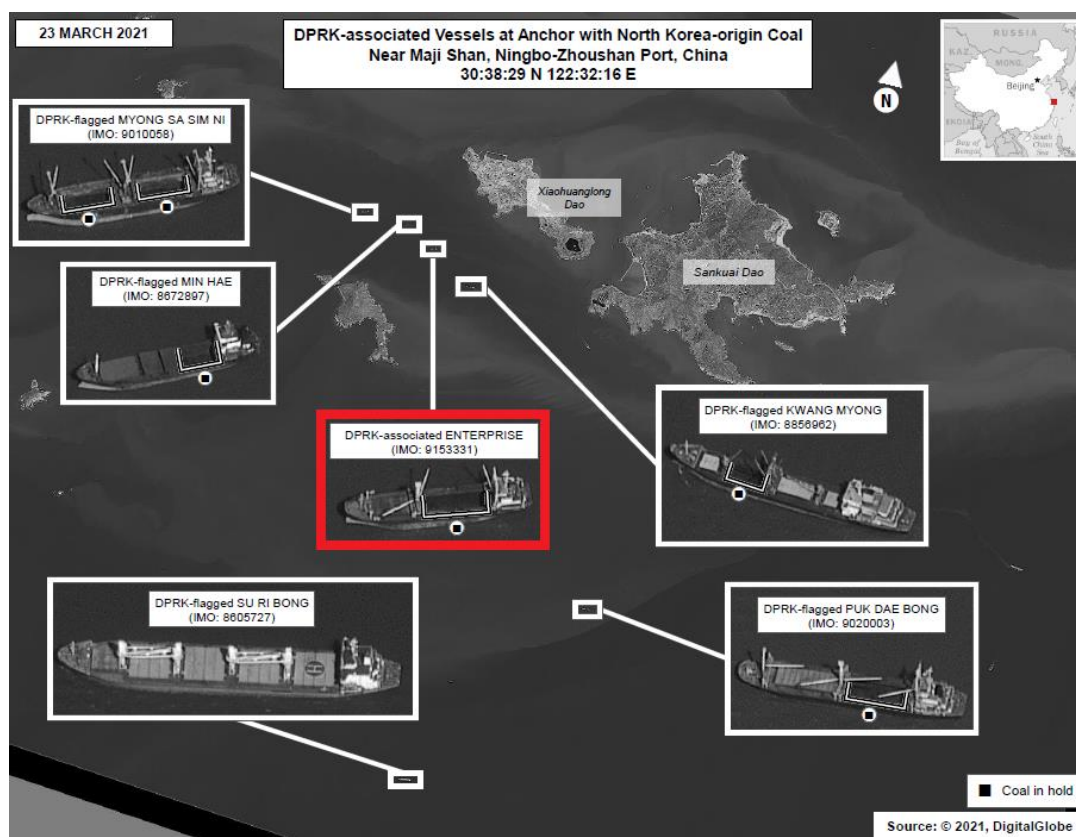
Source: Windward, Planet Labs, annotated by the Panel

Note: Inset imagery is for location purpose and not reflective of the actual date of capture per the AIS transmission overlay.

Annex 40: *Enterprise* (IMO: 9153331)

The DPRK-associated *Enterprise* has continued to sail and export DPRK-origin coal despite it being suspended from the Togo ship registry since June 2020⁴⁰. In 2021, the *Enterprise* returned to Ningbo-Zhoushan waters (see figures annex 40-1 and 40-2).

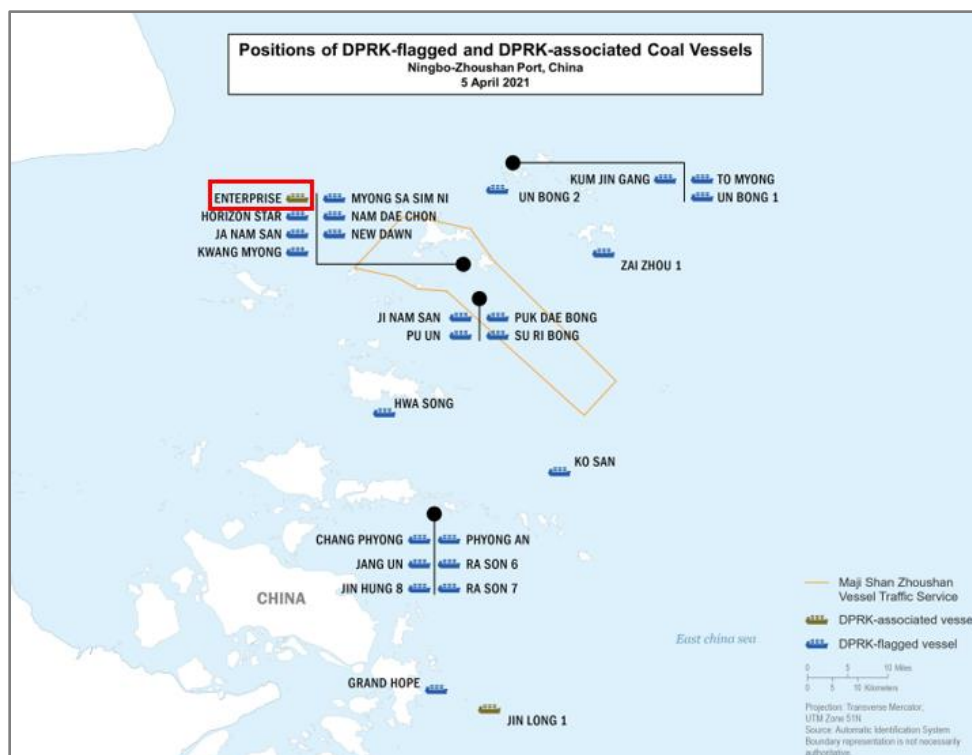
Figure Annex 40-1: *Enterprise* alongside other DPRK vessels, Ningbo-Zhoushan, China, 25 March 2021



Source: Member State

⁴⁰ S/2021/211.

Figure Annex 40-2: *Enterprise* alongside other DPRK vessels, Ningbo-Zhoushan, China, 5 April 2021



Source: Member State

Panel investigations show a connection between the owners and operators of the *Enterprise* with those of the designated *Jie Shun* (IMO: 8518780).⁴¹

Networks

The Panel reported that about four months prior to the *Enterprise*'s arrival at Nampo, DPRK, the vessel's ownership and management was transferred to entities with listed addresses in China. Tai Yuan Shipping Co Ltd (hereafter "*Tai Yuan*") was recorded as the vessel's group owner since June 2019, with the vessel's registered owner as Blue Sky Shipping Co Ltd (hereafter "*Blue Sky*"). Blue Sky is listed in the care of Dalian Taiyuan International Shipping Agency Co Ltd (hereafter "*Dalian Taiyuan*")⁴². Dalian Taiyuan, the vessel's operator and manager since June 2019, lists an address in Dalian, Liaoning Province⁴³.

⁴¹ Vessel was designated in October 2017.

⁴² IMO website.

⁴³ Room 2112B, World Trade Center, 25 Tongxing Jie, Zhongshan Qu, Dalian, Liaoning, 116001, China.

Shipping records obtained by the Panel show the managers of *Enterprise* as Dalian Taiyuan with a different address: #32, Wuwu Road, Zhongshan District, in Dalian (see figure annex 40-3). This address has the same co-located building address as Vast Win Trading Limited, the former owner of the designated *Jie Shun*. The *Enterprise*'s former owner and operator when it was sailing as *Blue Sky*, Jitsu Limited, also lists the same associated address (see figure annex 40-4), indicating a continued management association despite a change in the names of the entities. Sale documentation of *Blue Sky* when it was purchased by Jitsu Limited, lists a Gu Min as the Jitsu Limited's sole Director (see figure annex 40-5). A "Ms Gu Min" was listed by the Panel has the Director of Bene Star, along with Mr Pan Wei Chao, Director of Pantech Shipping Ltd.; and Mr Li Qi, vice-president of Dalian Shenghao International Trade Ltd, as involved in the export of coal and iron ore from the DPRK⁴⁴. Investigations continue.

Figure Annex 40-3: Last listed operator of *Enterprise* Dalian Taiyuan International Shipping Agency Co Ltd's address

REPUBLICQUE TOGOLAISE
TRAVAIL – LIBERTÉ – PATRIE

TOGOLESE MARITIME AUTHORITY
INTERNATIONAL SHIP REGISTRY

PROVISIONAL MINIMUM SAFE MANNING CERTIFICATE

Certificate Number: TG/MSM/139-38512/134/FE

TYPE OF SHIP : GENERAL CARGO OFFICIAL NUMBER : TG-01241L
IMO NUMBER : 9153331 CALL SIGN : S V F X 6

NAME OF SHIP	GROSS TONNAGE	MAIN ENGINE'S PROPULSION
ENTERPRISE	4743	2427 KW

It is hereby confirmed that having regard the provisions of the regulation V/14(2) of SOLAS 1974 as amended, taking into account the Principles of Safe Manning as contained in IMO Resolution A.1047 (27) related to the Safe Manning and the national requirement of the Togolese Republic, the above mentioned ship is considered safely manned, if whenever proceeds to sea, carries not less than the number and grades of personnel shown in this document, taking into account any special condition stated herein:

DECK AND ENGINE MANNING					
GRADE / CAPACITY	STCW REG.	NR.	GRADE / CAPACITY	STCW REG.	NR.
Master	II/2	1	Chief Engineer	III/3	1
Chief Mate	II/2	1	Second Engineer	III/3	1
Deck Officer(s)	II/1	1	Engineer Officer(s)	III/1	1
Deck Rating(s)-watch or Able seafarer Deck	II/4 or II/5	2	Electro-Technical Officer		
Deck Rating(s)	VI/1	1	Engine Rating(s) watch or Able Seafarer Engine	III/4 or III/5	1
			Electro-Technical Rating	III/7	1
			Engine Rating(s)	VI/1	1

CONDITIONS TO BE TAKEN INTO ACCOUNT

- A minimum of Two (2) Watch keeping deck Officers or one dedicated radio Officer are required to have the appropriate GMDSS Radio operator certificate, General or Restricted, depending upon the ship's intended Area of Operation.
- Trading area : UNRESTRICTED VOYAGE
- Periodically unattended machinery space (Yes / No) : No
- Operating Company: DALIAN TAIYUAN INT'L SHIPPING AGENCY CO., LTD.
- ADDRESS: ROOM 409, ANDA BUSINESS BUILDING, NO.32 WUWU ROAD, HAIJUN SQUARE STREET, ZHONGSHAN DISTRICT, DALIAN CITY, LIAONING PROVINCE, CHINA

This certificate is issued on the 14th day of the month JUNE of the year 2019 under the authority of the Directorate of Maritime Affairs of the Government of the Togolese Republic and it remains valid until the 18th day of the month DECEMBER of the year 2019.

For the International Ship Registry of Togo

Deputy Registrar

TOGOLESE MARITIME AUTHORITY
INTERNATIONAL SHIP REGISTRY

Source: Member State

⁴⁴ Paragraphs 66-69 and Annex 7, S/2017/150.

Figure Annex 40-4: Former owner and operator of *Enterprise* (sailing as *Blue Sky*), Jitsu Ltd, with a co-located building address with last listed operator of *Enterprise*, Dalian Taiyuan International Shipping Agency Co Ltd

REPUBLICQUE TOGOLAISE TRAVAIL - LIBERTE - PATRIE  TOGOLESE MARITIME AUTHORITY INTERNATIONAL SHIP REGISTRY	
FORM 1 CONTINUOUS SYNOPSIS RECORD (CSR) DOCUMENT NUMBER 08 FOR THE SHIP WITH IMO NUMBER: 9153331 Dates should be in format yyyy/mm/dd.	
Information	
1	This document applies from (date): 2018/JULY/20
2	Flag State: REPUBLIC OF TOGO
3	Date of Registration with the State indicated in 2: 2018/JUNE/20
4	Name of Ship: BLUE SKY
5	Port of registration: LOME
6	Name of current registered owner(s): JISU LIMITED (100%) Registered address(es): UNIT 5, 27/F., RICHMOND COMM. BLDG., 109 ARGYLE STREET, MONGKOK, KOWLOON, HONG KONG
7	Registered owner Identification Number: 5968851
8	If applicable, name of current registered bareboat charterer(s): N/A Registered address(es):
9	Name of Company (International Safety Management): JISU LIMITED Registered address (es): UNIT 5, 27/F., RICHMOND COMM. BLDG., 109 ARGYLE STREET, MONGKOK, KOWLOON, HONG KONG Address(es) of its safety management activities: #32 WUWU ROAD, ZHONGSHAN DISTRICT, DALIAN, CHINA
10	Company Identification Number: 5968851
11	Name of all Classification Societies with which the ship is classed: UNIVERSAL MARITIME BUREAU CO., LTD.
12	Administration/Government/Recognized Organization which issued Document of Compliance: UNIVERSAL MARITIME BUREAU CO., LTD. Body which carried out audit (if different):
13	Administration/Government/Recognized Organization which issued Safety Management Certificate: UNIVERSAL MARITIME BUREAU CO., LTD. Body which carried out audit (if different):
14	Administration/Government/Recognized Organization which issued International Ship Security Certificate: UNIVERSAL MARITIME BUREAU CO., LTD. Body which carried out verification (if different):
15	Date on which the ship ceased to be registered with the State indicated in 2: N/A
16	Remarks: N/A
THIS IS TO CERTIFY THAT this record is correct in all respects Issued by the Ship Registrar of the Togolese Directorate of Maritime Affairs Date of issue: 2018/JULY/20 For the International Ship Registry of Togo Vera N. Medawar Registrar  This document was received by the ship and attached to the ship's CSR file on the following date Date: _____ Signature: _____	

Source: Member State

Figure Annex 40-5: Documentation of Jitsu Limited's purchase of *Blue Sky* (nka *Enterprise*)

BILL OF SALE (Body Corporate)

Form No. 10A No. 79 A (Sale)

Official Number IMO: 9153331	Name of Ship DADE DUNHUA	Year and port of registry 1998, NPL	Whether a sailing, steam or motor ship MOTOR VESSEL	Horse power of engine (if any) 2,427 K.W
---------------------------------	-----------------------------	--	--	---

Length from fore part of stem, to the aft side of the head of the stem post/fore side of the rudder stock (ITC) Main breadth to outside of plating Depth in hold from tonnage deck to ceiling amidships	Meters	Centimeters	Number of Tons	
	84	90	Gross	Net
	17	70	4743	2763
	12	00		

and as described in more detail in the Certificate of the Surveyor and the Register Book

We (a) CHINA SHUANGMUFENG SHIPPING CO., LTD (hereinafter called the "Transferees") having our principal place of business at Trust Company Complex, Ajelake Road, Ajelake Island, Majuro, Marshall Islands MH96960 in consideration of the sum of US\$600,000 (Saying United States Dollars Six Hundred Thousand only) paid to us by (hereinafter called the "Transferors") the Receipt whereof is hereby acknowledged, transfer ALL shares in the Ship above particularly described, and in her boats to the Transferors (b) JISU LIMITED with address Units, 27/F., Richmond Comm. Bldg., 109 Argyle Street, Mongkok, Kowloon, Hong Kong.

Further, we, the said Transferees for ourselves and our successors covenant with the said Transferors and (c) their assigns, that we have power to transfer in manner aforesaid the premises herebefore expressed to be transferred, and that the same are free of all encumbrances, maritime liens, mortgages, arrests, taxes and any other claims whatsoever.

In witness whereof we have hereunto affixed our common seal this day of June of the year 2018.

For and behalf of the Transferors:
 For and on behalf of
 CHINA SHUANGMUFENG SHIPPING CO., LTD
 [Redacted Signature]

By: [Redacted Signature]
 Title: Director

(all insert title in FULL of the Body Corporate) (b) Insert name and address in full and description of transferee or transferees. (c) Insert "his", "her" or "their".
 (d) If there are subsisting Mortgage, or outstanding Certificate of Mortgage or Sale, add "save as appears by the Registry of the said Ship".
 (e) Description of Witnesses: Directors, Secretary, etc. (as the case may be)

NOTE: - A purchaser of a registered British Vessel does not obtain a complete title until the Bill of Sale has been recorded at the Port of Registry of the ship, and neglect of this precaution may entail serious consequences
 NOTE: - Registered Owners or Mortgagees are reminded of the importance of keeping the Registrar of British Ships informed of any case of residence on their part.

ACCEPTANCE OF SALE

PARTICULARS OF THE VESSEL			
Registration No: 48800-17		Name of Vessel: DADE DUNHUA	
Port of Registry: PANAMA		Type of Vessel: GENERAL CARGO SHIP	
HP of Engine if any: 2427KW		Length: 84.90	
Recorded in	Tonnage	Breadth: 17.70	
Book	Gross: 4743	Depth: 12.00	
Page	Net: 2763	and as described in more details in the certificate of the surveyor and Register Book	
Entry	Underdeck		

ACCEPTANCE OF SALE

The undersigned GU MIN on behalf of and representing the Corporation named JISU LIMITED in the above Bill of Sale, in my position as DIRECTOR of the said Corporation. HEREBY ACCEPT for all legal purposes the sale and transfer effected by the said Bill of Sale to the said corporation by CHINA SHUANGMUFENG SHIPPING CO., LTD of the VESSEL MV DADE DUNHUA (TBN: MV BLUE SKY) referred to in the attached Bill of Sale.

Dated the 14TH day of JUNE, 2018

GU MIN AS DIRECTOR [Redacted Signature]

Name & Signature of PURCHASERS

*Remark : Applicant should record with ship's actual corresponding data.

Source: The Panel

Annex 41: DPRK documents related to Fishing Rights Transfer

According to information provided by a Member State, the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) continues to sell fishing rights to a third country. Investigations carried out by the relevant authorities of that Member State on separate deployments of third country fishing fleets to and from the DPRK waters have revealed the following:

DPRK issued Fishing Rights Certificate and Insurance Policy

In January 2020, the Member State's Coast Guard conducted inspections on fishing fleets moving southward from DPRK waters and obtained several official documents, including a fishing rights certificate and insurance policy issued by the Korea National Insurance Corporation of DPRK, a United Nations-designated entity (KPe.048).



Fishing Rights Certificate



Insurance Policy

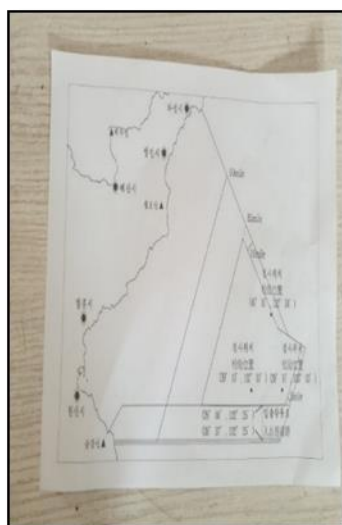
Source: Member State

It is stipulated in the fishing rights certificate that the initial “Term of fishing fill”, the period for permitted fishing, was May to December 2019. An additional period for permitted fishing, January 1 to 15 2020, was added by handwriting. The insurance policy was issued in May 2019.

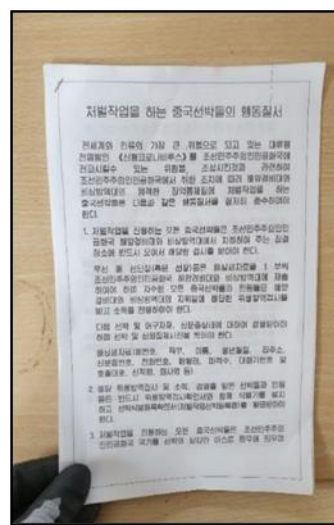
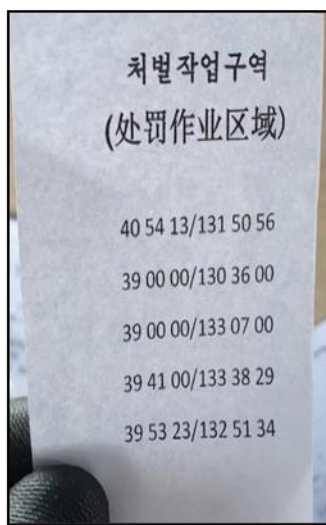
In May 2020, the Member State's Coast Guard was informed by radio from a fishing fleet heading towards DPRK waters that approximately 200 fishing vessels were engaged in fishing in DPRK waters. Some crew members of these fishing vessels mentioned that they would receive DPRK fishing rights certificates and fuel upon arrival in DPRK waters at a spot designated by DPRK officials.

“Punishment Work Area” and Guidelines for Fishing in the Area

In November 2020, inspections were carried out on several fishing vessels leaving southwards from DPRK waters due to deteriorating weather conditions. During these inspections, the Member State’s Coast Guard obtained a DPRK map illustrating what was literally called a “punishment work area”⁴⁵, which included several inspection points and routes to enter/exit the area, and a guideline⁴⁶ for fishing activities in the area. These documents were issued by DPRK’s Coast Guard and Emergency Disinfection Unit⁴⁷.



Map of the “Area” with Coordinates



Issued Guideline

Source : Member State

The first paragraph of the guideline reads “In respect to the dangers posed by (a third country’s fishing vessels) to the DPRK regarding the <<New Coronavirus>> which is the gravest threat to the whole world and humanity, the (third country’s) fishing vessels, who undergo punishment activities under the strict surveillance of the DPRK Coast Guard and Emergency Disinfection Unit, should strictly abide by the following administrative rules.”

⁴⁵ 처벌작업구역 (in Korean)

⁴⁶ The guideline appears to be administrative rules for the third country’s fishing fleets to follow when fishing in DPRK waters.

⁴⁷ 조선민주주의인민공화국 해양경비대, 조선민주주의인민공화국 비상방역대 (in Korean)

The crew members of the inspected fishing vessels mentioned that fishing was allowed in that area only when it was permitted by the DPRK authorities. The Member State assessed that due to COVID-19, the fishing vessels and their crew members were seemingly required to undergo disinfection measures as a precondition to fishing under the strict surveillance of the DPRK authorities.

The Panel has reviewed the Korean language guidelines and finds it difficult to conclude why the area is called a “punishment work area”. However, fishing activity appears to be strictly restricted to this area and fishing vessels may only enter the area to fish with DPRK permission and some form of COVID-19 disinfection measures. There would be consequences – including as a form of “punishment”, seizure of vessels, confiscation of fishing gear and the vessels’ catch, imposition of fines, and deportation – for fishing vessels which did not follow these strict guidelines.

Annex 42: China's reply to the Panel**2. Fishing rights (OC.175)**

China's fishing authority and relevant coastal provinces have taken measures to strengthen management and demand the fishing companies and fishermen to strictly follow the Security Council resolutions. China's position on illegal acquiring fishing rights is clear, that is, such activities, once verified, will be dealt with in accordance with laws and regulations.

According to China's investigation, no substantial evidence was found on the alleged involvement of General Association of Koreans in China and Weihai Peninsula Vessel Fuel Co., Ltd.. The information provided by the Panel, which is based solely on fragmented reports from certain media, could not serve as basis for us to carry out in-depth investigation. China hopes the Panel does not include relevant information in its report.

Source : Member State

Annex 43: Coal exports by DPRK vessels in 2020⁴⁸

In 2020, a Member State reported at least 4.8 million metric tons of coal and possibly other sanctioned minerals in 636 shipments to China, using a mix of ship-to-ship transfers in Chinese territorial waters and direct shipments aboard China-flagged coastal barges. DPRK-flagged and controlled vessels accounted for 58% of exports by volume, with these vessels offloading 96% of their coal via ship-to-ship transfer at Ningbo-Zhoushan Port, China. The remaining ship-to-ship transfer area took place in Chinese waters in the Lianyungang area. 42% of exported DPRK-origin coal were directly delivered by China-flagged coastal barges that picked up coal at DPRK ports and delivered the coal to Chinese ports primarily along the Yangtze River.

Table Annex 43: Shipment breakdown of the DPRK's maritime coal exports in 2020.

Vessel Type	Number of Shipments	Metric Tons Exported	Percentage
DPRK-controlled fleet	441	2,770,000	58%
China-flagged coastal barges	195	2,037,000	42%
Total	636	4,807,000	100%

Source: Member State

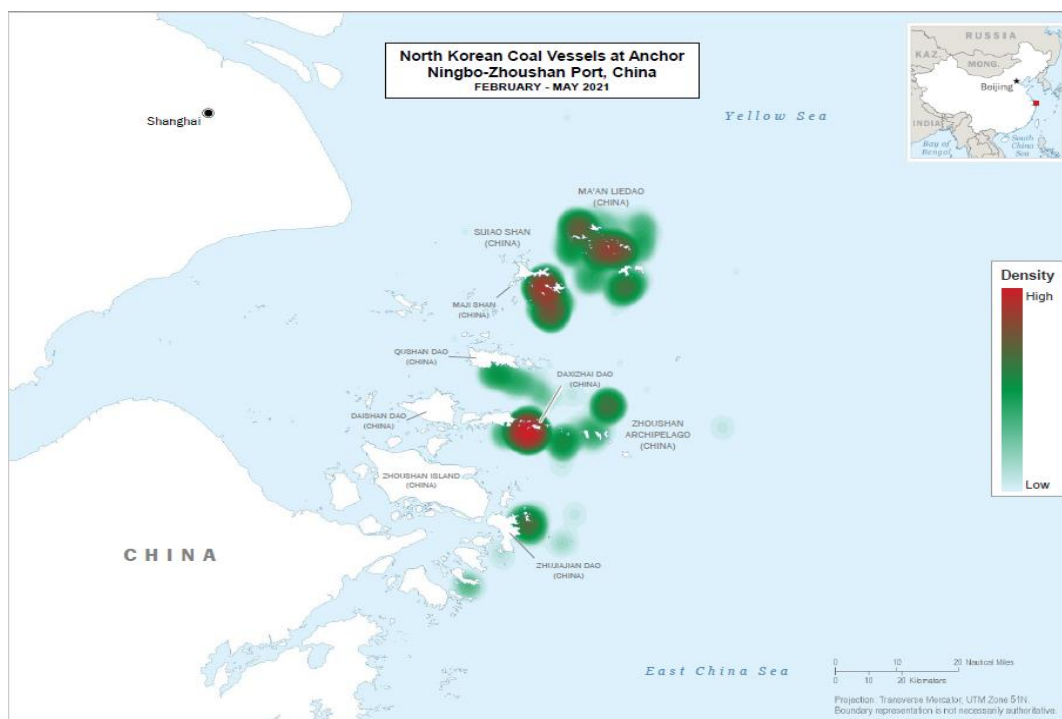
⁴⁸ Two experts expressed the view that the data in this annex needs to be further verified.

Annex 44: Ship-to-ship transfers of coal by DPRK vessels, Ningbo-Zhoushan, China

The 26 DPRK-flagged and DPRK associated vessels in the Ningbo-Zhoushan area on 5 April 2021 referenced in the Panel's report at paragraph 89, figure 12, were assessed by a Member State to have offloaded DPRK-origin coal via ship-to-ship transfers in Chinese territorial waters. Many of these vessels that have been featured in the Panel's past reports illicitly exporting coal to China since at least 2018.

The Panel's reports have also referenced the presence of DPRK vessels and of DPRK-origin coal transfers assessed to have taken place near or at a number of Chinese port jurisdictions, including near the Ningbo-Zhoushan area. figure annex 44 shows the various anchorages where DPRK vessels congregated between February and May 2021, with the higher density clusters near: Ma'an Liedao, Maji Shan, Qushan Dao, Daxizhai Dao, the Zhoushan Archipelago, and Zhujiajian Dao. These located waters have been highlighted in previous Panel reports⁴⁹ for the DPRK's export of its coal through ship-to-ship transfers to local vessels.

Figure Annex 44: DPRK vessels and DPRK associated vessels at anchor in Ningbo-Zhoushan waters, February to May 2021



Source: Member State

⁴⁹ S/2020/840 and S/2021/211.

The Panel wrote to China requesting information on the DPRK vessels present in Chinese waters, the identifiers they were transmitting under, these vessels' cargo, any ship-to-ship transfers conducted in Chinese waters with the type and amount of cargo offloaded, information on the receiving vessels' identities along with the entities and individuals that operated the receiving vessels and the offloaded coal cargo's end destination.

China responded:

(6) OC.74

The Panel's letter claimed that 26 DPRK-flagged and DPRK-associated vessels appeared in the Ningbo-Zhoushan area on 5

April, 2021. Relevant Chinese authorities conducted investigation accordingly. The 10 vessels with IMO number did not enter Chinese ports around 5 April 2021. Among these 10 vessels, *Kum Jing Gang* and *Un Bong 2* submitted port-entry requests to Dalian and Yantai respectively, but in fact they did not enter ports. Regarding the other 16 vessels without IMO number, China could not check their information as China is not the flag state of these vessels.

China attaches great importance to DPRK-related smuggling activities through ship-to-ship transfers. Relevant Chinese authorities have overcome numerous difficulties including the pandemic-related restrictions, done a great deal of job, and conducted careful investigation and verification on every single letter from the Panel. China hopes the Panel treats China's feedback in a prudent manner, and does not include in its report information which is unverified or inconsistent with the facts.

Source: Member State

Annex 45: Imagery of DPRK vessels in patrolled waters

This annex is confidential.

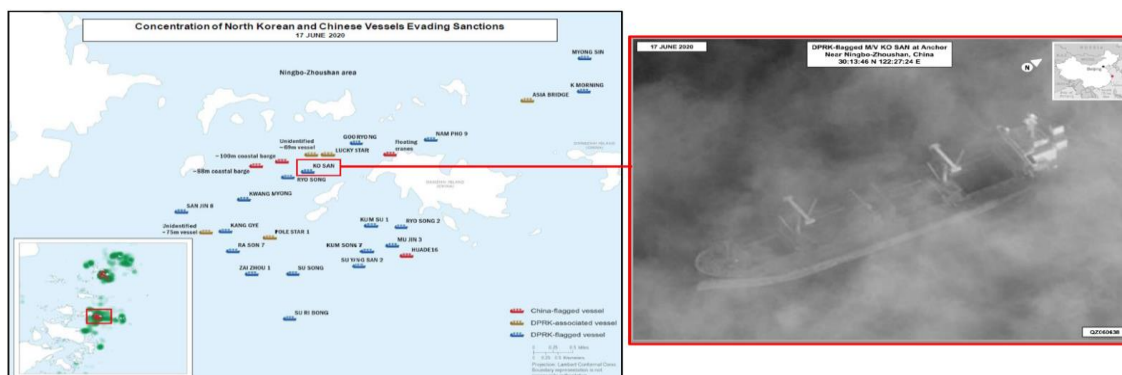
Annex 46: DPRK vessels exporting prohibited coal and importing humanitarian cargo in a single voyage

Of the 26 DPRK-associated cargo vessels that were anchored outside of Nampo Lock Gate as on 11 May 2021 (see figure 14, paragraph 99 of this report's maritime section), several of the vessels returned from Ningbo-Zhoushan empty after delivering North Korea-origin coal, according to a Member State. Half of the vessels returned from other Chinese ports, mostly Longkou Port, possibly with humanitarian aid such as fertilizer and foodstuffs. Some of those vessels, such as the DPRK-flagged *Tae Phyong 2* (IMO: 8602763), delivered coal to Ningbo-Zhoushan before transiting to Longkou. Most of these vessels will likely continue to wait before being allowed to offload cargo at Nampo or other ports along the Taedong River⁵¹.

DPRK-flagged *Ko San* (IMO: 9110236)

Based on data sourced from maritime databases and Member State information, the DPRK vessel *Ko San* (IMO: 9110236) departed Chongjin, DPRK, by 29 May 2020. The *Ko San* dropped its AIS transmission around 3 June 2020 whilst east of Jeju Island, Republic of Korea, before retransmitting around 28 June 2020 as it approached Dalian, China. According to a Member State, the *Ko San* arrived at Ningbo-Zhoushan waters by 7 June 2020 and offloaded its coal cargo by 18 June 2020. Figure annex 46-1 showed the *Ko San* at anchor in Ningbo-Zhoushan waters alongside other DPRK vessels on 17 June 2020.

Figure Annex 46-1: *Ko San* in Ningbo-Zhoushan, China, 17 June 2020



Source: Member State

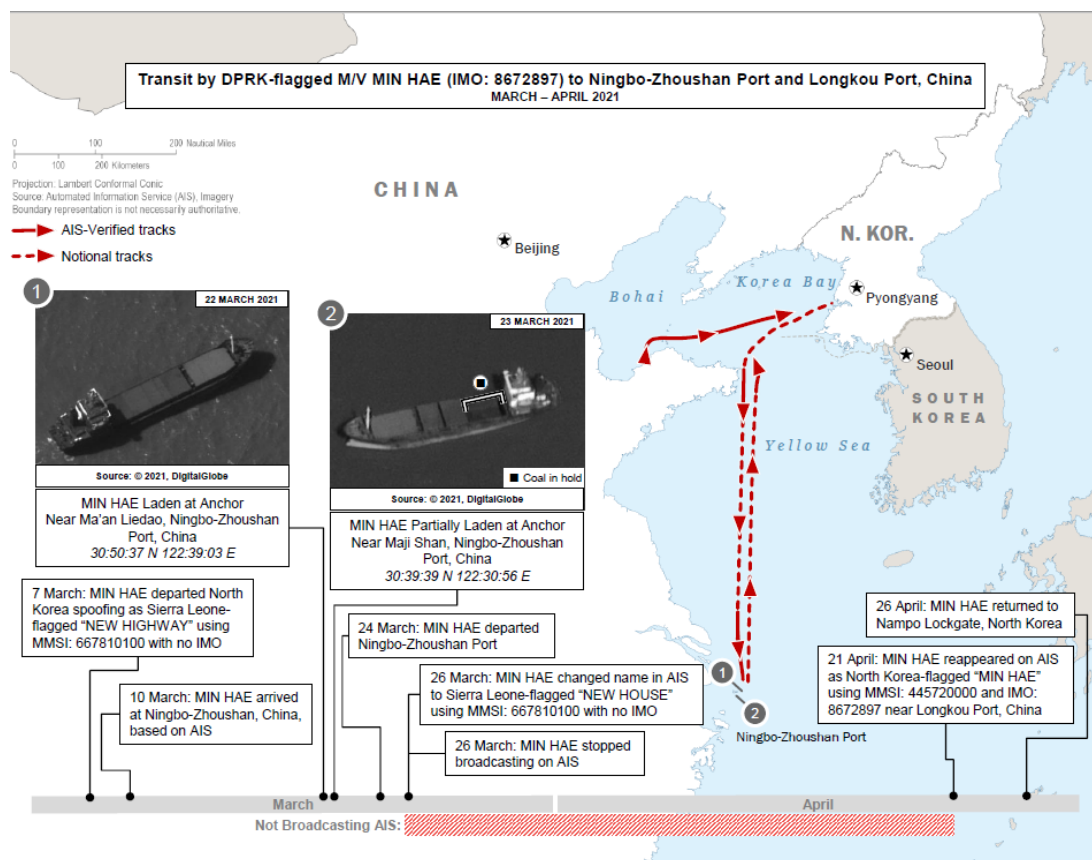
⁵¹ For instance, the DPRK-flagged *Mi Yang 5* (IMO: 8620454) was reported to have waited outside of Nampo lock gate for around 100 days before entering to offload cargo on 11 May. The DPRK-flagged *Yon Pung 3* (IMO: 8314811) waited for 124 days before entering the lock gate with cargo it loaded at Longkou Port.

According to a Member State, humanitarian aid cargo for delivery to DPRK was loaded onto the *Ko San* at Dalian, China, on and around 1 July 2020. Information on commercial maritime database platforms show the *Ko San* arrived at Dalian port by 3 July 2020, with a draft change that indicated cargo was loaded onto the vessel. The vessel last transmitted an AIS signal in July 2020. In 5 April 2021, the vessel was back in Ningbo-Zhoushan waters by 5 April 2021 carrying DPRK-origin coal.

DPRK-flagged *Min Hae* (IMO: 8672897)

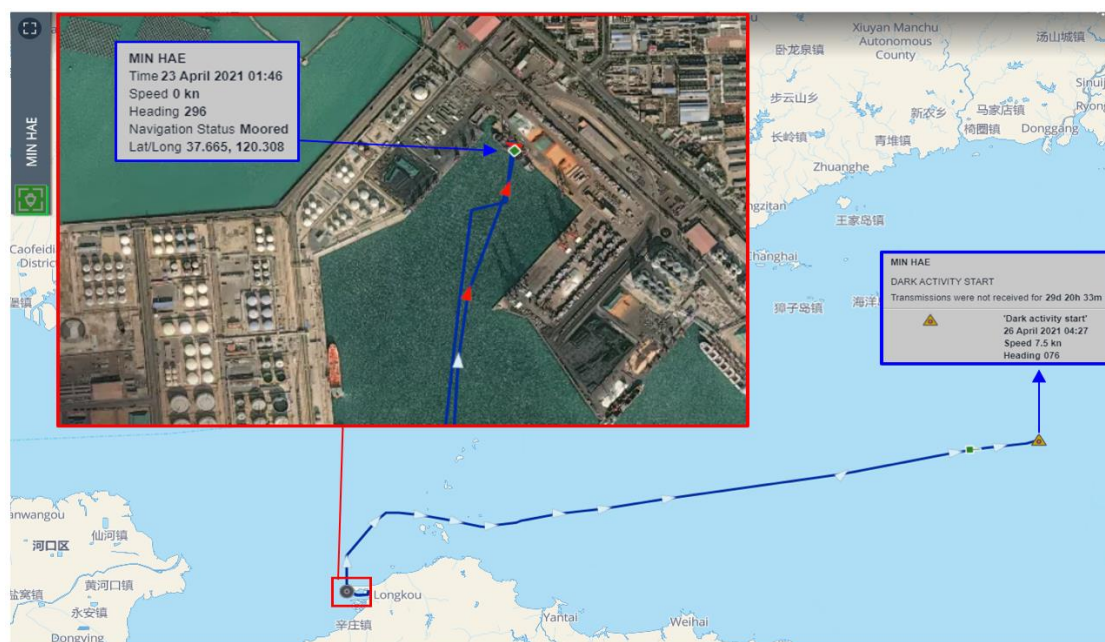
In the first week of March 2021, the DPRK-flagged *Min Hae* (IMO: 8672897) departed the DPRK with coal cargo for Ningbo-Zhoushan waters and then proceeded to call at Longkou Port before returning to the DPRK (see figure annex 46-2). The port information and tracking data from Longkou available to the Panel is at figure annex 46-3.

Figure Annex 46-2: Storyboard of DPRK-flagged *Min Hae*'s (IMO: 8672897) voyage to export DPRK-origin coal and import humanitarian aid cargo in a single voyage, March to April 2021



Source: Member State

Figure Annex 46-3: *Min Hae* at Longkou port area, China, 23 April 2021



Source: Windward, annotated by the Panel; Google Earth (insert satellite imagery as representative of the port location not by actual date; AIS signal overlay as on 23 April 2021)

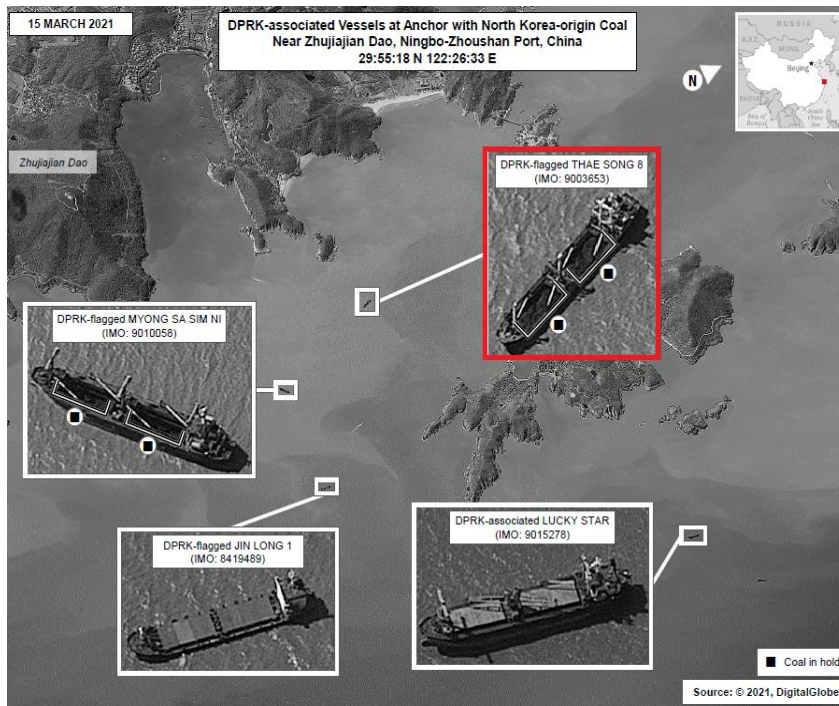
DPRK-flagged *Thae Song 8* (IMO: 9003653)

The DPRK-flagged *Thae Song 8* (IMO: 9003653) was another vessel located outside Nampo Lockgate as on 11 May 2021 that exported DPRK-origin coal to Ningbo-Zhoushan waters and returned with humanitarian aid cargo. The Panel had reported the *Thae Song 8*, then sailing as *Forever Lucky*, exporting illicit DPRK-origin coal as far back as 2017.

The Panel's tracking records of the vessel indicated that prior to its arrival at Ningbo-Zhoushan waters, *Thae Song 8* had not transmitted on its AIS for at least seven months since August 2020. On 15 March 2021, the vessel was recorded on satellite imagery near Zhujiajian Dao, China, with coal in its holds, and within vicinity of other DPRK and DPRK-associated vessels (see figure annex 46-4). *Thae Song 8* was again located around a week later in another part of Ningbo-Zhoushan waters near Daxizhai Dao, China (see figure annex 46-5). A day earlier, the Chinese coast guard patrol craft was recorded transiting close by, along with eight other DPRK vessels located within vicinity. By 6 April 2021, *Thae Song 8* appeared berthed at the Longkou Terminal based on its AIS transmissions on a specialized commercial maritime tracking platform. By mid-April 2021, the vessel was back in the DPRK outside of Nampo Lockgate⁵² (see figure annex 46-6).

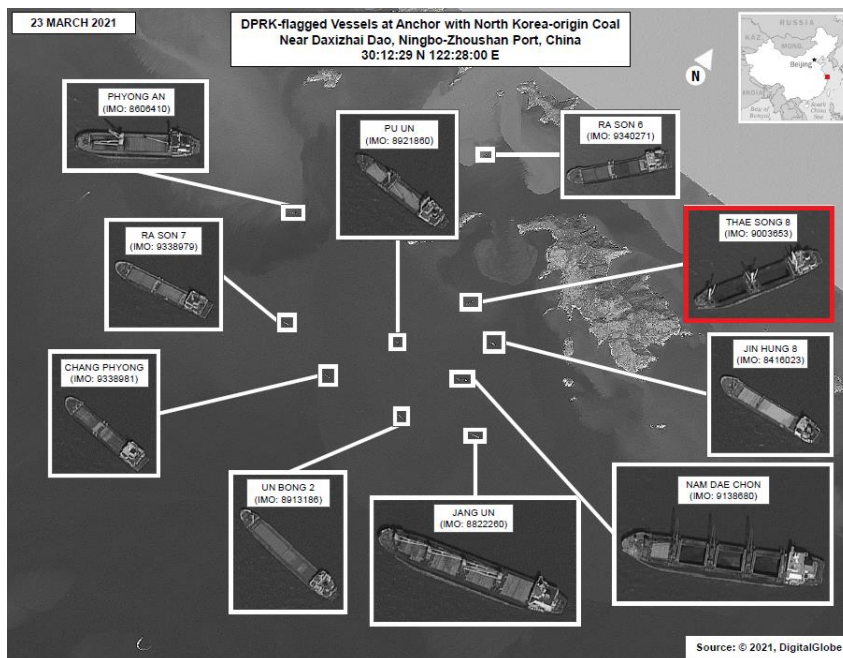
⁵² The vessel last transmitted on 21 April 2021, information as of 30 June 2021.

Figure Annex 46-4: *Thae Song 8* near Zhujiajian Dao, Ningbo-Zhoushan, 15 March 2021



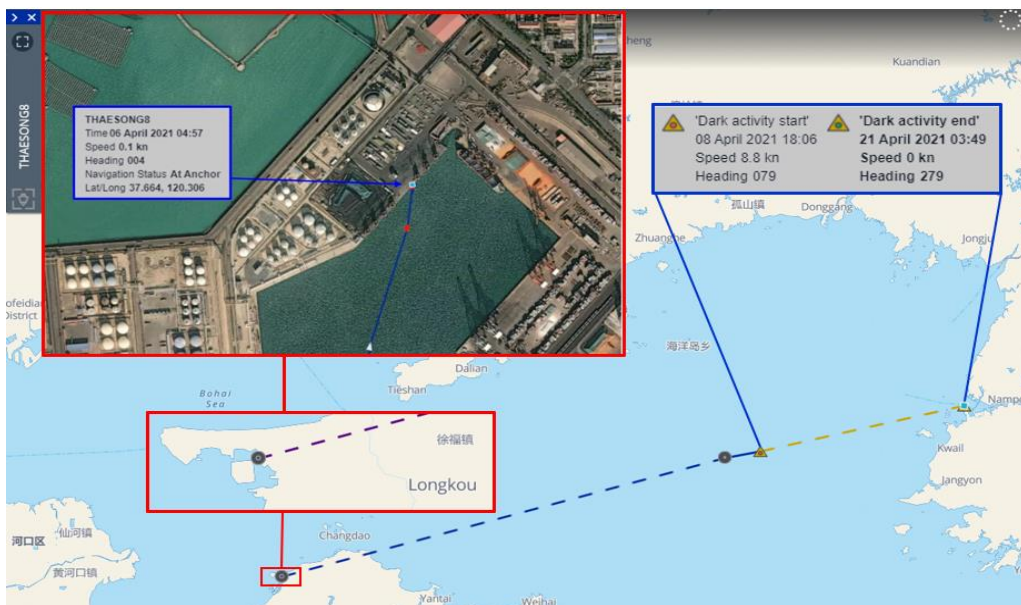
Source: Member State

Figure Annex 46-5: *Thae Song 8* near Daxizhai Dao, Ningbo-Zhoushan, 23 March 2021



Source: Member State

Figure Annex 46-6: *Thae Song 8* located at Longkou Terminal, China, 6 April 2021



Source: Windward, annotated by the Panel; Google Earth (insert satellite imagery as representative of the port location not by actual date; AIS signal overlay as on 6 April 2021)

The Panel sought China's assistance on information of the activity of each of 26 DPRK vessel at figure 14, information on which of these vessels had off-loaded DPRK-origin coal or other banned commodities through ship-to-ship transfers in Chinese territorial waters in 2021, information on which vessels were involved in the transportation of DPRK-origin coal that also picked up humanitarian cargo at Chinese ports, as well as information on any barter trade in sanctioned DPRK coal exports in exchange for grain or other imports from China.

China responded:

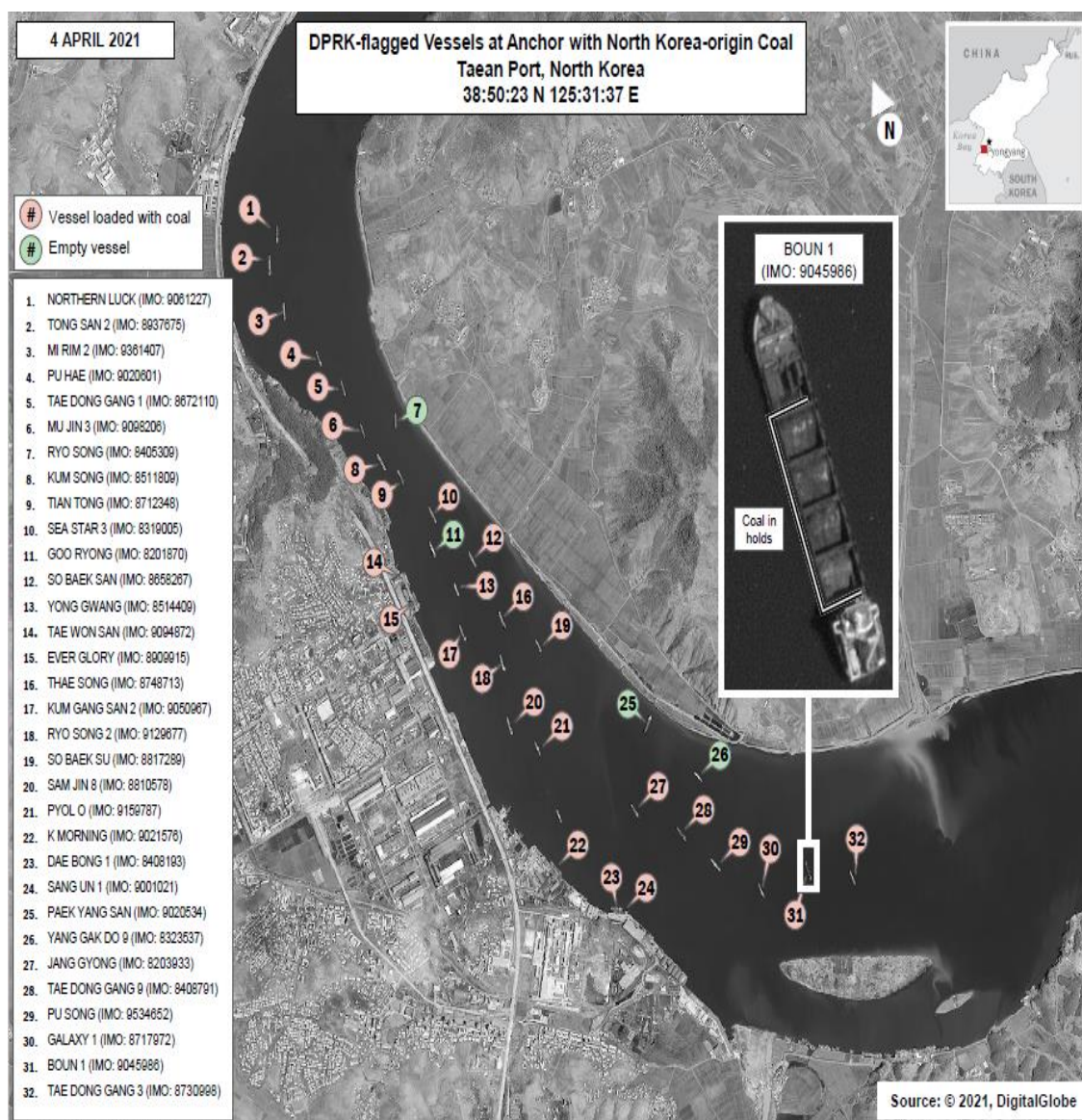
(3) OC.76, OC.156

Thae Song 8, Min Hae, and Tae Phyong 2 entered Longkou port empty-loaded, and sailed to Nampo port after loading fertilizers and pesticide. *Ko San* entered Dalian Beiliang port empty-loaded and left after loading rice. China did not find these vessels smuggling coal within Chinese territorial waters and had no reason for prohibiting them from entering ports empty-loaded and loading humanitarian cargo.

Source : Member State

Source : the Panel

Annex 47: DPRK-flagged vessels laden with coal, Taean Port, DPRK, 4 April 2021



Source : Member State

Annex 48: ITC Trade Map Data on DPRK Trade Statistics by Commodity (HS Code) (2020)

Source : ITC Trade Map / Unit : thousand USD

Total Exports : 156,867		
HS CODE	Commodity type	Export Value
85	Electrical machinery and equipment and parts thereof; sound recorders and reproducers, television image and sound recorders and reproducers, and parts and accessories of such articles	50,148
72	Iron and steel	21,805
27	Mineral fuels, mineral oils and products of their distillation; bituminous substances; mineral waxes	11,993
39	Plastics and articles thereof	9,847
84	Machinery, mechanical appliances, nuclear reactors, boilers; parts thereof	7,390
91	Clocks and watches and parts thereof	6,817
87	Vehicles other than railway or tramway rolling stock, and parts and accessories thereof	6,371
26	Ores, slag and ash	5,624
38	Miscellaneous chemical products	5,242
30	Pharmaceutical products	4,387
99	Commodities not elsewhere specified	3,842
90	Optical, photographic, cinematographic, measuring, checking, precision, medical or surgical instruments and apparatus; parts and accessories thereof	2,851
67	Prepared feathers and down and articles made of feathers or of down; artificial flowers; articles of human hair	2,480
76	Aluminium and articles thereof	2,192

Total Imports : 558,071		
HS CODE	Commodity Type	Import Value
15	Animal or vegetable fats and oils and their cleavage products; prepared edible fats; animal or vegetable waxes	84,343
24	Tobacco and manufactured tobacco substitutes	39,943
11	Products of the milling industry; malt; starches; inulin; wheat gluten	38,720
39	Plastics and articles thereof	36,041
17	Sugars and sugar confectionery	35,106
30	Pharmaceutical products	25,351
40	Rubber and articles thereof	24,478
29	Organic chemicals	18,076
27	Mineral fuels, mineral oils and products of their distillation; bituminous substances; mineral waxes	17,877
54	Man-made filaments; strip and the like of man-made textile materials	17,283
10	Cereals	16,679
48	Paper and paperboard; articles of paper pulp, of paper or of paperboard	15,825
28	Inorganic chemicals; organic or inorganic compounds of precious metals, of rare-earth metals, of radioactive elements or of isotopes	15,500
55	Man-made staple fibres	10,368

: may include restricted HS Code commodities

HS CODE	Commodity type	Export Value
29	Organic chemicals	1,906
40	Rubber and articles thereof	1,244
28	Inorganic chemicals; organic or inorganic compounds of precious metals, of rare-earth metals, of radioactive elements or of isotopes	1,167
22	Beverages, spirits and vinegar	1,046
95	Toys, games and sports requisites; parts and accessories thereof	786
64	Footwear, gaiters and the like; parts of such articles	702
48	Paper and paperboard; articles of paper pulp, of paper or of paperboard	660
79	Zinc and articles thereof	641
73	Articles of iron or steel	636
96	Miscellaneous manufactured articles	584
31	Fertilisers	515
92	Musical instruments; parts and accessories of such articles	453
59	Impregnated, coated, covered or laminated textile fabrics; textile articles of a kind suitable for industrial use	448
61	Articles of apparel and clothing accessories, knitted or crocheted	390

HS CODE	Commodity Type	Import Value
91	Clocks and watches and parts thereof	8,875
8	Edible fruit and nuts; peel of citrus fruit or melons	8,266
94	Furniture; bedding, mattresses, mattress supports, cushions and similar stuffed furnishings; lamps and lighting fittings, not elsewhere specified or included; illuminated signs, illuminated nameplates and the like; prefabricated buildings	8,002
56	Wadding, felt and nonwovens; special yarns; twine, cordage, ropes and cables and articles thereof	7,600
34	Soap, organic surface-active agents, washing preparations, lubricating preparations, artificial waxes, prepare waxes, polishing or scouring preparations, candles and similar articles, modelling pastes, 'dental waxes' and dental preparations with a basis of plaster	7,063
69	Ceramic products	6,934
21	Miscellaneous edible preparations	6,158
90	Optical, photographic, cinematographic, measuring, checking, precision, medical or surgical instruments and apparatus; parts and accessories thereof	6,051
60	Knitted or crocheted fabrics	5,855
64	Footwear, gaiters and the like; parts of such articles	5,700
31	Fertilisers	5,471
3	Fish and crustaceans, molluscs and other aquatic invertebrates	5,137
61	Articles of apparel and clothing accessories, knitted or crocheted	4,759
22	Beverages, spirits and vinegar	4,545

: may include restricted HS Code commodities

HS CODE	Commodity type	Export Value
3	Fish and crustaceans, molluscs and other aquatic invertebrates	364
33	Essential oils and resinoids; perfumery, cosmetic or toilet preparations	341
70	Glass and glassware	330
49	Printed books, newspapers, pictures and other products of the printing industry; manuscripts, typescripts and plans	319
24	Tobacco and manufactured tobacco substitutes	255
34	Soap, organic surface-active agents, washing preparations, lubricating preparations, artificial waxes, prepared waxes, polishing or scouring preparations, candles and similar articles, modelling pastes, 'dental waxes' and dental preparations with a basis of plaster	228
94	Furniture; bedding, mattresses, mattress supports, cushions and similar stuffed furnishings; lamps and lighting fittings, not elsewhere specified or included; illuminated signs, illuminated nameplates and the like; prefabricated buildings	221
83	Miscellaneous articles of base metal	200
63	Other made-up textile articles; sets, worn clothing and worn textile articles; rags	199
74	Copper and articles thereof	185
56	Wadding, felt and nonwovens; special yarns; twine, cordage, ropes and cables and articles thereof	184
16	Preparations of meat, of fish or of crustaceans, molluscs or other aquatic invertebrates	175
55	Man-made staple fibres	147

HS CODE	Commodity Type	Import Value
96	Miscellaneous manufactured articles	4,025
32	Tanning or dyeing extracts; tannins and their derivatives; dyes, pigments and other colouring matter; paints and varnishes; putty and other mastics; inks	3,836
38	Miscellaneous chemical products	3,729
4	Dairy produce; birds' eggs; natural honey; edible products of animal origin, not elsewhere specified or included	3,725
63	Other made-up textile articles; sets; worn clothing and worn textile articles; rags	3,578
44	Wood and articles of wood; wood charcoal	3,512
35	Albuminoidal substances; modified starches; glues; enzymes	3,425
59	Impregnated, coated, covered or laminated textile fabrics; textile articles of a kind suitable for industrial use	3,225
16	Preparations of meat, of fish or of crustaceans, molluscs or other aquatic invertebrates	2,964
67	Prepared feathers and down and articles made of feathers or of down; artificial flowers; articles of human hair	2,919
70	Glass and glassware	2,870
'33	Essential oils and resinoids; perfumery, cosmetic or toilet preparations	2,547
'23	Residues and waste from the food industries; prepared animal fodder	2,317



: may include restricted HS Code commodities

HS CODE	Commodity type	Export Value
82	Tools, implements, cutlery, spoons and forks, of base metal; parts thereof of base metal	137
60	Knitted or crocheted fabrics	136
32	Tanning or dyeing extracts; tannins and their derivatives; dyes, pigments and other colouring matter; paints and varnishes; putty and other mastics; inks	134
69	Ceramic products	114
17	Sugars and sugar confectionery	112
54	Man-made filaments; strip and the like of man-made textile materials	107
46	Manufactures of straw, of esparto or of other plaiting materials; basketware and wickerwork	92
21	Miscellaneous edible preparations	91
19	Preparations of cereals, flour, starch or milk; pastrycooks' products	67
68	Articles of stone, plaster, cement, asbestos, mica or similar materials	67
42	Articles of leather; saddlery and harness; travel goods, handbags and similar containers; articles of animal gut (other than silkworm gut)	59
86	Railway or tramway locomotives, rolling stock and parts thereof; railway or tramway track fixtures and fittings and parts thereof; mechanical (including electromechanical) traffic signalling equipment of all kinds	54
41	Raw hides and skins (other than furskins) and leather	45
65	Headgear and parts thereof	44
52	Cotton	39
7	Edible vegetables and certain roots and tubers	31
62	Articles of apparel and clothing accessories, not knitted or crocheted	28

HS CODE	Commodity Type	Import Value
'52	Cotton	2,170
'95	Toys, games and sports requisites; parts and accessories thereof	2,153
'19	Preparations of cereals, flour, starch or milk; pastrycooks' products	2,016
26	Ores, slag and ash	1,942
58	Special woven fabrics; tufted textile fabrics; lace; tapestries; trimmings; embroidery	1,723
62	Articles of apparel and clothing accessories, not knitted or crocheted	1,598
9	Coffee, tea, maté and spices	1,503
68	Articles of stone, plaster, cement, asbestos, mica or similar materials	1,460
7	Edible vegetables and certain roots and tubers	1,423
2	Meat and edible meat offal	1,377
84	Machinery, mechanical appliances, nuclear reactors, boilers; parts thereof	1,344
51	Wool, fine or coarse animal hair; horsehair yarn and woven fabric	1,237
99	Commodities not elsewhere specified	1,142
47	Pulp of wood or of other fibrous cellulosic material; recovered (waste and scrap) paper or paperboard	1,090
18	Cocoa and cocoa preparations	977
20	Preparations of vegetables, fruit, nuts or other parts of plants	668
87	Vehicles other than railway or tramway rolling stock, and parts and accessories thereof	537

: may include restricted HS Code commodities

HS CODE	Commodity type	Export Value
66	Umbrellas, sun umbrellas, walking sticks, seat-sticks, whips, riding-crops and parts thereof	27
71	Natural or cultured pearls, precious or semi-precious stones, precious metals, metals clad with precious metal, and articles thereof; imitation jewellery; coin	20
8	Edible fruit and nuts; peel of citrus fruit or melons	19
5	Products of animal origin, not elsewhere specified or included	14
58	Special woven fabrics; tufted textile fabrics; lace; tapestries; trimmings; embroidery	14
47	Pulp of wood or of other fibrous cellulosic material; recovered (waste and scrap) paper or paperboard	14
12	Oil seeds and oleaginous fruits; miscellaneous grains, seeds and fruit; industrial or medicinal plants; straw and fodder	13
35	Albuminoidal substances; modified starches; glues; enzymes	12
20	Preparations of vegetables, fruit, nuts or other parts of plants	10
15	Animal or vegetable fats and oils and their cleavage products; prepared edible fats; animal or vegetable waxes	9
6	Live trees and other plants; bulbs, roots and the like; cut flowers and ornamental foliage	8
89	Ships, boats and floating structures	8
36	Explosives; pyrotechnic products; matches; pyrophoric alloys; certain combustible preparations	5
53	Other vegetable textile fibres; paper yarn and woven fabrics of paper yarn	5

HS CODE	Commodity Type	Import Value
85	Electrical machinery and equipment and parts thereof; sound recorders and reproducers, television image and sound recorders and reproducers, and parts and accessories of such articles	495
74	Copper and articles thereof	462
25	Salt; sulphur; earths and stone, plastering materials, lime and cement	399
66	Umbrellas, sun umbrellas, walking sticks, seat-sticks, whips, riding-crops and parts thereof	394
71	Natural or cultured pearls, precious or semi-precious stones, precious metals, metals clad with precious metal, and articles thereof; imitation jewellery; coin	360
92	Musical instruments; parts and accessories of such articles	359
78	Lead and articles thereof	350
42	Articles of leather; saddlery and harness; travel goods, handbags and similar containers; articles of animal gut (other than silkworm gut)	330
53	Other vegetable textile fibres; paper yarn and woven fabrics of paper yarn	293
57	Carpets and other textile floor coverings	220
5	Products of animal origin, not elsewhere specified or included	175
12	Oil seeds and oleaginous fruits; miscellaneous grains, seeds and fruit; industrial or medicinal plants; straw and fodder	153
14	Vegetable plaiting materials; vegetable products not elsewhere specified or included	153
65	Headgear and parts thereof	133



: may include restricted HS Code commodities

HS CODE	Commodity type	Export Value
25	Salt; sulphur; earths and stone, plastering materials, lime and cement	2
9	Coffee, tea, maté and spices	2

HS CODE	Commodity Type	Import Value
41	Raw hides and skins (other than furskins) and leather	121
37	Photographic or cinematographic goods	120
76	Aluminium and articles thereof	108
73	Articles of iron or steel	93
72	Iron and steel	61
6	Live trees and other plants; bulbs, roots and the like; cut flowers and ornamental foliage	51
43	Furskins and artificial fur; manufactures thereof	49
1	Live animals	37
82	Tools, implements, cutlery, spoons and forks, of base metal; parts thereof of base metal	30
97	Works of art, collectors' pieces and antiques	25
46	Manufactures of straw, of esparto or of other plaiting materials; basketware and wickerwork	18
13	Lac; gums, resins and other vegetable saps and extracts	13
49	Printed books, newspapers, pictures and other products of the printing industry; manuscripts, typescripts and plans	8
36	Explosives; pyrotechnic products; matches; pyrophoric alloys; certain combustible preparations	6
86	Railway or tramway locomotives, rolling stock and parts thereof; railway or tramway track fixtures and fittings and parts thereof; mechanical (including electromechanical) traffic signalling equipment of all kinds	5
83	Miscellaneous articles of base metal	3

: may include restricted HS Code commodities

Source : ITC Trade Map, annotated by the Panel

Annex 49: The Panel's template of enquiry for trade and customs

The Panel is writing to you with regard to the implementation of sanctions measures in the area of trade, including the export to and import from the DPRK, as stipulated in the above resolutions. Through them, the Security Council decided that the DPRK shall not supply, sell or transfer, directly or indirectly, from its territory or by its nationals or using its flag vessels or aircraft certain items and that all States shall prohibit the procurement from the DPRK of certain items by their nationals, or using their flag vessels or aircraft, whether or not originating in the territory of the DPRK (see Annexes x, x and x). The Security Council furthermore requires all States to inspect all cargo to and from the DPRK, and stipulates that all prohibited items should be seized and disposed of when identified in inspections, in paragraph 18 of resolution [2270 \(2016\)](#) and paragraph 20 of resolution [2397 \(2017\)](#), respectively.

The Panel notes that Member States, while dutifully carrying out their obligations under the relevant resolutions, may occasionally face the challenge of having to determine whether certain items are prohibited from transfer to and/or from the DPRK by relevant resolutions, resulting in different practices in sanctions implementation among Member States.

In its effort to gather accurate trade data, especially in view of frequently observed discrepancies between the original national trade data and information published through open source trade databases such as ITC Trade Map, and to promote the best practices in the implementation of the relevant resolutions across Member States, the Panel would like to request relevant authorities of your country to provide the following information for the period of 2020 and 2021(1st quarter):

- 1) Integrated national data on trade with the DPRK, including the number of deliveries, commodities and their HS codes, as well as involved entities and individuals;
- 2) Please stipulate separately the recorded transactions in case they do not correspond to the standards set in the above-mentioned resolutions (please use the commodity list in the Annexes with the guidance to appropriately determine the cases of prohibited HS codes) with special attention to country codes;
- 3) Information regarding any cases of rejection of customs clearance or seizure of goods with the DPRK as a country of destination/consignment or transit;
- 4) Information regarding any cases of rejection of customs clearance or seizure of goods originating from the DPRK as a country of origin or manufacture;
- 5) For each of the above, please include the description of the goods, where possible as per contracts for delivery and other relevant documentation, HS codes of commodities, their quantity, prices and, where possible, copies of such documents;
- 6) The names, addresses and contact information of all entities and individuals involved in these transactions, and information on possible prior exports and imports involving the same entities; and
- 7) Any other relevant information and/or action taken by your customs authorities pursuant to obligations stemming from the above-mentioned resolutions.

The Panel would welcome any other information that you might consider relevant to its work as mandated by the Security Council in this regard. In addition, the Panel would like to assure you that any information you may consider confidential can be handled accordingly and used solely for the information of the Security Council and the 1718 Committee.

Source: the Panel

Annex 50: Comparison table of International Trade Statistics (2020) and replies provided by Members States on trade with the DPRK

** Note: DPRK Trade Statistics cover the period of 2020, while Member State's reply may cover not only 2020 but also 1st quarter of 2021.

* Unit : Thousand US\$

No.	Member State(MS)	Trade Volume w/ DPRK(2020)		Restricted HS Code Trade w/ DPRK		MS's Reply
		Export to	Import from	Export to	Import from	
1	Armenia, Republic of	0	42		10(HS Code 59) 90(HS Code 84) 40(HS Code 85)	
2	Austria, Republic of	186	1			Nothing Applicable / No cases / Exports granted by the 1718 Comm. upon request of IFRC
3	Barbados	118	825		8(HS Code 56) 18(HS Code 61) 55(HS Code 84) 523(HS Code 85) 5(HS Code 89)	
4	Belize	0	6			Nothing Applicable / No cases
5	Bermuda	1	154		20(HS Code 84) 90(HS Code 85)	
6	Bolivia, Plurinational State of	679	389		147(HS Code 72) 27(HS Code 84) 37(HS Code 85)	
7	Bosnia and Herzegovina	0	88		13(HS Code 84) 20(HS Code 85)	
8	Botswana, Republic of	0	1		1(HS Code 84)	
9	Brazil, Federative Republic of	93	16	10(HS Code 85) 10(HS Code 72)	20(HS Code 58) 13(HS Code 84)	
10	Brunei Darussalam, Negara	0	462		5(HS Code 72) 10(HS Code 73) 38(HS Code 52) 10(HS Code 54) 15(HS Code 8) 90(HS Code 84) 236(HS Code 85) 20(HS Code 25)	
11	Bulgaria, Republic of	674	29			Nothing Applicable / No cases / relevant goods were nutritional additives
12	Cambodia, Kingdom of	47	78		14(HS Code 73) 16(HS Code 84)	
13	Canada	0	87		90(HS Code 74) 10(HS Code 61) 20(HS Code 63) 16(HS Code 84) 60(HS Code 85)	Nothing Applicable / No cases / Previous correspondence on July 2, 2020 regarding miscoding by Canadian statistical agencies
14	China, People's Republic of	491,059	48,001	2,559(HS Code 2710) 1,772(HS Code 2713) 31(HS Code 2712) 14(HS Code 2711) 316(HS Code 84) 122(HS Code 85) 468(HS Code 87) 19(HS Code 73) 17(HS Code 82)	11,499(HS Code 72) 14(HS Code 73) 5(HS Code 53) 2(HS Code 62) 6(HS Code 63)	ITC statistics are different from China's official figure mainly because ITC regards commodities produced in China and exported to 3rd party and then transferred to the DPRK as Chinese export to the DPRK / This is inconsistent with facts and the ITC does not update and correct their data in a timely manner

No.	Member State(MS)	Trade Volume w/ DPRK(2020)		Restricted HS Code Trade w/ DPRK		MS's Reply
		Export to	Import from	Export to	Import from	
15	Colombia, Republic of	761	630		7(HS Code 73) 118(HS Code 84) 38(HS Code 85)	Imports (HS Code 73, 84, 85) fall under restricted category / made additional enquiry and waiting of reply
16	Costa Rica, Republic of	0	2,361		11(HS Code 61)	Typing Error of Numerical Country Code
17	Czech Republic	0	87		1(HS Code 72) 2(HS Code 63) 1(HS Code 84) 6(HS Code 85)	
18	Denmark, Kingdom of	16	62		1(HS Code 73) 2(HS Code 84)	
19	Democratic Republic of Congo	7,079	516		33(HS Code 73) 9(HS Code 84)	
20	Egypt, Arab Republic of	133	0			Nothing Applicable / No cases No items that fall under the prohibited customs classification were traded with DPRK
21	El Salvador, Republic of	0	192		2(HS Code 63) 64(HS Code 84)	Trade was with ROK where mistake was made by the companies when reporting to customs systems / has not carried out trade with DPRK
22	Estonia, Republic of	0	17		17(HS Code 85)	Nothing Applicable / No cases
23	Ethiopia, Federal Democratic Republic of	8	3,637		1,827(HS Code 72) 100(HS Code 79) 509(HS Code 84) 158(HS Code 85)	
24	Finland, Republic of	0	1			Nothing Applicable / No cases
25	Gambia, Islamic Republic of the	0	61		3(HS Code 8) 2(HS Code 84)	
26	Georgia	463	726	344(HS Code 74)	49(HS Code 2710) 87(HS Code 72) 13(HS Code 73) 39(HS Code 3) 230(HS Code 84) 46(HS Code 85)	No trade conducted with the DPRK / referred to country code of DPRK instead of ROK
27	Germany, Federal Republic of	1,083	798	10(HS Code 84)	5(HS Code 59) 205(HS Code 61) 5(HS Code 62) 1(HS Code 63) 23(HS Code 7) 2(HS Code 84) 20(HS Code 85)	Individual actors erroneously referred to DPRK although the country of origin was ROK
28	Greece (Hellenic Republic)	19	0			Nothing Applicable / No cases
29	Guatemala, Republic of	0	21		3(HS Code 59) 4(HS Code 84)	Goods purchased by the importer were from ROK not from DPRK (erroneous input of country code)

No.	Member State(MS)	Trade Volume w/ DPRK(2020)		Restricted HS Code Trade w/ DPRK		MS's Reply
		Export to	Import from	Export to	Import from	
30	Guyana, Republic of	69	1,264	27(HS Code 72)	63(HS Code 72) 27(HS Code 73) 1,106(HS Code 84) 20(HS Code 85)	No trade with DPRK / erroneous record due to logging errors / competent authorities are introducing a Risk Profile System in the ASYCUDA World System
31	Hungary	2	5		3(HS Code 84)	Export and imports with DPRK were medicine ingredients and dental instruments respectively / No trade with DPRK on restricted commodities
32	India, Republic of	4,337	1,926	15(HS Code 2712) 37(HS Code 84) 34(HS Code 87) 33(HS Code 72)	166(HS Code 72) 12(HS Code 73) 115(HS Code 74) 47(HS Code 56) 34(HS Code 59) 3(HS Code 62) 7(HS Code 63) 684(HS Code 84) 132(HS Code 85)	
33	Indonesia, Republic of	1	770		18(HS Code 72) 2(HS Code 73) 319(HS Code 79) 5(HS Code 59) 29(HS Code 84) 1(HS Code 85)	Undergoing internal investigations and will provide more information
34	Italy, Republic of	167	63	139(HS Code 84) 26(HS Code 76)	2(HS Code 72)	
35	Kazakhstan, Republic of	0	3			Nothing Applicable / No cases
36	Kyrgyz Republic	0	39		7(HS Code 73) 28(HS Code 84) 1(HS Code 85)	Data is inaccurate / As a result of audit, assigned DPRK country code instead of ROK
37	Luxembourg, Grand Duchy of	2	5,127	2(HS Code 85)	4(HS Code 3) 6(HS Code 1604) 1(HS Code 59) 7(HS Code 7) 1(HS Code 8) 427(HS Code 84) 4,605(HS Code 85)	No registered trade with the DPRK / cases of erroneous encoding
38	Madagascar, Republic of	0	959		24(HS Code 63) 54(HS Code 84)	
39	Moldova, Republic of	0	21		17(HS Code 72) 2(HS Code 84)	
40	Mozambique, Republic of	350	4,365	350(HS Code 78)	10(HS Code 2710) 1(HS Code 72) 1(HS Code 73) 221(HS Code 79) 312(HS Code 3) 27(HS Code 54) 85(HS Code 55) 30(HS Code 63) 154(HS Code 84) 37(HS Code 85)	
41	Myanmar, Republic of the Union of	0	24,190		853(HS Code 72) 23,314(HS Code 85)	

No.	Member State(MS)	Trade Volume w/ DPRK(2020)		Restricted HS Code Trade w/ DPRK		MS's Reply
		Export to	Import from	Export to	Import from	
42	Namibia, Republic of	0	28		2(HS Code 84) 20(HS Code 85)	
43	Netherlands, Kingdom of the	269	558		40(HS Code 84)	Had exports from and imports to DPRK but none of these goods fell under the (restricted) HS codes of relevant resolutions
44	Nigeria, Federal Republic of	0	6,609		21(HS Code 73) 32(HS Code 59) 59(HS Code 63) 996(HS Code 84) 589(HS Code 85)	
45	North Macedonia, Republic of	0	546		31(HS Code 72) 1(HS Code 74) 7(HS Code 54) 18(HS Code 84) 9(HS Code 85)	
46	Pakistan, Islamic Republic of	0	175		5(HS Code 72) 15(HS Code 73) 10(HS Code 59) 3(HS Code 63) 58(HS Code 84) 16(HS Code 85)	Official import data corroborates that imports were legitimate and originated from other countries and not from DPRK / no trade with DPRK
47	Peru, Republic of	1,226	521		4(HS Code 63) 437(HS Code 84)	
48	Poland, Republic of	305	20,928		16(HS Code 72) 69(HS Code 73) 26(HS Code 74) 9(HS Code 3) 77(HS Code 56) 63(HS Code 61) 1(HS Code 7) 235(HS Code 84) 18,307(HS Code 85)	
49	Russian Federation	41,954	702	9,474(HS Code 2710) 1,519(HS Code 2711) 801(HS Code 84) 67(HS Code 85) 5(HS Code 86) 34(HS Code 87) 55(HS Code 73) 6(HS Code 74) 13(HS Code 76) 13(HS Code 82) 2(HS Code 83)	1(HS Code 72) 1(HS Code 73) 1(HS Code 61) 6(HS Code 62) 14(HS Code 84) 16(HS Code 85)	Cases of exports to DPRK where recipient was the Embassy of the Russian Federation to DPRK and Maintenance of Civil Aircraft / Waiting for additional reply
50	Saudi Arabia, Kingdom of	135	526	108(HS Code 74) 26(HS Code 76)	81(HS Code 61) 7(HS Code 62) 81(HS Code 84) 43(HS Code 85)	Concerning both exports to and imports from DPRK, internal statistics revealed that targeted items were all related to different countries not DPRK
51	Senegal, Republic of	179	689	3(HS Code 74)	261(HS Code 73) 11(HS Code 54) 42(HS Code 84) 2(HS Code 85)	
52	Serbia, Republic of	0	2		1(HS Code 54)	No trade exchange has been carried out with the DPRK

No.	Member State(MS)	Trade Volume w/ DPRK(2020)		Restricted HS Code Trade w/ DPRK		MS's Reply
		Export to	Import from	Export to	Import from	
53	Singapore, Republic of	123	0			Forfeit shipment of wine on August 25, 2020 / informed Panel on September 15, 2020 / Other than above nothing applicable / No cases
54	Slovak Republic	0	406		85(HS Code 72) 261(HS Code 73) 1(HS Code 59) 101(HS Code 84) 6(HS Code 85)	
55	Slovenia, Republic of	0	1,065		1(HS Code 2712) 5(HS Code 73) 4(HS Code 59) 2(HS Code 61) 1(HS Code 63) 13(HS Code 12) 73(HS Code 84) 277(HS Code 85)	
56	South Africa, Republic of	456	1,099	8(HS Code 84) 251(HS Code 85) 1(HS Code 87) 8(HS Code 73) 18(HS Code 76)	2(HS Code 73) 8(HS Code 54) 12(HS Code 84) 1,054(HS Code 85)	No relevant cases of transactions relating to any goods or technologies with the DPRK
57	Spain, Kingdom of	167	387	5(HS Code 84) 4(HS Code 73)	2(HS Code 72) 1(HS Code 73) 1(HS Code 54) 3(HS Code 61) 13(HS Code 84) 118(HS Code 85) 3(HS Code 89)	
58	Sweden, Kingdom of	0	6		4(HS Code 73)	Nothing Applicable / No cases
59	Swiss Confederation	2,677	0			Nothing Applicable / No cases
60	Tajikistan, Republic of	0	109			Nothing Applicable / No cases
61	Thailand, Kingdom of	1,743	166	4(HS Code 84)	3(HS Code 73) 3(HS Code 84) 29(HS Code 85)	Entries mentioning the DPRK as the country of destination had subsequently been withdrawn, with the goods returned
62	Turkey, Republic of	331	93	323(HS Code 2710)	2(HS Code 73) 5(HS Code 84) 14(HS Code 85)	
63	Uganda, Republic of	255	4,388		31(HS Code 74) 62(HS Code 55) 16(HS Code 84)	
64	Ukraine	0	21		3(HS Code 61) 3(HS Code 62) 3(HS Code 85)	
65	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	38	12		1(HS Code 84) 8(HS Code 85)	Incorrect country code provided with shipping documentation
66	Uruguay, Oriental Republic of	0	12		1(HS Code 74) 1(HS Code 84) 6(HS Code 85)	Several customs operations were declared as originating from DPRK, but they were actually ROK

No.	Member State(MS)	Trade Volume w/ DPRK(2020)		Restricted HS Code Trade w/ DPRK		MS's Reply
		Export to	Import from	Export to	Import from	
67	Uzbekistan, Republic of	0	1			Nothing Applicable / No cases
68	Zambia, Republic of	2	765		37(HS Code 63) 51(HS Code 84) 94(HS Code 85)	
69	Zimbabwe, Republic of	23	681		1(HS Code 52) 28(HS Code 54) 6(HS Code 84)	

Source : ITC Trade Map, annotated by the Panel

Annex 51: List of HS Codes the Panel applies to monitor the sectoral ban

Below is the list of HS codes assigned for each category of goods under sectoral ban by relevant UN Security Council resolutions. This list supersedes S/2018/171 annex 4 as amended by S/2018/171/Corr.1. See <https://www.un.org/securitycouncil/sanctions/1718/prohibited-items> for the complete list of prohibited goods and Implement Assistance Notes.

a. Items prohibited from being exported to the DPRK

Item	HS Codes	Description	Resolutions
Condensates and natural gas liquids	2709	Oils; petroleum oils and oils obtained from bituminous minerals	Para. 13 of . 2375 (2017)
	2711	Petroleum gases and other gaseous hydrocarbons	
Industrial machinery	84	Nuclear reactors, boilers, machinery and mechanical appliances; parts thereof	Para. 7 of 2397 (2017)
	85	Electrical machinery and equipment and parts thereof; sound recorders and reproducers; television image and sound recorders and reproducers, parts and accessories of such articles	
Transportation vehicles ⁵³	86	Railway, tramway locomotives, rolling-stock and parts thereof; railway or tramway track fixtures and fittings and parts thereof; mechanical (including electro-mechanical) traffic signaling equipment of all kinds	Para. 7 of 2397 (2017)
	87	Vehicles; other than railway or tramway rolling stock, and parts and accessories thereof	
	88	Aircraft, spacecraft and parts thereof ⁵⁴	
	89	Ships, boats and floating structures	
Iron, steel and other metals	Chapters 72-83		Para. 7 of 2397 (2017)
	72	Iron and steel	
	73	Articles of iron or steel	
	74	Copper and articles thereof	
	75	Nickel and articles thereof	
	76	Aluminum and articles thereof	
	77	Reserved for possible future use	
	78	Lead and articles thereof	
	79	Zinc and articles thereof	
	80	Tin and articles thereof	
	81	Other base metals; cermets; articles thereof	
	82	Tools, implements, cutlery, spoons and forks, of base metal; parts thereof of base metal	
	83	Miscellaneous articles of base metal	

⁵³ Pursuant to paragraph 30 of resolution 2321 (2016) and paragraph 14 of resolution 2397 (2017), States shall prevent the direct or indirect supply, sale or transfer to the DPRK, through their territories or by their nationals, or using their flag vessels or aircraft, and whether or not originating in their territories, of new helicopters, new and used vessels, except as approved in advance by the Committee on a case-by-case basis.

⁵⁴ Shall not apply with respect to the provision of spare parts needed to maintain the safe operation of DPRK commercial civilian passenger aircraft (currently consisting of the following aircraft models and types: An-24R/RV, An-148-100B, Il-18D, Il-62M, Tu-134B-3, Tu-154B, Tu-204-100B, and Tu-204-300).

b. Items prohibited from being imported from the DPRK

Item	HS Codes	Description	Resolutions
Coal	2701	Coal; briquettes, ovoids and similar solid fuels manufactured from coal	Para. 8 of 2371 (2017)
Iron Ore	2601	Iron ores and concentrates, including roasted iron pyrites	
Iron	Chapter 72	Iron and steel products (7201-7229)	
Iron and Steel products	Chapter 73	Iron and steel products (7301-7326)	
Gold	261690	Gold ores and concentrates	Para. 30 of 2270 (2016)
	7108	Gold (incl. put plated), unwrought, semi-manufactured forms or powder	
	710811	Gold powder, unwrought	
	710812	Gold in other unwrought forms	
	710813	Gold in other semi-manufactured forms	
	710820	Monetary gold	
Titanium	2614	Titanium ores and concentrates	Para. 28 of 2321 (2016)
Vanadium	2615	Vanadium ores and concentrates	
Rare Earth Minerals	2612	Uranium or thorium ores and concentrates [261210 and 261220]	
	2617	Ores and concentrates, [Nesoi code 261790 - Other Ores and Concentrates]	
	2805	Alkali metals etc., rare-earth metals etc., mercury	
	2844	Radioactive chemical elements & isotopes etc.	
Copper	Chapter 74	Copper and articles thereof (7401-7419)	
	2603	Copper ores and concentrates	
Zinc	Chapter 79	Zinc and articles thereof (7901-7907)	Para. 9 of 2371 (2017)
	2608	Zinc ores and concentrates	
Nickel	Chapter 75	Nickel and articles thereof (7501-7508)	
	2604	Nickel ores and concentrates	
Silver	2616100 7106, 7107	Silver ores and concentrates Silver unwrought or semi manufactured forms, or in powdered forms; base metals clad with silver, not further worked than semi-manufactured	Para. 10 of 2371 (2017)
	7114	Articles of goldsmiths or silversmiths' wares or parts thereof, of silver, whether or not plated or clad with other precious metal	
Seafood (incl fish, crustaceans, mollusks, and other aquatic invertebrates in all forms)	Chapter 3	Fish and crustaceans, molluscs and other aquatic invertebrates (0301-0308)	Para. 9 of 2371 (2017)
	1603	Extracts and juices of meat, fish or crustaceans, molluscs or other aquatic invertebrates)	
	1604	Prepared or preserved fish; caviar and caviar substitutes prepared from fish eggs	
	1605	Crustaceans, molluscs and other aquatic invertebrates, prepared or preserved	
Lead	Chapter 78	Lead and articles thereof (7801-7806)	Para. 10 of 2371 (2017)
Lead ore	2607	Lead ores and concentrates	

Textiles (including but not limited to fabrics and partially or fully completed apparel products)	Chapters 50-63		Para. 16 of 2375 (2017)
	50	Silk, including yarns and woven fabrics thereof	
	51	Wool, fine or coarse animal hair, including yarns and woven fabrics thereof; Horsehair yarn and woven fabric	
	52	Cotton, including yarns and woven fabrics thereof	
	53	Vegetable textile fibers nesoi; Yarns and woven fabrics of vegetable textile fibers nesoi and paper	
	54	Manmade filaments, including yarns and woven fabrics thereof	
	55	Manmade staple fibers, including yarns and woven fabrics thereof	
	56	Wadding, felt and nonwovens; Special yarns; Twine, cordage, ropes and cables and articles thereof	
	57	Carpets and other textile floor covering	
	58	Fabrics; special woven fabrics, tufted textile fabrics, lace, tapestries, trimmings, embroidery	
	59	Textile fabrics; impregnated, coated, covered or laminated; Textile articles of a kind suitable for industrial use;	
	61	Apparel and clothing accessories; knitted or crocheted;	
	62	Apparel and clothing accessories; <i>not</i> knitted or crocheted;	
	63	Textiles, made up articles; sets; worn clothing and worn textile articles; rags	
Agricultural products	07	Vegetables and certain roots and tubers; edible	Para. 6 of resolution 2397 (2017)
	08	Fruit and nuts, edible; peel of citrus fruit or melons	
	12	Oil seeds and oleaginous fruits; miscellaneous grains, seeds and fruit, industrial or medicinal plants; straw and fodder	
Machinery	84	Nuclear reactors, boilers, machinery and mechanical appliances; parts thereof	Para. 6 of resolution 2397 (2017)
Electrical equipment	85	Electrical machinery and equipment and parts thereof; Sound recorders and reproducers; television image and sound recorders and reproducers, parts and accessories of such articles	
Earth and stone including magnesite and magnesia	25	Salt; sulphur; earths, stone; plastering materials, lime and cement	
Wood	44	Wood and articles of wood; wood charcoal	
Vessels	89	Ships, boats and floating structures	

c. For paragraphs 4 and 5 of resolution 2397 (2017), the Panel uses the following HS codes. The Panel notes that annual caps are placed for the two items below.

- HS 2709 : crude oil [cap: 4 million barrels or 525,000 tons]
- HS 2710, HS 2712 and HS 2713 : refined petroleum products [cap: 500,000 barrels]

Source : the Panel

Annex 52: Correspondence with Thailand



No. 56101/206

The Permanent Mission of Thailand to the United Nations presents its compliments to the Panel of Experts established pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009) and, with reference to the communication from Mr. Georgy Toloraya, member of the Panel of Experts, requesting additional information to supplement the former's note no. 56101/18 dated 15 January 2021 on the implementation of customs measures imposed on the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) for the period of 2018-2020, has the honour to transmit the said information herewith for the latter's kind perusal.

The Permanent Mission of Thailand to the United Nations avails itself of this opportunity to renew to the Panel of Experts established pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009) the assurances of its highest consideration.

Permanent Mission of the Kingdom of Thailand
to the United Nations, New York
26 March B.E. 2564 (2021)



Panel of Experts established pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009),
New York.

1

Attachment

Additional information of 12 cases of goods withdrawn from delivery to the DPRK

No.	Export Entry	HS Code	Description of Goods	Export agent	Quantity	Date
1.	A002-1610208716	85411000	DIODE BZG03-C36-R-EIC	EIC SEMICONDUCTOR COMPANY LIMITED	1 Carton	2018/02/02
2.	A006-1610810538	32041900	MOMUI FOUNDATION HD MAKE UP NO.1 (40mL)	ORIENTAL ORCHID TRADING COMPANY LIMITED	10 Cartons	2028/08/06
	A006-1610810538	33049930	DERLISE BRIGHT SMOOTH SUN SCREEN CREAM 15g.	ORIENTAL ORCHID TRADING COMPANY LIMITED		
	A006-1610810538	33049930	DERLISE BRIGHT & CUTE WHITE CREAM 15g.	ORIENTAL ORCHID TRADING COMPANY LIMITED		
	A006-1610810538	33049930	ANTI-ACNE 5g. BRIGHTENING 5g. MELASMA 5g. SUNSCREEN 5g.	ORIENTAL ORCHID TRADING COMPANY LIMITED		
	A006-1610810538	33049930	DERLISE WHITE SERUM 30g.	ORIENTAL ORCHID TRADING COMPANY LIMITED		
	A006-1610810538	33049930	DERLISE AQUA TONER 100g.	ORIENTAL ORCHID TRADING COMPANY LIMITED		
	A006-1610810538	33049930	DERLISE MOUSSE 150g.	ORIENTAL ORCHID TRADING COMPANY LIMITED		
	A006-1610810538	33069000	DERRICH ORAL HERBAL TOOTHPASTE 25g.	ORIENTAL ORCHID TRADING COMPANY LIMITED		
3.	A017-1610701164	85119090	TRANSFORMER	KEIC THAI COMPANY LIMITED	6 Cartons	2018/07/17

2

No.	Export Entry	HS Code	Description of Goods	Export agent	Quantity	Date
4.	A022-1610114592	12079990	SACHA LN LNCHI NUT UNSALTED	ASIA STAR OMEGA (THAILAND) COMPANY LIMITED	1 Pallet	2018/01/22
5.	A025-1610908321	33049930	MOMUI SIXTY-SIXANTI-ACNE 5g. BRIGHTENING 5g.	ORIENTAL ORCHID TRADING COMPANY LIMITED	6 Cartons	2018/09/25
	A025-1610908321	33049930	MOMUI SIXTY- BRIGHTENING 5g.	ORIENTAL ORCHID TRADING COMPANY LIMITED		
	A025-1610908321	33049930	MOMUI SIXTY-SIXMELASMA 5g.	ORIENTAL ORCHID TRADING COMPANY LIMITED		
	A025-1610908321	33049930	DERLISEWHITE SERUM 30g.	ORIENTAL ORCHID TRADING COMPANY LIMITED		
	A025-1610908321	33049930	MOMUI SIXTY-SIXBRIGHTENING 5g. MELASMA 5g.	ORIENTAL ORCHID TRADING COMPANY LIMITED		
	A025-1610908321	33049930	LOTION (SAMPLE FREE OF CHARGE)	ORIENTAL ORCHID TRADING COMPANY LIMITED		
6.	A027-1611206861	21069019	NUTRITION DRINK	WINTHAI TRANS INTERNATIONAL COMPANY LIMITED	2 Cartons	2018/12/27
7.	A028-1611203712	30045099	NUTRITION DRINK	MR. KI SONG HAN	2 Cartons	2018/12/28
8.	A019-1621216780	84439100	AccuStar UltraFilm BNK19-12-70005 7114764	ROTOMETRICS (SE ASIA) COMPANY LIMITED	1 Carton	2019/12/19
	A019-1621216780	84439100	AccuPrime BNK19-12-69970 7114764	ROTOMETRICS (SE ASIA) COMPANY LIMITED		
	A019-1621216780	84439100	AccuStar UltraFilm BNK19-12-69971 7114730	ROTOMETRICS (SE ASIA) COMPANY LIMITED		

3

No.	Export Entry	HS Code	Description of Goods	Export agent	Quantity	Date
9.	A012-1630309810	85340090	FLEXIBLE PRINTED CIRCUIT BOARD	FUJIKURA ELECTRONICS (THAILAND) COMPANY LIMITED	12 Cartons	2020/03/12
10.	A017-1630812078	40151900	LATEX GLOVES	PHOENIX RUBBER PRODUCTS COMPANY LIMITED	25 Cartons	2020/08/18
11.	A020-1630101270	20081999	BLACK SESAME PASTE	FLOWER FOOD COMPANY LIMITED	1 Pallet	2020/01/20
12.	A023-1630405508	85340090	FLEXIBLE PRINTED CIRCUIT BOARD	FUJIKURA ELECTRONICS (THAILAND) COMPANY LIMITED	9 Cartons	2020/04/23

Source : the Panel

Annex 53: Correspondence with Bulgaria



**PERMANENT MISSION OF THE REPUBLIC OF
B U L G A R I A
T O T H E U N I T E D N A T I O N S**

11 East 84th Street, New York, NY 10028, Tel: (212) 737 4790, Fax: (212) 472 9865, e-mail: bulgaria@un.int

Nº 44

New York, 6 July 2021

Dear [REDACTED]

I am writing with regard to your letter ref. № S/AC.49/2021/PE/OC.92 of 28 May 2021, and have the honor to communicate the following information, as provided by the competent Bulgarian authorities:

According to the National Customs Agency's database, in the period 1st January 2020 – 31 March 2021 10 (ten) exports of nutritional additives were made to the DPRK as declared country of destination. The goods were exported by „DSM NUTRITIONAL PRODUCTS EUROPE, address: Wurmisweg 576, 4303, Kaiseraugst, Switzerland, to “UNICEF DPR KOREA UNICEF REPRESENTAT”, address: P.O. box 90, Pyongyang, the DPRK. The export declarations were lodged with the Sofia West Customs Office by the Bulgarian company “KENDY LTD”, address: 101 Sofia Str., 1320 Bankya, Bulgaria. The goods were classified under the EU Combined Nomenclature and the Common Customs Tariff with tariff code 21069092 and left the customs territory of the European Union through the Port of Thessaloniki, Greece. Details about the customs declarations (CD) are as follows:

- CD 20BG005807AA913100 of 17 January 2020;
- CD 20BG005807AA913019 of 17 January 2020;
- CD 20BG005807AB055481 of 31 July 2020;
- CD 20BG005807AB055414 of 31 July 2020;
- CD 20BG005807AB055580 of 31 July 2020;
- CD 20BG005807AB055599 of 31 July 2020;
- CD 20BG005807AB056949 of 3 August 2020;
- CD 20BG005807AB056957 of 3 August 2020;
- CD 20BG005807AB057108 of 3 August 2020;
- CD 20BG005807AB057116 of 3 August 2020.

During the above-mentioned period there have been no cases of rejection of customs clearance or seizure of goods with the DPRK as a country of destination/ consignment, transit, origin or manufacture.

I take this opportunity to assure the Panel of Experts that the competent Bulgarian authorities take all necessary measures to ensure the strict implementation of all sanctions imposed on the DPRK as per relevant UNSC resolutions.

Please accept the assurances of my highest consideration.

Sincerely,



Lachezara Stoeva
Ambassador, Permanent Representative

Mr. [REDACTED]
Coordinator of the Panel of Experts established
pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009)
United Nations
New York

Source : the Panel

Annex 54: Correspondence with Singapore



PERMANENT MISSION OF THE REPUBLIC OF SINGAPORE
UNITED NATIONS | NEW YORK

24 June 2021

██████████
Coordinator
United Nations Security Council Panel of Experts established pursuant to
Resolution 1874 (2009)

Dear ██████████

I refer to your letter (S/AC.49/2021/PE/OC.134) dated 28 May 2021 requesting information on any cases of rejection of customs clearance or seizure of goods with the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) as a country of destination, consignment, transit, origin, or manufacture, as well as integrated national data on trade with the DPRK, for the period of 2020 through the first quarter of 2021.

During the aforementioned period, Singapore forfeited a shipment of wine that was transhipped through Singapore and allegedly bound for the DPRK on 25 August 2020. This forfeiture fulfilled the obligation for Member States under Paragraph 20 of UNSC Resolution 2397 (2017) to seize and dispose of items the supply, sale, transfer, or export of which is prohibited by the relevant UNSC resolutions. The Panel was informed of this case in our letter to the Panel dated 15 September 2020, which we enclose again for the Panel's ease of reference.

Apart from the case mentioned in our letter dated 15 September 2020, there are no other cases of rejection of customs clearance or seizure of goods with the DPRK as a country of destination, consignment or transit, origin, or manufacture during the relevant period.

A general prohibition on all commercially traded goods that are imported, exported, transhipped, or brought in transit from or to the DPRK has also been in force since 8 November 2017.

Singapore reiterates our commitment to upholding our obligations under the relevant UNSC resolutions, and will continue to be of assistance to the Panel where possible.

Yours sincerely,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'J' followed by a horizontal line and a small checkmark.

JOPHIE TANG
Chargé d'Affaires a.i.

Enc.



PERMANENT REPRESENTATIVE OF THE REPUBLIC OF SINGAPORE
UNITED NATIONS | NEW YORK

15 September 2020

Mr [REDACTED]
Coordinator
United Nations Security Council Panel of Experts established pursuant to
Resolution 1874 (2009)

Dear [REDACTED]

I write to inform you of the Singapore Government's forfeiture of a shipment of wine allegedly bound for the Democratic People's Republic of Korea (DPRK).

Singapore received information from a Member State in January 2020 concerning an allegedly DPRK-bound shipment of alcohol that transhipped in Singapore from 7 to 10 January 2020. The shipment was held for checks while in Singapore, and was seized by Singapore authorities on 31 January 2020.

According to the invoice and packing list submitted by the shipping agent, the shipment of wine was supplied to Sangmyong General Trading Corporation ("Sangmyong"). The hygiene certificate submitted by the shipping agent identified Sangmyong as the importer. The Panel would recall that Sangmyong had previously been identified as an entity that had actively violated Japan's ban on luxury goods trade with the DPRK in the Panel's reports S/2012/422 (2012) and S/2013/337 (2013). Sangmyong is also listed by the Dow Jones Risk Center as an "entity fully owned by the OFAC comprehensively sanctioned government of North Korea via the Korean Worker's party".

Under Regulation 5(a) of Singapore's United Nations (Sanctions – Democratic People's Republic of Korea) Regulations 2010, "no person in Singapore and no citizen of Singapore outside Singapore shall supply, sell or transfer, directly or indirectly, any designated export item or designated luxury item to any person in the DPRK, whether or not the item originated in Singapore".

315 East 58th Street, New York, NY 10017, United States of America | T +1 (212) 826 0510 | F +1 (212) 826 2964 | info@un.org/singapore



ANNEX

APPLICATION PURSUANT TO REGULATION 17(1) OF THE UNITED NATIONS (SANCTIONS – DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC OF KOREA) REGULATIONS 2010

Third Report of Deputy Chief Superintendent of Customs [REDACTED], made in support of the application of the Attorney-General under Regulation 17(1) of the United Nations (Sanctions – Democratic People's Republic of Korea) Regulations 2010 ("UN DPRK Regulations"), before the undersigned District Judge, State Courts of the Republic of Singapore, on 25 August 2020.

Items seized vide Report/Case No.: C2003520/IP/01

2. As stated in the First Report of DCSC [REDACTED] filed on 11 August 2020 (the "First Report"), Singapore Customs seized the following goods on 31 January 2020 in exercise of its powers under Regulation 14A of the UN DPRK Regulations read with Sections 34 and 35 of the Criminal Procedure Code (Cap. 68) ("Seized Goods"):

- (a) 1158 cases x 4 boxes x 3 litres of Dry Red Wine;
- (b) 50 cases x 12 packets x 1 litre of Orange Juice;
- (c) 25 cases x 12 packets x 1 litre of Summer Pine Juice;
- (d) 25 cases x 12 packets x 1 litre of Medly of Fruit Juice;
- (e) 49 cases x 12 packets x 1 litre of Mango Juice; and
- (f) 25 cases x 12 packets x 1 litre of Secrets of the Valley Juice.

Reports filed by Singapore Customs on 11 August 2020 and 21 August 2020

3. The background facts and outcome of Singapore Customs' investigations are set out in detail in the First Report. To summarise, shipping documents revealed that Sangmyong General Trading Corp ("SGTC") was the client / receiver of the Seized Goods. Korea Sangmyong General Trading Corporation (also known to Singapore Customs as SGTC) was flagged by the United Nations Panel of Experts as a "DPRK end-user" in its 2013 Report¹ and its 2012 Report² for its involvement in the smuggling of luxury goods into the DPRK.

4. As stated in the Second Report of DCSC [REDACTED] filed on 21 August 2020 (the "Second Report"), Singapore Customs gave notice of the application to five parties that appeared to have an interest in the Seized Goods, pursuant to Regulation 17(3) of the UN DPRK Regulations. As at 20 August 2020, two parties had indicated that they would not be contesting the forfeiture of the Seized Goods. As at 25 August 2020, there

¹ Report of the Panel of Experts (S/2013/337).

² Report of the Panel of Experts (S/2012/422).

was no response received from the remaining three parties. Singapore Customs' correspondence with the five parties are set out in detail in the Second Report.

Mention on 25 August 2020, at 10:00 am, Court 7A of the State Courts, Republic of Singapore

5. State Counsel [REDACTED] and [REDACTED], on behalf of the Attorney-General of the Republic of Singapore, applied for the forfeiture of the Seized Goods under Regulation 17(1) of the UN DPRK Regulations. The Seized Goods were proved to be designated export items (i.e. items listed in paragraph 2(a) to 2(f) above)³ and designated luxury items (i.e. items listed in paragraph 2(a) above)⁴. The Seized Goods were also proved to be the subject of a contravention of Regulation 5(a) of the UN DPRK Regulations which reads:

"A person in Singapore and no citizen of Singapore outside Singapore shall – (a) supply, sell or transfer, directly or indirectly, any designated export item or designated luxury item to any person in the Democratic People's Republic of Korea, whether or not the item originated in Singapore".

6. Upon the application of the Attorney-General, and upon reading the First and Second Reports, the learned District Judge [REDACTED] was satisfied that forfeiture of the Seized Goods under Regulation 17(1) of the UN DPRK Regulation was made out.

7. In view of the above, may I seek a court order for the Seized Goods to be forfeited to Singapore Customs, and either destroyed or otherwise dealt with.

[REDACTED]
[REDACTED] (DCSC)
Assistant Head
Trade Investigation Branch
Singapore Customs

for Director-General of Singapore Customs

³ Regulation of Imports and Exports Regulations, Seventh Schedule (Prohibited imports from and exports to (including transhipped goods and goods in transit originating from or bound for) country or territory, Third Column, DPRK, (18) Any goods that are for the purposes of trade with any person in the Democratic People's Republic of Korea.

⁴ Regulation of Imports and Exports Regulations, Seventh Schedule (Prohibited imports from and exports to (including transhipped goods and goods in transit originating from or bound for) country or territory, Third Column, DPRK, (5)(i) wines and spirits.

To the Officer of Singapore Customs:

Order in Terms

The Seized Goods be dealt with as the Director-General of Singapore Customs thinks fit, and in such a case the Director-General may direct that the Seized Goods be destroyed or otherwise dealt with.

The Seized Goods are:

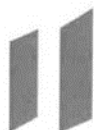
- (a) 1158 cases x 4 boxes x 3 litres of Dry Red Wine;
- (b) 50 cases x 12 packets x 1 litre of Orange Juice;
- (c) 25 cases x 12 packets x 1 litre of Summer Pine Juice;
- (d) 25 cases x 12 packets x 1 litre of Medly of Fruit Juice;
- (e) 49 cases x 12 packets x 1 litre of Mango Juice; and
- (f) 25 cases x 12 packets x 1 litre of Secrets of the Valley Juice.



Magistrate / District Judge

Source: the Panel

Annex 55: Correspondence with Guatemala



**GOBIERNO de
GUATEMALA**
DR. ALEJANDRO GIAMMATTEI



**MINISTERIO DE RELACIONES
EXTERIORES**
MISIÓN PERMANENTE DE GUATEMALA ANTE
NACIONES UNIDAS, NEW YORK

PS/11.3.14/806

La Misión Permanente de Guatemala ante las Naciones Unidas saluda atentamente al Grupo de Expertos establecido en virtud de la resolución 1874 (2009) del Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas y se permite hacer referencia a su nota no. S/AC.49/2020/PE/OC.110, en relación a los esfuerzos de dicho Grupo de Expertos por reunir, examinar y analizar información respecto a la implementación de las medidas impuestas a la República Popular Democrática de Corea (RPDC).

La Misión Permanente de Guatemala ante las Naciones Unidas se permite informar que la República de Guatemala como Estado fundador de la Organización de las Naciones Unidas reconoce la importancia del mantenimiento de la paz y la seguridad internacionales, y con tal fin está comprometido en cumplir todas y cada una de las medidas colectivas eficaces para prevenir y eliminar las amenazas a la paz, y para suprimir actos de agresión u otros quebrantamientos de la paz; y lograr por medios pacíficos, y de conformidad con los principios de la justicia y del derecho internacional, el ajuste o arreglo de controversias o situaciones internacionales susceptibles de conducir a quebrantamientos de la paz.

Es así que en virtud de la solicitud realizada por el Grupo de Expertos al Gobierno de la República de Guatemala y en reconocimiento al sentido obligatorio de cumplir con el artículo 25, de la Carta de las Naciones Unidas respecto a aceptar y cumplir las decisiones del Consejo de Seguridad, se permite informar lo siguiente:

- El Estado de Guatemala en apego a su marco jurídico interno ha dispuesto la investigación pertinente del caso reportado por el Grupo de Expertos establecido en virtud de la resolución 1874 (2009) del Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas;

Honorable señor

Coordinador del Grupo de Expertos
establecido en virtud de la resolución 1874 (2009)
del Consejo de Seguridad

c.c.: S. [REDACTED] Miembro del Grupo de Expertos establecido en virtud de la resolución 1874 (2009)

57 Park Avenue, New York, N.Y. 10016 - Teléfonos: 001212-6794760 - Ext. 210, 220
Correo electrónico: onunewyork@minex.gob.gt / www.guatemalaun.com Twitter: @GuatemalaONU

Síguenos en:





**GOBIERNO de
GUATEMALA**
DR. ALEJANDRO GIAMMATTEI



**MINISTERIO DE RELACIONES
EXTERIORES**
MISIÓN PERMANENTE DE GUATEMALA ANTE
NACIONES UNIDAS, NEW YORK

- El Estado de Guatemala, se permite informar al Grupo de Expertos establecido en virtud de la resolución 1874 (2009) del Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas que la entidad estatal encargada de administrar el sistema aduanero, establecer mecanismos de verificación de origen de mercancías, de organizar y administrar el sistema de fiscalización y de mantener y controlar los registros en el territorio de la República de Guatemala es la Superintendencia de Administración Tributaria (SAT).
- Dicha institución, mediante su Nota con registro No. OFI-SAT-IAD-0471-2021¹, informó que se han realizado una serie de acciones para contrarrestar los errores suscitados anteriormente con la base de datos de los agentes aduaneros. Para información del Grupo de Expertos, se adjunta la copia de dicha Nota y sus respectivos anexos.
- Sin perjuicio de lo anterior, se reitera el compromiso del Estado de Guatemala hacia la completa implementación de las resoluciones del Consejo de Seguridad de Naciones Unidas sobre las sanciones impuestas a la República Popular Democrática de Corea, siendo las siguientes: 1718 (2006), 1874 (2009), 2087 (2013), 2094 (2013), 2270 (2016), 2321 (2016), 2356 (2017), 2371 (2017), 2375 (2017) y 2397 (2017).

La Misión Permanente de Guatemala ante las Naciones Unidas aprovecha esta oportunidad para expresarle al Grupo de Expertos establecido en virtud de la resolución 1874 (2009) del Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas, las seguridades de su más alta consideración.



Nueva York, 9 de julio de 2021.

¹ Ver Anexo I.

57 Park Avenue, New York, N.Y. 10016 - Teléfonos: 001212-6794760 - Ext. 210, 220
Correo electrónico: onunewyork@minex.gob.gt / www.guatemalaauun.com Twitter: @GuatemalaONU

Síguenos en:



Source: the Panel

2109720E

1

*Translated from Spanish***Permanent Mission of Guatemala to the United Nations**

PS/11.3.14/806

The Permanent Mission of Guatemala to the United Nations presents its compliments to the Panel of Experts established pursuant to Security Council resolution 1874 (2009) and has the honour to refer to its note No. S/AC.49/2020/PE/OC.110 relating to its efforts to gather, examine and analyse information regarding the implementation of the sanctions imposed against the Democratic People's Republic of Korea.

The Permanent Mission of Guatemala to the United Nations wishes to report that the Republic of Guatemala, as a founding Member of the United Nations, recognizes the importance of maintaining international peace and security, and to that end is committed to taking all effective collective measures to prevent and remove threats to the peace, and to suppress acts of aggression and other breaches of the peace, and to bring about by peaceful means, and in conformity with the principles of justice and international law, adjustment or settlement of international disputes or situations which might lead to a breach of the peace.

Thus, pursuant to the request made by the Panel of Experts to the Government of the Republic of Guatemala, and in recognition of the obligation to comply with Article 25 of the Charter of the United Nations, namely, to accept and carry out the decisions of the Security Council, the Permanent Mission wishes to provide the following information:

- The Government of Guatemala, in accordance with its domestic laws, has ordered an investigation into the cases reported by the Panel of Experts established pursuant to Security Council resolution 1874 (2009).



Coordinator of the Panel of Experts established pursuant to Security Council resolution 1874 (2009)

cc:  member of the Panel of Experts established pursuant to Security Council resolution 1874 (2009)

- The Government of Guatemala has the honour to inform the Panel of Experts established pursuant to Security Council resolution 1874 (2009) that the State entity responsible for administering the customs system, establishing mechanisms for verifying the origin of goods, organizing and administering the control system and maintaining and monitoring records in Guatemala is the Tax Administration Superintendency.
- That entity, in its note No. OFI-SAT-IAD-0471-2021,¹ has indicated that it has taken a series of steps to address the errors that previously arose in the database maintained by customs agents. For the information of the Panel of Experts, a copy of that note and the annexes thereto are attached.
- Notwithstanding the above, the Government of Guatemala reiterates its commitment to the full implementation of the following Security Council resolutions on sanctions against the Democratic People's Republic of Korea: 1718 (2006), 1874 (2009), 2087 (2013), 2094 (2013), 2270 (2016), 2321 (2016), 2356 (2017), 2371 (2017), 2375 (2017) and 2397 (2017).

The Permanent Mission of Guatemala to the United Nations takes this opportunity to convey to the Panel of Experts established pursuant to Security Council resolution 1874 (2009) the assurances of its highest consideration.

New York, 9 July 2021

¹ See annex I.

2109720E

3

OFI-SAT-IAD-0471-2021

Guatemala City, 17 June 2021

Madam,

I am writing in response to note No. SUBONU-487-2021-2020 of 3 June 2021, transmitting letter No. S/AC.49/2021/PE/OC.110 of 28 May 2021, signed by [REDACTED] Coordinator of the Panel of Experts established pursuant to Security Council resolution 1874 (2009), referring to the implementation of sanctions measures in the area of trade, including the export to and import from the Democratic People's Republic of Korea, in accordance with Security Council resolutions 1718 (2006), 1874 (2009), 2087 (2013), 2094 (2013), 2270 (2016), 2321 (2016), 2356 (2017), 2375 (2017) and 2397 (2017).

On the basis of the aforementioned resolutions and in order to promote best practices in their implementation in all Member States, the Panel has requested that information be provided in response to seven points relating to the first quarter of 2020 and 2021, as set out in letter No. S/AC.49/2021/PE/OC.110. The relevant information is provided below.

With regard to points 1 and 2:

In letters Nos. OFI-SAT-IAD-1276-2020 of 12 November 2020 and OFI-SAT-IAD-1411-2020 of 18 December 2020, the Customs Administration stated that, from January to March 2020 (first quarter), it fulfilled the requirement relating to external trade operations carried out under the code KP (Democratic People's Republic of Korea), indicating that, after reviewing the relevant documentation, it determined that the importer in Guatemala purchased from El Salvador goods originating from the Republic of Korea (South Korea), and that it incorrectly declared them under the code KP instead

[REDACTED]
Ambassador
Director-General for Multilateral and Economic International Relations
Ministry of Foreign Affairs
Guatemala

of the correct code, KR, corresponding to the Republic of Korea (South Korea).

The Customs Administration also clarified declarations relating to goods arriving in Guatemala are transmitted by customs agents who, according to regional laws, are auxiliaries to the public customs service and may transmit electronically customs declarations and supplementary information relating to acts, operations or customs regimes in which they participate, pursuant to Chapter II, "Auxiliaries to the public customs service", articles 19 and 21 (d), of the Central American Uniform Customs Code and its implementing regulation.

After consulting the computer system of the Tax Administration Superintendency, the Customs Administration has determined that no imports under the code KP were recorded from January to March 2021.

With regard to points 3 and 4 contained in letter No. S/AC.49/2021/PE/OC.110, the Customs Administration has consulted the various customs offices in Guatemala and wishes to report the following information:

- No cases of rejection of customs clearance or seizure of goods with the Democratic People's Republic of Korea as a country of destination/consignment or transit have been recorded by any customs office.
- No cases of rejection of customs clearance or seizure of goods with the Democratic People's Republic of Korea as a country of origin or manufacture have been recorded by any customs office. Since no cases related to points 3 and 4 have been recorded by any customs office, it is not possible to provide the information solicited in the subsequent points set out in your request.

In letter No. OFI-SAT-IAD-1390-2020 of 11 December 2020, the Customs Administration indicated that its Regulatory Department made improvements to the Central American Single Customs Declaration (DUCA) platform by prohibiting the validation of DUCA-D and low-value import declarations containing the code KP (the Democratic People's Republic of Korea). The Customs Administration has also taken the following steps to address the errors that occurred:

- Disseminating information internally and externally, through news digests and *Aduana Moderna* (Modern Customs) bulletins, indicating that the code KP should not be used in declarations of goods, in order to ensure compliance with United Nations resolutions.

2109720E

5

- Prohibiting the use of the code KP in the Single Customs Declaration system.

Accept, Madam, the renewed assurances of my highest consideration.

(s

Superintendent of Customs

Tax Administration Superintendency

Source: the Panel

Annex 56 : Correspondence with Guyana



**PERMANENT MISSION OF THE CO-OPERATIVE
REPUBLIC OF GUYANA TO THE UNITED NATIONS**

801 Second Avenue, 5th Floor, New York, NY 10017
Telephone: 212-573-5828/29 Fax: 212-573-6225
E-mail: guyana@un.int

19 July 2021

H.E. [REDACTED]
**Coordinator of the United Nations Security Council
Panel of Experts established pursuant to
Security Council Resolution 1874 (2009)**

Excellency,

I have the honour to refer to your letter, dated 28 May 2021, informing of the efforts of the Panel of Experts to gather, examine and analyze information regarding the implementation of the measures imposed on the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) by Security Council resolutions 1718 (2006), 1874 (2009), 2087 (2013), 2094 (2013), 2270 (2016), 2321 (2016), 2356 (2017), 2371 (2017), 2375 (2017) and 2397 (2017), in particular incidents of non-compliance and requesting relevant information from the appropriate authorities of the Co-operative Republic of Guyana on trade with the Democratic People's Republic of Korea (DPRK).

In this regard, I have the further honour to advise that:

- i. No trade took place between Guyana and the DPRK for the period 2020 and 2021 (1st quarter).
- ii. Trade between the DPRK and Guyana was erroneously recorded during the period in question but this was due to logging errors. Certified true copies of the supporting shipping documents will be provided, in short order, to substantiate this.
- iii. To reduce the possibility of trade being erroneously recorded between Guyana and countries under United Nations Security Council (UNSC) trade sanctions, the competent Guyanese authority (the Guyana Revenue Authority) is introducing a Risk Profile System in the ASYCUDA World System to flag trade transactions involving countries under a UNSC sanctions regime, including the DPRK.

Please accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.



Carolyn Rodrigues-Birkett

Ambassador

**Permanent Representative of the Co-operative Republic of Guyana
to the United Nations**

Source : the Panel

Annex 57 : Correspondence with Bulgaria



PERMANENT MISSION OF THE REPUBLIC OF
B U L G A R I A
TO THE UNITED NATIONS

11 East 84th Street, New York, NY 10028, Tel: (212) 737 4790, Fax: (212) 472 9865, e-mail: bulgaria@un.int

Nº 44

New York, 22 February 2021

[REDACTED]

I am writing with regard to your letter Ref. N: S/AC.49/2020/PE/OC.19 of 16 March 2020, and have the honor to communicate the following information, as provided by the competent Bulgarian authorities:

The property relations between the Republic of Bulgaria and the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) are regulated by an Agreement of 30 June 1982 between the Government of the People's Republic of Bulgaria and the Government of the Democratic People's Republic of Korea on the reciprocal assignment of the right to build and the right to use plots of land for the construction of embassy buildings, and the Protocol of 30 December 1986 amending the 1982 Agreement.

Pursuant to the above-described international agreements, the buildings that have been built on these plots are property of the DPRK, according to Art. 6, para 1 of the Agreement of 30 June 1982. The plots on which the properties are built belong to the Republic of Bulgaria.

According to Art. 6 of the 1982 Agreement, the plots and the buildings built on them may not be sold or transferred to a third party without the consent of the other contracting party. In regard of the fact that the above-mentioned Agreement has been concluded between the governments of the two countries, the granting of consent in the context of Art. 6 of the Agreement is within the competence of the Council of Ministers of the Republic of Bulgaria.

In light of the above, the building located on 56 Andrei Sakharov Blvd., Sofia – "Terra" Residence, is owned by the DPRK.

In February 2017, the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Bulgaria informed the DPRK Embassy about the restrictions imposed with UNSC resolution 2321 (2016) - prohibition of use of real estate property owned by the DPRK Embassy for any purpose other than diplomatic and consular activities. The Embassy was urged to cease any such activities immediately.

At that time two Bulgarian companies were registered at two of the properties belonging to the DPRK Embassy, namely "Terra Group" and "Technologica". The companies were strongly advised to terminate their rental agreements and to comply with the sanctions regime. According to the relevant Bulgarian authorities, no rental payments have been made by the companies to the DPRK Embassy ever since.

I take this opportunity to assure the Panel of Experts that the competent Bulgarian authorities take all necessary measures to ensure the strict implementation of all sanctions imposed on the DPRK as per relevant UNSC resolutions.

Please accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.

Sincerely,



Lachezara Stoeva
Ambassador, Permanent Representative


Coordinator of the Panel of Experts established
pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009)
United Nations
New York

Source : the Panel

Annex 58: Images of a grand piano in DPRK in June 2021



Source: NK news, KCTV

Annex 59 : An excerpt from a cybersecurity firm (Kaspersky) report on the cyberattacks against the Russian defence industry

(Available on-line at: <https://ics-cert.kaspersky.com/media/Kaspersky-ICS-CERT-Lazarus-targets-defense-industry-with-Threatneedle-En.pdf>)

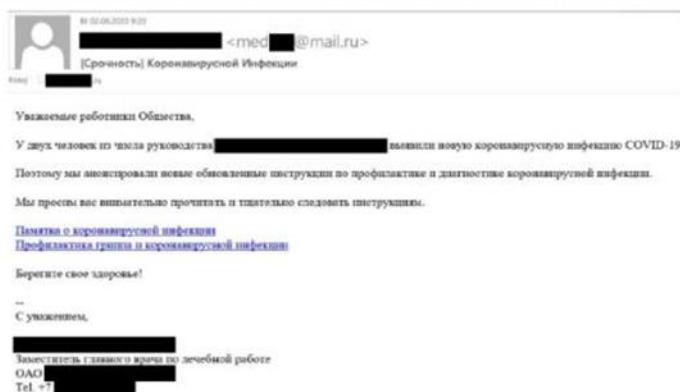
Kaspersky ICS CERT

kaspersky

Initial infection

In this attack, spear phishing was used as the initial infection vector. Before launching the attack, the group studied publicly available information about the targeted organization and identified email addresses belonging to various departments of the company.

Email addresses in those departments received phishing emails that either had a malicious Word document attached or a link to one hosted on a remote server. The phishing emails claimed to have urgent updates on today's hottest topic – COVID-19 infections. The phishing emails were carefully crafted and written on behalf of a medical center that is part of the organization under attack.

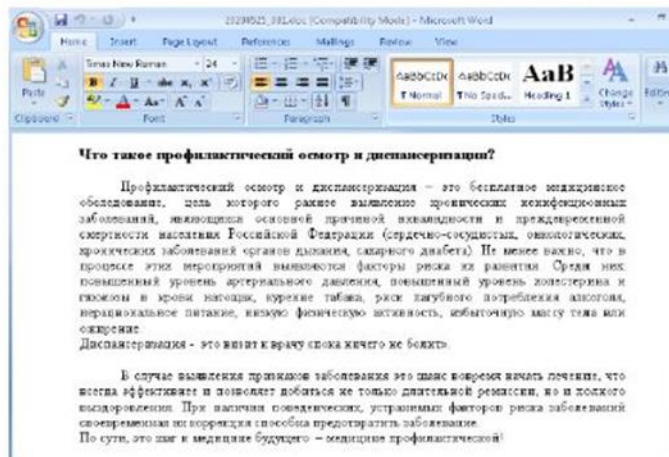


Phishing email with links to malicious documents

The attackers registered accounts with a public email service, making sure the sender's email addresses looked similar to the medical center's real email address. The signature shown in the phishing emails included the actual personal data of the deputy head doctor of the attacked organization's medical center. The attackers were able to find this information on the medical center's public website.

A macro in the Microsoft Word document contained the malicious code designed to download and execute additional malicious software on the infected system.

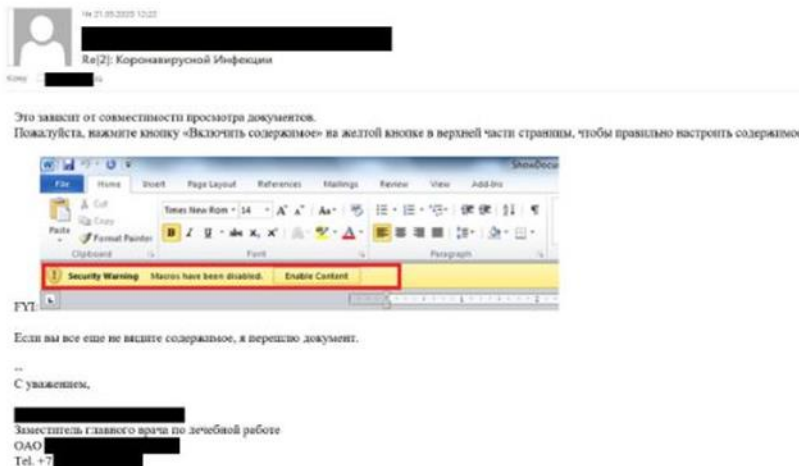
The document contains information on the population health assessment program and is not directly related to the subject of the phishing email (COVID-19), suggesting the attackers may not completely understand the meaning of the contents they used.



Contents of malicious document

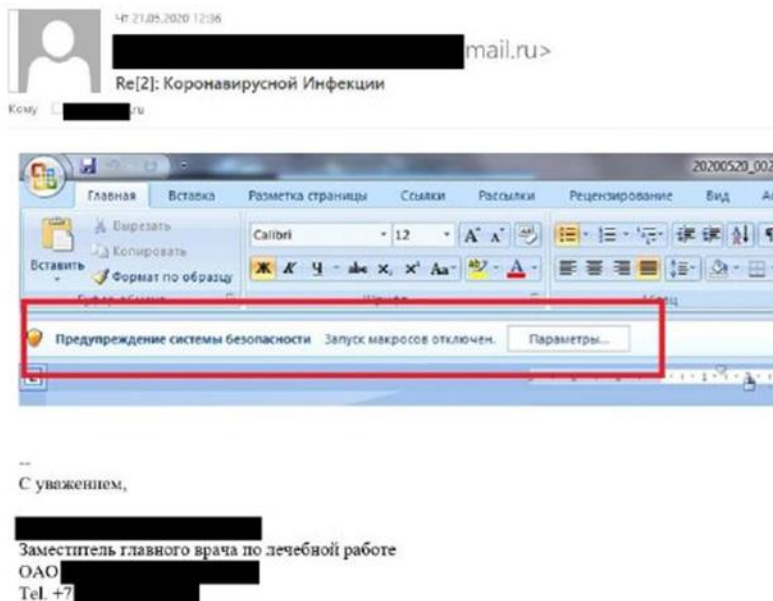
The content of the lure document was copied from an online post by a health clinic.

Our investigation showed that the initial spear-phishing attempt was unsuccessful due to macros being disabled in the Microsoft Office installation of the targeted systems. In order to persuade the target to allow the malicious macro, the attacker sent another email showing how to enable macros in Microsoft Office.



Email with instructions on enabling macros #1

After sending the above email with explanations, the attackers realized that the target was using a different version of Microsoft Office and therefore required a different procedure for enabling macros. The attackers subsequently sent another email showing the correct procedure in a screenshot with a Russian language pack.



Email with instructions on enabling macros #2

The content in the spear-phishing emails sent by the attackers from May 21 to May 26, 2020, did not contain any grammatical mistakes. However, in subsequent emails the attackers made numerous errors, suggesting they may not be native Russian speakers and were using translation tools.

Мы обслуживаем слишком много людей в день.

Мы стараемся любезно служить всем, но иногда эти проблемы возникают.

Я отправлю вложение напрямую, пожалуйста, найдите мое вложение.

--

С уважением,

██████████
 Заместитель главного врача по лечебной работе
 ОАО ██████████
 Tel. +7 ██████████

Email containing several grammatical mistakes

On June 3, 2020, one of the malicious attachments was opened by employees and at 9:30 am local time the attackers gained remote control of the infected system.

This group also utilized different types of spear-phishing attack. One of the compromised hosts received several spear-phishing documents on May 19, 2020. The malicious file that was delivered, named Boeing_AERO_GS.docx, fetches a template from a remote server.

However, no payload created by this malicious document could be discovered. We speculate that the infection from this malicious document failed for a reason unknown to us. A few days later, the same host opened a different malicious document. The threat actor wiped these files from disk after the initial infection meaning they could not be obtained.

Nonetheless a related malicious document with this malware was retrieved based on our telemetry. It creates a payload and shortcut file and then continues executing the payload by using the following command line parameters.

- Payload path: %APPDATA%\Microsoft\Windows\lconccaches.db
- Shortcut path: %APPDATA%\Microsoft\Windows\Start Menu\Programs\Startup\OneDrives.lnk
- Command Line; please note that the string at the end is hard-coded, but different for each sample:
 - o rundll32.exe [dllpath],Dispatch n2UmQ9McxUds2b29

The content of the decoy document depicts the job description of a generator/power industry engineer.

Source : the Panel

Annex 60: Reply from Ecuador



Misión Permanente del Ecuador ante las
Naciones Unidas en Nueva York

New York, 8 July 2021

Mr. Coordinator,

I have the honour to refer to your letter dated 11 November 2020, with regard the ongoing efforts to examine and analyse information regarding the implementation of the measures imposed on the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) by Security Council resolutions 1718 (2006), 1874 (2009), 2087 (2013), 2094 (2013), 2270 (2016), 2321 (2016), 2356 (2017), 2371 (2017), 2375 (2017) and 2397 (2017).

I further wish to inform that in response to the request made to the Government of Ecuador, and in compliance with the obligations arising from the relevant resolutions of the Security Council on this matter, the Government of Ecuador undertook the applicable measures for the termination of the contractual relationship between the Decentralized Autonomous Government of the Province of Pichincha and the nationals from de DPRK, and for the repatriation to their country of origin.

I remain at your disposal should the Panel need additional information.

Please accept Mr. Coordinator the assurances of my highest consideration.

Ambassador Cristian Espinosa,
Permanent Representative of Ecuador to the United Nations


Coordinator of the Panel of Experts
Established pursuant to resolution 1874 (2009)
United Nations Security Council,

Cc. dppa-poe1874@un.org

Source : Member State

Annex 61: Purported Contract Signing with KCC Representative

密码
 登陆

[关于圣滨](#)

[圣滨介绍](#)
[永翔介绍](#)
[企业文化](#)
[领导致辞](#)
[组织机构](#)
[合作单位](#)

永翔国贸与朝鲜KCC会社签署POS机采购合同

发布日期：2021-1-4

近期，由永翔国际贸易有限公司与朝鲜知名公司KCC会社就POS机采购一事签署重要的商业合同。

KCC会社是朝鲜国家财税省下属企业，从事为国家银行金融机构进行软硬件的开发采购事宜，为永翔国际的长期友好合作伙伴。

为了本次POS机的采购订单，我司业务经理多次南下深圳，与国内知名的设备生产商进行业务洽谈，深入制造车间探究产品生产和质量，力求向朝方提供国内最为优质的设备产品。同时，在与朝方多次意见交流后，将客户个性化意见反馈至厂家，为客户满意的订制了其要求的软硬件产品。由于现今朝鲜还没有POS机使用的先例，所以仅此一项弥补了朝方金融领域一大空缺，真正迈进了多功能交易终端和非现金结算的时代！

本次与KCC会社的驻华代表通过友好的洽谈，达成了战略合作意向，签署了大批量的采购合同，首批POS机已完成生产运抵大连，即将发往朝鲜，后期多批次机器也正在按合同要求有计划的生产制造中。永翔国际本着质量第一、客户至上的原则，严格把控产品质量，追踪产品使用情况，力求为客户提供最为优质的服务。KCC代表对此次采购非常满意，并表示将与永翔在多领域继续开展友好合作！




上一篇： 刘军董事长会晤朝鲜海运省代表团
下一篇： 刘军董事长考察延边自治州

Source: The Panel, website (address on file) accessed 17 March 2021.

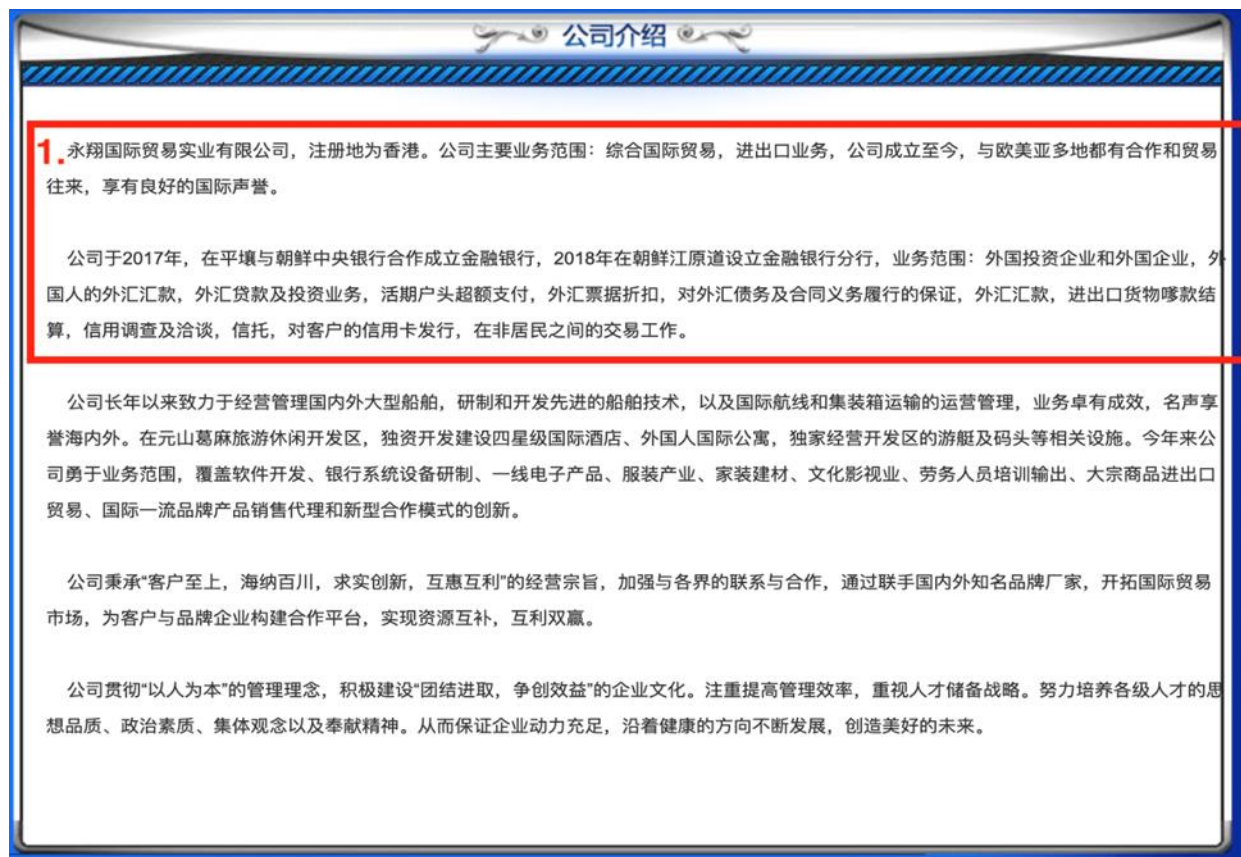
Unofficial Translation:

“Recently, the Yongxiang International Trading Company Limited [hereinafter referred to as Yongxiang International] signed an important commercial contract with the KCC Corporation, a well-known North Korean company, on the purchase of POS [Point of Sale] machines.

The KCC Corporation is an enterprise under the North Korean Ministry of Finance and Taxation and is engaged in the development and procurement of software and hardware for national banks and financial institutions. It is also a long term friendly cooperative partner of the Yongxiang International.

For this purchase order of POS machines, Yongxiang International's business manager went south to Shenzhen [in Guangdong Province] for many times to discuss business with China's well-known equipment manufacturers and delved into the production and quality of products at manufacturing workshops to strive to provide the North Korean side with the most high-quality equipment products in China. At the same time, after several exchanges of opinions with the North Korean side, the customer's personalized opinions were fed back to the manufacturers, and the required software and hardware products were customized to the satisfaction of the customer. Since there is no precedent for the use of POS machines in North Korea at present, this alone has helped North Korea to fill a major gap in the financial field and truly enter the era of multi-functional transaction terminals and non-cash settlements.

Through friendly negotiations with KCC representatives in China, a strategic cooperation intention was reached, and a large number of procurement contracts were signed. Also, the first batch of POS machines had completed production, arrived in Dalian, and would be shipped to North Korea soon. In the later stage, many batches of machines would be manufactured in a planned way according to the contract requirements. Based on the principle of quality first and customer first, the Yongxiang International strictly controls the quality of products, tracks the use of products, and strives to provide the best service for customers. KCC representatives were very satisfied with the purchase and said that they would continue to carry out friendly cooperation with Yongxiang in many fields.”



Source: The Panel, website (address on file) accessed 17 March 2021

Unofficial Translation:

“Yongxiang International Trade Industrial Co., Ltd. is registered in Hong Kong. The company's main business scope: comprehensive international trade, import and export business. Since its establishment, the company has cooperated and traded with many places in Europe, America and Asia, and enjoys a good international reputation.

In 2017, the company established a financial bank in Pyongyang in cooperation with the Central Bank of North Korea. In 2018, it set up a financial bank branch in Gangwon-do, North Korea. Its business scope: foreign investment companies and foreign companies, foreign exchange remittances, foreign exchange loans and investment business, current demand Account overpayment, discounts on foreign exchange bills, guarantees for foreign exchange debts and contract obligations, foreign exchange remittances, settlement of import and export goods, credit investigations and negotiations, trusts, credit card issuances to customers, and transactions between non-residents.”

Annex 62: Letter to China and Reply

Figure Annex 62-1: Letter to China



REFERENCE: S/AC.49/2021/PE/OC.68

10 May 2021

Excellency,

I have the honour to write to you with regard to ongoing efforts of the Panel of Experts established pursuant to United Nations Security Council resolution 1874 (2009) to gather, examine and analyse information regarding the implementation of the measures imposed on the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) by Security Council resolutions [1718 \(2006\)](#), [1874 \(2009\)](#), [2087 \(2013\)](#), [2094 \(2013\)](#), [2270 \(2016\)](#), [2321 \(2016\)](#), [2356 \(2017\)](#), [2371 \(2017\)](#), [2375 \(2017\)](#) and [2397 \(2017\)](#), in particular incidents of non-compliance.

Based on publicly available information, the Panel is investigating an alleged sale of payment processing systems, known as point-of-sale (PoS) machines, to the "Korea Computer Center" (KCC), which is part of the DPRK's Ministry of Finance and Taxation. The Panel is investigating this matter as a possible violation of, inter alia, paragraph 18 of resolution 2375 (2017) which prohibited joint ventures or cooperative entities with DPRK individuals and entities and paragraph 11 of resolution 2094 (2013) which prohibit the provision of financial services or transfer of financial or other assets or resources that could contribute to the DPRK's nuclear or ballistic missile programmes. According to a 4 January 2021 post on the "Dalian Shengbin Crew Service Company Limited" website (annex), the Yongxiang International Trading Company Limited¹ signed a commercial contract with KCC to supply PoS machines. In its efforts to gather reliable and verifiable information, the Panel would be grateful for your assistance in supplying the following information:

- A copy of the previously referenced contract;
- A full description of the PoS machines;
- Copies of all purchase-orders, invoices, pro-forma invoices related to the sale of PoS machines to KCC;
- Any shipping records, to include customs declarations and inspection reports; and
- Records of any financial transactions between KCC and Dalian Shengbin Crew Service Company Limited, including account numbers, bank names, and all relevant transaction details.

Paragraph 6 of Security Council resolution 2569 (2021) urges all Member States and other interested parties to cooperate fully with the Panel of Experts, in particular by supplying any information at their disposal. The Panel would welcome any other information that you might consider relevant to its work as mandated by the Security Council in this regard. In addition, the Panel would

¹ According to information provided on the website, Yongxinag International Trading Company Limited is a subsidiary or affiliate of Dalian Shengbin Crew Service Company Limited.

His Excellency
Mr. Zhang Jun
Permanent Mission of China to the United Nations
New York

like to assure you that any information you may consider confidential can be handled accordingly and used solely for the Security Council and the 1718 Committee.

Given the importance the Panel attaches to this investigation, we would be most grateful for any information to be supplied within six weeks of the date of this letter. Please reply by email to the Panel at [REDACTED]. Should you wish to discuss this request, or any follow-up matters, please contact the Panel through [REDACTED].

Please accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.



Coordinator of the Panel of Experts established
pursuant to Security Council Resolution 1874 (2009)

Annex: Photographs of purported contract signing with KCC representative

Source : the Panel

Figure Annex 62-2: China's Reply

6. POS machine (OC.68)

China's relevant authorities have not yet completed the verification and investigation accordingly. China has always been faithfully fulfilling the relevant provisions of the Security Council resolutions on imports from and exports to the DPRK. To ensure the validity of Security Council resolutions, any items that are prohibited to export to the DPRK will not be released by the Chinese customs even relevant contracts are signed.

We hope that the Panel will not expand the interpretation of the Security Council resolutions, which have clear provisions on providing financial services to the DPRK.

Source : Member State

Annex 63: Records from the Chinese Ministry of Commerce⁵⁵

商务部业务系统统一平台
全国外商投资企业年度投资经营信息联合报告信息公示

企业报告日期: 2017-05-04 出具回执部门: 大连市中山区外经贸局 出具回执日期: 2017-05-09
统一社会信用代码: 91210200716964630X 进出口企业代码: 2102716964630 法定代表人: 马东赫

一 企业基本情况 **二 投资情况** 三 经营情况 四 境内外投资及分支机构情况

投资情况

投资总额 (万美元)	12
注册资本 (万美元)	10.0
其中: 中方认缴 (万美元)	4.0
外方认缴 (万美元)	6.0
实收资本 (万美元)	10
其中: 中方实缴 (万美元)	4
外方实缴 (万美元)	6

境内投资者

姓名/名称	中文	大连友惠国际贸易有限公司
	英文	0
股权比例 (%)		40
认缴注册资本 (万美元)		4
其中: 现金 (万美元)		4
实物 (万美元)		0
无形资产 (万美元)		0
土地使用权 (万美元)		0
股权 (万美元)		0
其他 (万美元)		0
累计实际出资金额 (万美元)		4

境外投资者

姓名/名称	中文	朝鲜新兴信息技术贸易会社
	英文	0
国籍 (或地区) /注册地		朝鲜
资金来源地		朝鲜
股权比例 (%)		60
认缴注册资本 (万美元)		6
其中: 现金 (万美元)		6
实物 (万美元)		0
无形资产 (万美元)		0
土地使用权 (万美元)		0
股权 (万美元)		0
其他 (万美元)		0
累计实际出资金额 (万美元)		6

- ① Choseon Xinxing Information Technology Trade Association
- ② Democratic People's Republic of Korea
- ③ Ownership Stake in China-based company

Source: The Panel, website (address on file) accessed on April 2021

⁵⁵ One expert objects to this annex because the content needs further corroboration.

Annex 64: Corporate Registry Records and Analysis of Social Media Profiles⁵⁶

CERTIFICATE OF INCUMBENCY

Name of Company: SUPER GOLD HOLDINGS INC.

We, BEP (Anguilla) Limited of Babrow Building, The Valley, Anguilla, British West Indies, being the duly appointed Registered Agent of SUPER GOLD HOLDINGS INC. (the "Company"), an International Business Company incorporated in Anguilla on the 3rd Day of October 2016 with registration number 2414897 hereby certify the following:-

- The Company is in Good Legal Standing in Anguilla;
- That as far as can be determined from the documents retained at the Registered Office of the Company at Babrow Building, The Valley, Anguilla, British West Indies:
 - The authorized capital of the Company is US\$1,000,000.00 divided into 1,000,000 shares of US\$1.00 par value.
 - The sole director is:

1	Name CHIEN, CHIHWEI No. 150, Cheng'ai Rd., Fengshan Dist., Kaohsiung City 830, Taiwan
	Date of Appointment 25 th September 2018
 - This company does not have a secretary because this is not mandatory under the International Business Companies Act 2000 of the laws of Anguilla under which the company was incorporated.
 - The current shareholder (i.e. companies/individuals with 10% or more of the shares/voting rights of the Company, of which none are held in the form of bearer shares) is:

Name CHIEN, CHIHWEI No. 150, Cheng'ai Rd., Fengshan Dist., Kaohsiung City 830, Taiwan	No. of Shares Held 1,000,000	% of Shares / Voting Rights 100%
---	---------------------------------	-------------------------------------

1 NO. 150, CHENG'AI RD, FENGSHAN DIST, KAOHSIUNG, TAIWAN PROVINCE OF CHINA

Google

TO ENABLE ASSIGNMENT OF A COMPANY IDENTIFICATION NUMBER, PLEASE PROVIDE THE FOLLOWING DETAILS:

CURRENT COMPANY NAME* **SPRING GAIN INTERNATIONAL LIMITED**

FORMER NAME(S) (if known) [REDACTED]

Please indicate if:

- ☐ This is correcting the details for an existing company on the LR-F database
- ☒ This is a newly established company
- ☐ This is a change of company name (please give former names above)
- ☐ This is a company merger (please give former names of all companies above)

DATE OF REGISTRATION **8 MAY 2008**

OF REGISTRATION **TAIWAN, [REDACTED]**

CONTACT ADDRESS* **NO.150, CHENG-AI RD., FENGSHAN CITY**

TOWN* **KAOHSIUNG COUNTY**

POSTAL/ZIP CODE* **830**

TAIWAN, [REDACTED]

TELEPHONE **07-336-4888** FAX **07-535-4222**

E-MAIL **[REDACTED]@MANSON.COM.TW** WEBSITE **[REDACTED]**

IF KNOWN PARENT COMPANY [REDACTED]

IMO ship identification number(s) * **7903366**

If not available other ship details (please supply at least one IMO ship identification number in the current fleet. This helps in the identification of company records)

MANSON SHIPPING (SINGAPORE) PTE LTD.
JIU LI SHUN TRADING CO., LTD.

Manager [REDACTED]

26/F, 1 NO. 29, HAI PIEN ROAD, LINGYA DISTRICT, KAOHSIUNG 802, TAIWAN [REDACTED]

TEL: +886-7336-4888 FAX: +886-7535-4222

E-MAIL: [REDACTED]@MANSON.COM.TW

MANSON.COM.TW

2

Winson Oil Bunkering Pte. Ltd.
 80 RAFFLES PLACE, #41-01 UOB PLAZA 1, SINGAPORE 048624
 TEL: +65-6222-9888 FAX: +65-6220-0988

Jiu Li Shuen Trading Co., Ltd
 26/F-1 NO.29, HAI-PIEN ROAD, LINGYA DISTRICT, KAOHSIUNG 802, TAIWAN [REDACTED]
 TEL: +886-7336-4888 FAX: +886-7535-4222

WINSON OIL DMCC
 UNIT NO.: 3807, DMCC BUSINESS CENTRE, LEVEL NO 1, JEWELLERY & GEMPLEX 3, DUBAI, U.A.E.
 E-MAIL: bunker@winsonoil.ae

Source: the Panel

⁵⁶ The Panel has redacted this third party primary documentation in order to issue a consensus report. Six Panel members object to this redaction.

Annex 65-1: Survey of NGOs on the effects of COVID-19 on humanitarian operations

In order to assess the impact of COVID-19 on humanitarian organizations operating within the DPRK, the Panel sent a survey of questions to 38 organizations. Responding organizations included both UN organizations as well as non-governmental organizations that applied for exemptions either directly to the 1718 Committee, or through a Member State or the UN Resident Coordinator in the DPRK. At the outset, the Panel clarified that responding to its inquiry was optional and that it had no bearing on the exemption approval processes within the 1718 Committee. The following questions were sent to the organizations.

QUESTION 1: What is your assessment of the impact of the limitations related to the COVID-19 pandemic and sanctions on the DPRK, and in what way has it influenced the overall humanitarian situation? If possible, please include information or examples that support your assessment.

QUESTION 2: Please provide detailed information and data on whether your organization experienced reductions in operational capacity due to issues related to quarantine measures in the DPRK and / or implementation of UN sanctions.

QUESTION 3: If your operations require humanitarian exemption approvals from the 1718 Committee, has the approval process met your needs? What, if anything, could be improved in the exemption process, or in the implementation of UN sanctions, to better meet your operational needs and objectives?

Table Annex 65-1. Humanitarian organizations' responses to the Panel's Survey

The Panel does not take a position on the responses and has not verified the veracity of any claims made therein. The Panel has redacted Member States' identities and other phrases which might jeopardize the safety of the relevant organizations.

Org. No.	Responses
1	“It is a serious problem that the process of obtaining approval for the exemption for humanitarian assistance to DPRK takes a long time at this critical juncture of the COVID-19 pandemic and natural disasters. Since the UN Security Council Committee approved the updates to the Implementation Assistance Notice No.7 the Committee has announced that it would expedite the exemption procedure for emergency assistance to DPRK for natural disasters and COVID-19. However, it turned out that submitters of the humanitarian exemption requests must provide detailed information of necessary goods they plan to deliver to DPRK, including specifications. To meet the condition, non-governmental organizations, or NGOs on the ground in [REDACTED] need to confirm a purchase deal with the providers of goods or purchase the items before submitting the exemption requests to add the required information of the supplies in their documents. Yet it is not easy for the NGOs to purchase goods in advance, not knowing if they could obtain approvals for their exemption requests. Some providers tend not to easily share detailed information about their products unless the NGOs purchase them first or make a contract for future purchases. But timing is the most critical element for humanitarian assistance for emergencies because the aid needs to be delivered before things deteriorate or more severe damages occur. However, it is highly likely to miss the golden time in this situation while preparing for the exemption approval. Such a result would negatively impact humanitarian assistance for all cases, including natural disasters and the pandemic.” “In 2018 after sanctions against DPRK were strengthened, the country's food production was 4.95M tons, down by 9% compared to 2017, which caused the nation to require humanitarian assistance. Also, malnutrition is closely related to various humanitarian situations other than food shortage. As mentioned above, submitting an exemption request itself already takes a long time before the actual humanitarian assistance is delivered to DPRK; thus, we need to consider and review calling for the adoption of the “Whitelist.” ” “The “secondary boycott” measures have prevented bank transactions for payments for humanitarian supplies and vessels to enter DPRK ports, and the routes for delivering humanitarian items to DPRK have been blocked. As a result, DPRK counterparts have given up on humanitarian projects for their country. Due to the prolonged suspension of assistance for DPRK and inter-Korean cooperation and exchange, it has become evident that the donors and sponsors of NGOs increasingly tend not to show interest in DPRK projects. Therefore, the UN needs to ease approval conditions for exemption requests on humanitarian supplies so that the NGOs can resume their assistance activities actively.” “[Foreign] banks are more and more reluctant to supply sufficient amounts of cash, particularly if the cash supply is intended for projects in DPRK. Despite the exemptions that are granted to the funds dedicated to humanitarian operations, it is common that banks delay or block the supply of cash, leading to additional administrative work on [the organization's] side to unblock the situation.”
2	“The drastic measures imposed by the country in regard to the complete cessation of movements of goods and people had repercussions on the preparation of the planting activities on the one hand, and on importations of agricultural inputs on the other hand. Both of these resulted in a large shortage of domestic production, which is estimated to have caused huge impacts on the population. In addition to the COVID-19 limitations’

	impact on the humanitarian situation, the management of the numerous natural disasters of 2020 further exacerbated the dire food insecurity.” “...with no direct access to the country, it proves difficult for [the organization] to monitor, assess and analyze the impact of the suspension of its food security projects on their beneficiaries, let alone the general impact of COVID-19 limitations and the cessation of importations on the humanitarian situation in DPRK.” “Since the DPRK imposed strict quarantine measures and closed its borders in January 2020, [the organization’s] operational capacity in DPRK has been highly compromised. In March 2020, two out of the three expatriates present in Pyongyang were able to leave the country...[P]artnership with local actors has been made more fragile. This is already having strong consequences on future programming capacity, such as the impossibility to be able to seek new funding for the next coming years. Partners have indeed cited the lack of post-COVID-19 visibility as reasons not to seek further grants and develop new projects.” “As of October 2020, all of [the organization’s] projects are officially suspended. This will have immediate consequences when the country reopens, as suspended projects will require further extension from funding partners to cover reopening assessment phases. The mid-term operational capacity of the organization in DPRK has also been impacted due to the increased remote communication and management issues that arose from the absence of expatriates in Pyongyang.” The organization further noted that overhead costs, which continue despite the lack of operations, are “not fully eligible for support by funding partners.” “In 2018, [the organization] observed an increase in the prices of the project goods, of 5 to 25% depending on the item (25% for cement). Korean providers offer prices that are two to five times higher than Chinese providers. Chinese⁵⁷ providers also tend to increase their offers due to the complexity and uncertainty of the customs processes. Besides, the need to separate batches according to delays in obtaining exemptions and clearances implies regular additional transportation costs which are significant for [the organization’s] project budgets.” “the daily implementation of the humanitarian exemption implies to manage simultaneously: the logistic processes for the purchases put on hold, contract modifications with providers to adapt to new constraints and delays, writing follow-up modifications of previously granted exemptions, dealing with complicated [REDACTED] domestic regulations reluctant to implement humanitarian exemptions...These recurrent tasks do require some extra time from Project Managers and Country Director, which eventually takes away time for the qualitative achievement of the projects’ results. All in all, these unintended impacts of the implementation of sanctions result in a general delay in all project implementation. It proves to be all the more important that authorization processes be more simplified and flexible in order not to infringe on the organizations’ operational capacity.” “The general opinion is that the request process is not quite optimal but that it remains acceptable. In order to better meet the organization’s operational needs and objectives, more guidance from the Committee could be valuable for [the organization].”
3	“Since our last correspondence...we have observed almost no changes regarding the situation with our project activities in North Korea.”

⁵⁷ One expert objects to the usage of “Chinese” and “customs processes” in this sentence.

4	“The strict measures and limitations that [the organization] has been itself facing in regards to the COVID 19 have significantly reduced the organization’s capacity to monitor the impacts of the restrictions at a local and national level.” “The last [the organization’s] expatriate staff left the country in August 2020 considering the total suspension of the activities and the complete lack of visibility regarding a potential restart of [the organization’s] operations in the country, as well as the possibility to send personnel, funds and equipment needed to properly run the projects.” “The access and communication barriers imposed by the COVID 19 situation as well as the lack of secondary data from other sources make it impossible for [the organization] to propose an analysis of the humanitarian situation evolution in regards with the current pandemic.” “...restrictions made impossible for [the organization] to keep implementing its projects within acceptable quality and integrity standards, forcing the organization to suspend all its activities.” “...indeed, certain support running costs must be maintained, but they are not fully eligible for our financial partners and [the organization] will not be able to pay these costs with its own funds if the situation continues over time. Moreover, considering the impossibility to send cash to DPRK [REDACTED], [the organization] has therefore been accumulating debts since the suspension of its operations.” “In terms of future operational capacity, the restart of [the organization’s] activities in the country will imply a mission revitalization period ...; relaunch discussion for designation of national staff; clean up liabilities; sending back international staffs to the country; assessing the situation of each suspended projects and restart the contact with farms and partners; importing the material and equipment blocked at the border; etc.). Additional extension of projects will probably be needed, inducing costs that were not initially planned; [the organisation] is coordinating with its financial partners and will propose adjustments to its projects once the situation will have been reassessed.” “Even though the COVID 19 related restrictions on importations decided by DPRK are responsible for this situation, it has to be mentioned that [the organization] currently has materials and equipment... blocked at the border since January 2020. [the organization] has no choice since then to request extension of the exemption granted for this purchase to ensure it is still valid when the border reopens.” “An issue to report is that the exemptions granted to [the organization] are sometimes not recognized by [REDACTED] customs, which implies additional negotiations and explanation delays with [REDACTED] authorities to eventually lift this barrier.”
---	--

Source : the Panel

Annex 65-2: Statements from NGOs regarding UN sanctions

The following quotes have been compiled from the responses to the Panel's survey to NGOs.

The Panel does not take a position on the responses and has not verified the veracity of any claims made therein.

The Panel has redacted Member States' identities and other phrases which might jeopardize the safety of the relevant organizations.

- "...The cash flow limitations remain the main challenge for organisations to operate in DPRK. Specifically, the closing of all banking channels to DPRK implies [REDACTED] in the country, thus representing an additional administrative and HR constraint. Banks appear to be reluctant to risk engaging with the DPRK, which is impacting all programmes. In general, the unavailability of cash in the country makes it complicated for organisations to implement activities. Action plans must be adapted to the availability of cash, to the detriment of needs."
- "the administrative work related to sanction compliance slightly increases the workload of project managers and the Country Director. The legal expertise required to understand the information involved in the sanction mechanisms and the absence of a direct channel for resident INGOs to communicate with the UNSC Sanctions Committee has, on some occasions, proven detrimental to other tasks and responsibilities. All in all, the administrative work related to sanctions implementation takes away fluidness, which impacts the working rhythm but does not infringe on the optimal dynamism of programme implementation."
- "following the set of sanctions implemented in 2018 (following UNSC resolution 2397 of December 2017), the [REDACTED] Customs have put a special emphasis on humanitarian imports, creating additional delays instead of easing the exempted imports."
- "the importation process through [REDACTED] has proven to be increasingly complicated as issues specific to [REDACTED] customs arise. These delays resulted in major impacts on project's implementation (and on the population's well-being), such as the suspension of the transportation of food to children institutions and the lack of vegetable intake by children due to the insufficiency of winter production because of the absence of the procured pipes to be used for the construction of greenhouses. All in all, these delays are estimated to have affected up to 30,000 to 45,000 beneficiaries, mostly children"
- "several major suppliers stopped submitting offers, mentioning specifically the [REDACTED] sanctions in place since January 2018, which do not specify any exemption for humanitarian activities. Suppliers are worried, increasingly reluctant to send their offers to call for tenders and discouraged by the [REDACTED] sanctions, in terms of customs clearance as well as in terms of banking."

- “each slight modification of technical specification must be notified to the UNSC SC, which appears to increase the planned duration of the action. As so, some activities have been delayed and no-cost extensions have been requested to donors for some projects due to the duration extension of the purchase procedures.”
- “...Despite the exemptions that are granted to the funds dedicated to humanitarian operations, it is common that banks delay or block the supply of cash, leading to additional administrative work on [the organization’s] side to unblock the situation.”
- “Since the sanctions have come to force, a drop in the number of suppliers applying for the tenders [the organization] open in the frame of the procurement of goods and equipment. This decrease in the potential supplier diversity has a direct impact on prices competitively, goods and equipment quality.”
- “...the exemption process is now well understood and managed but can still provoke delays in case of unexpected administrative issue (e.g.: ████████ customs that sometimes refuse to recognize the exemptions granted to [the organization] –calling for additional negotiations).”

Source : the Panel

Annex 65-3: Summary of suggestions from NGOs

The following list of suggestions has been compiled from the responses to the Panel's survey to NGOs. The Panel does not take a position on the suggestions and has not verified the veracity of any claims made therein. The Panel has redacted Member States' identities and other phrases which might jeopardize the safety of the relevant organizations.

- “The end of the COVID-19 pandemic is an unforeseeable future. Thus, the Committee needs to reconsider its sanctions against DPRK on humanitarian assistance to help resolve the unprecedented case in the country. Also, the Committee should streamline the exemption procedure by writing a Whitelist on the already approved supplies or similar projects.”
- “It sometimes takes a long time for an exemption request for a humanitarian project for DPRK to be approved because of the awareness that all people in Pyongyang belong to the privileged class. Such an awareness needs to change that delivery of humanitarian assistance should be made without prejudice for those who live in Pyongyang but are underprivileged.”
- “The first suggestion is the extension of the exemption validity period. It was [the organization's] opinion that 6 months was a too short period to be able to: put in place the calls for tenders; examine, assess and preselect offers based on technical and financial criteria; request and obtain the validation of the service provider by [the state official]; finalize the contract with the service provider; and proceed to the importation and customs. It has previously been the case that, by the time the entire process is completed, the validity of the exemption reaches its term. It then leaves little time for the activities to be put in place.”
- “The market realities are not often aligned with the technical specificities provided in the exemption request submitted to the UNSC Sanctions Committee. This implies that the slightest modification requires the submission of a new request to the Committee in order to confirm the exemption and enable [REDACTED] clearances... The most convenient adjustment to the exemption process for [the organisation] would be to be able to get a global validation from the Sanctions Committee for each project, thus covering the entirety of the project's duration. Such a measure would most definitely ease the project implementation.”
- “[The organization] would also like to suggest the Sanctions Committee to assist in supporting customs authorities in transit countries by sending comprehensive instructions to facilitate the timely clearing of humanitarian items, as well as to consider issuing a communication to Member States, encouraging them to assist in exploring banking channels and highlighting that banking operations which support humanitarian operations are exempt from sanctions.

- “As of October 2018, the Sanctions Committee now publishes authorizations online, this can be very useful in asserting permissions. A good practice that could be implemented to facilitate the process would be to translate these documents into Chinese as well.”
- “the extension of the 6-month validity period granted for each exemption. Indeed, considering the weight of the exemption request process as well as the procurement delay necessary to import the goods and equipment in DPRK, the 6-month exemption granted so far complicates the implementation of the projects since it has to be quickly renewed to prevent delays in the delivery of the following items to be imported. In addition, despite the fact that the exemption process is now well understood and managed by all the stakeholders, any issue in the exemption granting process or more likely in the importation process could delay the importation to more than 6 months and therefore make null and void the exemption valid for 6 months. The current restriction on imports linked to the COVID 19 situation is a good example of this constraint: as mentioned previously, [the organization] had to request extension of the exemption due to the fact that the goods and equipment covered by the granted exemption are still blocked at the border. Considering the complete lack of visibility about the timeframe to expect regarding the resumption of the imports, it is likely that [the organisation] will have to ask for a new extension of the exemption.”
- “Strengthen the link with the [REDACTED] authorities to facilitate the customs clearance process”
- “Make fast tracks when it comes to 1) amendment justified in terms of quantity 2) renewal in the event of expiration.”

Source : the Panel

Annex 66: Consolidated list of recommendations

Maritime

On vessel identity laundering and swap

1. Member States and ship registries should issue up-to-date circulars on identified laundered AIS digital profiles used as cover identities, so as to caution against trading with such ships.
2. Where there is suspicion about the validity of the identifiers of a vessel, port and other relevant maritime authorities should conduct the necessary checks of the history of such vessels entering its port jurisdiction waters, pursuant to paragraph 9 of resolution 2397 (2017).
3. Flag registries should require all applicants seeking to join their registry to include up-to-date photographs of the exterior (bow, stern deck) and interior of their vessels where vessel identifiers are displayed.
4. Member States hosting shipyards that service foreign-flagged vessels should raise awareness of the risk of vessels seeking physical alterations or other modifications to obfuscate their identity in order to engage in sanctionable activities.

On information sharing

5. Flag registries should regularly publish a list of deregistered vessels on their website and in maritime circulars for the broader shipping community.
6. The misuse of MMSIs is a trend affecting various flag registries. To assist and ensure that the MMSIs of flag registries are not fraudulently used, the Panel encourages registries and Member States in whose waters vessels transmit fraudulent identifiers to investigate such vessels and to share the results of their investigations, including with the Panel, in particular where it relates to suspected sanctions evasion activities.

On AIS manipulation

7. Member States should monitor and investigate vessels that broadcast suspect identifiers particularly in waters where DPRK and DPRK-linked vessels are known to operate.
8. Flag registries should ensure dedicated personnel for monitoring the AIS status of their registries' fleet as part of their due diligence efforts, including contacting ships that broadcast AIS information that is different from that in their registered profile.
9. Classification societies should certify the existence of a single, functional, type A AIS system on each vessel as part of a periodic safety inspection. Inspections should look for evidence of multiple AIS systems.

On beneficial ownership information

10. The Panel reiterates its recommendation that Member States require their relevant competent authorities to disclose beneficial ownership information related to all legal entities seeking to register vessels under their ship registry. Member States with open registries should endeavour to collect identifying and contact information for each individual who owns or exerts control over the foreign entity to which each vessel belongs, whether as a controlling shareholder, a financier of the enterprise, or a senior manager or decision-maker. Such information should be made available to relevant entities such as law enforcement, as well as to the Panel, to facilitate sanctions implementation efforts.

Trade and Customs

11. The Panel recommends that the International Organization for Standardization (ISO) look into possible measures to prevent erroneous usage of country codes for the Democratic People's Republic of Korea and the Republic of Korea (KP and KR respectively).

12. The Panel recommends that Member States streamline their export and import control lists, using as supportive material the Panel's informal list of prohibited commodities.

13. The Panel notes that Member States could study the possibility of using the ASYCUDA system, developed by UNCTAD (a computerized customs management system, now used in more than 80 countries; see <https://asycuda.org/en/>) to monitor transactions with sanctioned jurisdictions.

14. The Panel recommends that the customs authorities of Member States use the above-mentioned resources for the information of and usage by the trading agents of their jurisdictions for due diligence purposes, particularly when dealing with prohibited commodities in relation to trade with sanctioned jurisdictions.

Luxury Goods

15. The Panel reiterates its recommendation that Member States streamline their export control lists to reflect the list of prohibited luxury goods in a manner consistent with the objectives of resolutions 1718 (2006), 1874 (2009), 2094 (2013), 2270 (2016) and 2321 (2016), avoiding unnecessary broadening of their scope in order not to restrict the supply of unprohibited goods to the civilian population nor have a negative humanitarian impact once trade restarts.

16. The Panel reiterates its recommendation that Member States encourage their business entities and nationals exporting luxury goods to include a contractual provision to prevent resale to the Democratic People's Republic of Korea.

17. The Panel reiterates its recommendation that Member States and relevant organizations encourage shipping and transportation companies to provide thorough systems for checking consignees, bearing in mind the risk of trans-shipment.

Finance

18. The Panel notes the October 2020 revision by the Financial Action Task Force of Recommendation 1 and its Interpretive Note (R.1 and INR.1) to require countries and private sector entities to "identify, assess, understand and mitigate their proliferation financing risks (PF risk)" related to "the potential breach, non-implementation or evasion of the targeted financial sanctions". Pursuant to this requirement, the Panel recommends that all Member States and private sector entities review the recently published FATF Guidance on Proliferation Financing Risk Assessment and Mitigation.

Unintended Impact of Sanctions

19. The Panel notes the usefulness of biannual briefings by the relevant United Nations agencies on the unintended impact of sanctions and recommends that the Committee continue this practice.

20. The Panel reiterates the need for urgent measures to re-establish the banking channel.

21. The Panel recommends that the Security Council continue to address issues and processes that mitigate the potential unintended adverse impacts of sanctions on the civilian population of the Democratic People's Republic of Korea and on humanitarian aid operations to benefit the country's vulnerable population and overcome the consequences of the COVID-19 pandemic.
